Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/n27viedespeuples07pari

Tome VII. — N° 27 10 Juillet 1922.

LA VIE DES PEUPLES

WITHDRAWN FROM VICTORIA UNIVERSITY LIBRARY

SOMMAIRE

Charles LOISEAU	*Politique romaine et sentiment français* .	677
H. BURIOT-DESILES ...	*Le « Ça ira » de G. Carducci*	700
G. CARDUCCI	*Ça ira*	707
P. L'ESPAGNOL de la TRAMERYE..	*L'empire anglais du pétrole*	719
V. CHOULGUINE	*Au bord de la mer*	740
Edouard GUYOT	*H.-G. Wells, historien*	762
Jules LEGRAS	*Tsars et ministres*	779
Henri LICHTENBERGER.	*Walther Rathenau*	786

Vie philosophique.....	798	Vie politique	815
Vie littéraire	807	A travers les Revues	833

Traduction et reproduction interdites

Prix : 5 francs

SOMMAIRE DES CHRONIQUES

Vie philosophique	Pages
Joseph Dresch : *Un philosophe de la liberté : J.-G. Fichte*	798
Vie littéraire	
Jules Legras : *Les lettres russes à l'étranger*	807
Vie politique	
Emile Delage : *En Autriche : Le cabinet Seipel*	815
P. R. : *En Italie : La Banca di Sconto* .	820
Les troubles de Rome	821
L'occupation de Bologne par les fascistes	823
La dissolution du groupe de la Démocratie	826
Le Conseil national socialiste	827
Y.-A. Bodry : *Russie des Soviets*	831

A travers les Revues	Pages
Les paiements pour les réparations et le bilan commercial allemand	833
Les syndicats allemands après la guerre	837
Les difficultés de l'unification polonaise	840
L'accord de Rapallo vu de Pologne....	842
Les relations commerciales polono-russes	
La musique française en Pologne	844
Stamboulisky	848
Le résultat de Gênes	851
La France et la Conférence de Gênes ...	854
La prohibition de l'alcool aux Etats-Unis	857
La lutte pour l'Atlantique	859
L'évasion de la baronne Wrangel	860
Un voyage en Transcaucasie	864
Le problème des races dans l'Afrique du Sud	867
Figures littéraires	869
Questions historiques	873

LA VIE DES PEUPLES

Revue de la Pensée et de l'Activité françaises et étrangères

Paraît le 10 de chaque mois en un volume in-8° d'au moins 192 pages

Fondateur : A. DE LAPRADELLE

PRIÈRE D'ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE

La Rédaction de la Revue : 2, Rue Lecourbe, Paris (XV^e^) — Tél. Ségur 84-40

L'Administration de la Revue : A la Librairie Guillon, 5, Place de la Sorbonne, Paris (V^e^)

Secrétaire Général : Jean Bonnerot.

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

	Un an	Six mois
France	50 fr.	.... 30 fr.
Etranger	70 fr.	.... 40 fr.

P
Fr. Lit.
V

La Revue de Genève

Directeur : ROBERT DE TRAZ

Internationale, mais non internationaliste, la " REVUE DE GENÈVE " est un organe de liaison. Elle groupe des écrivains représentatifs de chaque nation, afin qu'ils s'expliquent. Revue de civilisation comparée, elle donne chaque mois, grâce à des collaborateurs de tous pays, l'image vivante et contemporaine d'un monde où personne ne peut plus s'isoler.

La " REVUE DE GENÈVE " publie des œuvres de Maurice Barrès, Georges Duhamel, Elie Faure, Edmond Jaloux, Daniel Halévy, Camille Mauclair, André Suarès, Albert Thibaudet, Hellens, B. Croce, G. Ferrero, Vilfredo Pareto, G. Prezzolini, Bennett, Joseph Conrad, J. Joyce, George Moore, Shaw, N. Murray Butler, John Erskine, Ch. Macfarland, F. W. Forster, Freud, Thomas Mann, Rathenau, Redlich, eyserling, A. Kouprine, Milioukov, Remisov, Alexis Tolstoï, Branting, Lange, Nansen, J. Bojer, Per Hellstrœm, Lagerkvist, Masaryk, Bénès, A. Apponyi, I. de Voïnovitch, Markovitch, Unamuno, Madariaga, etc., etc.

	Un an	Six mois	Prix du numéro
	—	—	—
France et Belgique (argent français).....	54	28	5 »»

Pour tous renseignements s'adresser à la S. A. des Editions « Sonor », 46, rue du Stand, Genève.

- - LIBRAIRIE STOCK - -

DELAMAIN BOUTELLEAU & Cie — PARIS

155, rue Saint-Honoré (Place du Théâtre-Français) Chèque postal 29.360

LA PLUS GRANDE, LA MIEUX ORGANISÉE ET LA MIEUX SITUÉE DES LIBRAIRIES DE PARIS

Tous renseignements et commodités

TOUS LES LIVRES -- OUVRAGES RARES
RELIURES
SERVICE D'EXPÉDITIONS RAPIDES

Province et étranger

En se recommandant de la VIE DES PEUPLES
demander le service gratuit du

BULLETIN PÉRIODIQUE DE LA LIBRAIRIE STOCK

qui renseigne impartialement le plus souvent par ANALYSES, sur la production trimestrielle de la librairie française.

EDITIONS STOCK

7, rue du Vieux-Colombier. — PARIS

DERNIÈRES NOUVEAUTÉS

Collection « LES DOCUMENTS DU TEMPS »

J. M. Keynès : *Nouvelles considérations sur les Conséquences de la Paix*, (un volume, **6.75**). — Maxime Gorki : *Ecrits de Révolution*, (un volume, **6.75**).

Dans la « BIBLIOTHÈQUE COSMOPOLITE »

St. Ed. White : *Terres de Silence*, 8e édition, (1 vol. **5.75**). — Tolstoï : *Guerre et Paix*, seule traduction littérale et intégrale d'après les manuscrits originaux, (6 vol. ch. 400 pages à **5.75**, le vol.). — O. Wilde : *La Maison de la Courtisane*, (1 vol., **5.75**). — *Théâtre*, (3 vol., **5.75**, le vol.,) etc... En préparation : Tourgueneff, *Roudine*. — Andersen, *Contes*, traduction nouvelle.

ROMANS

Marguerite Comert : *Mes Images*, (1 vol., **5.75**).— Prix Northcliffe. — *L'Epithalame*: roman par Jacques Chardonne, (2 vol. ens., **11.50**).

Collection « LES CONTEMPORAINS »

Œuvres et Portraits au XXe siècle. — Chaque petit volume, du prix de **1 franc**, contient une œuvre significative, une notice et un portrait. — André Salmon : *Prikaz*. — Max Jacob : *Le Cornet à Dés*. — Elie Faure : *Les Constructeurs*. — François de Curel : *Le Solitaire de la Lune*. — Prochainement : Œuvres de MM. Cocteau et Giraudoux.

THEATRE

Erieux. — *Théâtre Complet* T. III : *Les Trois Filles de M. Dupont ; Résultat des Courses*, (1 fort vol., **9 francs**). — Edmond Sée : *Un Ami de Jeunesse*.

COLLECTION NOUVELLE DE LA FRANCE DRAMATIQUE

Mademoiselle Pascal, de Martial Piéchaud, **1.50**. — *La Dame de Bronze et le Monsieur de Cristal*, d'Henri Duvernois, **1 franc**. — *Aimer*, de Paul Géraldy, **1.50**. — *Le Débat de Nicolazic*, mystère d'Henry Ghéon, **1.50**. — *Beethoven*, de René Fauchois, **1.75**. — *L'Heure du Berger*, d'Edouard Bourdet, **1.50**. — *Pierre Dupont*, de Lucien Descaves, **1 franc**, etc...

POLITIQUE ROMAINE ET SENTIMENT FRANÇAIS

Il vaut mieux regarder certaines difficultés en face que de mettre une fausse prudence à paraître les ignorer : depuis le début de la guerre, qui coïncide, ou peu s'en faut, avec l'avènement de Benoît XV, la politique du Saint-Siège paraît avoir déçu, en certaines occurrences, le sentiment national français, spontané ou raisonné. L'attachement insigne que les catholiques de France conservent à la Papauté, et qui va jusqu'à l'élan pour la personne même du Pape, quel qu'il soit, n'en a point été amoindri. Les partis hostiles n'ont pas, en général, forcé le ton des critiques. Le gros du public vient d'accueillir la reprise des relations avec le Vatican sans enthousiasme, à vrai dire, mais comme un événement normal, un sage retour à la tradition, et surtout un acte de conformation nécessaire à l'attitude des autres Etats. Mais enfin il ne semble pas que cette reprise ait donné jusqu'ici, à défaut de résultats auxquels l'opinion s'intéresse, des espérances en rapport avec son but, et l'on se résigne peut-être un peu trop facilement à ce qu'elle n'en donne pas. Entre la Rome pontificale et la France politique, le courant sympathique ne semble pas encore régularisé. La confiance ne se montre qu'à demi, et il peut suffire d'un mince événement pour qu'elle se voile.

C'est là un fait dont nous voudrions essayer de rendre compte, sans même nous attarder à la part qui reste imputable aux erreurs de tactique ou de personnes. Il prête à une confrontation utile entre ce qui semble immanent, soit dans le sentiment national, soit dans la politique romaine. Commençons donc par laisser ce sentiment s'exprimer en toute liberté. Nous ver-

rons ensuite ce qu'on lui objecte, et nous tâcherons de conclure.

Tout d'abord l'impression subsiste chez nous que la façon dont les Allemands nous ont fait la guerre a trouvé au Vatican des juges indulgents, en tous cas préoccupés de ne pas se compromettre. Le ressentiment de la Nation contre ses envahisseurs s'alimente toujours du souvenir des souffrances endurées par les individus et du spectacle des dévastations. L'œuvre humanitaire de Benoît XV, pendant toute la durée du conflit, a été aussi vaste qu'impartiale, et beaucoup de nos compatriotes lui doivent du soulagement. Le cœur des peuples est ainsi fait, néanmoins, que des actes efficaces n'ont pas permis d'oublier certains silences.

Je laisse toujours parler le sentiment public. Les efforts du Saint-Siège en faveur d'une paix de compromis, et surtout la célèbre note du 1er août 1917, ont paru, dans certains milieux, suspects de tendances favorables à nos adversaires. Sans aller si loin, et même si l'on fait crédit sans réserve aux intentions pontificales, il faut reconnaître aujourd'hui que ces efforts s'inspiraient d'une opinion erronée sur l'issue probable du conflit. Les peuples, lorsqu'ils sont déterminés à « aller jusqu'au bout » n'aiment pas qu'on paraisse douter de leur victoire. Les perspectives de paix « blanche », froissaient jadis en nous le sentiment héroïque, si je puis dire, et semblaient un défi à notre résolution. Cinq ans plus tard, le recul ne leur est pas plus favorable. Car enfin, si nous ne jouissons point de la paix, au sens complet et tout-à-fait rassurant, nous avons tout de même *gagné la guerre*.

Vers la fin de 1918, Benoît XV avait appelé les bénédictions d'En-Haut sur la Conférence de la paix. Pendant que les plénipotentiaires délibèrent, il se borne à une intervention discrète, confiée à Mgr Cerretti, en faveur des missions catholiques et il obtient un amendement, d'ailleurs tout-à-fait justifié, à l'article 438 du traité de Versailles. Puis vient l'heure où le canon tonne pour la dernière fois : mais c'est du haut du Mont-Valérien, pour annoncer la signature du traité. Nous sommes à la veille de cette grandiose journée du 14 juillet 1919,

qui dégageait sur le passage des vainqueurs défilants à Paris, un parfum de laurier et de moisson. Jour de tristesse et d'humiliation pour les vaincus, sans doute rien qui soit plus dans l'ordre. Mais ce qui semblait dans l'ordre aussi, c'est que le Vatican, sans prendre aucune part apparente à la joie des uns et à la tristesse des autres, marquât du moins sa satisfaction de la paix, *fait accompli*. Ce traité, qui met terme à tant d'épreuves, y compris celles de l'Eglise, le voilà. Cette démobilisation, qui va rendre les prêtres à leurs autels, les fidèles à leur paroisse, les pères et les grands frères à leur foyer, elle est imminente. Il y a des nuages encore, évidemment, mais on respire. Il y a des imperfections, des lacunes, des injustices, si vous voulez, dans cette œuvre humaine qui sort du palais de Versailles, soit. Mais c'est tout de même une charte, une base, le support d'un ordre pacifique. Plus on a désiré la paix, plus il semble qu'on doive se féliciter qu'elle soit acquise et faire sans arrière-pensées crédit à son instrument.

Or, on est loin d'avoir l'impression que le Vatican envisage ainsi les choses. Dans son encyclique du 25 juillet 1919, le Pape ne fait allusion qu'à la paix « chrétienne », note à la fois ampliative et restrictive. Ou il est bien mal compris, ou la presse catholique internationale a raison de voir, dans cette prétérition de la paix signée, une façon de jeter le doute sur sa stabilité et peut-être sur sa justice. De fait, dans les mêmes organes on continue à former des vœux pour l'avènement de la paix « juste et durable ». Il y en a donc une autre? Ne serait-ce pas tout justement celle de Versailles?

Et ne nous imaginons pas que cette façon de traiter l'œuvre du Congrès soit propre aux Allemands, aux Hongrois et aux Autrichiens. Ils auraient bien des excuses. Mais c'est en Italie, dans un des pays qui a pris part à la victoire, et qui n'est point maltraité par le traité de Saint-Germain, que les catholiques unissent tantôt une voix plaintive et tantôt acerbe au chœur des mécontents d'en deça du Danube et d'outre-Rhin.

Qu'ils possèdent une autorité particulière, précisément au titre catholique, cela va de soi : ne sont-ils point, ne fût-ce que par raison géographique et politique, plus près de la pensée

du Vatican? Ils le disent d'ailleurs assez haut. Et peut-on croire qu'ils passent leur temps à dénaturer cette pensée, sans que cette hardiesse leur attire une admonestation? En attendant, Mgr Costantini, administrateur apostolique de Fiume, au cours d'un échange d'aménités avec M. Gabriele d'Annunzio, fulmine contre « la paix de Versailles sans Dieu ». Le *Corriere d'Italia*, organe qui n'engage point, sans doute, la responsabilité du Vatican, mais qui n'imprime pas, tout de même, ce que le Vatican juge déplaisant ou inopportun à son point de vue, donne une série d'articles, avec manchettes, *sulla revisione della Pace*. Les articles suivent de fort près le Congrès de Versailles. Un autre les précède; il a paru quelques jours après la conclusion de l'armistice, sous la signature du professeur Blessich; et il inaugure, si je ne me trompe, la longue série des campagnes de la presse italienne contre la France, en soutenant la thèse hostile à l'occupation par nos troupes de la rive gauche du Rhin.

Puis, très rapidement, dans le cours des années 1919 et 1920, se dessine, à travers presque toute l'Europe, le mouvement des *Internationales catholiques*. Ces institutions, dont nous ne parvenons pas à nous rendre compte si l'esprit en est novateur ou périmé, ne sont destinés, d'après la réclame qu'on leur fait, qu'à nous procurer la paix chrétienne. Mais jusqu'ici, nous les avons vu fonctionner surtout comme foyers de propagande contre le respect dû aux traités, sinon même de reconstitution de la politique d'Europe centrale, telle qu'on l'entendait vers 1900. Les catholiques italiens, en tout cas, ne se contentent point de prendre part à ce mouvement : ils cherchent à s'en assurer la direction. C'est un ecclésiastique, Don Sturzo, consacré par l'opinion chef effectif du *parti populaire*, qui propose de fonder l'*Internationale* politique — après la *blanche*, la *verte*, l'*espéranliste* et tant d'autres — et qui en concerte le plan, avec MM. Wirth et Trimborn, au cours d'un voyage qu'il fait en Allemagne pendant l'été de 1921. Il y avait été précédé, en 1920, par un autre catholique notoire, M. Cavazzoni; celui-là s'était donné pour tâche, au nom de son parti, de réclamer la révision du traité de Versailles, « en conformité

des principes de la véritable justice », la veille de la Conférence de Spa. Ne demandez pas si ce travail de l'opinion contre nos intérêts, chez nos ennemis de la veille, auprès des anciens Neutres, dans chaque milieu accessible à l'influence catholique, est resté stérile ; on en a senti les effets jusqu'en Amérique.

Il est vrai que, dans son numéro des 26-27 septembre 1921, l'*Osservatore romano* a dégagé officiellement la responsabilité du Saint-Siège, de ces déplacements des chefs du *parti populaire* et des desseins qui s'y rapportent. Mais il est vrai aussi que le Saint-Siège a comblé des marques de sa bienveillance les Congrès, les Conférences, les œuvres de propagande organisées sous le patronage ou avec le concours de ces Internationales, dont nous devons — enfin — à M. Marc Sangnier d'avoir fait plus ample et édifiante connaissance, au cours de la séance de la Chambre des députés du 24 mai. Comme ses collègues italiens en restauration de la véritable paix chrétienne, M. Marc Sangnier est allé à Berlin, après avoir passé d'ailleurs par Gênes et Rome. Il y a lié conversation avec des Allemands charmants, des catholiques à qui l'on peut faire confiance, et qui sont disposés, c'est une justice à leur rendre, à travailler de la même façon que lui, c'est-à-dire en complète contradiction avec la très grande majorité de l'opinion de son pays et les intérêts que le chef du gouvernement français emploie une clairvoyante ténacité à défendre. Il était d'ailleurs excellent que ces choses fussent dites à la tribune, inscrites à l'*Officiel* et répercutées par la presse. Maintenant, les catholiques français, s'il en existe, que n'arrêterait pas le scrupule de desservir à l'étranger leur gouvernement, ni de préparer à l'anti-cléricalisme une rentrée dans l'arène électorale de 1924, sont avisés qu'un des meilleurs moyens d'atteindre ce double but consiste à s'enrôler dans ces Internationales et à fréquenter leur clientèle.

Entre temps — continue la critique — nous avons eu l'occasion de nous apercevoir que la France victorieuse et revenue à des rapports diplomatiques avec le Vatican n'en est pas mieux assurée du maintien des privilèges qu'elle doit à sa tradition de Puissance missionnaire et orientale. Passons sur la

question du Protectorat catholique, devenue très épineuse, il le faut reconnaître, depuis que l'Empire Ottoman n'a plus guère qu'une existence nominale. Oublions qu'à une époque où le statut des Capitulations était encore juridiquement en vigueur, à la veille des fêtes de Pâques de 1918, il fallut quelque virtuosité de diplomatie officieuse pour obtenir que les honneurs liturgiques fussent rendus, comme de coutume, à M. Georges Picot, notre Haut-Commissaire en Palestine.

Mais voici que l'*Œuvre de la Propagation de la Foi*, fondée à Lyon en 1722, voit transférer son Siège central à Rome. Il était question de cette mesure depuis tantôt trois ans, et elle avait été ajournée, sauf erreur, après délibération de la Congrégation de la Propagande, et contre l'avis de son Président, le Cardinal Van Rossum, à l'époque où la conversation était engagée pour le rétablissement de l'ambassade de France auprès du Saint-Siège. Sans doute on s'efforce de la justifier aujourd'hui en disant que certains pays éprouvent de la répugnance à faire passer leurs offrandes par un canal français et qu'il appartient à la Propagande de disposer de la gestion directe des fonds recueillis pour les Missions. Ce principe, ajoute-t-on, a été rappelé récemment à l'épiscopat des États-Unis, qui avait entrepris de décentraliser l'œuvre des Missions, en réservant à celles que l'Amérique entretient le produit des générosités américaines.

Mais, s'il est vrai que, de Hollande, d'Allemagne, des Etats Unis, d'Italie sont venues des réclamations contre un état de choses centenaire, et qui n'avait jusqu'alors donné prise à aucune critique, il est sûr que, de Rome même, elles ont reçu des encouragements, pour ne pas dire des stimulants. L'*Osservatore romano* est revenu à maintes reprises, dans des articles visiblement inspirés, sur cette thèse que, pour être vraiment *catholique*, l'œuvre doit offrir un caractère international strict. Dans son numéro du 27 janvier 1921, il insistait jusqu'à cinq fois en dix lignes sur la nécessité de mettre cette œuvre en garde contre le *nationalisme*, à couvert des malentendus nationalistes. Elle n'est pas, cependant, d'origine internationale, que nous sachions, elle n'a pas pris naissance à Rome. Il a bien

fallu qu'une nation, la nôtre, la tînt sur les fonts baptismaux, la fît grandir et vivre. Et, de fait, sur le demi-milliard de francs qu'elle a recueilli en un siècle, nul ne conteste que trois cents millions furent fournis par nos seuls diocèses.

Malgré donc que le *Motu proprio* qui annonce officiellement ce transfert soit très élogieux pour les fondateurs et Conseils de la *propagation de la foi*, œuvre nationale française, et que le nouveau Pape semble s'être efforcé de faire oublier, par cette attitude, une campagne d'intrigues dont les résultats étaient déjà mûrs, lors de son avènement, l'effet de cette *capitis diminutio*, couronnant un centenaire, a été très sensible à notre colonie religieuse de Rome. Il l'a été d'autant plus qu'un groupe heureusement restreint de ses membres passe pour avoir cherché à « faire sa cour » en plaidant, lui aussi, les intérêts de l'internationalisme. En France, ceux dont le sentiment est moins touché, mais dont la critique est d'autant plus libre, se demandent jusqu'à quel point cette mesure de centralisation produira les effets entrevus, si, entre autres, ce bannissement de l'esprit catholique national favorisera l'affluence des offrandes, et si même il est tout à fait sincère. Car après tout, le papier souffre les abstractions, mais ce sont des hommes et des influences de milieu qui décident des actes. L'avenir nous renseignera.

Enfin, avouons-le, nous avons eu quelque surprise à Gênes. L'importance de la conférence et surtout sa fécondité étaient affaire d'appréciation ; nous ne saurions faire grief au Vatican d'en avoir conçu une opinion qui diffère un peu de la nôtre. Mais nous avons cru sentir, sinon sa politique, du moins la politique de personnalités qui dépendent de lui, hiérarchiquement ou moralement, frôler le réseau des intrigues d'où, somme toute, nous ne nous sommes pas mal tirés. Pure sensation, peut-être, qui n'a point empêché M. Barthou de se faire, en galant homme, l'avocat du *Memorandum* soumis à la Conférence par le Saint-Siège. Sensation justifiée, en tout cas, par la dépense d'activité qu'a faite Don Sturzo auprès de certaines délégations et celle de courtoisie qui a mis en vedette le nom de Mgr Signori à côté du nom, plus connu, de M. Tchit-

cherine. Nous sommes, au fond, de bonnes gens en France, dont le défaut est de ne pas comprendre certaines choses. Dans le cas particulier, il est d'ailleurs douteux que nous soyons les seuls à n'avoir pas compris.

* * *

Il faut maintenant soumettre à un contrôle ces inquiétudes et ces critiques de notre sentiment national. Comme tous les sentiments collectifs, et plus qu'aucun, puisqu'il coule d'une source encore bouillonnante des chaleurs de la guerre, il se peut qu'il ne tienne pas un compte suffisant de la situation, des intérêts et des droits de la contre-partie. Et, quand cette contre-partie n'est rien moins que le Saint-Siège, les plus hautes raisons de convenance, sans même parler de celles de justice, nous incitent à un retour sur nous-mêmes et à une prudente révision.

Il serait oiseux de revenir sur les explications qui ont été données à Rome, et que la presse catholique a popularisées, en réponse aux griefs qui visaient la réserve et pour ainsi dire la tolérance de Benoît XV devant les crimes de guerre. Il a été rappelé qu'il a expressément condamné ces crimes, notamment dans les consistoires du 22 janvier 1915 et du 4 décembre 1916. Diverses raisons, a-t-on ajouté, qui nous apparaissent moins spécieuses aujourd'hui, justifient qu'il n'ait pas flétri nommément les coupables : le fait qu'on lui demandait des condamnations sans enquête ni procédure contradictoires; la réciprocité des griefs, du moins tels qu'ils étaient allégués par nos adversaires; la nécessité enfin de ménager, vis-à-vis de tous les belligérants, un crédit dont il a fait un usage utile et généreux en faveur de tant de victimes de la guerre.

Il semble toutefois qu'on ne soit pas entré dans le vif de la réponse qui s'adresse, il est vrai, plus au jugement qu'à la sensibilité, faute de bien saisir que le Pape, avant tout chef d'une religion positive, et dépositaire de ses intérêts, avait seul qualité pour arbitrer de quelle façon ces intérêts devaient être mis, autant que possible, à l'abri de la tourmente. Cette qualité

de chef religieux, de *Souverain Pontife*, au sens à la fois éminent et limité du mot, a été quelque peu subtilisée, si j'ose dire, dans l'ardeur du conflit, au profit d'une autre qualité, qui appartient bien au Pape, sans doute, mais qui n'est ni exclusive, ni même aussi caractéristique de son magistère.

Convenons que l'opinion publique s'était passablement désintéressée du Saint-Siège au cours des années qui ont précédé la guerre. Tout à coup, vers les derniers mois de 1914, beaucoup de gens, qui s'étaient jusqu'alors fort peu souciés du Pape, se sont souvenus qu'il y en avait un. Après tant d'indifférence ou d'oubli, il fallait bien s'attendre à je ne sais quoi d'impromptu ou d'artificiel dans la façon de se le représenter. C'est ainsi qu'il est apparu, ou réapparu, aux yeux du plus grand nombre, sous l'unique aspect d'« autorité morale ». Catholiques pratiquants mis à part, et ils ne sont pas le nombre, on s'est borné à penser qu'il y avait à Rome un homme investi d'une dignité et d'une considération exceptionnelles, dont le métier consiste à enseigner le bien plutôt que le mal, et dont le jugement n'est pas dénué d'importance, en un moment où les hommes sont terriblement enclins à s'accuser les uns les autres. Ou plutôt ce ne sont peut-être pas tant des jugements que des vibrations spontanées dont nous guettions l'écho, pour en faire, convenons-en, un usage de guerre. Au fond, nous attendions du Pape des *protestations* et nous aurions voulu qu'il les formulât, à un titre d'ailleurs assez ambigu, puisqu'il oscille entre l'« autorité morale », telle qu'en d'autres temps on aurait pu la déférer à Lincoln, à Gladstone, au besoin à Victor Hugo, et une sorte d'autorité « chrétienne », legs de l'histoire accepté par les Sociétés modernes sous bénéfice d'inventaire.

C'est ainsi qu'une entreprise inconsciente, déférente, mais assurément arbitraire, de laïcisation ou semi-laïcisation de la Papauté, a permis d'opposer à l'attitude de Benoît XV un sentiment très respectable, mais qui ne tenait à peu près aucun compte de ses devoirs précis à l'endroit des intérêts *catholiques*. C'est pourtant, on en conviendra, ce à quoi il devait penser tout d'abord, et la suite a démontré qu'il s'y

était pris de la meilleure façon pour y pourvoir, puisqu'enfin l'Eglise, de l'aveu général, est sortie plutôt grandie de la guerre.

De même, il me paraît qu'on a trop isolé Benoît XV de sa fonction et des rigoureux devoirs que celle-ci lui imposait, en attribuant son « pacifisme » à des mobiles empreints de partialité. Il suffit de considérer l'épreuve redoutable à laquelle la guerre soumettait tous les intérêts dont il avait charge, pour s'expliquer qu'il en souhaitât ardemment le terme. Culte compromis, passions déchaînées, rangs du clergé éclaircis, vocations détournées, voilà pour le bilan spirituel, et j'en oublie, des maux que la durée du conflit faisait subir à la religion. Ebranlement des Etats et donc aussi perspectives de dislocation des cadres dans lesquels le catholicisme avait pour ainsi dire disposé sa vie extérieure; ruines matérielles d'églises, de missions, d'œuvres; crise de pénurie pour le clergé et pour les innombrables asiles qu'il offre à la vieillesse, à l'enfance, à l'infirmité, voilà l'autre aspect, plus tangible, de la même épreuve. L'Eglise, certes, a subi la commotion et senti chanceler l'ordre auquel elle tient par le côté humain, sans qu'on pût la rendre sous aucun rapport comptable des événements qui avaient déchaîné la catastrophe, ni sonder les voies par où elle devait y survivre. L'oublier c'est toujours se placer au point de vue qui fait abstraction des risques propres du catholicisme dans la guerre et par conséquent des responsabilités du chef auquel incombait de les réduire ou les abréger.

Ajoutez l'extrême délicatesse de la situation du Saint-Siège vis-à-vis de l'Italie. Aujourd'hui, sans doute, tout est arrangé, ou paraît l'être, et le dernier Congrès eucharistique a donné l'impression, plus forte que jamais, d'une Rome pontificale renaissante à côté de la Rome constitutionnelle. Mais que de défilés à franchir, depuis 1914, pour en arriver là ! Période de la neutralité, au cours de laquelle grondent les souvenirs de l'appui prêté par l'Autriche à la Cour romaine contre l'unité italienne; épreuve de la Loi des garanties, qui n'avait rien spécifié pour le cas de guerre; exode à Lugano des représen-

tants des Puissances centrales auprès du Saint-Siège ; affaire Gerlach, nouvel aliment au soupçon que le Vatican abrite des ennemis de l'Italie combattante ; drame de Caporetto qui, pendant quelques jours, amène un revirement singulier, si bien que même des francs-maçons entrevoient pour le Pape le rôle, chargé de périls, de médiateur et d'intercesseur vis-à-vis de l'Empereur d'Autriche. — Oui, certes, on comprend que Benoît XV, même toutes raisons de charité mises à part, soupirât après la paix et qu'il en cherchât la formule ! Avouons d'ailleurs entre nous, pour revenir au point de vue français, que si le courant de l'opinion et des intérêts eût porté l'Italie de ce moment-là du côté de ses anciens alliés, nous n'aurions pas eu assez d'éloges pour un Pape qui lui conseillât de ne pas se mêler du conflit, ou qui, le conflit une fois engagé, employât son crédit à jeter le plus de cendres possible sur les foyers d'enthousiasme belliqueux.

Si le « pacifisme de guerre » du Vatican donne lieu à des explications fort simples, de façon à ne laisser qu'à l'histoire la charge et l'intérêt d'établir qu'il en peut exister d'autres, son pacifisme d'après-guerre prête à une exégèse plus délicate. On est contraint à quelque supposition pour rendre compte de l'accueil si réservé, si distant, si peu bienveillant même qu'a fait la Cour romaine aux traités de 1919, et qui a causé en France un étonnement légitime. Peut-être a-t-elle eu le pressentiment dès l'abord, que cette œuvre diplomatique donnerait lieu à des critiques et à des difficultés même entre alliés. Peut-être le Saint-Siège était-il déçu de n'avoir point été convié à ces grandes assises internationales, encore qu'il semble aujourd'hui ne plus tenir rigueur au gouvernement italien d'avoir pris l'initiative de l'exclure successivement de la Conférence de la Haye et du Congrès qui devait mettre fin à la guerre de 1914. Peut-être ne croyait-il pas nécessaire de dissimuler la déception que lui causait l'effondrement de la monarchie de Habsbourg. Peut-être ne souhaite-t-il pas à la Société des Nations, telle que la constitue le traité de Versailles, une carrière prolongée, et garde-t-il l'espoir qu'un organisme du même genre, remanié selon ses vues, lui ménagera la place que déjà tant de voix catholiques réclament pour lui.

Mais peut-être aussi — et cette raison générale, au surplus, n'exclut pas les autres — le Pape a-t-il cru sentir que les temps nouveaux se lèvent et que l'heure n'est plus de s'« appuyer », comme on disait autrefois dans la langue diplomatique, sur une Puissance ou sur un groupe de Puissances, ni par conséquent de prendre des faits acomplis sans lui comme base de sa politique à lui. Au sein d'une société européenne profondément troublée, et dont beaucoup de membres, cherchant leur salut à tâtons, font volontiers crédit à qui leur en parle, il a pu juger le moment venu d'employer, si je puis dire, le plein de son autorité, de la tradition qu'il représente, des organes dont il dispose, pour réaliser, en étroite coordination avec son magistère spirituel, un nouveau type de monarchie morale, fondé, cette fois, sur l'*opinion*. Sans négliger, bien entendu, les rapports avec les puissances constituées, dont nous voyons qu'aucun préjugé ne les paralyse (puisque Rome cause avec Moscou), la Papauté d'aujourd'hui ne semble-t-elle pas reculer les limites de sa sollicitude et appeler tous les humains à en éprouver les bienfaits? Venez à moi, les inquiets, les souffrants, les affamés, les déçus, les vaincus, qui êtes le nombre, en somme... mais c'est l'Evangile même. Approchez, les démocraties, les peuples nouveaux, les nations en mal d'avenir, les hommes de demain, même les opinions hardies... mais c'est de la politique, et de grand style.

J'entends bien qu'on va nous parler à nouveau, si ce n'est déjà fait, de l'« ambition inassouvie » des pontifes romains, de leurs aspirations à « l'hégémonie universelle », et il ne s'en faudra pas de beaucoup que, dans les milieux anti-cléricaux, on évoque à nouveau le spectre de la « théocratie ». Mais, outre qu'il faudrait se mettre d'accord sur le sens de ces grands mots et sur leur portée actuelle, outre aussi qu'un peu de philosophie de l'histoire peut suffire à qui éprouverait le besoin d'être rassuré, disons-nous bien que nous n'avons aucun moyen sinon même aucun droit, d'empêcher la Papauté de concevoir à sa façon et de poursuivre à ses risques et périls son rôle politique, social et international.

Notre peuple français, pris dans l'ensemble, a hérité de la

critique du XVIII^e siècle, des principes de la Révolution et un peu aussi, je pense, des traditions de l'ancienne monarchie, une appréhension ombrageuse des entreprises toujours possibles du spirituel sur le temporel. Notre susceptibilité entre en éveil, dès que nous croyons voir la cléricature, à quelque degré que ce soit, faire mine d'avancer sur le « domaine de César ». Certes, le gallicanisme est mort, c'est ce qu'il avait de mieux à faire, et donc que les consciences religieuses se rassurent ! Mais ce qui était déjà vrai du temps des légistes reste tel, à plus forte raison, depuis l'établissement du suffrage universel. Le peuple, chez nous, n'accorde plus qu'un intérêt médiocre aux controverses doctrinales et qu'indifférence aux « sorbonnisants ». Mais il a tiré d'un certain nombre d'expériences *nationales*, dont la dernière en date remonte à l'époque du ralliement, fertile en maladresses, la conclusion empirique que, moins le clergé manifestera de goût pour la mêlée publique, plus nous aurons de chances de voir s'établir une rassurante mitoyenneté entre le bien de la Religion et celui de l'Etat. Depuis la guerre, nous sommes heureusement parvenus à ce stade, et Dieu fasse que nous y restions, en dépit des retours de l'anti-cléricalisme professionnel, et du zèle que d'assez braves gens déploient, en sens inverse, à nous enfariner de syllogismes et de métaphores.

Mais nous devons comprendre, à notre tour, que la Cour romaine n'est nullement obligée de régler sa politique sur cet état d'esprit, caractéristique de nos mœurs, et même par rapport à l'ensemble du monde catholique, passablement exceptionnel. Du haut de l'observatoire romain, en effet, on découvre, du moins en ce moment, et de presque tous les points de l'horizon, des dispositions assez différentes. En Belgique, en Hollande, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Espagne, aux Etats-Unis, en Italie même — depuis 1918 — nous assistons à une poussée qui ranime ici, fait surgir là des partis « catholiques » empressés à la conquête du Pouvoir. Quelquefois le mot n'est pas inscrit sur le drapeau, ou se cache dans les plis, comme en Italie, où le *parti populaire* a esquivé toute étiquette confessionnelle, satisfait de posséder dans la personne de son

dictateur, Don Sturzo, un homme beaucoup plus considérable que les ministres et qui dispose en fait de leurs portefeuilles. Des prêtres dans les Parlements, ou mêlés aux luttes électorales, ou présidents de comités, ou directeurs de journaux, le Vatican en voit surgir partout, et il constate, selon son droit, que presque partout les mœurs d'après-guerre souscrivent à ce fait, ou du moins ne s'en offusquent pas.

Que ces partis catholiques aient choisi pour plate-forme la question sociale, ce n'est pas non plus merveille. Elle est large, adaptée aux moyens particuliers d'influences du clergé, consacrée par les précédents classiques du vieux centre allemand du parti chrétien de Lüeger : du reste, le Saint-Siège, depuis Léon XIII, l'a désignée lui-même. Ce n'est pas sans doute qu'il prenne à son compte la façon dont, de ci et de là, on en mésuse, ni même je suppose, la doctrine d'un archevêque de Munich, auteur d'une série de Conférences dans lesquelles il a entrepris de prouver que toute l'économie politique est incluse dans l'Evangile. Mais enfin, dans l'ensemble, c'est un mouvement que le Vatican encourage, qu'il s'efforce de diriger, et auquel il a fait produire, reconnaissons-le, des résultats utiles.

Il a une raison de plus de s'y intéresser, dès qu'on songe que ce mouvement, par le seul fait qu'il porte la double empreinte catholique et sociale, est, pour ainsi dire international-né. Or voici qu'à le confronter, sous cet aspect, avec l'esprit qui émane nécessairement de la Cour de Rome, il favorise au mieux les tendances naturelles et historiques de cette Cour à prendre une place éminente dans la vie des Nations..

Super-nationale, l'Eglise l'est par définition, ou, si vous préférez, par son but, qui dépasse tout intérêt terrestre. *Internationale*, elle l'est aussi, du simple fait qu'elle constitue une Société universelle, un agrégat qui se recrute chez tous les peuples. *Internationaliste* ou *internationalisante*, il y a bien des chances, ces prémisses posées, qu'elle le soit aussi, du moins par les tendances. Laissons les historiens apprécier, pour chaque cas soumis à leur critique, si la politique de l'Eglise a provoqué ou subi les réactions du sentiment national, depuis

l'époque byzantine jusqu'à la chute du Pouvoir temporel, et quelle part ont eue ces réactions aux schismes et aux hérésies. Laissons les juristes et les canonistes débattre s'il y avait réellement le germe d'une Société européenne, viable à travers les âges, dans l'idée de « chrétienté ». Toujours est-il que la société actuelle, en faisant, si je puis dire, un bond vers l'organisation de la vie internationale, a fourni à l'Eglise une raison de plus de s'efforcer d'y participer.

Qu'on puisse se passer d'elle à la Société des Nations, c'est une opinion qui ne manque ni d'arguments, ni de défenseurs. Mais qu'elle prenne son parti de cette exclusive, sans chercher à accroître et à féconder toutes les puissances de vie internationale qui sont en elle-même, nous serions ingénus de nous y attendre, et injustes de l'exiger. On pourrait aller jusqu'à dire que son ambition d'exercer une influence, même politique, à la faveur de la vogue qui s'attache actuellement à l'internationalisme, croît en raison des obstacles à elle suscités par la laïcité d'État. Comprendre cela, c'est déjà éviter l'erreur, souvent commise en France, de dispositions contingentes, prévenues ou partiales, ce qui est l'effet naturel et immanent du caractère de l'Église, de la mission qu'elle se reconnaît, de sa position dans le monde. C'est en outre admettre comme inévitables, des conflits entre le point de vue auquel elle se place et certaines exigences nationales de sentiment ou d'intérêt. La diplomatie dispose de moyens plus ou moins efficaces, selon les cas, de détendre ces conflits, ou même de les dissimuler. L'opinion doit se contenter de tempérer les précipitations qui pourraient la porter à les aigrir. Les occasions de mettre ce conseil en pratique ne lui ont pas manqué et ne lui manqueront pas.

C'est encore à la nécessité de mettre d'accord son attitude particulière vis-à-vis de l'Italie avec sa politique internationale d'après guerre qu'il convient d'attribuer, au moins pour partie, les dispositions nouvelles du Saint-Siège vis-à-vis du gouvernement et de l'opinion de ce pays. Sans doute les causes internes ont ici joué leur rôle, les contacts entre personnes aussi, et la thèse officielle est que le Vatican, en favorisant la cons-

titution d'un parti catholique à partir de 1918, après s'y être énergiquement opposé sous Pie X et surtout sous Léon XIII, a trouvé moyen de se concilier, en Italie même, autant d'influence que leurs prédécesseurs, sans les charges et risques — mais il y en a peut-être d'autres — du pouvoir temporel. Il faut aller au-delà. Conçoit-on que le Pape aspire à une sorte de présidence morale de la vie internationale et qu'il continue à tenir rigueur, officiellement, d'événements déjà lointains, à la nation au sein de laquelle il vit? Qu'il encourage les catholiques du monde entier à prendre part à la vie publique et qu'il persévère dans ce *Non expedit*, qui faisait de l'abstention dans les élections politiques un devoir pour ceux d'Italie? Qu'il multiplie les conseils de charité, d'oubli des injures, de désarmement mutuel, et qu'il s'abstienne de donner l'exemple?

Ceci soit dit, moins pour préciser le point actuel d'évolution de la vieille « question romaine », qui peut encore nous réserver des surprises, que pour répondre à une question d'opinion catholique française. La génération qui suit immédiatement celle des zouaves pontificaux a peine à comprendre qu'aujourd'hui tant de prélats italiens se trouvent à l'aise sur les estrades officielles, et que l'*Osservatore romano* en soit arrivé à prendre assez d'intérêt aux affaires intérieures du Royaume pour donner, en mai 1920, de la férule au *Parti populaire* coupable d'avoir inopportunément renversé un ministère Nitti. Qu'elle fasse un effort de plus, fût-il méritoire, et elle comprendra encore que le Saint-Siège, en donnant des marques publiques de sa bienveillance à la Conférence de Gênes, ait probablement tenu compte des sentiments dont le public italien était imprégné, et de l'intérêt de prestige que le gouvernement royal attachait au succès de cette entreprise.

* * *

Si ces considérations succinctes permettent de donner de la politique romaine une esquisse qui ne soit pas trop infidèle, le « sentiment français », et, ajoutons-le, la bonne foi française, peuvent maintenant apprécier jusqu'à quel point, pour quelles

raisons, il convient de retrancher sur les étonnements dont, chez nous, cette politique a été cause. Par là même les déceptions, s'il en reste, paraîtront moins amères, et, le passé mieux compris, il suffira sans doute de quelque bonne volonté réciproque pour les rendre plus rares.

Puissance politique qui ne peut ni ignorer l'Église, ni être ignorée par elle — même au cas où les relations officielles n'auraient pas été rétablies — la France, maintenant qu'elles le sont, dispose des moyens de faire valoir au Vatican deux ordres d'intérêts assez distincts.

D'abord ses intérêts spécifiques. Au cours des discussions devant les chambres, de novembre 1920 et de mars 1921, il n'a guère été question que de ceux-là : statut légal de l'Eglise de France, Missions, influence en Orient et en Extrême-Orient. La liste serait longue de ces sujets dont la plupart relèvent de la négociation diplomatique courante. Ceux qui engagent quelque point de doctrine ou de politique générale ont été traités ailleurs avec un luxe d'argumentation qui les a presque épuisés.

Toutefois, si l'on tient compte du sérieux du moment, de la place que tient le Saint-Siège dans la vie internationale, de celle que nous y occupons nous-mêmes, de l'enchevêtrement, qui fut rarement aussi complet, des questions morales, religieuses, politiques, sociales, économiques ,etc., le Vatican et le gouvernement français, une fois traitées les affaires qui les intéressent en propre, ont certes mainte occasion de s'entretenir aussi d'autre chose. Et cette *autre chose* semble bien être la même chose que le sujet en état de perpétuel rebondissement de Paris à Genève et à Gênes, en attendant La Haye : le monde est sorti meurtri de l'épreuve; où est le secret de la guérison?

Des explications sont d'autant plus nécessaires que la France soutient, en ce moment, une sorte de procès d'opinion, avec suspension d'audience, il est vrai, quand des faits brutaux — je pense à l'accord germano-russe et à la jactance des Soviets à Gênes — manifestent qu'elle aurait le droit de devenir accusatrice à son tour. Ou nous nous trompons

fort, ou l'on nous fait un peu, dans les cercles du Vatican, le même genre de procès. On ne nous y trouve probablement pas assez « pacifistes », pas assez « internationalistes », trop peu attentifs à des « directives » de charité, de solidarité, de pardon qui semblent ne guère avoir qu'une formule pour la conscience politique et pour la morale individuelle. Oui, sans doute, à Rome, comme dans l'entourage de M. Lloyd George, nous devons avoir la réputation de nous « isoler », et, ce faisant, de nuire à de généreux projets autant qu'à nous-mêmes. La politique d'isolement, voilà le fond du grief.

Mais je voudrais observer d'abord que ce terme n'a de sens précis qu'en géographie. Son étymologie ne lui en communique pas d'autre, et, dès qu'on le prend au sens métaphorique, il signifie surtout ce qu'il plaît à chacun de lui faire dire. D'ailleurs, *isolés* de quoi? Est-ce vraiment un concert universel des peuples et d'une ambiance homogène? Franchement ce serait plutôt de l'hétérogène; car de croire que chaque nation aujourd'hui — surtout les nouvelles, et peut-être plus encore celles que la guerre a jetées dans un état d'humiliation ou de convulsion — n'est pas préoccupée *avant tout* de son propre salut, c'est faire trop de crédit aux discours qui nous assurent le contraire, et prendre quelque avance, en tout cas, sur la marche concentrique de l'humanité vers le Bien fraternel.

Aurions-nous même des raisons spécifiques de moindre empressement à offrir la solidarité, comme à la réclamer, elles se peuvent fort bien soutenir. Je m'étonne de trouver sous la plume de tant de publicistes italiens qui, de 1914 à 1918, nous firent une éloquente apologie de l' « égoïsme sacré » le reproche de manquer d'altruisme, à l'heure où nous sommes. A chaque peuple de juger si son état social, militaire, économique, et surtout l'opinion qu'il a de lui-même justifient qu'il refuse de sacrifier des droits à la peur d'être ou de paraître « isolé ». Au surplus, l'histoire ne nous apprend-elle pas que les isolements sont toujours transitoires? Le Saint-Siège en a fait lui-même une heureuse expérience, puisqu'enfin, abandonné politiquement par toutes les Puissances, à la chute du Pou-

voir temporel, nous voyons à présent qu'elles se rapprochent de lui et qu'elles l'entourent d'un concert d'égards, y compris, et, bien entendu, l'Italie.

Mettons encore, si vous voulez, que nous placions un peu haut le point d'honneur national. C'est une disposition de sentiment et d'esprit qui, mal réglée, peut devenir périlleuse. Par contre, quel préservatif usuel contre certains fléchissements ! Henri Heine, qui nous connaissait bien, a écrit sur nous cette phrase, que le hasard d'une nouvelle lecture de *Lulèce* vient de me faire tomber sous les yeux : « Les Français ne se dissimulent pas le danger de leur situation, mais le courage est leur vertu nationale. Et, au bout du compte, ils savent à merveille *que l'héritage de leurs pères*, les biens politiques que ceux-ci ont acquis par leur intrépidité et leur bravoure guerrière ne peuvent être conservés *par une indolente patience et une humilité chrétienne* ». Cette lettre porte la date du 6 janvier 1841. Elle remonte à une époque où les événements d'Egypte venaient de nous mettre en délicatesse avec l'Angleterre, beaucoup plus qu'aujourd'hui, sans compter les hostilités continentales. J'imagine que cette opinion d'un illustre Allemand n'aurait pas fait mauvaise figure sur quelque album où les délégués à Gênes eussent échangé des phrases lapidaires, comme il arrive fréquemment dans la bonne société. En tout cas, elle permet d'expliquer suffisamment aux compatriotes de Heine, et peut-être à d'autres, pourquoi nous tenons à être payés et à conserver la ligne du Rhin.

Et quand bien même la Cour de Rome aurait raison d'opiner que nous entrons avec beaucoup de prudence, sans nous éloigner de la rive, dans ce courant international où elle se meut, d'intérêt comme de tradition, avec tant d'aisance, elle a trop le sens de l'équilibre pour ne pas comprendre que cette attitude ménage un correctif et assure un contre-poids éventuel à certains engouements du jour. Après tout, il faut prévoir le cas où les intentions qui semblent converger vers le pacifisme international viendraient à dévier vers des solutions chimériques, ou même ne seraient pas toutes sincères.

La politique vit aussi quelque peu de scepticisme, et il se pourrait que certains peuples, que nous comptons parmi les plus empressés à réclamer la paix fraternelle, ne fussent jamais satisfaits de celle qu'il est possible et équitable de leur offrir. L'alliance germano-russe est d'une logique assez alarmante pour qu'il soit permis d'en attribuer l'origine à de telles dispositions.

Libre à M. Lloyd George et à M. Schanzer d'en conclure qu'il convient de redoubler d'avances et de caresses pour apaiser le monstre naissant, fût-ce en lui jetant quelques principes en pâture. C'est une méthode. Prendre des précautions contre les appétits du monstre en est une autre, et, au fond, la nôtre. La critique peut les opposer, la diplomatie faire effort pour les combiner. Or supposez que, d'ici quelques années, le monde ait affaire à l'esprit belliqueux, et concerté, d'une Allemagne qui se juge trop à l'étroit derrière des frontières rétrécies, et d'une Russie trop au large dans un désert de famine, trouvera-t-il son salut dans l'idée, caressée depuis si longtemps par la Secrétairerie d'Etat au Vatican, d'abolition du service militaire obligatoire, et suffira-t-il d'envoyer Mgr Signori à la rencontre des Barbares? On nous a longtemps bernés en France, et d'une façon un peu vulgaire, en nous parlant des dangers de l'alliance entre « le sabre et le goupillon ». Il est curieux que les tendances, au moins apparentes, du Vatican d'aujourd'hui, soient d'acclimater l'hypothèse où le sabre n'aurait plus à sortir du fourreau, tant les principes sont assurés d'être défendus par eux-mêmes ou par lui-même. Le comte de Maistre en serait resté rêveur.

Non seulement la conservation d'un peu d'esprit militaire, en Europe, au service de l'idée de paix et du respect des engagements internationaux, devrait paraître au Vatican une garantie d'équilibre. Je serais tenté d'en dire autant de la réserve avec laquelle non pas nous seuls, mais avec nous, un noble petit pays, comme la Belgique, et un peuple très positif, comme celui des Etats-Unis, viennent d'accueillir les innovations proposées à Gênes par ces messieurs du bolchevisme, en matière de propriété privée, et, plus généralement la ten-

dance à guérir l'Europe par les remèdes communistes. Ne doutons pas d'ailleurs que cette réserve ait trouvé d'innombrables approbateurs, et pour cause, sur les deux continents. L'esprit conservateur, qui reparaît pour ainsi dire périodiquement chez nous, sous l'esprit de la Révolution, ne pouvait, ni trouver une occasion plus favorable de se manifester, ni mieux témoigner de l'influence qu'heureusement encore il exerce dans le monde.

Supposez le contraire, et que la France d'aujourd'hui, qui a conservé sa puissance de prosélytisme, sans perdre sensiblement du crédit que les siècles lui ont donné sur l'opinion, se jette éperdûment dans le courant des transformations sociales. Supposez même qu'elle dispute au *Parti populaire* italien cette sorte de championnat de la « démocratie chrétienne » qui lui-même aboutit, en bien des cas, à disputer une clientèle au socialisme par des concessions au principe socialiste. Ce serait, si j'ose m'exprimer ainsi, un beau tapage, une course mondiale aux réformes, et si, à son tour, le clergé de France s'en mêlait, il est vraisemblable que le Saint-Siège aurait à modérer, un peu partout, des enthousiasmes malencontreux. Mais non, personne n'accusera, cette fois, la France d'avoir poussé les gens à bouleverser la société sous prétexte de la rendre meilleure. Décriée jadis, même au Vatican, comme un « foyer d'anarchie », elle sort de la guerre avec une santé sociale qui pourrait, après tout, être communicative, et dont le simple respect du précepte chrétien commande de prendre sujet d'édification, plutôt que d'envie.

La lettre alarmée de Benoît XV, du 17 juin 1920, aux évêques de Vénétie et celle du prédécesseur de Mgr Signori sur le siège de Gênes, le digne Cardinal Boggioni à son diocèse — elle incrimine formellement la tactique du Parti populaire « d'avoir détourné les masses catholiques de leurs intérêts spirituels et le clergé de ses devoirs professionnels » — sont déjà des avertissements authentiques que l'atmosphère de la mêlée publique n'est pas toujours favorable à la dignité du sacerdoce, ni à l'opinion qu'il peut faire concevoir de lui. La fougue oratoire du P. Buccoleri, qui a flétri, au cours du

Congrès du *Parti populaire* à Rome, en décembre 1920, la « voracité capitaliste » peut aider à comprendre que les délégués des Soviets viennent de trouver, auprès de certains cercles catholiques italiens, un accueil disproportionné à leurs mérites. L'adjonction de consulteurs-canonistes aux Conseils de la *Confédération blanche* en Italie donne un peu plus de saveur au manifeste de cette Confédération, publié par le *Corriere d'Italia* du 18 septembre 1920, et d'après lequel « les travailleurs veulent rentrer en possession pacifique et légale des instruments de leur propre travail, dont ils ont été *dépouillés* par la parenthèse historique (?) du capital financier et absentéiste (*sic*) ». Mais tout cela ne prouve pas, bien au contraire, que nous ayons tort, en France, de nous défier des ardeurs avec lesquelles une partie du clergé contemporain est disposée à épouser la cause des « revendications sociales », moins encore que le Vatican, dans son intérêt même, ait sujet de mésestimer l'esprit de modération et même de prudence un peu sceptique dont nous donnons l'exemple.

A qui veut bien regarder sans parti pris, le monde actuel offre beaucoup moins le spectacle de l'émulation sincère pour la « reconstruction de l'Europe » que celui d'une lutte dont les aspects, multiples et diversifiés, peuvent se ramener à la banale opposition entre les intérêts acquis et les convoitises, ou, si l'on veut, les *égoïsmes* au sens philosophique du mot tant agressifs que défensifs. Eh bien, mettons qu'il entre dans la pensée du Vatican, d'aujourd'hui ou d'hier, une nuance de prédilection pour les vaincus, les mécontents, les déshérités, sans distinction entre ceux qui sont cause de leur malheur, nations ou individus, et les innocents. Et mettons encore ce sentiment préférentiel, s'il existe, au compte de l'esprit de charité chrétienne. Il n'empêche que l'*équilibre*, cette loi supérieure que la Cour de Rome enseigne et pratique depuis tant de siècles, religieusement et politiquement, trouve son compte à ce qu'une partie notable de l'humanité résiste aux poussées de l'autre, de telle sorte que tout le monde ne s'abandonne pas, du moins en même temps, à l'idée qu'il suffit de supprimer des soldats et d'entailler le principe de la propriété

pour réaliser le bonheur universel. Que la France moderne, fille de la Révolution, mais aussi petite-fille de la Monarchie, se trouve être, par l'effet de son tempérament et des événements, à la tête, pour ainsi dire, de ce parti de la résistance, c'est un phénomène qui doit attirer d'une façon particulière l'attention du Vatican et lui faire apprécier, même dans certaines particularités ou exigences de notre « sentiment national », une réserve à laquelle il pourrait être amené à faire appel un jour.

Le nouveau Pontificat a trouvé, sur beaucoup de points, une situation préjugée, et il serait aussi injuste de ne pas faire crédit à ses intentions que de demander un compte rigoureux à l'ancien d'actes ou d'omissions par lesquels, au sein d'événements tragiques, la France a pu se considérer comme desservie. Comprendre que ces deux grandes personnes morales ont une mission et des intérêts distincts, que de là même découlent fatalement, à certaines heures, des dissentiments et des contrastes, c'est peut-être prendre le chemin le plus court pour revenir à ces carrefours de l'histoire, où, fatalement aussi, elles finissent par se retrouver.

Charles Loiseau.

LE « ÇA IRA » DE G. CARDUCCI

Il ne manque pas en France de grands esprits qui ont prêché à leurs concitoyens, par l'exemple surtout, l'amour de l'Italie nation-sœur. En Italie, — du moins dans l'Italie d'avant le *risorgimento* —, ils sont, semble-t-il, un peu plus rares, et de Dante et Pétrarque jusqu'à Alfieri et Gioberti, c'est plutôt par leur gallophobie que se sont distingués les écrivains du pays où résonne le *si*. Mais, il y a quelque cinquante ans, alors que presque tout le monde nous tournait le dos, un homme a élevé la voix pour plaider notre cause, qui était un grand poète, le plus grand peut-être que l'Italie ait eu au XIX^e^ siècle [1] : Giosuë Carducci. Italiens et Français doivent se souvenir de lui.

Fort jeune [2], il avait appris à aimer notre patrie. Son père, Michele Carducci, modeste médecin de campagne, était de ces carbonari qui subirent pour leurs idées l'emprisonnement et la relégation et qui attendaient du pays de La Fayette le salut de leur patrie. Des livres français comme l'*Histoire romaine* de Rollin et l'*Histoire de la Révolution* de Thiers furent, à côté des œuvres de Manzoni, parmi les premières lectures du petit Giosuë, chez qui les propos de Michele Carducci et de ses amis développèrent encore les idées libérales et l'amour de la France.

Mais en 1857, date à laquelle paraît sa première œuvre

1. C'est ce dont ne paraît pas se douter l'éditeur d'une collection des chefs-d'œuvre étrangers qui, au lieu de faire à Carducci l'honneur de lui consacrer un volume, ne veut que lui réserver une place — importante, espérons-le — parmi les écrivains du *Risorgimento*, alors qu'il y a bien autre chose en lui que le poète politique.

2. Il était né en 1835.

poétique, les *Rime*, la France de la Révolution est devenue le pays du coup d'Etat, et certaines pages du jeune poète se ressentent de la haine que porte le fils du carbonaro à l'homme qui a étranglé la République. Toutefois ses sentiments pour Napoléon III ne l'empêcheront pas de vibrer à Montebello, à Magenta et à Solferino, et d'être reconnaissant aux soldats français qui ont versé leur sang pour l'Italie. Même après Mentana, qui est pour lui une profonde déception, l'indignation apparaît dans ses vers surtout comme un étonnement douloureux : « Ainsi donc, » dit-il dans ses strophes à la mémoire d'Eduardo Corazzini.

Si par le fer, le feu, par les monts et les plaines,
Chantant avec de fiers accents,
Les pieds nus, mais aux fronts inscrite la victoire
Et les drapeaux flottant au vent,

Le monde a vu passer, altière République,
Tes glorieuses légions
Balayant les autels et les trônes ainsi
Que l'ouragan les frêles fleurs.

C'est pour que tes enfants, hélas ! s'étant perdus
Parmi le sang et les ténèbres,
Et l'aigle des héros s'étant honteusement
Muée en chat-huant funèbre.

Là, sur ces monts de la Sabine qu'a foulés
Le pied de l'immortelle Histoire,
Tu viennes maintenant, soldatesque papale,
Tendre tes noires embuscades;

C'est pour que, te mettant au service d'un homme
Qui ment lorsqu'il parle de Dieu,
Tu viennes tuer, France, à des mères leurs fils,
A des épouses leurs maris.

Et pour que, te plaignant, nous sentions notre joue
Rougir à ta seule pensée.
Nous qui sous ta libre splendeur avions grandi,
Nous qui t'avions aimée, ô France[1] !

1. *Giambi ed Epodi*, *Opere*, vol. IX, p. 12-13.

Il n'avait pas cessé de l'aimer[1], et on le vit bien après 1870. A ce moment, la gallophobie est intense en Italie. Ceux qui disent encore le moins de mal de notre pays, un Mazzini par exemple, constatent froidement que, par sa défaite, la France « expie » bien des fautes[2]. Mais un Marselli déclare sans ambages : « J'avoue en toute franchise que les victoires allemandes... m'ont profondément réjoui. Elles m'ont profondément réjoui parce que j'estimais que c'était pour l'Italie le plus grand des biens que de se soustraire à la culture française et de vivre désormais en étroite harmonie avec cette culture de l'Allemagne qui tient la tête de la civilisation au XIX^e siècle[3] ». Carducci, au contraire, en 1872, rappelant comment Garibaldi partit se battre pour la France, écrit :

« La France ? Ne tombe-t-elle pas à présent sous le poids de ses fautes, de son orgueil sans générosité, de son imprévoyante insolence, de sa corruption ? Et n'est-il pas bon pour l'Europe, et surtout pour l'Italie, que cette nation orgueilleuse, vaniteuse, soit réduite à l'impuissance de nuire, d'empêcher, de s'immiscer, d'imposer ? Sedan est la rançon de Mentana, l'opprobre des capitulations, celle du *jamais* de Rouher[4]. C'est ainsi que parlaient la plupart des gens, et la bourgeoisie bien pensante, qui admire toujours la force et le succès, habillait ses enfants en-ulans comme, il y a peu d'années, elle les avait habillés en zouaves; et les diplomates et les hommes politiques, officieux et officiels, époussetant leurs genoux poussiéreux de s'être prosternés devant l'empereur des Français, la voix un peu enrouée d'avoir crié naguère *à Berlin* ! hurlaient maintenant à s'en déchirer la gorge *Nach Paris* !... Et la plupart se comportaient envers la France terrassée comme l'esclave... qui exulte du malheur survenu au maître qu'il redoute... Mais la démocratie pouvait-elle oublier 1789 et 1793 ?... Pouvait-elle oublier que, partout où est enseveli un soldat français,... la Révolution n'a plus cessé de bouillonner ?... La démocratie pouvait-elle oublier tout cela, et la proclamation des Droits de l'homme, et la Constitution de 1794, et le monde nouveau qui en est sorti[5] ? »

1. Voir l'intéressante étude de M. Gabriel Maugain, *Giosuè Carducci et la France*, Paris, Champion, 1914.
2. *Scritti*, t. XVI, p. 51.
3. *Gli avvenimenti del 1870-1871*, Roma, Loescher, 1873, p. 107.
4. On se rappelle que le ministre Rouher avait dit, le 5 décembre 1866 : « L'Italie ne s'emparera pas de Rome, jamais ! »
5. *Un anno dopo*, *Opere*, vol. VII, p. 5-6.

Onze ans plus tard, répondant aux indignations qu'avaient soulevées chez tous les francophobes et les réactionnaires d'Italie les douze sonnets de son *Ça ira* ! il écrivait, après avoir expliqué comment Dante, Machiavel, Alfieri avaient pu nous détester :

> Mais que nous, devenus après 1859 un Etat qui a réalisé son unité et qui se prétend fort, nous devions avoir pour institution nationale le *misogallisme*, parce que les Français se gouvernent autrement que nous et qu'ils ont soudainement occupé ce qui nous a été plusieurs fois offert et dont nous n'avons pas voulu [1], cela, je ne le comprends pas, cela me causerait du dégoût si cela ne me faisait rire, mais rire jaune [2] ».

Dans ce même article, il ripostait aux invectives contre les « violences, rapines et sacrilèges », que commirent en Italie les armées de la Révolution et de Napoléon Ier :

> Mais qu'ont fait d'autre, en Grèce, nos pères les Romains et nos frères les Vénitiens ?... Nous pouvions bien payer avec du bronze, du marbre, des tableaux, des livres, qui finalement nous furent restitués, nous pouvions bien payer, dis-je, la conscience de nous-mêmes que sous la République et l'Empire nous rendirent les Français. Ils nous nettoyèrent, disons à coups de balai, de la poussière des antichambres, de nos souillures et d'une odeur moisie de sacristie; ils nous armèrent, nous disciplinèrent et, avec force coups de pieds dans le dos, si vous voulez,... ils nous poussèrent à regarder en face et à battre nos anciens maîtres, les Allemands et les Espagnols... Ils ont pu nous voler tout ce que vous voudrez, — nos princes, italiens ou autrichiens, d'avant et d'après, nous ont-ils fait des cadeaux, par hasard ? — ils nous ont du moins laissé un exemple de sage administration et ils ont, pour sa plus grande commodité, sillonné et embelli de routes, de ponts et d'édifices publics, l'Italie [3] ».

Carducci devait à l'Allemagne une part de sa culture intellectuelle; mais beaucoup plus forte sur son esprit fut l'influence de notre littérature. On a dressé le catalogue des livres français qu'il possédait : ils forment une bibliothèque assez importante, où sont représentés tous nos grands écri-

1. La Tunisie.
2. *Ça ira, Opere*, vol. IX, p. 453-454.
3. *Ibid.*, p. 452-453.

vains, depuis la *Chanson de Roland* jusqu'à Leconte de Lisle; et son œuvre nous prouve qu'il les lisait. Entre tous les poètes de son temps, il admirait particulièrement Victor Hugo, avec qui il avait, du reste, de grandes affinités, et à qui il dédiait, pour le 80e anniversaire de sa naissance, une belle ode :

Sur la Voie Appienne une tombe inconnue
Présentant à mes yeux un rameau de laurier,
Je l'ai cueilli, je l'ai sur ton front déposé,
O poète divin, victorieux, qui sus
Triompher de la force et du destin, poète
Qui foules l'Empereur et l'Empire à tes pieds !

Que sont pour toi les ans ? Et qu'est pour toi la vie ?
En ton grand cœur est de la Gaule et de la France
L'âme infinie, ainsi que les siècles l'ont faite :
En toi le vent hurleur de Bretagne et les plaines
Normandes où fleurit le rêve au clair de lune,
Et sous l'ardent soleil les hautes Pyrénées.

Et la santé des vignerons de la Bourgogne,
Et le génie à moitié grec de la Provence,
Et l'esprit gaulois né sur la Seine et la Marne.
Tu vis sous Ilion les chars des Tectosages,
Ouïs à Roncevaux le cor du preux Roland,
Parlas à Godefroy, à Bayard, à Marceau.

Ton œuvre m'apparaît un chêne druidique :
Pour y couper la fleur du gui sacré, les Muses
Faucille d'or en main et tout de blanc vêtues
Y viennent; on y voit ensemble suspendues
Les armes des aïeux et les harpes des bardes;
Mais dans les boucliers chante le rossignol.

A son ombre, parmi les souffles du printemps.
Des vierges dansent, que de leurs grands yeux regardent
De beaux enfantelets aux cheveux d'or épars,
Tandis que dans la nuit tombante va se perdre
Sa cime altière où parfois passe, avec le vent
D'orage et parmi les éclairs, le dieu vengeur !

Comme des feux follets disparaissent les gloires,
Comme de vieux décors, s'écroulent les empires :
Tel un archange fier et serein, ton vers vole.
De la latinité chante-nous donc le Chant
Séculaire, ô poète ! Au monde dans l'attente
Chante, divin vieillard, Justice, et Liberté [1] !

On comprend que Carducci n'ait jamais eu de bien grandes sympathies politiques pour le pays de Bismarck, et, tout admirateur qu'il fût de Crispi, il aurait sans doute, au fond de l'âme préféré de beaucoup à la Triplice une alliance des peuples latins. Mais, suivant un article de la *Gazetta dell' Emilia* [2] inspiré par lui-même, il lui avait semblé voir « la France s'éloigner de plus en plus de l'Italie et devenir presque son ennemie », et il ne voulut plus avoir « que des sentiments d'Italien ». Même alors, il garda envers notre pays, l'attitude que les esprits nobles observent vis-à-vis d'anciens amis dont de fâcheux événements, leur ont aliéné le cœur. Et il est permis de croire que, s'il eût vécu une dizaine d'années de plus [3], il eût été un des premiers, des plus actifs « interventionnistes », et qu'il eût salué avec enthousiasme la victoire de la France et de ses alliés, heureux de voir se réaliser ce qu'il avait prédit quand il écrivait, après nos désastres de 1870 :

« Plusieurs fois elle [4] a touché la terre, nouvel Antée, pour se relever plus forte. Au xv[e] siècle, démembrée, par l'étranger, déchirée par les factions, elle voit son roi national réduit à ne régner que sur Bourges, elle voit le roi anglais couronné à Paris; et, peu d'années après, elle ajoutait au territoire de la monarchie de nouveaux Etats, elle faisait l'expédition d'Italie, son roi pouvait aspirer à la couronne de l'Empire germanique. Et que n'a-t-elle pas fait après la bataille de Leipzig et la catastrophe de Waterloo ? Donc, cette fois encore, elle se relèvera [5] »

C'est en 1883, un an après l'Ode à Victor Hugo, que Carducci composa les douze sonnets auxquels il donna pour titre : *Ça ira* (en français). « Lisant l'hiver dernier », dit-il, « la *Ré-*

1. *Rime nuove, Opere,* vol. IX, p. 354-355.
2. Article reproduit à titre documentaire dans les *Opere*, vol. XII, p. 354-355
3. Carducci est mort le 16 février 1907.
4. La France.
5. *Un anno dopo, Opere,* vol. VII, p. 10-11.

volution française de Carlyle, une ou deux expressions firent jaillir dans mon esprit l'idée du *Ça ira*. Mais de Carlyle je n'ai eu l'inspiration qu'au sens le plus humble du mot[1]... J'ai lu et relu aussi les deux *Histoires* de Louis Blanc et de Jules Michelet... C'est à ces deux historiens que je reconnais avoir pris la matière de mes sonnets[2] ». Les « sources » de *Ça ira* sont indiquées dans les notes de la traduction nouvelle qui est présentée ici au public[3]. On verra ainsi comment Carducci a su faire vraiment sien ce qu'il empruntait, et comment il a réussi à donner, dans ce magnifique tableau, l'impression exacte et vivante, dans tout ce qu'elles eurent et d'atroce et de grand, des journées de 1792 et surtout de ce mois de septembre qui, comme l'a écrit le poète lui-même, demeure, quoi qu'on en dise, « le moment le plus épique de l'histoire moderne[4] ».

H. Bi riot-Darsiles.

1. *Ça ira*, *Opere*, vol. IV, p. 100-101. On verra que Carducci doit à Carlile un peu plus qu'il ne le dit.

2. Dans ces notes, Louis Blanc est cité d'après l'édition de 1878 (A. Lacroix Paris) et Carlyle d'après l'édition Froude (Oxford, *University Press*). Quant à Michelet, n'ayant à notre disposition que l'édition populaire J. Rouff, nous indiquerons, en plus de la page, le livre et le chapitre.

3. La traduction que l'on va lire — ainsi que celles dont nous avons donné des extraits ci-dessus — fait partie d'un *Choix de Poèmes de Giosuè Carducci* que la maison d'édition Nicola Zanichelli de Bologne, en la personne de M. le comte Franchi, a bien voulu nous autoriser à publier. Le lecteur se sera aperçu que nous avons adopté pour ces traductions la forme du *blank verse* anglais ou du *verso sciolto* italien, déjà employée par nous dans une anthologie du poète allemand Uhland (Louis-Michaud, Paris, 1908), et qui vient de faire son entrée même dans la *Revue des Deux Mondes*, où, dans un récent article sur le *Roman de William Wordsworth* (n° du 1er avril 1922), M. Emile Legouis a traduit en vers non rimés plusieurs citations. Cette forme paraît la seule qui, tenant le juste milieu entre la traduction en prose plus ou moins littérale, où disparaît un des éléments principaux de la poésie, le rythme, et la traduction en vers rimés, qui n'est presque toujours qu'une belle infidèle, permette de donner au lecteur, tout en restant aussi près que possible du texte original, une impression à peu près identique à celle que ce texte produit sur les concitoyens du poète traduit.

4. *Opere*, vol. IX, p. 375, note 1. Carlyle avait déjà dit moins éloquemment : (page 123) : « Ce mois de septembre 1792, qui est devenu un des mois mémorables de l'Histoire ».

« ÇA IRA »

I

Aux coteaux de Bourgogne et le long de la Marne
Le soleil resplendit, joyeux, pour les vendanges,
Et, reposé, le sol de Picardie attend
Que l'araire l'invite à produire à nouveau.

Mais sur les raisins mûrs la serpette avec rage
S'abat, telle une hache — est-ce du sang qui coule? —
Et dans le rouge soir le laboureur contemple
D'un œil errant les champs incultes et déserts,

Et sur le dos des bœufs il brandit l'aiguillon
Comme une pique, et clame en prenant à deux mains
Les mancherons : « En avant donc, France, en avant ! ».

1. Carducci explique comme il suit le choix de ce titre qui fit scandale en Italie : « *Ça ira* n'est pour moi que le mot historique qui résume un mouvement historique. Ce dont le peuple français s'était promis à lui-même que *cela irait*, alla effectivement en septembre 1792. Voilà la raison du titre et, dans le titre, la raison du contenu » (*Opere*, vol. IV, p. 402). C'est peut-être par le passage suivant de Michelet qu'il a été amené à considérer ainsi le fameux chant révolutionnaire: « Ce chant, national entre tous, rimé pesamment, fortement, toujours sur les mêmes rimes (comme les commandements de Dieu et de l'Eglise), marquait admirablement le pas du voyageur qui voit s'abréger le chemin, le progrès du travailleur qui voit la besogne avancer. Il a fidèlement suivi l'allure de la Révolution elle-même, pressant la mesure lorsque ce terrible voyageur se précipitait ». (Liv. III, chap. XI, p. 259). Sur la forme adoptée pour son poème, Carducci nous dit : « J'ai choisi... le sonnet, comme étant ce qui se prêtait ou ce qui me paraissait se prêter le mieux à rendre, en traits rapides et sentis, certaines attitudes résolues, se détachant comme en haut relief, et parce qu'il m'empêchait de m'étendre en descriptions, ou de me délayer dans le lyrisme, car il est interdit de faire des ordures devant les murailles de bronze de l'histoire » (*Op.*, IV, 401).

Dans les rudes sillons crie et grince l'araire,
La terre fume[1], et l'atmosphère est obscurcie
De fantômes montants qui courent à la guerre.

II

Ce sont les fils de la terre âpre à travailler,
Qui gravissent, armés, les idéales cimes,
Ce sont les chevaliers aux couleurs bleu, blanc, rouge,
Que du sol plébéien fait sortir la Patrie[2].

Et c'est toi, grand Kléber aux broussailleux sourcils,
O lion rugissant dans les premières lignes[3],
Et toi qui parmi les périls traces ta voie
Fulgurante[4], éclair de jeunesse, Hoche sublime[5].

Et Desaix qui, pour lui choisissant le devoir,
Donne aux autres la gloire[6], et Murat, ce torrent
Qui sur une couronne un jour se brisera;

1. Cf. Michelet (Livre VI, chap. I, p. 563) : « Il n'y eut jamais un labour d'octobre comme celui de 91, celui où le laboureur, sérieusement averti par Varennes et par Pillnitz, songea pour la première fois, roula en esprit ses périls, et toutes les conquêtes de la Révolution qu'on voulait lui arracher. Son travail, animé d'une indignation guerrière, était déjà pour lui une campagne en esprit. Il labourait en soldat, imprimait à la charrue le pas militaire et, touchant ses bêtes d'un plus sévère aiguillon, criait à l'une : « Hue, la Prusse ! » à l'autre : « Va donc, Autriche ! » Le bœuf marchait comme un cheval, le soc allait âpre et rapide, le noir sillon fumait, plein de souffle et plein de vie ».

2. Michelet (Liv. VI, chap. IX, p. 707) : « ... C'étaient les sous-officiers ou soldats de l'ancienne armée, que la Révolution venait de jeter en avant, ses fils qui n'étaient rien sans elle .. Génération admirable, qui... vola le feu du ciel ». *Ibid.* (Liv. VI, chap. III, p. 790) : «... Par une violente et terrible contraction, elle (la France) suscita d'elle-même une puissance inattendue, fit sortir de soi une flamme que le monde n'avait vue jamais... Ce fut... comme un jet brûlant d'héroïsme, qui perça et jaillit au ciel ».

3. Michelet (Liv. VI, chap. IX, p. 707) : C'était l'ouragan des batailles, le colérique Kléber... »

4. Michelet (*Ibid*) : « Leurs maîtres, qui marchèrent devant eux comme une colonne de feu, c'étaient les sous-officiers ou soldats de l'ancienne armée...»

5. Michelet (*Ibid.*) : « C'était le jeune, l'héroïque, le sublime Hoche, qui devait vivre si peu... »

6. Michelet (*Ibid.*) : « C'était l'homme de sacrifice, qui voulut toujours le devoir, et la gloire pour lui jamais, qui la donna souvent aux autres,... l'irréprochable Desaix ».

Et Marceau qui dédie à la mort radieuse
La pureté de ses vingt-sept ans, comme d'autres
Aux bras d'une riante épouse s'abandonnent [1].

III

Du criminel palais bâti par Catherine [2],
Où Louis seize aux pieds des prêtres se courba [3],
Où la reine aux nobles bretons distribua
Sourires, larmes et secrets [4], — des Tuileries,

Parmi l'épais brouillard du soir, soudain voici
Que surgit dans le ciel, ni joyeuse ni triste [5],
Une vieille dont le fuseau tourne, penché,
Tandis que sa quenouille atteint le firmament.

Elle file, elle file, elle file. Elle est là,
La vieille, tous les soirs, filant au clair de lune,

1. Michelet (*Ibid.*) : « C'était la pureté même, cette noble figure virginale et guerrière, Marceau... »

2. Catherine de Médicis. — Carducci traite les Tuileries de « criminelles » à cause des crimes et débauches qui y furent commis ou qu'on prétend y avoir été commis par les rois de France et leurs courtisans (Note de MM. G. Mazzoni et G. Picciola, dans leur *Antologia Carducciana*, p. 140).

3. Michelet (Liv. VI, ch. I, p. 572) : « De cœur, il appartenait aux prêtres . » (Ibid., p. 575) : « Il (le parti sacerdotal) trônait aux Tuileries. Il exploitait le roi... comme pénitent au confessionnal... » (Ibid., p. 576) : « Le roi... eut toujours et de plus en plus,... son cœur dans la main des prêtres ».

4. L. Blanc (T. V., p. 235) : « Louis XVI... laissa pénétrer jusqu'à lui le commandant des Bretons ». (Ibid., p. 135-136) : « Quant à la reine, elle ne chercha point à dissimuler devant les nouveaux venus la tristesse dont son âme était remplie, soit fierté, soit secret dessein d'éveiller autour d'elle une piété chevaleresque... Elle se montra donc atteinte de mélancolie au milieu de la joie universelle, sans oser révéler toutefois le fond de ses pensées autrement que par des plaintes voilées et des mots obscurs... » (*Ibid.*, p. 236) : « Un fédéré raconte : Elle (la reine) me remercia par une inclination accompagnée d'un regard que je vois encore, tant il me pénétra... Ce peu de mots, ce regard nous avaient tous émus... » — Il est à noter que, dans ces deux derniers passages, il est question de Lorrains, et d'une scène du 12 juillet 1790. Carducci l'a transportée au 10 août 1792, a transformé les Lorrains en Bretons, et condensé le tout en y ajoutant l'idée des « secrets ». MM. Mazzoni et Picciola parlent à ce propos d'un banquet où, avec une imprudence fatale, Marie-Antoinette aurait manifesté ses sentiments, devant des gentilshommes bretons; il n'est fait mention de ce banquet ni dans Carlyle, ni dans Michelet, ni dans L. Blanc.

5. Cf. Dante, *Inferno*, IV, 84 : « Sembianza avevan ne trista nè lieta », où l' « air ni triste ni joyeux » exprime, dans la pensée du poète, une sorte de sérénité calme et douce ou d'impassibilité.

Sous les étoiles, sans jamais se fatiguer [1].

Brunswick approche, avec la potence devant
Ses bataillons [2], et pour y pendre la canaille
Rebelle de la France, il en faut, de la corde !

IV

L'un après l'autre, les messages de malheur
Pleuvent comme du ciel [3]. Longwy vient de tomber;
Les fugitifs de l'obscure reddition,
Tout couverts de poussière, à l'Assemblée accourent.

« Nous étions dispersés sur les remparts, à peine
Un homme pour servir deux pièces de canon.
Lavergne avait dans la panique disparu.
Et pas d'armes. Que pouvait-on faire de plus? »

« Mourir ! » répond alors, assise, l'Assemblée.
Et voici que sur leurs visages hâves coulent
D'étranges pleurs, et c'est le front bas qu'ils s'en vont [4].

1. Carducci écrit au sujet de cette fantastique fileuse : « Dans le troisième sonnet, la vieille qui file n'est pas... la Parque, mais un fantôme qui, dans l'imagination du peuple de Paris et suivant une vieille légende, se montrait dans quelque partie du palais des Tuileries lorsqu'on y était menacé de malheur ou de mort » (*Op.*, IV, 434). Cf. Michelet (Liv. IX, ch. X, p. 1127) : « Captif au Temple... il (Louis XVI) dit un jour à quelqu'un : « N'a-t-on pas vu la *femme blanche* se promener autour du Temple ? .... Elle ne manque pas d'apparaître lorsqu'il doit mourir quelqu'un de ma race ». Il se peut aussi qu'un autre passage de Michelet (Liv. VII, ch. III, p. 788) ait contribué à suggérer au poète l'idée de sa fileuse : « Et le point central, le nœud de la grande toile tissue par les traîtres, où le placer?... où, sinon aux Tuileries ? » La légende de la Femme blanche semble dérivée par filiation directe, de celle de Mélusine.... »

2. Michelet (Liv. II, ch. III, p. 785-786) : « On annonçait que les tribunaux arrivaient derrière les armées, que les parlementaires émigrés instruisaient, chemin faisant, dans le camp du roi de Prusse, le procès de la révolution, préparaient les potences dues aux Jacobins ».

3. Cf. Carlyle (t. II, p. 134) : « De sombres nouvelles arrivent successivement, comme des messagers de malheur, et reçoivent de sombres réponses ».

4. *Ibid.* (p. 135) : « Ce n'est pas sans une dramatique émotion qu'on lit dans les comptes rendus parlementaires de ce mercredi soir... la scène des soldats fugitifs de Longwy. Fatigués de la route, couverts de poussière, découragés, ces pauvres gens entrent à l'Assemblée... donnent des détails les plus pathétiques sur l'effrayante situation où ils se trouvaient : les Prussiens par myriades aux alentours, un feu volcanique crachant durant quinze heures; nous dispersés et clairsemés sur les remparts, à peine un canonnier pour deux pièces; notre poltron de

Et, grande, dans le ciel l'heure du danger passe,
De son aile battant le tocsin sur les cloches[1].
Debout, peuple de France ! Au secours ! Au secours ![2] »

V

Ecoutez, écoutez, ô citoyens ! Verdun,
Hier, à l'ennemi Verdun ouvrit ses portes.
Aux princes étrangers ses femmes, les ignobles,
S'en vont offrir des fleurs, à d'Artois font la cour ;

Aux ulans, aux gardes du corps, ces femmes versent
Le vin blanc et léger, et dansent avec eux[3].
Verdun, Verdun, vile cité de confiseurs[4],
Après la honte, que sur toi tombe la mort !

commandant Lavergne ne se montrant nulle part ! les amorces ne voulaient pas prendre, pas de poudre dans les bombes, — que pouvions-nous faire ? — Mourir » ! répondent des voix promptes, et les fugitifs couverts de poussière n'ont qu'à se retirer, tout honteux, et qu'à aller chercher ailleurs du réconfort. Oui, mourir, voilà maintenant le mot d'ordre ». Cf. L. Blanc (t. VII, p. 223). « Les bourgeois de cette ville, saisis d'effroi à la vue d'un bombardement, avaient sommé le commandant Lavergne de capituler »; et à la page suivante se trouve aussi rapporté le mot « Mourir ! ».

1. Cf. Schiller, *Das Lied von der Glocke* :

Und stündlich mit den schnellen Schwingen
Berühr ! in Fluge sie die Zeit.

(... que le temps dans on vol
L'effleure (la cloche) d'heure en heure de ses ailes)

2. Mouvement assez analogue chez Carlyle (p. 134) : « Du cœur, patriotes ! si vous manquez de cœur, tout est perdu ! »

3. Carducci s'est souvenu ici du passage de la *Campagne de France* (p. 48-49 de l'édition Chuquet, Delagrave, Paris, 1899) où Gœthe raconte que quatorze dames et demoiselles « choisies parmi les plus belles et les mieux élevées avaient souhaité la bienvenue à Sa Majesté (le roi de Prusse) avec d'agréables discours, des fleurs et des fruits », que « ces charmantes enfants » firent bonne impression sur les jeunes officiers allemands par leur amabilité, leur grâce et leur bonne tenue, et qu'il y eut même un bal. Ce bal paraît bien n'être qu'une légende; Gœthe lui-même semble n'en parler que par ouï-dire, et il ne faut pas oublier qu'il n'a rédigé cette partie de ses mémoires que longtemps après, en 1822. On peut se demander s'il n'y a pas, aux vers 5 et 6, un souvenir de Musset :

« Elles nous ont versé votre petit vin blanc ».

4. Carlyle (p. 141) traite les Verdunois de « *pacific pastry-cooks* » et leur fait dire : « Brunswick est là... Il domine notre haute citadelle et tous nos fours à confiserie (car nous sommes renommés pour la confiserie)... Le patriotisme, c'est bien, mais il est bon aussi de faire tranquillement sa pâtisserie ! »

Mais Beaurepaire, lui, refusant une vie
Sans honneur, aux destins, à l'avenir, à nous
Vient de jeter son âme en suprême défi [1].

Dans le ciel les héros antiques la recueillent,
Et tout un monde, qui naîtra demain, nous crie :
« Debout, peuple de France ! Au secours ! Au secours ! »

VI

Or sur l'Hôtel-de-Ville, — au soleil, à l'amour
Disant : « Arrière ! » — un drapeau noir est arboré [2].
De minute en minute, au milieu du silence
Farouche, le canon d'alarme retentit [3].

Ecoutant cette voix de plus en plus pressante [4],
Le peuple, grave comme un groupe de statues
Antiques, tout entier n'a plus qu'une pensée :
Marchons donc à la mort, pour que vive la France [5] !

Devant Danton énorme et pâle [6], des furies
Défilent, des mères devant elles poussent

1. Cf. Michelet (Liv. VII, ch. VIII, p. 870) : « ... Beaurepaire résista à tous les arguments de la lâcheté. Voyant enfin qu'il ne gagnait rien sur ces nobles officiers, dont le cœur, tout royaliste, était déjà dans l'autre camp : « Messieurs », dit-il, « j'ai juré de ne me rendre que mort... Survivez à votre honte... Je suis fidèle à mon serment ; voici mon dernier mot, je meurs... » Il se fit sauter la cervelle. La France se reconnut, frémit d'admiration. Elle se mit la main sur le cœur, et y sentit monter la foi. La patrie ne flotta plus aux regards, incertaine et vague ; on la vit réelle, vivante. On ne doute guère des Dieux à qui l'on sacrifie ainsi ». L. Blanc (t. VII, p. 293-294) s'exprime à peu près de même, et dit encore (*ibid.*, p. 326) : » ... le magnanime suicide de Beaurepaire leur prédisait (aux envahisseurs) ce qu'allait être en France le culte de la France »

2. L. Blanc (t. VIII, p. 254) : « Un immense drapeau noir flotte sur l'Hôtel-de-Ville ».

3. Carlyle (p. 145) : « A deux heures, Beaurepaire... s'est tué à Verdun, et, dans toute l'Europe, les gens s'en vont au sermon de l'après-midi. A Paris toutes les cloches sonnent, mais pas pour le sermon ; le canon d'alarme gronde de minute en minute ».

4. L. Blanc (t. VIII, p. 254) : « ... la succession de plus en plus rapide des coups de canon... »

5. Carducci s'est vraisemblablement inspiré ici du mot de Cambon rapporté par Michelet (Liv. VII, ch. VII, p. 866) : « Mourons s'il le faut, mais que la France soit sauvée ! » Il se peut aussi qu'il se soit souvenu de la phrase de Carlyle citée plus haut : «... Mourir, voilà maintenant le mot d'ordre ».

6. Cf. Carlyle (p. 146) : « Voyez Danton entrer, front noir chargé de nuages, colosse à la marche pesante... »

Leurs fils nu-pieds, qui n'ont pour arme que leur rage[1].

Et Marat voit dans l'air passer d'obscures troupes
D'hommes qui dans leurs mains brandissent des poignards[2],
Et c'est du sang qui pleut partout sur leur passage.

VII

Oh ! quelle vision infâme, rappelant
Les druides[3], accable et tourmente les âmes !
Il souffle en Avignon, du haut des tours papales,
En tourbillon il souffle un vent de fureur trouble[4].

1. On a voulu voir ici un souvenir du récit de Michelet. (Liv. VII, ch. III p. 792), que Carducci aurait complètement transformé : « ... Un jour..., une bande de ces femmes furieuses rencontrèrent Danton dans la rue, l'injurièrent comme elles auraient injurié la guerre elle-même, lui reprochant... la mort de leurs enfants, le maudissant, priant Dieu que tout retombât sur sa tête. Lui, il ne s'étonna pas; et, quoiqu'il sentît autour de lui les ongles, il se retourna brusquement, regarda ces femmes, les prit en pitié; Danton avait beaucoup de cœur. Il monta sur une borne, et, pour les consoler, il commença par les injurier dans leur langue. Ses premières paroles furent violentes, burlesques, obscènes. Les voilà tout interdites. Sa fureur, vraie ou simulée, déconcerte leur fureur » etc. Le poète a certainement aussi songé à ces lignes de Carlyle (p. 147) : « Terreur et rage, pleurs et frénésie : retentissant à travers les airs, un tocsin qui est un miserere : un désespoir farouche se précipitant à la bataille ; des mères, les larmes aux yeux et la fureur dans le cœur, envoyant leurs fils à la mort » Comparez aussi avec la fin du vers 11 ce passage du même auteur (p 145) : « Tout Paris se précipitera au Champ-de-Mars et s'y enrôlera, sans armes, il est vrai, et sans préparation militaire, mais avec la force de la frénésie ».

2. Carducci semble ici relever beaucoup moins de Michelet que de Carlyle Car, tandis que le Français ne dit guère que ceci (liv. V, ch VII, p. 498) « ... Marat extravague... La folie atroce de ses imaginations... » et (liv. VII, ch. VII, p 356) : « Son rêve le plus doux eût été une Saint-Barthélemy générale dans toute la France », on lit chez l'Anglais (p. 146) : « Le solitaire Marat,... méditant longuement dans les caves qui lui servaient de refuge, ne pouvait voir de salut que dans une seule chose : la chute de deux cent soixante mille têtes d'aristocrates » Avec quelques vingtaines de bravi napolitains, chacun un poignard dans la main droite, un manchon dans la gauche, il traverserait la France et les ferait tomber », et, plus loin (p. 147) : « Quels fantômes, crasseux, horribles, brandissant leur poignard et leur manchon, peuvent bien passer en dansant par le cerveau d'un Marat dans ce vertigineux et assourdissant vacarme d'un tocsin-miserere d'une universelle frénésie »...

3. Carducci (*Op*., IV, 415-416) pense que les massacres de septembre sont dûs en partie à « un sombre atavisme », à ce qu'il y a de fanatisme et de férocité « dans le sang celtique » d'où l'allusion aux druides.

4. Cf. Michelet (Liv. VI, ch. II, p. 587-588) : « Nulle part ailleurs que dans les villes de prêtres on n'apprend à bien haïr. Le supplice de leur obéir créa dans Avignon... un noir enfer, de haine... » et, plus loin (p. 596) : « Tout annonçait un orage ». Ailleurs encore, décrivant le palais des papes, il parle de la tour où fut enfermé Rienzi (p. 605-606) : « Une gigantesque tour, qui n'est ni bien carrée, ni ronde, *Trouillas*, ou la Glacière, s'allonge pour voir au loin. Babel affreuse que bâtit, dans son orgueil, le pape qui, le premier,... se donna la triple couronne. *Trouillas*, c'est la *Tour du Pressoir*; peut-être dans l'origine fut-elle le pressoir féodal. Mais de bonne heure elle fut un pressoir d'hommes, une prison à presser la chair humaine ». Carlyle (p. 147) mentionne aussi cette tour qui « a fait assez de bruit et vit dans toutes les mémoires ».

O martyrs albigeois, et vous qui si longtemps,
Si noblement avez souffert, ô huguenots,
C'est votre sang qui maintenant bout et fermente,
Et qui remplit les cœurs d'une ivresse fatale[1].

Voici le tribunal d'horreur[2] dont les sentences
Sur le siècle nouveau jettent leur ombre affreuse.
Ah ! n'es-tu pas la France, ô blanche jeune fille

Qui, debout à côté de ton père tremblant,
Pour expier et le sauver, à pleine coupe,
D'une main prompte, bois le sang, le sang des tiens[3] ?

VIII

Là-bas, dans la Savoie, en ses Alpes natales,
Murmurent les vents frais, gémissent les ruisseaux.
Ici, cris de fureur mêlés au cliquetis
Du fer : « Madame de Lamballe, à l'Abbaye ! »

Et parmi ses cheveux épandus en flot d'or,
Un corps dévêtu gît au milieu de la rue.
De ses sanglantes mains un perruquier écarte
Les beaux membres encore tièdes, et l'examine[4].

1. Michelet (*ibid.*, p. 605) : « Effroyable génération de crimes, des Albigeois à la Saint-Barthélemy, et de là aux dragonnades, aux carnages des Cévennes. Nîmes se souvint des dragonnades. Avignon imita Nîmes. Paris imita Avignon ».

2. Il s'agit du « tribunal extraordinaire, sans sursis, sans appel », qui créé par la Commune le 18 août, « ne donnait guère moins d'une tête par jour » (Michelet liv. VII, ch. II, p. 782).

3. Michelet (liv. VII, ch. V, p. 830) : « Mademoiselle de Sombreuil.. saisit intrépidement son père... l'embrassant et l'enveloppant... On a dit... que, pour donner à mademoiselle de Sombreuil la vie de son père, ils exigèrent qu'elle jurât la Révolution, abjurât l'aristocratie, et qu'en haine des aristocrates, elle goûtât de leur sang ». Cf. Carlyle (p. 153) : « Mon père n'est pas un aristocrate. ». je suis prêt à le jurer... à le prouver de toutes façons ; nous ne sommes pas des aristocrates, nous les haïssons ! Boirais-tu du sang des aristocrates ? L'homme lui tend un verre plein de sang (si l'on peut en croire la rumeur universelle) : la pauvre fille le boit ».

4. Michelet (Liv. VII, ch. VI, p. 839-840) : L'un des plus enragés, un petit perruquier, Charlot... Elle expirait à peine que les assistants, par une indigne curiosité, ...se jetèrent dessus pour la voir. Les observations obscènes se mêlaient aux meurtriers... On arrache tout, et robe, et chemise ; et nue, comme Dieu l'avait faite, elle fut étalée au coin d'une borne, à l'entrée de la rue Saint-Antoine. Son pauvre corps, très conservé relativement..., témoignait plutôt pour elle ; sa petite tête d'enfant, plus touchante dans la mort, disait trop son innocence.. »

« Comme elle est délicate, et blanche[1], et mince ! tel
Un lys blanc est son cou[2]. Quant aux lèvres mignonnes,
C'est comme un œillet rouge au milieu de muguets[3].

Çà, la frisée[4] aux jolis yeux couleur de mer,
Viens-t'en vite avec nous au Temple ! Nous allons
A la reine donner le bonjour de la mort[5] !

IX

Oh ! non, jamais à son lever un roi de France
Ne vit venir autant de gens le saluer.
La sombre tour, parmi ce tumulte, apparaît
Comme un oiseau nocturne en plein jour égaré.

En ces lieux où le bras séculier de Philippe
Le Bel s'est abattu, tuant le Moyen-Age,
Sur le dernier Capet à cette heure descend
La malédiction du dernier Templier[6].

Cependant que mugit tout le cortège horrible,
La tête, que balance une pique, vient battre,
Sanglante, la fenêtre. Et derrière les vitres

De son triste dernier palais, le front penché,

1. *Ibid.* (p. 840) : « Un homme s'établit auprès,... il montrait le corps à la foule : « Voyez-vous comme elle était blanche ? voyez-vous la belle peau ? »
2. *Ibid.* (p. 837) : «... ce faible col élancé... »
3. *Ibid.* (p. 837) : Son portrait, plus que féminin, est celui d'une mignonne petite fille savoyarde; on sait qu'elle était, en effet, de ce pays. La tête est fort petite,... les traits aussi sont trop petits, plus mignons que beaux, la bouche est jolie, mais serrée... »
4. L. Blanc (t. VIII, p. 277) : «... Cette tête jeune,... dont les cheveux blonds, encore bouclés... »
5. Michelet (*l. c.*, p. 840) : « Les assassins jettent la tête sur le comptoir, disent au perruquier qu'il faut la friser; ils la menaient, disaient-ils, voir sa maîtresse au Temple, il n'eût pas été décent qu'elle se présentât ainsi ».
6. Michelet (Liv. VII, ch. II, p. 776-777) : « Cette tour, basse, forte, sombre, lugubre, était l'ancien Trésor de l'ordre des Templiers... Lieu marqué d'une bizarre fatalité historique. La royauté y brise le Moyen-Age, par la main de Philippe le Bel. Et elle-même y revint brisée avec Louis XVI. Cette laide tour, dont on ne savait guère le sens... se trouvait là tout étrange, comme un hibou au grand soleil... »

En regardant le peuple[1] à Dieu le roi demande
Pardon pour la nuit de la Saint-Barthélemy[2].

X

Au sourd piétinement des chevaux des barbares,
Bayard dans son tombeau s'est-il donc réveillé?
Et dans les doux vallons orléanais Jehanne
A-t-elle relevé soudain son étendard?

Qui donc, du Gard venteux et de la Haute-Saône[3]
Qui donc vient en chantant vers ces retranchements
Faits de troncs d'arbres entassés hâtivement?
Est-ce avec ses Gaulois roux, Vercingétorix[4]?

Mais non ! c'est l'espion d'hier[5], c'est Dumouriez
Qui, trouvant dans son cœur aujourd'hui le génie
De Condé, d'un regard ardent fixe sa carte

1. *Ibid.* (Liv. VII, ch. VI, p. 843) : «... on invita même le roi à se mettre à la fenêtre au moment où la tête livide, avec tous ses longs cheveux, venait branlante sur la pique et s'exhaussait à la hauteur des croisées. Un des commissaires, par humanité, se jeta devant le roi, mais il ne put l'empêcher de voir et de reconnaître »

2. Cf. L. Blanc (t. VIII, p. 297) : « Les représailles s'éternisent de la sorte ; la peine du talion passe du code de la barbarie dans celui du progrès, qu'il déshonore, et les siècles ne font plus que se venger les uns des autres. En septembre, on disait au prêtre qu'on égorgeait : « Souviens-toi de la Saint-Barthélemy !... » — Aux critiques qui prétendaient ne pas voir « pourquoi le dernier des Capets devait demander à Dieu pardon de la nuit de la Saint-Barthélemy », Carducci (*op.* IV, 440-441) répondait en parlant de la Némésis historique (idée qui lui était chère et qu'on retrouve, par exemple, dans son poème *Sur la mort d'Eugène Napoléon* ou dans les strophes intitulées *Miramar*) et en rappelant les vers où Dante (*Purg.* XX. 43-45 94. 96) fait dire à Hugues Capet :

> *Io fui radice della mala pianta*
> *che la terra cristiana tutta aduggia,*
> *si che buon frutto rado se ne schianta...*
> *O Signor mio, quando saro io lieto*
> *a veder la vendetta che, nascosa,*
> *fa dolce l'ira tua nel tuo secreto?*

3. Michelet (Liv. VII, ch. III, p. 791) : « Que je voudrais qu'on pût voir les départements du Gard, de la Haute-Saône, d'autres encore, debout tout entier en huit jours, et lançant chacun une armée pour aller à l'ennemi ! »

4. *Ibid.* (Liv. VII, ch. VIII, p. 879) : « Dans l'Est, spécialement en Lorraine, les collines, tous les postes dominants, étaient devenus autant de camps grossièrement fortifiés d'arbres abattus, à la manière de nos vieux camps du temps de César. Vercingétorix se serait cru, à cette vue, en pleine Gaule ».

5. *Ibid.* (p. 371) : «Ce Dumouriez, qui avait traîné dans les grades inférieurs dans une diplomatie qui touchait à l'espionnage... »

Et, du doigt y montrant tout à coup des collines
Au nom encore obscur, il dit : « Nouvelle Sparte,
« O France, voici tes heureuses Thermopyles ![1] »

XI

Sur les collines de l'Argonne, nonchalant
Et fangeux, le matin dans la brume se lève.
Au moulin de Valmy le drapeau tricolore,
Mouillé, réclame en vain le soleil et le vent.

Reste donc, blanc meunier ![2] Aujourd'hui le destin
Pour l'avenir moudra la victoire, et l'armée
Des soldats-citoyens sans souliers est là, prête
A mettre, de son sang, la roue en mouvement.

« Vive la Patrie ! » hurle au milieu des canons
Kellerman, levant haut l'épée, après avoir,
Sans-culottes, formé vos épiques colonnes[3].

Et voici que parmi l'ardente canonnade
La Marseillaise, archange de ces temps nouveaux[4],
Plane sur les forêts profondes de l'Argonne.

1. Carlyle (p. 143-144) : « Voilà, » dit Dumouriez Polymetis, « un doigt sur la carte, voilà la forêt de l'Argonne, cette longue chaine de montagnes et de forêts sauvages... Cette Argonne pourrait être les Thermopyles de la France! » — L. Blanc (T. VIII, p. 241) fait à peu près le même récit, mais termine par : « ... Il prononça cette parole prophétique : Voilà les Thermopyles de la France ». Et Michelet dit : « Il eut seulement le tort d'écrire à Paris « que l'Argonne serait les « Thermopyles de la France, qu'il les défendrait, et serait plus heureux que « Léonidas ».

2. Carlyle (p. 178-179) : « ... Le 29 septembre 1798 fut un matin froid et humide couvert de brume... Le meunier de Valmy s'est enfui, blanc de farine, dans sa cave ; son moulin, quelque vent qu'il fasse, se reposera aujourd'hui ».

3. Michelet (Liv. VII, ch. VIII, p. 883) : « Kellermann... forme trois colonnes.. A l'exemple de Kellermann, tous les Français, ayant leurs chapeaux à la pointe des sabres, des épées, des baïonnettes, avaient poussé un grand cri. Ce cri... c'était : « Vive la Nation » — Chez L. Blanc (t. VIII, p. 334), Kellermann crie : « Vive la patrie ! Allons vaincre pour elle » !

4. *Cf.* Victor Hugo, *Châtiments* (*Cette nuit-là*) :

> La Marseillaise, archange aux chants aériens,
> Murmurait dans les cieux...

XII

Marchez, illustres fils de la Patrie, au son
Des canons et des chants ! Parmi cette harmonie
Le jour de gloire vient[1], en déployant ses ailes
Vermeilles, éclairer le bal de la valeur.

Le roi de Prusse bat en retraite, avec peine,
Le désordre et la peur régnant dans son armée.
Et la faim et le froid et la dysenterie[2]
Rechassent à leurs vils exils les émigrés.

Livide, sur ce grand lac de fange scintille
Le soleil qui se couche, et son humble sourire
A soudain revêtu de gloire les collines.

Et, d'un groupe d'obscurs combattants, Wolfgang Gœthe
S'avance et dit ces mots : « En ce jour, en ce lieu
Commence pour le monde une histoire nouvelle[3] ».

Giosuè CARDUCCI.

(*Traduction de H. Buriot-Darsiles*).

1. « *Allons, enfants de la Patrie,*
Le jour de gloire est arrivé ». (La Marseillaise)

2. Carlyle (p. 175) : « Comme nourriture, vous mangez des raisins verts, qui produisent des coliques, une dysenterie pestilentielle », et, plus (p. 180) : « Le froid, la faim, l'outrage, la colique, la dysenterie et la mort... » Cf. Michelet (Liv. II, c . VIII, p. 877) : « Il ne resta sur la route qu'une chose pour l'ennemi, les raisins verts, la maladie et la mort.

3. Carducci lui-même (*op.* IX, 376) rappelle en note les mots fameux de Gœthe : « *Diesmal sagte ich : Von hier und heute geht eine neue Epoche der Weltgeschichte aus, und Ihr könnt sagen, Ihr seid dabei gewesen* » (*Campagne in Frankreich*, 19 *september*). Ces mots, Carlyle les a repris (p. 143) : «...Les puissances d'en haut, voulant qu'ici commence un nouveau chapitre de l'Histoire universelle... », et plus loin encore (p. 171) : « La France danse sa valse du désert, comme fait le Sahara quand les vents se réveillent... vers Brunswick et les frontières, — vers un nouveau chapitre de l'Histoire universelle ».

L'EMPIRE ANGLAIS DU PÉTROLE

I

Si les Etats-Unis, malgré la guerre civile qu'ils y déchaînèrent, ne purent jamais chasser Pearson du Mexique, ils triomphèrent de lui dans l'Amérique centrale et les premiers Etats de l'Amérique du Sud par la seule force de leur prestige. En 1912-1913, Pearson avait obtenu des concessions à Costa-Rica en Colombie, au Vénézuela et dans l'Equateur. Cela lui eût donné le monopole du ravitaillement en pétrole pour tous les navires passant par le Canal de Panama. Washington mit son veto et les fit annuler au nom de la doctrine de Monroe. Aucune République sud-américaine n'osa résister.

C'est alors que la « Shell » s'établit à La Trinité, colonie anglaise, puis au Vénézuéla, en Colombie. Pour calmer les appréhensions, elle sut au besoin s'associer à des firmes américaines : on créa par exemple la « Colon Developement », société anglaise constituée en commun avec le Carib Syndicate américain. On a su depuis que tous les titres anglais sont groupés entre les mains de la « Burlington Investment » qui elle-même dépend de la « Dutch-Shell ». N'ayant pas réussi directement avec Pearson, trop suspect aux Américains, l'Angleterre est quand même arrivée indirectement, grâce à Deterding, à contrôler l'entrée du Canal de Panama.

Chose curieuse, tandis que les Etats-Unis surveillaient avec une hostilité évidente les agissements du groupe Pearson, ils ne manifestaient aucune défiance à l'égard de la « Royal-Dutch Shell ». Par un coup d'audace qui fut un coup de maître, elle s'était installée au cœur même de la patrie de la « Standard

Oil ». La législation américaine, contrairement à la française, ne distingue pas entre la propriété du sol et du sous-sol. Comme au Mexique avant 1917, toutes deux appartiennent au propriétaire de la surface. La « Dutch-Shell » acheta des terrains, y fora des puits et put ainsi exploiter le pétrole à sa guise. Très habilement, suivant l'exemple de la « Royal », la « Shell » s'efforçait de placer ses titres dans le public américain afin de l'intéresser à sa prospérité. Ce n'était pas difficile, vu ses dividendes élevés. En 1919, la « Shell » avait placé 750.000 actions sur le marché de New-York : elle a réalisé de ce fait une prime de 4.390.634 £, dont 4 millions de £ furent affectés à la Réserve et à l'amortissement du Portefeuille. L'origine de ses capitaux n'était pas pour lui nuire, car avant la guerre, toute la grande industrie américaine avait dû faire appel à l'épargne européenne. Et si la « Shell » était anglaise, la « Royal Dutch », officiellement hollandaise, n'était pas sans avoir de grosses participations allemandes. Deterding n'avait pas encore ouvertement partie liée avec l'Angleterre. Il hésitait. Prévoyant la prochaine éclosion du conflit mondial, il était beaucoup trop habile pour se lier, avant de savoir quel en serait le vainqueur.

On laissa donc ces deux sociétés, qui, quoique liées depuis 1907, avaient chacune gardé son organisation financière (tout en réservant pour l'autre une participation de 40 % dans chaque nouvelle filiale), installer librement leurs réservoirs et leurs pipe-lines à côté de ceux de la « Standard ». Les démocrates, inquiets de la puissance politique et commerciale des trusts américains, n'étaient d'ailleurs pas fâchés de leur opposer des concurrents qui ne pouvaient avoir d'influence sur la politique intérieure des Etats-Unis. On s'habitua à les considérer comme des entreprises internationales, sans visées politiques. Ce qui acheva l'illusion fut que le gouvernement britannique, qui les favorisait en sous-main, feignit de redouter leur excessif développement.

* * *

L'Amirauté britannique déclara qu'il importait d'affranchir la « Royal Fleet » de la tutelle des trusts. Elle obtint les crédits nécessaires pour s'intéresser aux affaires de la « Burmah Oil », s'assurant ainsi une partie du pétrole de la Birmanie, et, en Mai 1914, acheta la moitié des actions de l' « Anglo-Persian Oil », qui a pour trente ans le monopole de l'exploitation des gisements en Perse, sauf dans les cinq provinces du Nord. Car la partie de cet Etat, qui longe la Caspienne, fut toujours réservée à l'influence russe.

L' « Anglo-Persian » a eu des débuts obscurs. Sa création, en 1908, passa inaperçue : elle avait été constituée sans qu'il fût fait appel au public pour souscrire son capital, par une Société qui était alors plus connue en Ecosse que sur le marché londonien, la « Burmah Oil ». Son premier but fut de reprendre les concessions que d'Arcy, sujet australien, avait obtenues en 1901, et qui portaient sur la surface énorme de 500.000 milles carrés. D'Arcy avait obtenu ces concessions du gouvernement Persan pour la somme infime de 500.000 francs, dont 200.000 seulement payés en espèces, le reste en actions. L'Etat persan s'était réservé 16 % des bénéfices que pourrait faire d'Arcy. Il fut joliment désappointé, car les premières recherches, le long de la frontière turco-persane, furent réellement décourageantes. D'Arcy perdit en vain cinq millions, et il songeait à tout abandonner, quand il entendit parler de suintements et de jaillissements dans la région de Shustar, à 140 milles au nord de Mohamerad, au nord du golfe Persique. D'Arcy y reconnut l'existence du pétrole : mais il fallait envisager la construction d'une pipe-line et d'une raffinerie, et trouver, à cet effet de nouveaux capitaux. Certains capitalistes étrangers lui firent des offres tentantes, mais d'Arcy, qui avait trouvé en l'amiral Fisher, le réorganisateur de la grande flotte anglaise au XX^e^ siècle, un ardent défenseur, résolut que les concessions de Perse resteraient sous le contrôle britannique : il obtint le concours financier de la « Burmah Oil » et celle-ci créa, en 1909, l' « Anglo-Persian ». La « Royal Fleet » avait déjà cent cinquante unités marchant au pétrole. Pretyman lord de l'Amirauté, poussa lord Strathcona à la présidence de

l' « Anglo-Persian », dont les premiers résultats étaient favorables, de façon que le gouvernement britannique pût en diriger les destinées. Le capital de la nouvelle société s'épuisa très vite : elle construisit une pipe-line de 145 milles pour amener son pétrole au golfe Persique, et une raffinerie dansl'île d'Abadan, qui lui coûtèrent très cher. Mais, comme les prospections en cours faisaient entrevoir l'existence, en Perse, de richesses considérables, une Commission d'experts géologues, présidée par un contre-amiral, fut envoyée sur place parWinston Churchill, alors premier lord de l'Amirauté, pour faire une enquête. C'est sur la conclusion de son rapport que le Gouvernement Britannique décida de prendre le contrôle de l'affaire. Ce fut au mois de mai 1914 que l'« Anglo-Persian » entra, avec quelque fracas dans l'histoire, car jusque-là, elle n'avait guère fait parler d'elle, et les négociations engagées, puis le contrat conclu avec l'Amirauté, avaient eu lieu dans le plus grand secret. Le Parlement témoigna la plus grande surprise quand Winston Churchill le mit au courant et lui demanda de sanctionner les accords passés. Il fallut même que sir Edward Grey vint à la rescousse pour entraîner la majorité.

Le gouvernement s'assura une majorité de deux mille voix par l'achat de 2.200.000 £ d'actions nouvelles ordinaires. Cette participation a été depuis plus que doublée, car le 6 mars 1921, il déclara à la Chambre des Communes qu'il détenait 5.200.000 £ d'actions ordinaires, 1.000 £ d'actions de préférence et 199.000 obligations. Les deux tiers des actions ordinaires de l' « Anglo-Persian » sont aujourd'hui entre les mains du gouvernement britannique, l'autre tiers entre celles de la « Burmah Oil », dirigée par l'Amirauté, ce qui lui assure le contrôle absolu de l'entreprise.

L'« Anglo-Persian » est devenue une véritable société étatiste, dirigée par des fonctionnaires de la Grande-Bretagne, mais qui ont la sagesse, contrairement à ce qui se passe en France, de se contenter de contrôler les directives générales de l'entreprise, tout en laissant la direction à de véritables hommes d'affaires. C'est ce qui explique son grand succès.

Deux administrateurs, lord Inchcape et sir E.-H. Packe, représentent le gouvernement dans le conseil ils ont un droit de veto absolu dans les décisions à prendre.

Enfin, l'Amirauté a passé avec l' « Anglo-Persian » un contrat portant sur un certain nombre d'années pour la fourniture d'une importante quantité de pétrole, à des prix avantageux. Les besoins de la flotte sont ainsi assurés pour une série d'années : il n'y a pas de surprise à craindre, car les gisements se trouvent près du golfe Persique, où l'Angleterre règne en maîtresse, où aucun navire étranger ne peut pénétrer sans sa permission. C'est, d'ailleurs, un point stratégique remarquable : de là les navires peuvent être dirigés vers toutes les parties du monde, où l'Angleterre a des intérêts : Suez, Gibraltar, l'Inde, l'Australie, l'Afrique.

Les gisements de Perse sont d'une richesse telle qu'il faudra bientôt décupler les développements prévus des installations, raffineries, pipe-lines, pour écouler la production à venir. De nos jours encore, les indigènes, à l'aide de procédés rudimentaires, y recueillent le pétrole et le transportent à dos de chameaux sur les marchés intérieurs, où il sert d'objet d'échange. La Perse est un des seuls pays où les nombreux jaillissements spontanés et des suintements en décèlent l'existence. Dans certaines vallées, il coule le long des pentes, et se répand dans les rivières, dont il rend l'eau impropre à la consommation. Avant qu'il soit longtemps, l'« Anglo-Persian » aura pris rang parmi les principales sociétés pétrolifères du monde. C'est précisément le succès qui l'attend qui a créé, croyons-nous, tant d'appréhension aux Etats-Unis, au sujet de la rivalité entre les Sociétés productrices de pétrole anglaises et américaines. La compagnie contrôle une production presque illimitée en Perse, et aussitôt que les pipe-lines seront suffisantes et qu'il y aura assez de réservoirs, le rendement augmentera dans d'énormes proportions.

Dès 1922, l'« Anglo-Persian « sera à même de fournir 80 0/0 des besoins de l'Angleterre, à elle seule. Elle sera alors libérée du contrat qui, depuis plus de sept ans la lie à la « Dutch Shell », et l'oblige à faire vendre, par cette dernière, la plus

grande partie de sa production. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles la « Royal Dutch » a essayé, mais sans succès, en février 1921, d'acquérir le contrôle de l'« Anglo-Persian ».

Quand son programme sera achevé, l'« Anglo-Persian » possédera une flotte dont la capacité dépassera un million de tonnes. Que sont à côté de cela les 350.000 tonnes flottant, en 1920, sous le pavillon de la « Standard of New-Jersey » ? Les frais sont peu élevés, à cause de la grosse production des puits, ce qui assure à la Perse une supériorité marquée sur tous les autres champs pétrolifères du globe, sauf peut-être le Mexique. Le rendement en benzine et en kérosine y est deux fois supérieur à celui de la moyenne des gisements des Etats-Unis; il est plus fort que celui du Mexique.

Mais depuis deux ans, l'« Anglo-Persian » ne se contente plus de la Perse, si riche soit-elle. Elle a étendu ses ambitions « au vaste monde ». Elle est en train d'installer des dépôts dans tous les grands ports de l'univers. Rien que pour la France, des réservoirs seront construits dans les ports de Dunkerque, Le Havre, Rouen, Saint-Nazaire, La Pallice, Bordeaux, Marseille, Bizerte, Alger, Oran, Casablanca, Dakar. Par l'intermédiaire de sa filiale, la « d'Arcy Exploration », elle prospecte pour le pétrole dans toutes les parties du globe. Partout où les conditions géologiques paraissent indiquer l'existence du pétrole en quantités commerciales, des opérations de sondage sont entreprises. L'activité de la « d'Arcy Exploration » se manifeste ainsi actuellement en Angleterre, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada, en Hongrie, et tout récemment encore, la Compagnie a conclu des arrangements en vue d'explorer et de prospecter les régions de la France et de ses colonies susceptibles de produire du pétrole. Une compagnie française, au capital initial de cent millions, souscrit conjointement, par des groupes français et des groupes anglais, la « Société générale des Huiles de Pétrole » a été formée dans le but d'entreprendre le raffinage et la distribution du pétrole en France, ainsi que dans ses colonies. D'après l'accord signé à Londres le 27 octobre 1920 par sir Basil

Zaharoff, pour la Banque de la Seine, neuf filiales seront créées ayant chacune un objet social différent : importation, raffinage, distribution, transport du pétrole[1]. Et cette « Anglo-Persian franco-britannique » est même en train de constituer une flotte pétrolifère, grâce à la « Société Navale de l'Ouest ».

D'autres entreprises sont également à l'étude. L' « Anglo-Persian Oil » vient d'acquérir des intérêts importants dans la « British Oil Bunkering », et elle a fondé, de plus, « The Tankers Insurance Cº Ltd », société d'assurance au capital de 100.000 £, car elle entend être désormais son propre assureur. Par la « Scottish American Oil », dont elle a la gérance technique et commerciale, elle a même réussi à pénétrer au Mexique, dans le district de Panuco, complétant ainsi l'œuvre de Pearson, reprise par la « Shell ».

Son activité, rien que pendant le mois de décembre 1920, a été considérable. Elle s'est introduite en Espagne, y créant une société au capital de 25 millions de pesetas, dont 55 % souscrits par l'« Anglo-Persian », 45 % par un groupe espagnol ayant à sa tête la « Banco Urquijo » et la « Banque Espagnole de Crédit ». Elle a passé avec le gouvernement hongrois un contrat lui assurant des droits exclusifs d'exploitation sur le territoire magyar, au cas où on y découvrirait du pétrole, ce qui est fait. Des gisements ont été mis à jour près de Letenye, et les quantités qu'on espère y obtenir seront sans doute plus que suffisantes pour satisfaire aux besoins de la Hongrie.

Le ministre des finances de Hongrie soumit le 7 décembre 1920, à l'Assemblée nationale, un rapport concernant la cession à un syndicat contrôlé par la « d'Arcy Exploration » des droits de recherche du pétrole en Hongrie. Le gouvernement de Budapest, n'ayant pas les capitaux nécessaires à l'exploration, vit d'un bon œil les offres de la filiale de l' « Anglo-Persian ». Les négociations furent menées par l'ex-ministre des finances, M. Telesky, et le secrétaire d'Etat, de Bockh. Aux termes de l'accord intervenu, la « d'Arcy » s'engagea à consacrer au moins 100.000 £ aux recherches de pétrole ; si elles

donnaient des résultats satisfaisants, la société exploiterait un tiers des unités géologiques productives, le deuxième tiers serait mis en réserve, et les droits du troisième tiers feraient sans frais retour à l'Etat. Pour ce qui est du deuxième tiers, le gouvernement hongrois réservait toute sa liberté d'action. Une société au capital d'un million de livres sterling fut formée, dans laquelle le gouvernement hongrois entra pour 10 %; elle dut lui remettre 15 % des actions, et s'engager à lui verser chaque année le dixième de sa production, en nature ou en espèces. L' « Anglo-Persian » a également mis la main sur les terrains pétrolifères de Transylvanie, cédés à la Roumanie. Pendant la guerre, ils avaient été saisis et exploités par les autorités militaires autrichiennes, car ils appartenaient à la « Hungarian National Petroleum Company ». Le capital de cette société fut très entamé par les réparations entreprises à la fin des hostilités. Un appel de fonds devint nécessaire. L' « Anglo-Persian » demanda que l'administration technique et commerciale de l'entreprise lui fût confiée, que deux de ses membres entrassent dans le conseil d'administration, et elle souscrivit pour 500.000 £ d'actions de préférence : chacune de ces actions aura droit à vingt voix contre une à chaque action ordinaire, afin que l' « Anglo-Persian » ait le contrôle de l'affaire.

Elle a, en outre, repris la part des intérêts allemands réservée à l'Angleterre dans la « Steana-Romana ».

De concert avec la « Royal Dutch-Shell », elle entra, dès le début de décembre 1920, en négociations avec les gouvernements anglais et français, au sujet de la création d'une Société, au capital de 25 millions de £, à qui serait remise l'exploitation des gisements de Mésopotamie. M. Lloyd George fut un peu gêné. Interpellé à la Chambre des Communes, il répondit que la question ne pouvait pas être réglée « avant que nous ayons établi dans cette région une autorité arabe ». C'est à elle qu'il appartiendra de faire des propositions sur les meilleurs moyens à employer pour le développement des terrains pétrolifères de Mossoul. Il est facile de deviner ce que seront les propositions du nouveau roi de l'Irak, cou-

ronné par les soins de l'Angleterre, et conseillé par le colonel Lawrence, cette « Eminence grise » dont le rôle fut si néfaste à la France !

En coopération avec le gouvernement australien — de qui elle avait déjà obtenu en mai 1920 un droit exclusif dans les anciennes colonies allemandes de Papouasie — l' « Anglo-Persian » a formé la « Commonwealth Oil Refineries », au capital de 500.000 £. Ses prospections se poursuivent activement en Australie Occidentale, et elle a demandé au Gouvernement de Perth une concession de 100.000 acres.

Au Dominion de Nouvelle-Zélande, elle a offert de participer dans la proportion de 50 % à la formation d'un capital de 100.000 £, en vue d'effectuer des recherches. Les organisations de vente ont pénétré dans tous les Etats scandinaves et elle s'est entendue avec le gouvernement italien pour exploiter le pétrole que renferme l'Albanie.

L' « Anglo-Persian » construit en ce moment de vastes usines dans le Nouveau-Brunswick, en vue de la production d'huile de schiste. L'huile produite sera utilisée pour le chauffage des chaudières des navires anglais. Les terrains pétrolifères de cette région sont vastes et riches, et le schiste dont elle se compose a été trouvé deux fois plus riche en pétrole que les schistes écossais, les premiers dont on ait songé à tirer la précieuse huile de pierre[1]. Comme dans le Wyoming, le Colorado et l'Utah, ce sont d'immenses roches « feuilletées », s'allongeant en bancs d'une épaisseur de 8 à 10 mètres au-dessus des vallées ; une fois distillées, elles peuvent produire jusqu'à 240 litres d'huile par tonne. Lorsqu'en 1846, fuyant la persécution, les Mormons se réfugièrent dans le Far West et découvrirent pour la première fois ces « pierres à pétroles », ils ne se doutaient pas du service qu'un demi-siècle après ils rendraient à la marine anglaise et à la marine américaine[1]. Ils se virent

1. Les usines d'Ecosse traitent annuellement 3 millions de tonnes de schiste, dont la teneur moyenne n'est que de 122 litres 1/2 d'huile à la tonne, la moitié de la teneur des roches canadiennes et américaines. Elles sont cependant prospères. En dehors de ces schistes bitumeux, il ne semble pas que la Grande-Bretagne, qui détient 90 % de la future production du globe, soit arrivée à découvrir sur son sol des gisements de pétrole.

arrêtés dans leur marche à travers les déserts par le manque de combustible, mais un de leurs chefs leur annonça que bientôt la Providence subviendrait à leurs besoins. La prédiction se réalisa le jour même : un Mormon fut tout surpris de constater que les pierres qu'il posait sous sa marmite prenaient feu. Depuis lors, chasseurs et prospecteurs qui s'aventurent dans ces régions désolées n'emploient pas d'autres combustibles que ces pierres !

II

L' « Anglo-Persian Oil » ne suffit plus aujourd'hui à l'Angleterre. Elle a fondé en 1918 une nouvelle société spécialement chargée de lutter contre la « Standard Oil », la « British Controlled Oilfields ». Créée sous le régime de la loi canadienne au capital de 12 millions de £, porté à 40 et susceptible d'être augmenté jusqu'à 159 millions de livres — soit au cours du change, 8 milliards — la « British Controlled Oilfield » sera une des plus grandes puissances financières du Monde. Comme l' « Anglo-Persian », elle est entièrement dans les mains du gouvernement britannique par le système du « voting trust ». Il semble que du Mexique à l'Argentine, un immense bassin pétrolifère existe, prolongement de celui des Etats-Unis. Déjà le Mexique est devenu le deuxième producteur du globe, et l'on a trouvé du pétrole dans presque tous les Etats de l'Amérique du Sud, même au Brésil et sur les plateaux de la Bolivie. C'est de ces immenses gisements que la « British cherche à s'emparer, pour le gouvernement anglais, complétant ainsi l'œuvre de la « Dutch-Shell » au Vénézuéla et dans les alentours du canal de Panama. Elle possède des propriétés de très grande valeur, du Mexique au Brésil, à la Trinité, au Vénézuéla, à Costa-Rica. Depuis un an, elle a commencé ses opérations à l'Equateur, et elle prospecte en ce moment au Brésil, dans l'Etat de Bahia où les suintements bitumineux et les traces d'asphalte abondent. Ses concessions encerclent en fait les 2/3 de la mer des Caraïbes; elles sont si-

tuées dans les Etats de Guatémala, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica, Panama, Guyane anglaise, Colombie, Vénézuéla, Pérou, Equateur, Ile de la Trinité. Les concessions de la « British Controlled Oilfields » sont presque toujours au bord de la mer — ou plutôt à proximité de la mer — ce qui constitue un avantage considérable. Elle a fait exprès de les choisir à la fois sur l'Atlantique et le Pacifique, par précaution, pour le cas où une guerre éclaterait entre l'Angleterre et les Etats-Unis; car, même alliée à la flotte japonaise, la flotte britannique n'arriverait peut-être pas à s'emparer du canal de Panama. Et il faudra que ses unités puissent se ravitailler sans être obligées de faire un immense détour par le détroit de Magellan.

La « British » négocie actuellement le contrôle de très grandes concessions à Panama et au Nicaragua. Elle contrôle toutes celles de la Guinée anglaise, la presque totalité de celles du Honduras, mais je crains qu'elle ne soit en train de perdre celles qu'elle avait à Costa-Rica. Pour les obtenir, l'Angleterre n'avait pas hésité à fomenter la Révolution dans cette petite République : n'obtenant rien du Gouvernement régulier, elle le fit remplacer par le Président révolutionnaire Tinoco, dont elle eut tout ce qu'elle désirait : plus de 6.000 milles carrés accordés à la « Bristish Controlled Oilfields ». Malheureusement, Tinoco s'est laissé renverser : le gouvernement régulier, remonté au pouvoir, s'est empressé d'annuler les concessions de de là « British ». L'Angleterre, pour le forcer à ratifier ces concessions accordées par un rebelle a suscité une guerre entre Costa-Rica et Panama, tandis qu'elle envoyait sur le littoral de Costa-Rica le croiseur « Lambrian », afin d'accroître sa pression. Les événements ont tourné contre elle. Les troupes de Costa-Rica envahirent Panama. Un débarquement eut lieu le 28 février 1921 sur la côte du Pacifique, au sud du golfe Dulce, dont le littoral oriental est commun aux deux pays — et un autre moins important sur l'Atlantique, vers Bocas del Tore. Panama perdit le territoire de Coto.

Le chairman de la « British Controlled Oilfields », M. Alves, partit en mars pour Costa-Rica afin d'y étudier la question pen-

dante. Mais les Etats-Unis s'en sont mêlés, et le juge White vient de rendre une sentence arbitrale donnant raison à Costa-Rica. Le 26 août 1921, un détachement de la marine américaine aida les forces de Costa-Rica à prendre possession définitive des territoires contestés, malgré les protestations indignées du gouvernement de Panama « contre le coup de force dont il était victime ».

Les luttes entre petites Républiques de l'Amérique Centrale sont continuelles. L'imbroglio des affaires anglaises et américaines dans le golfe du Mexique et la mer des Caraïbes (« British Controlled Oilfields » — « Mexican Eagle » — « Royal Dutch » — « Shell » — « Mexican Pétroleum » — « Standard Oil ») fait de cette région de véritables Balkans du pétrole.

La « British Controlled Oilfields », organisation mi-officielle, mi-particulière, dont le Conseil comprend un amiral anglais et un membre du Parlement britannique — est le résultat des longues études poursuivies par Lord Fisher pour le compte de l'Amirauté, et dont la réalisation se poursuit méthodiquement pour assurer à l'Angleterre, avec la suprématie pétrolifère, celle des mers.

III

Jusqu'en 1914, le gouvernement anglais sembla se défendre contre l'extension formidable que prenait la « Royal Dutch-Shell » dans le monde entier. Sous prétexte de s'assurer des réserves, il s'assurait des débouchés qu'elle n'atteignait pas, prenant le contrôle de l'« Anglo-Persian » et créant en 1918 la « British Controlled Oilfields ». C'est qu'il n'était pas encore son allié. Mais depuis la guerre s'est produit un événement considérable : Deterding a lié la fortune de son trust à celle du plus grand Empire de l'Univers, à l'Empire Britannique dont la politique dirige actuellement le monde.

A l'origine de son histoire, la « Royal Dutch » était hollandaise. Si elle devint aussi anglaise avec la « Shell », elle était

allemande par ses participations roumaines avec la «Deutsche Petroleum » qui réunissait les affaires pétrolifères de la « Deutsche Bank » : « Steana », « European Petroleum », « Deutsche Mineralœl Industrie ». Les premiers fonds importants de ce puissant consortium ont été fournis par des banques allemandes : la « Deutsche Bank », la « Disconto Gesellschaft » et la maison Bleichrœder sont comme le trépied fondamental de l'édifice. Et comme on l'a très justement écrit : « Si l'Allemagne n'avait pas eu dans la « Royal Dutch » la place prépondérante, c'est parce que les intérêts anglais intéressaient beaucoup plus M. Deterding. Il se sert des puissances nationales comme il se sert de celle de l'argent. La Grande-Bretagne étant maîtresse des mers, il a fait du capital anglais le capital prépondérant dans ses entreprises. Mais la famille de Rothschild est internationale. Elle a une branche à Londres, une à Paris, une à Berlin, une à Vienne. M. Deterding avait des points où jeter l'ancre en attendant le vent. Au moment de la retraite des armées roumaines, les puits contrôlés par la Royal furent détruits en partie. Que la destruction ait été le travail des soldats roumains ou des soldats allemands, cela n'a pas d'importance. La « Deutsche Bank » était associée de M. Deterding en Roumanie. Quelle que fût l'issue de la guerre, la « Royal Dutch-Shell » devait être remboursée...

« Il en eût été de même le long de la route de Bagdad. Si l'Allemagne eût acquis l'Asie-Mineure, les propriétés de la Royal eussent été encore sauvées par la « Deutsche Bank ». — Comme les Alliés ont le dessus, M. Deterding ne craint rien. Il est en étroites relations avec les Français et les Anglais : c'est un Européen. Il ne s'oppose qu'à l'Amérique. Et c'est une curieuse coalition que cette coalition pétrolifère, où les nations ennemies d'aujourd'hui s'accordaient à certaines heures et se combattaient à d'autres, et sont les unes et les autres conduites par une puissance supérieure comme elles l'ont été par la course mondiale aux armements vers des fins insoupçonnées. Fait considérable qui confondra la pensée des personnes simples, M. Deterding, pendant la guerre, a fait respecter son pavillon ».

Son habileté fut telle que, quel que fût le parti victorieux, il était sûr de sortir intact de la mêlée !

L'Angleterre ayant vaincu l'Allemagne, il a lié sa fortune à la sienne.

Ce fut pour la politique britannique un coup de maître. Avec l'alliance de ce trust formidable, elle possède maintenant un Empire pétrolifère qui couvre l'univers :

Europe

Russie	Dutch-Shell
Roumanie	—
Hongrie	Anglo-Persian
Yougoslavie	Dutch-Shell
Albanie	Anglo-Persian

Amérique

Terre-Neuve	Anglo-Persian
Nouveau-Brunswick	Anglo-Persian
Californie	Dutch-Shell
Oklahoma	— —
Texas, Louisiane	— —
Mexique	Dutch-Shell (Mexican Eagle)
Amérique Centrale	British Controlled
Trinité	Dutch-Shell
Vénézuéla	— —
Guyane	British Controlled Oilfields
Brésil	— —
Colombie	— —
Equateur	— —

Asie

Caucase	Dutch-Shell
Perse	Anglo-Persian

Mésopotamie	Turkish Petroleum
Indes Anglaises	Burmah Oil
Indes Néerlandaises	Dutch-Shell
Etablissements des Détroits	— —
Chine	— —

Océanie

Australie	Anglo-Persian
Nouvelle-Zélande	— —
Papouasie	— —

Afrique

Egypte	Dutch-Shell
Madagascar	— —
Afrique du Sud	— —

IV

Les Américains eux-mêmes reconnaissent qu'ils sont en train de perdre la suprématie du pétrole : « Tandis que nous nous endormions dans la sécurité que nous donnait la connaissance de nos ressources, — écrivait récemment la revue américaine « The Nation » — des compagnies étrangères, énergiquement et sans bruit, conquirent des champs inexploités. La « Mexican Eagle », une Société anglaise, reçut de vastes concessions au Mexique. La « Shell », autre groupe anglais, s'établit dans beaucoup d'endroits. La « Royal Dutch » qui, à l'origine, était hollandaise, tout au moins en apparence, fut formée pour exploiter le pétrole des Indes Orientales. Plus tard, une fusion de la « Royal Dutch » et de la « Shell » se fit sous le contrôle anglais, et la « Mexican Eagle » s'abrita sous les ailes de la nouvelle société. L'« Anglo-Persian » fut formée pour exploiter la Perse et l'Orient, et le Gouvernement anglais, pour les besoins de la Marine, lui fournissait 2.000.000 de £, en se réservant la Direction. Cette compagnie est étroitement

liée à la « Royal Dutch ». Cette gigantesque agrégation d'intérêts anglais possède ou contrôle actuellement une large part du pétrole en Californie, Oklahoma, Louisiane, au Mexique, à la Trinité, au Vénézuéla, en Colombie, Roumanie, Russie, Perse, Egypte, — dans l'Inde, et aux Indes-Orientales. Sauf dans l'Amérique du Nord, beaucoup de ces concessions sont si vastes qu'elles excluent les Compagnies américaines des « oilfields » les plus avantageux. Cependant, ajoute « The Nation », les experts de l'Inspection géologique aux Etats-Unis faisaient des découvertes inquiétantes : que 40 % du pétrole américain était épuisé, et qu'à la vitesse actuelle de la production, l'exploitation serait terminée dans 15 ou 20 ans, — les besoins domestiques devenant tels que nous devions importer plus de pétrole que nous n'en exportions. En 1920, les importations dépassaient les exportations de 100 millions de barils. Et les Sociétés anglaises, étroitement liées au gouvernement anglais, ont maintenant la propriété exclusive de 90 ou 97 % de la future production mondiale. Quel changement de la situation ! »

Il y a 10 ans, l'Angleterre ne possédait rien, — aujourd'hui, elle est indépendante, — demain elle sera maîtresse. Voilà ce qu'a obtenu le silencieux effort de quelques hommes comme Sir Marcus Samuel, le président de la « Shell »; — Lord Cowdray (Pearson); — Lord Curzon, ancien vice-roi des Indes; — Sir John Cadman, conseiller technique du gouvernement britannique, professeur à l'Université de Birmingham, président de la conférence interalliée du pétrole pendant la guerre; Lord Strathcona, le créateur des chemins de fer canadiens, qui joua un grand rôle dans l' « Anglo-Persian » — et surtout l'Amiral Fischer.

Ces hommes agirent à l'insu même du peuple anglais et de ses représentants officiels. Leurs concitoyens et leurs adversaires n'apprirent leur manœuvre que lorsqu'ils eurent doté leur patrie d'un Empire pétrolifère mondial.

Ce fut une véritable stupeur à la Chambre des Communes lorsqu'on apprit ce que lord Fisher et lord Strathcona avaient fait de l'« Anglo-Persian ». C'est tout juste si l'on ne démolit pas

leur œuvre. Lord Fisher a raconté lui-même en septembre 1919 l'opposition à laquelle il se heurta, jusque parmi ses collègues. « Lorsque je fus appelé à l'Amirauté (pour la première fois) en 1880, on m'avait déjà surnommé le « maniaque du pétrole ». Lord Ripon, premier lord de l'Amirauté, après m'avoir envoyé chercher, me dit que l'on me qualifiait de « radical exalté et de Gambetta ». Il ajouta qu'il avait pourtant l'intention de me faire entrer au conseil de l'Amirauté, à quoi je répondis que pareille nomination entraînerait certainement la démission immédiate de tous les autres membres. Une semaine plus tard, il m'avoua que j'avais eu raison. Mais grâce à Dieu, si l'on se passa de moi pour le Conseil de l'Amirauté, je pus devenir le directeur de l'artillerie navale ». Lord Fisher éprouva les mêmes difficultés lorsqu'il voulut doter la marine britannique de sous-marins. C'est à lui et à la « Bethleem Steel Works » (Etats-Unis) que l'on doit la prompte mise en marche des sous-marins du type H, qui, pendant la guerre, « purent se rendre sans convoyeurs des Etats-Unis aux Dardanelles, où ils firent des prodiges ». Quelques-uns de ces sous-marins ayant réussi à passer sous les filets métalliques de Tchanak-Nagara, maîtrisèrent longtemps la mer de Marmara, empêchant les Turcs de ravitailler par mer les ouvrages du Détroit. Suprématie pétrolifère et suprématie navale se tiennent. En voulant donner à son pays un empire pétrolifère mondial, lord Fisher avait surtout pour but de lui conserver la maîtrise des mers. Car la flotte victorieuse sera celle qui aura à sa disposition les sources les plus abondantes de pétrole. Les vaisseaux à pétrole ont chassé les vaisseaux à charbon, comme ceux-ci ont remplacé les navires à voiles.

Quand on compare les résultats obtenus par l'Angleterre, sur le sol de laquelle il semble qu'on n'ait pas pu jusqu'ici découvrir de gisements d'huile minérale, ce qui ne facilitait guère la tâche de l'amiral Fisher, — et la France; et que l'on voit l'Angleterre maîtresse de presque tout le pétrole restant dans le monde, on reste confondu d'admiration devant le génie de ceux à qui elle doit un tel empire.

V

Ayant dû laisser prendre le sceptre à l'Amérique, qui la première découvrit le pétrole, et jusqu'à ces dernières années produisit 70 % de l'extraction mondiale, la Grande-Bretagne commença à le lui arracher en se réservant la maîtrise des flottes pétrolifères. « Qui transporte une marchandise la contrôle et en est le maître dans une certaine mesure, puisqu'il est l'intermédiaire indipensable pour ceux qui veulent se la procurer. Survienne quelque difficulté, le transporteur, selon qu'il continue ou non son office, dispose de l'approvisionnement des marchés ou le supprime à son gré ». Le génie anglais a toujours cherché à compenser par sa supériorité maritime l'infériorité de la Grande-Bretagne dans certains domaines. Si les Etats-Unis occupent la première place parmi les producteurs, ils ne viennent qu'après l'Angleterre parmi les transporteurs de pétrole. L'Angleterre comprenant que le pétrole « est destiné à jouer dans le monde le même rôle que le charbon, le coton ou l'acier », tient à se réserver la maîtrise des flottes pétrolifères. Ce fut un duel émouvant.

Le tonnage mondial des bateaux-citernes s'élevait au 30 juin 1919 à 2.616.000 tonnes, dont 1 million 1/2 sous pavillon britannique, 1 million sous pavillon américain. En juin 1920, les Etats-Unis l'emportent : ils ont 308 bateaux-citernes jaugeant 1.734.843 tonnes, soit 51 % de l'ensemble (3.386.091 tonnes). Six mois plus tard, la suprématie de l'Angleterre était rétablie ! sur les 524 pétroliers à flots, 252 lui appartenaient : les Etats-Unis n'en avaient plus que 191.

Voici du reste quelle était au 1er janvier 1921 la situation[1] :

	Navires	Tonnes
Angleterre	252	1.300.390
Etats-Unis	191	1.003.554
Hollande	39	80.063

1. Chiffres fournis par la Chambre de commerce américaine de Paris.

Allemagne	12	56.634
Norvège	15	71.053
Belgique	7	27.826
Italie	5	26.183
France[1]	4	20.369
Russie	2	7.200
Danemark	1	6.516
Mexique	1	5.251
Roumanie	1	3.051
Espagne	1	672

Maîtresse de la première des flottes pétrolifères, l'Angleterre accapara ensuite toutes les ressources restant dans le monde. « Royal Dutch-Shell », « Bristish Controlled Oilfields », « Anglo-Persian Oil » furent à ce sujet les auxiliaires précieux du « Foreign Office ». Et d'après le Dr David White, l'un des membres de la « Commission géologique américaine », voici ce que l'Angleterre possède aujourd'hui :

	Millions de barils
Canada : l'ensemble des gisements y est réservé au contrôle britannique	995
Algérie, Egypte : la moitié	4.625
Perse, Mésopotamie : 75 %	4.365
S.-E. Russie. — S.-O. Sibérie, Caucase : 50 %	2.925
Roumanie, Galicie, Europe : 50 %	1.557 5
Nouvelle Russie, Sakhaline : 50 %	462 5
Indes Néerlandaises : 50 %	753 75
Inde : la totalité	995

Il n'y a guère qu'au Pérou que les Etats-Unis ont réussi à triompher de la Grande-Bretagne. La découverte du pétrole y est due aux Anglais. Mais, grâce à la puissance de ses capitaux, la « Standard Oil », par l'intermédiaire de l' « Interna-

1. Nombreux bateaux coulés. La flotte pétrolifère de la France s'élevait à 60.000 tonnes, mais une grande partie naviguait sous pavillon britannique.

tional Petroleum Cy », est parvenue à acquérir les actions des quatre plus grandes Sociétés anglaises. Et les Etats-Unis y contrôlent actuellement 70 % de la production, alors que les Anglais n'en détiennent plus que 27 %; l'Italie 3 %. La production péruvienne est d'ailleurs peu élevée : elle n'atteint pas encore trois millions de barils.

Les besoins en pétrole sont devenus si grands que les gisements qui contiennent le précieux combustible liquide sont l'objet d'une âpre convoitise de la part des gouvernements qui s'abritent derrière les groupes financiers. Songez-y : il manque 250 millions de tonnes de charbon à la planète, et elle ne produit que 98 millions de tonnes de pétrole ! Mais aucun gouvernement ne peut, en cette matière, se vanter d'avoir fait preuve d'une clairvoyance égale à celui de la Grande-Bretagne.

L'Etat britannique ne se contente plus aujourd'hui d'encourager, de favoriser, de défendre les siens. Bien mieux, il fait des conquêtes ou établit des protectorats ayant pour objet essentiel de ménager d'une manière exclusive à ses nationaux l'exploitation de nouveaux champs pétrolifères, comme en Perse et en Mésopotamie. Le traité imposé dernièrement à la Perse n'était qu'un protectorat déguisé. Heureusement pour l'Angleterre, le gouvernement des Soviets, depuis qu'il a conclu un accord commercial avec Londres, a volontairement renoncé à y prolonger son avance. Et il suffit de lire le traité de Sèvres pour y voir apparaître les idées qui dirigèrent les négociateurs britanniques :

Préoccupation d'accaparer le pétrole d'Asie et souci d'évincer les Etats-Unis, — tous les gisements laissés à la rance lui étant surtout accordés avec l'arrière-pensée d'une participation anglaise.

Le gouvernement britannique est même si jaloux de sa souveraineté en Mésopotamie qu'il n'y tolère même pas les prospections américaines, et que des incidents se sont produits dont les « Yankees » éconduits ont chargé le département d'Etat de Washington de demander raison.

La politique anglaise du pétrole consiste :

Tantôt, quand elle le croit possible, à mettre la main sur les gisements reconnus;

Tantôt, quand il s'agit de pays qui « ne se laisseraient pas faire », à négocier d'avantageuses participations aux bénéfices, — c'est ce qui s'est passé pour la France avec la convention de San-Remo — ou à s'assurer par contrat d'abondantes fournitures de la précieuse huile minérale.

Et lorsqu'un Etat n'acquiesce pas assez vite à ses vues, l'Angleterre ne recule devant aucun moyen de pression. C'est ce qui a permis à l'amiral Degouy d'écrire en avril 1920 : « Comme corollaire de négociations bien connues avec un des pays du proche Orient les plus riches en pétrole, l'Amirauté anglaise a organisé et entretient sur le Danube une nombreuse flottille de canonnières et monitors fluviaux ». On devine de qui il s'agit.

Depuis 1918, une escadrille « de fortune », composée de petits vapeurs russes, réquisitionnés et armés par l'Angleterre a dominé la Caspienne, de sorte que Batoum, port d'embarquement des pétroles sur la mer Noire, et Bakou leur lieu de production, sont tous deux aux mains des Anglais. Ils y disposent du pétrole et du mazout,selon leur bon plaisir,n'acceptant aucun contrôle de leurs achats. L'Angleterre y prend d'abord tout ce qu'elle peut; ce n'est qu'après qu'elle permet à la France de se ravitailler à son tour, s'il reste encore du pétrole[1].

Ainsi, se termine l'œuvre commencée par lord Fisher, penché depuis quelque trente ans sur les problèmes du pétrole. Ainsi se terminent les expériences, les observations poursuivies modestement et silencieusement pendant si longtemps à Portsmouth. La « Royal Fleet » est désormais sûre de ne pas manquer de pétrole pour un siècle. Mais la situation est devenue telle que les Etats-Unis craignent de tomber d'ici une douzaine d'années dans le vasselage économique de la Grande-Bretagne.

PIERRE L'ESPAGNOL DE LA TRAMERYE.

(*à suivre*)

AU BORD DE LA MER

Bref, une période arriva qu'on aurait pu caractériser ainsi :

« Une inquiétude m'a saisi
Un désir de changer de place
Chose excessivement désagréable... »

La Tchéka, je ne sais comment, découvrit ma retraite et le nom sous lequel je me cachais. Il fallut donc changer non seulement d'adresse, mais de nom et faire refaire des passeports, des signalements et autres papiers aussi bien pour moi que pour toutes les personnes qui avaient été mêlées à l'affaire. Donc, je vécus pour commencer chez un Ukrainien, ensuite, chez une Grecque, ensuite, chez une Allemande, et à plusieurs autres endroits. Une fois, on faillit me nommer président de la Commission des Maisons, une autre fois, on voulut me faire passer en justice pour vol, mais heureusement, le vrai voleur fut trouvé à temps. Je changeai aussi de profession ; je fus musicien, artiste, professeur, bibliothécaire... Il me fallut quitter une maison en toute hâte parce que j'avais « touché du piano » d'une manière imprudente... Les particularités de mon « toucher » permettaient à mes voisins de déterminer que j'étais sans aucun doute un homme tout à fait suspect. A la fin, j'adoptai le système d'habiter plusieurs endroits à la fois sous des noms divers. Il faut pour cela une certaine tension de la mémoire, afin de ne pas embrouiller ses précédentes vies et de se rappeler aussi clairement la vie des proches de chacun de ses « moi ». Dans l'ensemble, j'y arrivais.

*
* *

Mon appartement, chez l'Allemande, était sombre. Il m'écrasait. La pensée perpétuelle du sort d'Ephème m'amena à une démarche assez irréfléchie.

Je connaissais l'adresse du « Chat ». Je savais aussi que le « soldat Petrof » y venait souvent ainsi que les « juifs étrangers ». J'envoyai à cette adresse une lettre dont voici à peu près le contenu.

« *Aux représentants suprêmes de la puissance des Soviets à Odessa.*

« Messieurs, Je m'adresse à vous pour la raison suivante : Sur l'ordre de la Commission extraordinaire on a arrêté Pierre Ivanovitch Z...of, au sort de qui je m'intéresse très vivement. Je vous propose un échange ; je suis prêt à me présenter devant la Commission, si vous déclarez consentir à remettre P. I. Z. en liberté. Si vous consentez à cet échange, imprimez dans les « Nouvelles » parmi les annonces la phrase que voici : « On prie le camarade Vedenetski de se présenter sans tarder ». Je considérerai cette phrase comme indiquant que vous vous engagez à relâcher P. I. Z. et je me présenterai à la Tchéka dans les trois jours.

« Je sais que les socialistes ont de l'honneur une idée toute différente de la nôtre. Aussi je ne considère pas comme impossible d'être trompé par vous. Mais d'un autre côté, malgré toute la différence qui existe entre nous, je crois qu'il vous reste encore quelque chose d'humain. Pour que vous puissiez comprendre pourquoi je me décide à cette démarche, je dois vous expliquer que Z...of n'a été arrêté qu'à cause de moi, car il n'a, lui personnellement, que très peu de rapports avec toute l'affaire. J'attendrai votre réponse trois semaines. (*Signé*) »

* * *

A mon inquiétude pour Ephème s'ajoutait de la terreur pour les autres. Le fait est que la Tchéka, avait trouvé mon premier appartement ; j'avais eu de la chance, j'avais quitté cet appartement le matin du jour où on vint perquisitionner ; mais la Tchéka avait arrêté Irina Vassilievna. On ne l'avait

pas mise en prison, mais on l'avait soumise à des tortures minutieuses sous forme d'interrogatoires quotidiens et on l'avait fait suivre d'une manière ininterrompue.

J'arrivai, grâce à des combinaisons pleines d'astuce à rester en contact avec elle. Entre autres, elle put nous faire dire que si elle nous fixait un rendez-vous ou quoi que ce soit de semblable, nous ne devions pas en croire un mot. Ce n'était pas très clair, mais l'importantétait qu'elle sût toujours mon adresse pour avoir une retraite où se cacher en cas de besoin.

* * *

Inconsciemment et consciemment à la fois je m'efforçais toujours de m'établir le plus près possible de la mer. Je sentais que dans les conditions actuelles j'étais incapable de porter secours à Ephème, que chaque jour je compromettais de nouvelles personnes en leur donnant l'occasion de m'aider d'une manière ou d'une autre, que la Tchéka avait pris l'initiative, que la lutte devenait tout à fait inégale, surtout par manque d'argent. J'avais essayé d'acheter des tiers, mais je me rendis vite compte que les sommes que je pourrais réunir étaient tout à fait insuffisantes.

Il n'y avait qu'une conclusion à tirer de tout cela, une conclusion très nette : il fallait passer en Crimée. Il fallait fuir et essayer de faire quelque chose de là-bas.

La voie de terre passait à ce moment par Alexandrovsk. Car nous avions le pressentiment que, tôt ou tard, les armées du général Wrangel la prendraient. Mais de ce côté, il y avait bien des difficultés. Mes amis travaillaient à fabriquer les papiers nécessaires, les certificats et les ordres écrits. En même temps, on fabriquait du « drap de mer » comme nous disions.

Pour toutes ces raisons et pour d'autres, je me fixai au « bord de la mer bleue ».

* * *

Oui, elle était d'un bleu enchanteur... Jamais, je crois, pendant ma vie entière, elle ne m'avait attiré ainsi. La mer vous

tente toujours. Même sous l'ancien régime, dans ce temps de tranquillité, ce temps d'or. Maintenant...

Maintenant, au-delà de ce désert bleu, est le salut, la terre promise...

* * *

« Tout près de la mer bleue » je m'étais installé très confortablement. Je jouais le rôle d'un employé d'une des innombrables institutions soviétiques, en congé de santé et qui avait besoin de bains de mer. J'avais un papier à cet effet, papier où les signatures étaient des faux, mais où les blancs et les cachets étaient parfaitement authentiques.

Voilà comment cela se fabrique. Mais, laissons cela ; rappelons nous avec reconnaissance ceux qui nous préparaient ces papiers et gardons-en la recette pour nous : elle pourra encore nous servir...

* * *

Mon fils Liafia et moi, nous vivions seuls ensemble. Ce logement avait un inconvénient : en dehors des bancs de jardin, il ne comportait pas un seul meuble. De plus, à ce moment là, nous en étions venus à manquer de tout de sorte que nous devions coucher sur la terre nue. Un autre inconvénient était que nous n'avions pour tous les deux qu'une seule chemise que nous puissions mettre pour sortir. Mais nous devrions plutôt considérer cela comme un avantage, puisque nous avions été obligés par là à ne jamais sortir tous les deux à la fois, mais chacun à notre tour, en sorte que nous attirions beaucoup moins l'attention.

Un autre inconvénient, si vous voulez, de ce logement était ce fait que, comme par un fait exprès, nous étions toujours à court d'argent. Mais, au moment le plus difficile, presque toujours le destin nous envoyait un secours.

Il y avait parfois des incidents qui me touchaient profondément. Pourquoi des gens qui m'étaient absolument étrangers, dont j'ignorais même l'existence, se montraient-ils

tout à coup si proches, s'occupaient-ils de moi, me procuraient-ils tout le nécessaire?

* * *

Un jour, je restai particulièrement longtemps couché au haut d'une falaise... Ah! ce jour là, elle nous appelait plus que jamais, la mer. C'était vraiment une mer d'huile. Un vent léger, juste suffisant pour qu'il ne fît pas chaud, mais pas pour soulever de grosses vagues. Elle n'avait rien de dangereux, rien de terrible, sauf qu'elle était grande. Il était temps, il n'était que temps...

Quand je rentrai vers le soir, Lialia vint à ma rencontre dans le jardin.

Nous avons une visite... une dame; elle dit que tu la connais, mais elle ne veut pas se nommer...

J'entrai et saluai une très jeune femme qui ne me parut en effet pas tout à fait inconnue. Mais ce ne fut que quand elle ne put se retenir et éclata de rire que je reconnus Irina Vassilievna; elle avait une perruque noire et s'était grimée au numéro 4, c'est-à-dire en brune...

* * *

— Quand vous êtes partis, ils sont venus le soir même...

— Qui donc?

— Les « juifs étrangers.

— Comment ont-ils su?

— Probablement ils m'ont suivie, mais je n'étais pas chez moi quand ils sont venus. Ils sont venus en tant qu'employés du bureau des locataires. En fait, c'étaient des gens de la Tchéka, le propriétaire me l'a dit. Et deux jours après j'ai reçu un avis de me présenter à la Commission Extraordinaire... J'y suis allée. D'abord, j'avais voulu me sauver... Puis j'ai décidé d'y aller. Il s'est mis à m'interroger.

— Qui?

— Le juge d'instruction à qui toute cette affaire a été confiée. Il m'a demandé où s'étaient cachés mes locataires.

J'ai dit que je ne le savais pas et que j'en étais moi-même très inquiète. Il m'a demandé vos noms de famille, quoiqu'il les sût par le propriétaire et le portier, et il s'est mis à vous appeler avec le plus grand respect Ivan Dmitriévitch et Vladimir Alexandrovitch... Alors je lui ai raconté tout ce dont nous étions convenus... Il a fait semblant de croire tout. Tout à coup il m'a demandé : « Et que faisiez-vous le 7 mai dans tel et tel logement? » Là, il me tenait. Car il me parlait de l'appartement où s'était passée votre entrevue avec le « Chat »... Je vis que j'allais m'embrouiller et que c'était fini: je sentis qu'il fallait inventer quelque chose d'extraordinaire. Et il faut vous dire qu'on m'avait convoquée en même temps que mon mari. Tout à coup, j'eus une idée. Je lui dis à voix basse : « Eloignez mon mari ». Il renvoya mon mari sous un prétexte quelconque... Quand nous fûmes restés seuls, je me mis à pleurer à chaudes larmes et lui dis que s'il ne me trahissait pas à mon mari je lui dirais tout. Il promit et je lui avouai que j'avais eu dans ce logement un rendez-vous d'amour avec Vladimir Alexandrovitch et qu'Ivan Dmitrievitch nous protégeait. Après cela nous fûmes comme deux amis. Il me dit qu'Ivan Dmitrievitch et Vladimir Alexandrovitch étaient les plus honnêtes gens du monde, mais qu'ils étaient inculpés de spéculation frauduleuse et que, comme les sanctions étaient très sévères, ils s'étaient enfuis. Mais, en réalité, la Commission extraordinaire savait qu'ils étaient innocents et qu'il leur fallait revenir pour se disculper. Il ne se passa rien de plus ce jour là. Il me laissa rentrer. Le lendemain il vint chez moi. De nouveau, de longs discours, je pleurai de nouveau. Je commençai à m'indigner de ce que Vladimir Alexandrovitch m'eût abandonnée et ne m'eût rien fait dire, même pas son adresse. Je commençai à me demander un tout petit peu s'il m'aimait réellement... S'il m'aimait, il essaierait certainement de me voir, même au prix de quelque danger. Ensuite je demandai avec insistance s'il était vraiment un spéculateur, car, dans ce cas, je ne voulais plus avoir affaire à lui. Il me rassura et me dit que V. A. était le plus honnête homme du monde. Enfin je consentis à l'aider dans son affaire de « re-

chercher V. A. et I. D. ». et je lui dis que je ferais l'impossible pour retrouver d'une manière ou d'une autre la trace de V. A. Mais, auparavant, je tirai parti de mes larmes et le conduisis devant l'icone.

— Mais pourtant, il est Juif ?

— Non, il est Russe. Je lui ai fait jurer devant l'icone qu'il ne ferait aucun mal à Iv. Dm. et à Vl. Al. Il me dit :

— Mais pourquoi pensez-vous tant de mal de nous? » Je lui répondis : « Vous êtes malgré tout, la Tchéka, vous tuez et vous torturez les gens ». Il me jura que maintenant on ne mettait plus personne à la torture...

Cela dura quelques jours. Enfin, il commença à perdre patience. Pendant quelque temps je le calmai en allant me promener avec lui en voiture sur le Boulevard Français, — car il a chevaux et voiture. — Il était convaincu, je ne sais pourquoi qu'Iv. Dm. habitait Boulevard Français. A chaque homme grand et aux cheveux gris que nous rencontrions, il me demandait :

— Et celui-ci, ce n'est pas Ivan Dmitrievitch ? Et je tremblais. Si je vous avais rencontré et trahi ! C'est qu'il me regardait en pleine figure... et il épiait mon expression.

Enfin il me dit que si je n'avais rien fait avant telle date il m'arrêtait et que si je me sauvais il arrêtait mon mari. Alors je me dis qu'il fallait faire partir mon mari. J'y réussis. On lui confia un commandement. Et moi, la lettre que vous m'avez écrite m'a bien aidée. Elle était écrite de telle manière que je pus la lui montrer. Il fut ravi quand il vit que Vl. Al. me demandait un rendez-vous. Je vous écrivis une lettre pour vous fixer un rendez-vous, et je la lui montrai. J'avais fixé le rendez-vous dans un petit square. Je restai assise sur un banc pendant trois heures, comme une imbécile. Je comptai sept espions autour de moi. L'un d'eux même s'assit un moment sur le banc même où j'étais assise, et on voyait un revolver sortir de sa poche... Naturellement personne ne vint et il eut une colère terrible. Mais je lui dis que s'il mettait comme espions des idiots de ce calibre qui viendraient s'asseoir sur le même banc que moi, Vl. Al. ne viendrait pas du tout, parce

qu'il n'était pas un imbécile, lui, qu'il était sans doute venu, mais qu'il avait vu comment j'étais entourée et qu'il était reparti. Et que, maintenant, très probablement, il n'aurait plus confiance en moi. Et de nouveau je me mis à pleurer. Il jura comme un charretier et dit qu'avec « ces benêts » on ne pouvait rien faire... »

Et ainsi de suite. Cela continua de la même manière. Tantôt il me faisait aller chez lui, tantôt il venait chez moi. Tantôt il me croyait, tantôt, il lui venait des soupçons. Le plus difficile était de lui faire croire que j'étais une bête. Et tout dépendait de cela. Entre autres, cet homme...

— Il est convaincu, vous croyez?

— Convaincu, non. Mais il n'est pas à vendre non plus. Je l'ai vu, entre autres, laver lui-même sa chemise. Il n'avait pas beaucoup d'argent. Mais il tient aux honneurs, il est entêté ... et il n'a aucune pitié. Oh ! comme je tremblais ; il vous aurait fusillés tous, tous... sans sourciller... C'est un homme terrible.

— Qu'en pensez-vous? Est-ce qu'ils mettent à la torture, comme autrefois?

— Non, je ne crois pas ; non pas par pitié, mais parce qu'ils ont fini par trouver que ce n'est pas avantageux. J'avais terriblement peur qu'ils me mettent à la torture. Si j'allais ne pas tenir bon ! je n'avais même pas envie de connaître votre adresse. Mais non ; ils ont sans doute d'autres moyens, plus perfectionnés... Une fois, il se mit en colère, ne se contint plus et dit : « Vous savez, j'y travaillerai plusieurs mois s'il le faut, mais je les prendrai tous ». Ils croient que nous sommes une organisation très solide. Ils ne savent pas que nous manquons d'argent. Entre autres, il a connaissance de votre lettre « aux représentants suprêmes de la puissance des Soviets »... Il m'a dit : « Ivan Dmitriévitch est en correspondance avec nous... »

— Pourquoi donc n'ont-ils rien répondu, rien fait imprimer?

— Ils n'ont pas confiance. Ils craignent un piège... Ils pensent que s'ils impriment cela, ce sera pour quelqu'un un signe convenu, que vous attendez. Ils ne peuvent pas croire

que vous viendrez... Et, savez-vous Ephème vit. Je le sais... Ils le tiennent strictement au secret, mais une dame qu'ils ont relâchée l'a vu, lui a parlé. Il est tout à fait résigné à son sort, et prêt à la mort... Mais il est gai... Il soutient tout le monde là-bas...

— Une fois, ils m'ont invitée au 3 de la rue Catherine... Ils avaient là-bas une espèce de soirée...

— Pourquoi vous ont-ils invitée?

— Voilà; lui, il me croyait, malgré tout. Mais, sans doute, les autres se moquaient de lui. Alors il m'a amenée pour me montrer à eux, et il les a bien convaincus que je n'étais qu'une sotte. Ah ! quelle soirée !... Ils avaient là en même temps leurs femmes et leurs maîtresses... Les « juifs étrangers » y étaient aussi... Ce sont bien des étrangers. Ils sont Allemands. Il parlent même mal le russe. L'un d'eux s'appelle Max. Ah quelle soirée; on a bu de la bière, on a joué, on s'est amusé.. je crois que c'est plutôt par ces dames qu'on pourrait faire quelque chose, on pourrait mieux qu'aux autres leur glisser un pot de vin; elles ont envie de s'habiller.

* * *

— J'ai eu beaucoup de peine à me sauver... On me suivait pas à pas. Mais j'ai trompé leur surveillance... N'est-ce pas, on ne peut pas me reconnaître?... Ce n'est pas pour rien que je suis au théâtre... Mais où vais-je dormir?

* * *

Cette tension nerveuse n'avait été pas sans laisser de traces chez Irina Petrovna. Ce fut lorsqu'elle se trouva dans une sécurité relative que la fatigue de la partie de cache-cache qu'elle avait faite avec la Tchéka apparut.

De jour, cela allait bien. Il n'y avait personne d'autre que nous dans notre petite maison, et Irina Petrovna ne sortait jamais du jardin. Mais la nuit !

La nuit, les affaires prenaient une mauvaise tournure.

Nous passions la nuit sous ce signe : les voilà !

Il lui semblait toujours que les agents de la Tchéka venaient nous arrêter. Rien n'y faisait. Elle inventait toujours une nouvelle manière qu'ils avaient pu trouver pour nous découvrir. Par malheur, la maison avait deux issues, de sorte que nous aurions pu nous sauver même si on était entré par une des portes. Et nous aurions encore pu nous sauver si on nous avait encerclé par les deux rues; nous aurions pu passer par les maisons voisines. Et voilà ! Puisqu'il y avait une chance de salut, il était criminel de ne pas y veiller. Aussi, elle ne voulait pas dormir toute une nuit de suite, elle prêtait l'oreille, regardait au loin, se levait constamment et parcourait le jardin dans toutes les directions dans l'obscurité de la nuit. Pour la rassurer, j'avais voulu faire monter la garde, ou nous coucher aux différents points du jardin où l'on pouvait arriver ; mais le malheur voulait que son ouïe et sa vue s'étaient affinés au point qu'elle entendait des pas à une distance où mon oreille ne percevait absolument rien, et voyait ce que les yeux perçants de Lialia n'arrivaient pas à distinguer. Aussi elle n'avait confiance qu'en elle-même. Jamais elle ne dormait et ne laissait personne dormir.

— Ecoutez, chut !... mais, comment n'entendez-vous pas? Les voilà.

— Eh bien, je veux bien, les voilà... Laissez-les donc venir.

Mais elle n'était tranquille que quand les pas avaient résonné devant la maison et s'étaient éloignés. Dix minutes après, elle entendait de nouveau des pas, et ainsi de suite, indéfiniment...

Cela finissait par devenir une vraie torture. Mais cela se termina d'une manière inattendue. Exaspéré, je lui dis un jour :

— Est-il possible que vous craigniez la mort à tel point? C'est bon, ils viendront, nous prendront, nous fusilleront. Que le diable les emporte !... Mais il ne nous feront rien de pire que la mort...

Et ce raisonnement bizarre fit son effet. Il faut croire qu'elle craignait quelque chose de pire que la mort. Quand elle eut bien compris qu'elle ne risquait rien de plus, elle

s'endormit. Elle s'endormit, quoiqu'on n'eût pas de place pour dormir, sauf les bancs du jardin...

* * *

Il fallait le plus tôt possible organiser un « drap de mer » Pour cela je me décidai à faire un voyage; j'avais à faire 25 verstes au bord de la mer. Naturellement, il me fallait des papiers. On m'en fabriqua d'excellents. Je reçus des organisations soviétiques compétentes l'ordre d'inspecter l'emplacement où l'on pourrait établir des postes de cavalerie, sur la rive.

En employé extraordinairement zélé, je me mis en route le jour même. Wrangel pouvait, n'est-ce pas, faire une descente, d'un jour à l'autre; l'établissement des postes était chose importante et urgente.

* * *

Je rencontrai un spectacle tragi-comique et en même temps instructif.

Un groupe de gens venait à ma rencontre, sur la grande route; étaient-ce des ouvriers, ou des prisonniers?... Quand ils furent tout près, je vis qu'ils tenaient le milieu entre l'un et l'autre; c'étaient les esclaves d'Etat de la puissance des Soviets.

Toute la population d'Odessa venait d'être divisée, suivant un décret soviétique en différentes classes ou catégories. La première catégorie, les privilégiés, recevaient des soviets leur ration entière. La deuxième catégorie, celle qui ne reçoit presque rien, était destinée à crever de faim, mais en liberté. Quant à la troisième catégorie, on la nourrissait tant bien que mal, mais on lui enlevait sa liberté.

Parce qu'elle avait commis un crime? Non. Tout simplement, la partie de la population d'Odessa qui, de l'avis des Soviets, n'exerçait pas de professions assez intéressantes, avait été enfermée dans des camps de concentration et on la menait au travail comme des bêtes, par troupeaux.

C'était un de ces troupeaux qui venait à ma rencontre.

Ce spectacle était instructif en ce sens que le troupeau entier était composé de Juifs.

Quelles gens étaient-ce? De toute sorte. En toute probabilité, la majorité était composée de ces spéculateurs qui autrefois erraient en nuées, autour du café Robin. Maintenant, tous ces faiseurs de Geschâft étaient chassés par des soldats sur la route brûlante de poussière vers quelque travail champêtre.

Je m'imagine le travail qu'ils doivent faire là-bas ! Pour m'en rendre compte, je rencontrai, comme si je l'avais fait exprès, un autre de ces troupeaux, composé lui aussi exclusivement de Juifs. Ceux-ci étaient déjà arrivés à destination. Ils réparaient le pavé. A dire la vérité, ils étaient comiques à force d'être pitoyables, ces malheureux Juifs, incapables d'un travail manuel, avec leurs pelles et leurs pioches à la main. A cinq, ils faisaient juste autant de travail qu'en aurait fait un gas de village à lui tout seul.

* * *

Je me dis...

— Vous qui, retournez stupidement le pavé d'Odessa sous un soleil brûlant, avez-vous enfin compris?... Sous l'autocratie, vous faisiez à satiété du commerce, vous mangiez des glaces chez Fanconi, et maintenant, s'il vous plaît... Cassez des cailloux, préparez le macadam, et portez aux nues la Grande Révolution russe qui vous a apporté l'égalité ...

* * *

Quand j'eus fait environ 25 verstes, je commençai à avoir terriblement chaud. J'aperçus un village. J'y entrerais, je demanderais à boire.

J'entrai. Un homme était assis; il me tournait le dos. Il se retourna; c'était un homme de l'armée rouge. Au lieu de me donner de l'eau, il me demanda mes papiers.

Je crus préférable de me fâcher.

— Je voyage pour les besoins de l'Etat, et vous me demandez mes papiers !... Et vous-mêmes, qui êtes-vous?

Il me regarda comme regardent d'habitude les soldats dans un cas de ce genre. Il dit :

— Alors, venez par ici...

Je compris que je devais le suivre. Il me fit entrer dans la petite maison. C'était évidemment un poste de garde.

A une grande table, une quinzaine de soldats de l'armée rouge étaient assis. Mon soldat se mit au port d'armes et s'adressa à l'un d'entre eux :

— Camarade commandant, permettez-moi de vous faire savoir : voici quelqu'un qui ne veut pas montrer ses papiers.

Le camarade commandant me regarda d'un air interrogateur. Je dis :

— Je ne refuserai certainement pas de vous montrer mes papiers à vous, camarade commandant. Mais s'il vous plaît, à vous seul...

Cela voulait dire que j'avais une mission secrète que je ne pouvais pas faire connaître à n'importe qui. Je lui en ferais part à lui, en signe de confiance particulière.

Il prit le papier et le lut attentivement.

— Vous êtes libre, camarade... Seulement, je vous conseillerais de ne pas passer par la grande route, d'aller plus près, par le sentier...

Et il se mit à m'expliquer par où je devais aller; en même temps, je pouvais lire très clairement dans ses yeux : « Ah ! ces gens de l'ancien régime. Ils sont tous des contre-révolutionnaires, mais ils connaissent la consigne; en voici un qui a bien une mission secrète, il est bien en règle ».

Mes yeux lui dirent en réponse : « Eh bien, oui, je suis un bourgeois... je ne le cache pas; mais du moment que je prends du service chez vous, je fais mon devoir en conscience ».

Il donna l'ordre au soldat de m'accompagner, et celui-là, enfin, me donna de l'eau à boire. Cependant, quand je sortis de là, j'avais terriblement chaud.

* * *

Vers le soir, j'arrivai à l'endroit où je devais aller. Quand je franchis le seuil de la chaumière, la vieille Ukrainienne qui y habitait me salua par ces mots :

— Pourquoi êtes-vous si courbés? Pourquoi, quand vous marchez, regardez-vous tous la terre?... Eux, voilà comment ils vont !

Et elle se redressa...

Par cette phrase énigmatique, elle me donnait à entendre qu'elle savait très bien à quelle catégorie de gens j'appartenais et ce qu'il me fallait.

D'ailleurs, elle ajouta :

— D'une demi-verste, quand je vous ai vu arriver, vous marchiez sur la plage, j'ai su tout de suite qui vous êtes et pourquoi vous venez... Seulement, cela ne va pas... en ce moment, on ne peut pas d'ici, on est surveillé... la nuit on rassemble toutes les chaloupes en un même endroit... et on les fait garder par un soldat ; on ne peut pas maintenant chez nous. Il y a quelques jours, on en a fusillé quatre des nôtres... des amis les avaient trahis... Mais nous finirons bien par les atteindre...

* * *

Je passai la nuit chez eux. Elle m'offrit un excellent dîner, et me raconta bien des choses.

— Quand les Denikiniens étaient là, un colonel vivait ici chez moi. Je me plaignais à lui tout le temps que les Denikiniens agissaient mal... Il faut ménager le peuple... On ne peut pas agir comme vous le faites... Lui me disait toujours : « C'est vrai, c'est vrai, ma bonne hôtesse... nous agissons maladroitement, nous agissons mal... mais quand nous serons partis, vous nous pleurerez... » Et je ne le croyais pas, je me disais, du moment qu'ils agissaient si maladroitement, que je n'aurais aucune raison de les pleurer... Et maintenant, je pleure, nous pleurons tous jour et nuit les Denikiniens...

Son fils, un garçon de 17 ans, écoutait cette conversation. Et quand par hasard je levai les yeux sur lui, je vis sur son visage une expression...

Non, je ne voudrais pas être à la place des Bolcheviks qui tomberont entre les mains de ces gens-là.

* * *

Le matin, je repris le chemin d'Odessa. Je rencontrai plusieurs personnes, surtout des gens du peuple. Ils me reconnaissaient du premier coup d'œil, c'est-à-dire qu'ils reconnaissaient mon ancienne condition sociale. Il est vrai que depuis longtemps j'avais renoncé à ma célèbre barbe grise et que j'offrais aux yeux un visage rasé d'intellectuel.

Et voici ce que j'éprouvai : un courant mal exprimé, mais indubitable de sympathie, qui ne cessa de m'entourer. Tous ces gens étaient prêts à me rendre tous les services possibles avec un empressement qui rendait les paroles superflues.

Et je pensais aux paroles de la vieille Ukrainienne chez qui j'avais passé la nuit :

— Voici ce que je vous dis, et c'est la vérité : Gerchka et Stetsek ne nous donneront pas ce qu'il nous faut... Il nous faut des gens comme il faut, instruits, qui sachent leur métier... Seulement, il faut des gens qui ménagent le monde...

* * *

Dans notre maison, à l'ombre des marronniers se réunissait parfois une société de choix. Elle était choisie par ce fait seul qu'elle entretenait sans crainte des relations avec moi. Notre cercle, c'est-à-dire les gens qui se connaissaient tous et sur qui on pouvait faire fonds se composait environ de cinquante personnes. Tous étaient des gens fidèles, éprouvés, avec qui on aurait pu travailler. Sans le malheur qui nous était arrivé avec Ephème, nous aurions pu en effet former une organisation puissante, ne fût-ce que comme agence de renseignements. Et c'était d'autant plus vexant que le malheur s'était produit non pas sur une faute de notre part, mais parce qu'on avait envoyé de Sébastopol à Odessa avec les vrais messagers des espions bolcheviks, qui avaient travaillé au service de renseignements de Sébastopol. Car « le Chat » était un de ceux-là.

Quelqu'un devrait réfléchir à cela. Le désir de « renverser les empires » à tout prix a pour résultat de faire employer des gens qui ne présentent pas des garanties suffisantes. Et voici ce qui arrive : un espionnage de cette espèce ne donne aucun renseignement, mais provoque la mort.

* * *

Evidemment, on n'était jamais nombreux sous les marronniers. Je voyais deux ou trois personnes par qui je communiquais aux autres tout ce qu'il fallait.

A l'une de ces réunions, il apparut que deux jeunes filles que nous avions envoyées en voyage, avaient trouvé le moyen de pouvoir acheter une barque.

* * *

A ce moment, la terreur battait de nouveau son plein. Des listes de fusillés étaient publiées par les journaux. Tout le monde n'y passait pas. Mais, entre autres, le fils de A. I. Savenko, député à la Douma d'Empire, le jeune Vassia Savenko, fut tué. Il avait environ vingt ans. On le fusilla parce qu'il était le fils de son père. On fusilla aussi ce messager véritable qui était arrivé en même temps que le « Chat ». Evidemment, ce fut lui qui le livra. On avait jusqu'ici épargné Ephème. On attendait quelque chose...

* * *

Une fois, nous perçûmes le bruit d'une canonnade éloignée. Des coups sourds venaient de la mer et on sentait nettement que c'étaient des pièces de gros calibre qui donnaient. Qu'est-ce que cela pouvait être?

Nous le reconnûmes bientôt; c'était l'escadre du général Wrangel qui bombardait Otchakof.

Nous l'écoutions avec des sentiments inexprimables. Chaque coup nous serrait le cœur de joie et d'émotion...

* * *

Là-bas, au-delà de l'horizon, dans cette direction, se trouvait l'île de Tendra, longue comme un serpent. Là-bas, à son extrêmité septentrionale, la base de l'escadre. En droite ligne, 70 verstes environ... Là-bas étaient les nôtres, la liberté, la sécurité... et la lutte pour ceux qui n'avaient pas pu s'arracher à cet enfer.

« Speranza ».

Il fallait nous enfuir. La mer nous appelait, elle nous attirait et nous invitait d'une manière précise... Cela ne faisait pas l'ombre d'un doute.

Cependant, à raisonner de sang-froid, traverser la mer sur une coquille de noix était cependant une entreprise assez risquée... et on ne savait pas bien ce qui en définitive était plus dangereux, de partir ou de rester... Aussi je voulus que le sort indiquât à chacun son lot.

A l'ombre du marronnier, Irina Vassilievna tira les papiers du chapeau. Elle tira les noms de mes deux fils, de Vl. Al. et de moi. Je dois ajouter que ma femme avait déjà réussi à partir d'une manière tout à fait spéciale.

* * *

J'examinai cette barque en me faisant passer pour un marchand. Elle était toute petite, mais portait quatre rames. Elle n'avait pas de voile. Mais on n'avait pas le choix. Celle-ci ou rien.

Je fis sécher dessus le linge que je venais de laver dans la mer, et je réfléchis : oui ou non. Je décidai enfin : oui...

Quelquefois le destin des hommes se décide en moins de temps qu'il n'en faut au soleil de juillet pour sécher une chemise...

Le même soir, la barque fut achetée. Le personnage qui joua le rôle le plus important là-dedans fut Lialia. Depuis plusieurs jours déjà il allait dans cette famille et observait. Il faut dire que, sous le régime des soviets, l'achat d'une barque est une affaire qui exige une extrême prudence. Lialia, comme beau-

coup de Russes est très timide. Il n'y a pas encore bien longtemps, si on l'envoyait à la pharmacie chercher de l'aspirine ou de la quinine, il demandait : « Mais comment entrerai-je? Et que dirai-je? »

Mais pour l'achat de la barque, il s'en tira vraiment très bien. Il paya vingt-neuf roubles d'argent, (toute la fortune d'Irina) et un billet de 500 roubles de monnaie du tsar. Il donna par dessus le marché une espèce de veste, ou de jaquette...

* * *

Maintenant, il fallait s'ocuper des provisions. J'avais une carte sur laquelle j'avais vu que nous avions 70 verstes à faire. Par temps calme, on pouvait les parcourir en 24 heures. Mais il fallait tout prévoir, puisque nous allions nous trouver en pleine mer. Je décidai de traverser tout droit, car j'avais une boussole. Je n'avais pas eu peu de peine à me la procurer. Je fis des provisions pour trois ou quatre jours. Je pris de l'eau douce, pour le même temps.

Il faut rappeler ici les prix que coûtaient les choses à ce moment. Le pain, 150 roubles la livre, le sucre, 1.000 roubles la livre, la graisse 1.000 roubles la livre. Les melons étaient extraordinairement bon marché : on en trouvait à partir de 5 roubles, et à 50 roubles on en avait de superbes.

* * *

Enfin, cela se réalisa...

Mon plan était celui-ci : j'agirais tout à fait ouvertement, à la lumière du jour, pour que les bolcheviks ne puissent pas avoir l'idée de ce que cela pouvait être...

A dix heures du matin, la chaloupe que nous avions appelée « *Speranza* » pour différentes raisons dont nous n'avons pas à parler pour le moment, s'écarta de l'endroit où elle avait été achetée et, à 10 heures et demie grâce aux « brasses puissantes » de Lialia et de Vovka, elle approcha de la rive où devait avoir lieu l'embarquement. A ce moment, Dimka y avait amené Irina Vassilievna et moi j'avais apporté un grand sac de ces maudits melons.

« La rive déserte » était parfaitement en vue du poste bolchevik de garde riveraine. Cela m'arrangeait très bien; cela prouvait que nous ne nous cachions pas. La mer était haute : un vent léger, juste suffisant pour qu'il ne fît pas trop chaud, presque pas de lames.

L'embarquement ne dura pas longtemps. Le chargement consistait en un sac de melons et deux bouteilles d'eau.

Nous fîmes le signe de la croix et, à 11 heures juste nous quittâmes la rive.

Sur la rive resta la frêle figure d'une femme russe au grand cœur. Nous nous éloignâmes à une bonne allure, et cette statue blanche sur la rive abrupte devint de plus en plus petite.

* * *

Ici, il faut donner une explication. Tout le long de la rive, les bolcheviks, ont fixé une zone permise qui s'avance d'une verste ou deux dans la mer. La ligne de démarcation est très facile à reconnaître, parce que le long de toute la côte sont à l'ancre des barques de pêcheurs, qui pêchent à la ligne. Elles n'osent pas s'aventurer plus loin.

En quelques minutes, nous atteignîmes cette ligne. A notre droite et à notre gauche, aussi loin que nous pouvions voir, il y avait des barques de pêcheurs.

Nous nous arrêtâmes là. Nous étions juste en face du poste de surveillance riveraine. Je décidai de leur montrer notre soumission à la loi.

Nous aurions l'air de leur dire : nous sommes de bons citoyens de la république des Soviets; nous sommes allés faire un tour en barque, mais nous ne désirons pas dépasser la ligne de démarcation. Au contraire, nous nous déshabillâmes et nous nous mîmes à nous baigner, à sauter de la barque dans l'eau et à remonter de l'eau dans la barque, et de là de nouveau dans la mer. Irina Vassilievna ne nous gênait pas, car nous avions décidé d'une manière générale de ne pas la laisser voir et nous l'avions cachée dans le fond de la barque et recouverte d'un sac.

Nous nous livrâmes à cet exercice assez longtemps pour que, selon toute probabilité, les bolcheviks se fussent lassés de suivre des yeux ces baigneurs enragés. Alors, nous remîmes nos habits, prîmes les rames, et entonnâmes à pleins poumons « Stenko Razine ». C'est, on le sait, une chanson très en faveur dans la République des soviets. Et c'est tout naturel, puisqu'on y jette à l'eau la princesse, c'est-à-dire, en somme, la bourgeoise.

Au son de ce chant bien permis, nous nous mîmes à ramer avec ardeur. Je comptais encore sur ce fait que, si la barque avait sa poupe dirigée bien droit sur quelqu'un et ici ce quelqu'un était le poste de surveillance, il lui serait très difficile pendant assez longtemps de déterminer si elle avançait ou si elle reculait, et avec quelle rapidité.

* * *

Nous ramâmes pendant environ une demi-heure, puis des coups de feu partirent de la rive. D'abord, d'un côté, puis, d'un autre, puis une mitrailleuse se mit à crépiter.

Nous continuâmes à ramer, et nous engageâmes en même temps une querelle; les uns disaient qu'on tirait sur nous, les autres que non. Il apparut ensuite que c'était bien sur nous. Quoi qu'il en fût, nous ramions probablement bien, car la rive s'éloignait d'une manière sensible.

Au bout d'un certain temps, une voile apparut près de la côte, à côté du poste.

Cette voile inquiéta beaucoup Irina Vassilievna; Lialia au contraire lui répéta : « Bêtises ! » jusqu'à ce qu'enfin je le lui eusse défendu. En mer, on devient superstitieux. Qui prouve que le destin n'écoute pas ce qu'on dit...

Cependant, je tenais le raisonnement suivant : le vent venait du large, et il était très faible. La voile, si elle venait à notre poursuite, serait obligée de tirer des bordées. Avec un vent aussi léger, étant donné que nous avions quatre rames, on ne nous atteindrait pas, ou bien on nous atteindrait vers le soir,

quand l'obscurité nous cacherait. Et d'ailleurs, était-ce bien à nous qu'on en avait?

* * *

J'appris plus tard à n'en pouvoir douter que c'était bien à nous. Le poste avait fini par remarquer que nous nous éloignions, avait donné l'alarme en tirant avec des carabines et des mitrailleuses et s'était jeté à nos trousses dans la première barque de pêcheurs venue.

Mais le vent était si faible, et nous allions si vite que les pêcheurs finirent par déclarer : « il faut qu'ils aient un moteur ». Alors la poursuite revint en arrière, n'ayant pas l'espoir de rattraper un moteur.

* * *

Un parfait contentement régnait à bord de la « Speranza ». Le temps était splendide, la côte s'était enfoncée comme on dit, dans une fumée de brume, et au bout de quelques heures avait complètement disparu.

Nous étions en pleine mer.

Tout à coup, le plus jeune de mes fils, Dimka, me demanda d'une voix tremblante :

— On peut? »

Je vis ses yeux suppliants qui brillaient, et je compris ce qu'il voulait.

« — Oui, oui... »

Alors lui et son frère se levèrent solennellement dans la barque et sur la pleine mer retentit :

« *Bojé tsaria Khrani* ».

Pauvres petits. Ils n'avaient pas de voix du tout, mais par contre, que d'expression !...

* * *

Nous ramâmes toute la nuit. Parfois tous dormaient, je ramais seul.

On est bien en mer par une nuit pareille. On n'a même pas

très peur. Quelquefois seulement on entend un clapotis quelque part, ou plutôt un murmure, un râclement dans l'ombre, comme si la mer voulait dire : « Je pourrais aussi vous faire du mal ». Mais

Les étoiles brillaient avec douceur

D'après ces étoiles pleines de douceur je me tenais dans ma route... C'est très simple. On met la poupe de la barque dans la direction d'une étoile, qu'on a déterminée au moyen de sa boussole, et on reste dans la même direction. On rame, et on n'a même pas besoin de se retourner. Sans doute, l'étoile glisse un peu par suite de la rotation de la terre, mais par contre un vent léger nous pousse dans la direction opposée. Ainsi l'étoile corrige pour ainsi dire le vent. D'ailleurs, de temps en temps, on vérifie avec la boussole et on change d'étoile.

Avec des moyens de nous diriger, aussi primitifs, nous fûmes tout de même étonnés lorsque le jour se leva d'apercevoir de légères fumées, juste dans la direction voulue.

Nous savions que notre escadre devait se trouver quelque part pas loin de Tendra. Ces fumées ne pouvaient pas venir d'ailleurs.

On voyait aussi, mais qu'était-ce donc?

Une pointe qui dépassait l'horizon, et qui avait l'air d'un bâton. Le clapotis probablement donnait à ce piquet l'air de s'élever dans l'espace avec une rapidité vertigineuse.

Nous pensâmes que c'était probablement le mât d'un contre torpilleur qui filait à toute vapeur au-delà de l'horizon.

Mais au bout de quelque temps, nous vîmes, à n'en pouvoir douter, que ce mât qui avançait si rapidement était un phare, immobile comme tous les phares.

* * *

Et ainsi nous approchions de l'île prédestinée de Tendra...

V. Choulguine.

(*La fin prochainement*).

H.-G. WELLS, HISTORIEN[1]

L'œuvre de H.-G. Wells, par l'abondance des ouvrages dont elle se compose, par la multiplicité des problèmes qui y sont traités, par l'afflux des idées qui librement s'y jouent, étonne, et parfois risque de déconcerter. Jamais homme n'a senti à un tel degré l'action de son temps ; jamais non plus homme n'a davantage cherché, avec tous les moyens que lui fournissaient son intelligence et son tempérament, à réagir sur ce temps. Il a pris passionnément au sérieux notre époque, ses besoins, ses efforts, ses élans, ses brutalités, son vaste et tragique désarroi. Il ne s'est pas dit, sceptique et résigné, que l'humanité tente aujourd'hui ce qu'elle a déjà bien des fois vainement tenté et que ces heures iront en rejoindre d'autres dont le souvenir se perd dans notre mémoire. Il croit au caractère *unique* de l'heure que nous vivons. Nous sommes, d'après lui, parvenus au grand carrefour, celui où notre espèce est tenue de faire son choix, où il lui faut opter entre les voies qui conduisent à une sûre et rapide décadence, peut-être même à l'anéantissement, et celles qui doivent la mener, si nous nous fions aux intuitions de l'auteur, à de quasi-divines destinées. D'où l'impatience de Wells en face de buts qu'il considère comme secondaires, d'où son irritation à l'égard des hommes ou des peuples qui, mûs par leur instinct ou par un sentiment d'immé-

1. H.-G. Wels, *The Outline of History*, Londres, Cassel, 1920.

diate conservation, regardent un instant à leurs pieds avant de fixer l'horizon. Wells est trop réaliste, certes, il a trop bien, dans certaines de ses œuvres qui appartiennent à une autre période, scruté l'esprit et la cconscience de la multitude d'êtres en demi-teinte que dirigent les lois obscures de l'habitude, pour croire que l'humanité, brusquement convertie, s'orientera d'un seul mouvement vers un avenir de libre et harmonieuse coopération. Il sait l'emprise qu'ont sur l'organisme humain les nécessités premières; naturaliste et évolutionniste, il n'ignore pas que quelques centaines de générations tout au plus séparent l'homme qui est notre contemporain de son ancêtre des cavernes, et quelques milliers d'autres de son ancêtre animal. Il sait que la faim, la soif, l'instinct sexuel, toutes les formes de jalousies individuelles ou sociales, restent nos mobiles dominants. Il fait la part des égoïsmes et des appétits, au point de se demander parfois si ceux-ci ne feront pas finalement pencher la balance. Il ne fait guère fond sur les vertus moyennes de l'humanité et semble par ailleurs pris d'une défiance grandissante à l'égard des aristocraties qu'elle s'est données, ou qui se sont imposées à elle. Il n'entre aucune mystique dans sa conception du progrès social. Wells ne sous-évalue donc pas les chances qu'il y a de voir s'éloigner ou se perdre, toute possibilité d'une vaste reconstruction mondiale. Il dit seulement que l'heure presse, que jamais l'homme, bien qu'il ait plus qu'autrefois le pouvoir de créer, n'a eu à un tel degré, celui de détruire, qu'il doit ou disparaître de la terre ou *parvenir enfin à une conscience de race*, verser ce qui lui reste de sang ou comprendre que nous sommes d'un même sang.

A travers les manifestations d'une pensée qui au premier abord peut sembler instable et versatile, qui, parmi tant d'autres scrupules, jette à l'occasion par dessus bord celui d'être logique, une préoccupation domine, idéaliste et utilitaire, religieuse et scientifique à la fois : celle du salut de la race humaine, salut qui ne peut être atteint que par la compréhension qu'aura cette race de son unité. C'est d'ailleurs

là un point de vue qui, en vingt-cinq ans d'activité littéraire, est apparu à Wells sous des lumières bien différentes. Ce salut, il l'a vu d'abord assuré par l'action des forces scientifiques, qui entraînent l'apparition d'une aristocratie fonctionnelle, appelée à détrôner, à la suite d'une guerre où elle aura joué le rôle de sauveur, les aristocraties traditionnelles; puis il suppose que le monde sera sauvé par une rénovation, moins morale qu'*intellectuelle*, de l'élite, laquelle s'affranchira de ses instincts, luttera contre la peur, contre les influences amollissantes, enfin contre les tendances généralisatrices, contre les préjugés qui nous portent à considérer comme fondé sur des caractères irréductibles l'antagonisme des castes, des sectes, des nations et des races. Mais — nous atteignons le début de la guerre — voici que cet effort incessant des individualités les plus nobles contre tout ce qui en elles, et autour d'elles, étouffe l'intelligence, empêche les esprits de se joindre et de se pénétrer, apparaît brusquement à Wells comme voué à un échec dès l'instant où chaque homme ne se sent pas soutenu, en même temps que conduit, par un Dieu qui vit en lui, qui s'identifie avec la bonne volonté de la race, et qui pourtant reste un être très réel : le « Capitaine de l'Humanité », le Dieu saignant et combattant, dont le Royaume n'est pas encore venu et qui, à l'opposé du Jésus chrétien, ne fait pas corps avec le Jéhovah créateur et organisateur du monde, responsable du bien comme du mal, « l'Etre voilé ». C'est, on le sait, à cette phase « religieuse » de la pensée de Wells que se rattachent des romans tels que *Mr Britling va jusqu'au bout* et *l'Ame d'un Evêque*. Il semble que cette phase mystique se trouve aujourd'hui dépassée et que, comme l'humanité de Comte, la pensée de Wells soit sortie de sa période théologique. Elle vient, sans oublier aucun de ses buts et sans renoncer à aucune de ses espérances, de redescendre sur la terre. Elle y redescend à un moment où il ferait pourtant bon de s'en échapper. Mais, cette fois, ce n'est ni une philosophie, ni une religion que Wells offre à nos âmes blessées. Il affirme en effet, que seule une exacte connaissance de l'histoire, ou plutôt des grands mouvements de l'histoire, peut sauver

l'humanité : « La guerre est devenue un désastre universel, une force aveugle et monstrueuse de destruction; elle laisse tomber sa bombe sur le bébé dans son berceau et coule les navires de vivres qui pourvoient aux besoins des non-combattants et des neutres. Nous nous apercevons qu'il ne peut plus y avoir de paix, si ce n'est une paix universelle, de prospérité, si ce n'est une prospérité générale. *Mais il ne peut y avoir de paix et de prospérité commune, sans un fonds commun d'idées historiques.* L'étude des débuts de la vie, de ses multiples et souvent stériles essais d'adaptation, de l'apparition de l'homme, de la constitution des rudiments de sa pensée et de son langage, de ses premiers dieux, des formes d'autorité qui se sont d'abord imposées à lui, puis celle de ses tentatives, dès qu'il s'est constitué en sociétés, pour faire admettre aux peuples qui l'entourent sa conception de la civilisation; la peinture des périodes où toute lumière semble éteinte, où la force ne se heurte plus qu'à la force, suivie de celle des époques de résurrection où les mains se tendent vers les continents neufs ou vers les étoiles, et des heures fugitives où tous les individus semblent portés par un même courant, où les frontières s'estompent; la description des conflits entre princes et Parlements, des équilibres instables et dangereux qui, plus tard, vont remplacer les empires et les hautaines dominations, de l'entrée en scène de la science qui révolutionne les vies et altère tous les aspects de la lutte, de l'écroulement final d'un système dont, il y a quelques années encore, nous refusions de mettre en doute les principes fondamentaux : voilà ce que nous présente, en quarante chapitres lucides et passionnés, le livre auquel Wells a donné pour titre : *The Outline of History.*

L'histoire, jusqu'à présent, s'était attachée aux faits et aux individus. Elle nous dépeignait le triple processus de croissance, d'expansion et de désagrégation des empires. Ses grandes dates étaient celles où, dans le choc de deux armées, un équilibre se trouvait rompu et où un autre se créait. Elle était affaire d'alliances ou de batailles. Ou bien, elle nous montrait l'action d'un homme que son rang ou son intelligence

mettait au-dessus de l'humanité moyenne et qui façonnait le monde à sa guise, imposait à son temps ses idées. Elle était faite d'épisodes violents ou pittoresques, de mouvements rapides, de brusques réactions. Mais du drame qui, silencieusement, s'est déroulé au cœur de l'humanité depuis l'époque des cavernes, de ses élans, de ses rechutes, elle ne tenait que médiocrement compte. L'idée que penseurs, hommes d'Etat et grands capitaines ont été, le plus souvent inconsciemment, au service d'une cause qui, quelle que soit l'heure ou le lieu, est demeurée la même, ne s'imposait pas à elle Or, c'est là ce qui pour Wells importe surtout. « Le progrès, « avait-il dit dans l'un de ses derniers ouvrages, « est une chose des profondeurs. » Il en est de même pour les réalités de l'histoire. Les conquérants les plus altiers, les monarques les plus autoritaires n'ont été que les serviteurs, les empires et les religions n'ont été, selon lui, que le vêtement d'une volonté qui existe depuis que la vie est apparue sur cette planète. Pour Wells, le propre d'une civilisation c'est d'être une *tentative*; l'histoire cesse dès lors d'être une suite de réalisations; les individus perdent de leur valeur autonome; ils sont plus grands et en même temps plus petits. Wells, à l'opposé de Carlyle, ramène tous ses héros à des proportions humaines, à celle de la pauvre et ridicule humanité. Ni Alexandre, ni César, ni Napoléon, ni Gautama Bouddha, ni Socrate, ni Mahomet, ne sont faits pour lui d'une substance quasi-divine. Leur vie personnelle est, comme la nôtre, un tissu de convoitises et de jalousies. A ce point de vue, Wells historien est un terrible destructeur d'idoles. L'homme-Alexandre, l'homme-Napoléon, l'homme-Mahomet ne se relèveraient pas, si l'on acceptait son jugement, des chapitres qu'il leur consacre dans *The Outline*. Alexandre prend pour son visage, qui est resté celui d'un adolescent, les soins d'une courtisane, et lorsque le fils de l'extravagante et superstitieuse Olympias s'enfonce à travers le désert égyptien dans l'espoir d'y découvrir la preuve de son ascendance divine, nous sourions de son geste, comme de celui de tel ou tel de nos contemporains qui fait procéder à des recherches sur sa

« généalogie ». Après la lecture des pages consacrées par Wells à « la carrière de Napoléon », nous ne songeons plus à l'Homme du Destin, mais au jouvenceau qui, ayant passé trop de nuits sur ses livres d'histoire, s'est promis d'être César à moins que ce ne soit Charlemagne ; au bon fils et au bon frère qui, pourvu, se hâte de faire profiter de l'aubaine tous ceux qu'il a laissés au pays ; à l'étonnant comédien qui ne trouvera que sur le radeau du Niémen, en la personne d'Alexandre, un partenaire à sataille. De même le prophète qui va donner sa loi au monde musulman, nous apparaît en tant qu'individu sous les traits d'un quelconque monarque oriental : « diplomate, perfide, impitoyable ou accommodant selon les circonstances » ; sa vie s'achève dans une atmosphère de luxure, cette grande voix se trouve noyée dans des criailleries de femmes et Allah lui-même est ramené, pour les besoins de la cause, aux proportions d'un gardien suprême du harem. Et pourtant, ajoute Wells avec gravité, « la qualité personnelle de Mahomet est une chose, et la qualité de l'Islam, la religion qu'il fonda, en est une autre. Mahomet n'eut pas à se mesurer avec Jésus ou avec Mani, et il nous importe peu de savoir si sa stature fut inférieure à celle de l'un ou de l'autre ; ce fut l'Islam qui se mesura contre la chrétienté corrompue du septième siècle et contre les traditions décadentes des mages zoroastriens ; et c'est cela qui intéresse avant tout l'historien. » Ainsi l'homme est petit par ce qu'il est, grand par ce qu'il crée ; mais son œuvre elle-même ne compte que parce qu'une sorte de mystique accord s'est établi entre ses idées ou ses ambitions propres et les besoins de son époque. Il semble bien qu'il soit, d'après Wells, des heures solennelles de l'histoire du monde où le plus médiocre, pourvu qu'il ait le pouvoir, ne puisse faire aucun geste qui n'ait une immense répercussion sur les destinées de millions d'autres êtres, ou ce qui n'est en apparence que le désir de conquête, la soif de régner chez un seul suffise à provoquer l'une de ces vastes synthèses qui, si elles avaient pu se maintenir auraient permis à l'humanité de s'atteler enfin à des besognes vraiment essentielles. Pour Wells, ce

qui fait la grandeur de telle ou telle époque, c'est qu'elle offre la *possibilité* d'une de ces synthèses. C'est là, semble-t-il, pour lui l'unique critère. L'époque d'Alexandre, l'époque de Charlemagne, celle des Croisades, celle des triomphes de l'Islam, celle qui suit la Révolution, celle qu'inaugure la Paix de 1918, sont grandes dans ce sens, grandes en ce qu'elles auraient *tout permis* à qui aurait compris et osé. Et monarques, législateurs ou capitaines, quels qu'aient été les verdicts précédents de l'histoire, apparaîtront à Wells comme nobles, vils ou médiocres, selon qu'ils auront saisi, dédaigné ou mollement utilisé l'occasion qui leur était offerte.

La disproportion entre l'homme et l'occasion, voilà ce que constitue pour Wells, bien plus que les conflits, des hommes et des peuples, le vrai drame de l'histoire. Le reste n'est que flux et reflux. Si nous nous emparons encore une fois de l'exemple d'Alexandre et de celui de Napoléon, nous voyons que ce qui diminue ces deux chefs de peuple, ce n'est pas la fragilité de leurs conquêtes, c'est de n'avoir pas su ou pu harmoniser leurs mobiles privés avec les tendances matérielles ou spirituelles de leur temps. « Que voyons-nous? » observe Wells avec amertume, lorsqu'il lui faut juger l'œuvre du Macédonien : « Le vaste monde des hommes, entre l'Inde et l'Adriatique, prêt à s'unir, prêt, comme il ne l'avait jamais été, à se soumettre au pouvoir qui aurait réalisé cette unité. Voici l'empire perse, avec son organisation, ses routes, ses relais; il jouit d'une paix et d'une prospérité générale, il est mûr pour subir l'influence fertilisante de l'esprit grec. Les histoires que nous venons de raconter montrent ce qu'étaient les êtres humains auxquels un tel champ d'activité était offert. Voici Philippe, qui était généreux et noble, et qui pourtant s'enivrait et ne savait pas imposer la paix à son foyer. Voici Alexandre, doué à beaucoup d'égards mieux qu'aucun autre homme de son temps et qui pourtant était vaniteux, soupçonneux, avait eu l'esprit vicié par sa mère... » S'agit-il de Bonaparte : « Jamais occasion semblable ne s'était offerte à un homme. En voyant ce qu'il lui était donné de faire, Napoléon aurait dû courber le front, saisi d'une sainte terreur, cherchant jus-

qu'au tréfonds de sa conscience le moyen le meilleur de servir Dieu et ses semblables. Le vieil ordre de choses était mort ou était en train de mourir. Des forces nouvelles, étranges, se frayaient une voie à travers le monde, cherchant encore une forme et une direction. Une multitude d'esprits émerveillés entendaient une voix leur murmurer la promesse d'une république mondiale, d'une paix universelle et durable. Si Napoléon avait eu quelque profondeur de vision, une imagination quelque peu créatrice, si son ambition avait été désintéressée, son œuvre aurait fait de lui le soleil de l'histoire. Toute l'Europe, et l'Amérique avec elle, émue par l'annonce d'un âge nouveau, l'attendait... Il ne s'appliqua à rien de la sorte. Il ne comprit pas un instant que les circonstances rendaient possible la création d'Etats modernes. Son esprit imitateur ne connaissait qu'un seul rêve : être un nouveau César, comme si le monde pouvait tolérer une entreprise de ce genre ! Il projetait de devenir un empereur tout pour de bon, avec une couronne sur la tête, tandis que ses rivaux, ses camarades d'école, ses amis seraient à ses pieds. En fait, sa puissance n'en serait pas accrue, mais cela vous aurait une allure autrement brillante, cela étonnerait sa mère ! »

Ce n'est pas seulement aux grands hommes, mais aux civilisations elles-mêmes, que Wells apprend la modestie. Pas plus dans l'histoire profane que dans l'histoire sacrée, il ne permet à l'âme moderne, douloureuse et fatiguée, de trouver un Eden. Les chefs-d'œuvre de la pensée, les plus nobles productions de l'art, ne doivent pas faire illusion. Ils sont la création d'une minorité et non, comme on le croit trop communément, l'expression du génie d'un siècle. L'esprit humain proprement dit n'a pas de ces flamboiements ; à travers les heures tragiques ou sereines, c'est toujours la même marche, lourde et indécise, vers un but qu'il entrevoit vaguement. Disons seulement qu'il s'est un peu élevé au-dessus de sa condition première, qu'il est plus discipliné, moins accessible à la crainte qu'à l'époque des cavernes ; disons aussi que luit de plus en plus clairement devant les yeux de l'homme, l'idée — partie vraiment vivante de l'enseignement d'un Bouddha, d'un

Lao-Tse, d'un Jésus de Nazareth — « qu'il y a dans l'abnégation et l'oubli de soi un bonheur plus grand que dans toutes les jouissances et dans tous les triomphes personnels, et qu'il existe une vie de l'humanité, différente, plus vaste et plus importante que la somme de toutes les existences individuelles qu'elle contient. » Mais n'imaginons pas que l'humanité, ou une fraction de celle-ci, ait encore matérialisé, sous une forme parfaite et définitive, un tel rêve. Comme le monarque ou le conquérant, l'homme du commun s'est trouvé plus d'une fois placé dans des circonstances exceptionnelles, où les flambeaux qui auraient pu éclairer sa route étaient à portée de sa main, où il n'avait qu'à vouloir pour créer. Mais, songeant à de telles heures, nous pourrons dire de lui aussi : « Qu'en a-t-il fait? » Ce qui signifie que Wells n'est point enclin à croire aux « miracles » de l'histoire, au « miracle grec » pas plus qu'aux autres. « Des esprits rêveurs, las de la vulgarité de notre temps, ont souvent souhaité de se voir transportés à l'âge sublime de Périclès. Et pourtant, si brusquement quelque génie les avait laissé choir dans l'Athènes de ce temps-là, il se seraient trouvés dans une atmosphère rappelant celle des plus vulgaires de nos *music-halls* d'aujourd'hui, une atmosphère toute saturée de nouvelles semblables à celles que répandent nos journaux populaires : ils auraient senti passer sur eux le souffle brûlant des scandales et des calomnies ils auraient retrouvé les mêmes hurlements, les mêmes insinuations infâmes, le même « patriotisme » rapace, la même vulgarité générale. Pas un instant ils n'auraient pu échapper à ce qu'ils appellent l'esprit moderne. A mesure que le souvenir de Platée et de Salamine s'efface et que les gens s'accoutument aux nouveaux édifices, Périclès, l'orgueil d'Athènes, tout cela exaspère de plus en plus le tempérament fruste de la foule. » Même la pensée de ces génies généreux et lucides, empreints du plus noble idéalisme ou du plus hardi réalisme, qui s'appellent Socrate, Platon et Aristote, doit être considérée, non comme une magnifique et brève floraison, mais comme le commencement d'un effort qui se prolonge devant nous et par nous : « En traitant avec quelque familiarité les textes

grecs, «écrit Wells», ce que nous donnerons de moins en respect, nous le rendrons en sympathie pour ce groupe d'esprits inquiets, indécis et très modernes. Les écrivains athéniens furent, en fait, les premiers des modernes. Ils discutaient des problèmes que nous discutons encore; ils commencèrent à s'attaquer aux grands problèmes que nous cherchons encore à résoudre. Leurs écrits sont notre aube. »

Il va de soi que les subdivisions de cette histoire, considérée comme celle de l'humaine aventure, ne sauraient correspondre avec celles qui nous sont familières, que, ni dans le temps ni dans l'espace, elles n'ont les mêmes délimitations. Un déplacement de frontière, un changement de gouvernement, la mort ou l'avènement d'un souverain ne sont plus que des faits épisodiques. Tout dans l'œuvre de Wells est mouvement, *devenir* et il n'y a place pour aucune cristallisation. Ni César, ni Cromwell, ni Louis XIV, ni Pierre le Grand, ne se verront consacrer un chapitre distinct. Wells nous les montrera, roulés, algues aux couleurs seulement plus vives, par quelqu'une de ces grandes vagues, guerrières ou mystiques, qui déferlent sur tout un monde, ou du moins sur une fraction étendue de continent. Sans doute, il est fait mention des batailles, des traités, des tentatives de colonisation car autrement : ce livre serait un livre de philosophie et non d'histoire; sans doute des notations biographiques viennent par instant éclairer ou ramener à ses dimensions vraies, à ses proportions humaines, tel ou tel caractère. Mais les réalités profondes de l'histoire ne sont pas là pour Wells. Elles sont dans tout ce qui a élargi, enrichi le domaine de la vie, de la vie préhumaine d'abord, puis de celle des hommes. Les premiers développements du livre, par exemple ceux qui ont trait à l'évolution des formes vivantes depuis les débuts de l'époque paléozoïque jusqu'à celle des mammifères, semblent n'avoir pour but que de mettre en lumière un processus *d'affranchissement*. De plus en plus, grâce aux modifications de leur structure, grâce à un changement dans leurs modes de reproduction, les êtres se sont rendus indépendants du milieu hors duquel ils n'avaient qu'à

périr : l'eau. Poussant encore plus loin cette victoire, l'homme s'affranchira de tous les obstacles que les éléments, les lois de la physique opposent à l'élargissement de son champ d'action : non seulement il s'est répandu sur les continents, se fixant, malgré le froid et la chaleur où bon lui semblait, mais il est parvenu à s'élever dans l'air plus haut que le condor, il s'est annexé la surface et jusqu'aux profondeurs des mers. La transformation des peuples nomades en peuples sédentaires, l'effort d'adaptation et de prévision que suppose leur passage à une vie agricole, la répartition des communautés en peuples commerçants et en peuples marins (ch. XVII), voilà autant d'aspects des débuts de la vie sociale qui s'apparentent à cette réalité première. Un autre fait d'une valeur essentielle est pour Wells l'apparition dans le monde d'une *tradition*. La vie n'est au début qu'un phénomène sporadique, égoïste. Les individus ne songent qu'à la défense de leur propre existence. Ils ne songent ni à protéger la génération qui vient, ni à provoquer en elle certaines habitudes conformes à celles que l'espèce a déjà fixées. Ceci n'apparaît qu'avec l'oiseau et le mammifère, dont l'un couve, dont l'autre retient ses œufs, tous deux s'occupant de leurs petits, développant en eux l'instinct d'imitation. Or, cette création et cette défense d'une tradition constituent pour Wells le phénomène essentiel de toute vie sociale. Elles expliquent le langage et l'écriture, les éveils de la pensée, la place que tient dans la vie des premiers hommes la notion du pur et de l'impur, leur observation méticuleuse des gestes et des rites qui rendent favorables les puissances, l'autorité qu'exercent ceux qui savent, et qui gardent secrète leur science, sur les individus plus jeunes ou plus impressionnables, celle du guérisseur et du prêtre. De tous les courants sur lesquels se laissera, et se laisse encore porter l'esprit humain, celui-là est le plus formidable.

Cette histoire étant avant tout celle de l'éveil progressif de la *conscience* de l'humanité, il va de soi que l'étude des grands courants religieux y tient une place considérable. Un chapitre entier est consacré au bouddhisme, un autre aux origines du christianisme, un troisième, aux progrès de l'isla-

misme, alors que tels événements politiques que nous étions habitués à considérer comme essentiels, la guerre de Cent Ans ou le congrès de Vienne, par exemple, ne reçoivent que d'insignifiants développements. Wells, sur le terrain religieux, se montre mieux qu'impartial. Etant donné ce que nous savons de lui, il ne peut personnellement souscrire à une religion, quelle qu'elle soit, dont l'enseignement spirituel s'enveloppe d'une armature dogmatique. C'est dans l'avenir, non dans le passé, qu'il découvre Dieu. Mais, précisément, l'annonce que font toutes les religions — le christianisme en particulier — d'un âge où règnera l'esprit, où les hommes, s'étant élevés au-dessus d'eux-mêmes, auront dépouillé leurs mobiles égoïstes, est destinée à l'émouvoir plus qu'aucun autre philosophe-historien. C'est ainsi que, tout en refusant de voir dans les fondateurs de religions autre chose que des hommes, Wells se montre prêt à admettre le caractère surhumain de leur œuvre et de leurs leçons. « Si de notre récit se dégage une lumière divine, du moins n'aurons-nous rien fait pour en accroître ou pour en atténuer l'éclat. » Mais dédaignant toutes les cristallisations, il ne veut connaître que l'homme et que l'esprit. Pas plus qu'il n'aperçoit la noble et délicate personnalité de Gautama Bouddha dans l'idole dorée et accroupie qui nous est familière, Wells ne retrouve le sublime vagabond, « le pauvre prédicateur qui errait à travers les plaines poussiéreuses, rongées par le soleil, de la Judée, recevant à l'occasion un peu de nourriture » dans le Jésus « net, lisse, bien peigné, à la robe immaculée, aussi immobile que s'il glissait dans l'air » de la tradition chrétienne. Wells écarte le manteau de la légende et les lourds travaux de l'exégèse pour ne s'attacher qu'à ce qui est vie, pensée, humanité frémissante. Il se dégage, selon lui, des Evangiles, qu'il traite d'ailleurs comme de simples témoignages humains, une force de conviction telle qu'on ne peut un instant mettre en doute l'existence de Jésus ; mais, dépouillés de tout leur appareil miraculeux, de leurs absurdes généalogies, ce que ces mêmes Evangiles nous révèlent, c'est une personnalité « très grave et très passionnée, capable de brusques mouvements de colère, et qui enseignait une nou-

velle doctrine, à la fois simple et profonde : l'amour universel de Dieu notre Père et la venue du Royaume du Ciel.» Ce Jésus est le moins orthodoxe des chrétiens : il n'est pas une parole de l'Evangile effectivement sortie de sa bouche qui prouve qu'il se soit considéré comme le Messie des Juifs, pas un mot relatif à la Rédemption, aux sacrements, au culte de Marie, devenue plus tard, pour les chrétiens, à l'égal de l'Isis égyptienne, la Reine du Ciel. Mais qu'y a-t-il d'étonnant à ce que le peuple, les disciples de Jésus et nous-mêmes n'ayons su nous assimiler ce qui est l'essentiel de sa doctrine, l'idée du Royaume de Dieu ? Ce qu'appelait alors la Judée, c'était un Messie qui mettrait à ses pieds les autres peuples, qui la vengerait de tant de défaites et d'humiliations, un Christ dont la venue annoncerait que, dans un sens favorable au peuple juif, le pacte autrefois conclu entre Jahvé et Abraham, produirait bientôt ses effets. Or, Jésus enseignait « qu'il n'y a pas de peuple élu et pas de favoris dans le royaume du ciel. » Il devait aussi offenser les Juifs, très attachés à l'idée de famille, Celui qui déclara un jour : « Quiconque suivra la volonté de mon Père, qui est dans les cieux, sera mon frère, ma sœur et ma mère. » Même les disciples vécurent jusqu'aux jours du Calvaire, dans la conviction que leur Maître relèverait un jour le royaume de David, et qu'alors il récompenserait leur zèle. « Ils ne pouvaient croire en cette rude doctrine d'un royaume de service qui porterait en lui-même, sa formidable récompense. » La mise en croix elle-même ne les éclaire pas : « Ils crurent que sa vie était un stratagème et sa mort une feinte. » Et, presque personne depuis n'a compris quelle immense révolution intérieure, quel bouleversement dans l'ordre et la nature de nos mobiles sous-entend l'acceptation de cette doctrine du Royaume du Ciel, « le plus formidable défi qui ait été porté aux habitudes invétérées et aux institutions de l'humanité. » Il n'y a donc pas lieu de s'étonner « si le converti et le disciple, encore hésitants, retournèrent aux vieilles idées familières du temple et de l'autel, d'une divinité farouche et d'observances destinées à se la rendre propice, de prêtres consacrés et de

mystérieuses bénédictions, et si — après avoir satisfait à ces obligations — ils reprirent le cours de leur chère petite existence coutumière, avec ses haines, ses bénéfices, ses rivalités et ses vanités. »

Ces quelques citations et cet essai d'analyse auront, nous l'espérons, suffisamment montré quel est le sens général et quelles sont les tendances de l'ouvrage de Wells. Jamais cet ouvrage n'est à proprement parler tendancieux ; les renseignements sont puisés aux meilleures sources ; l'auteur conserve en face des faits, toute l'objectivité qui est le propre de l'historien ; en face des hommes, il juge selon ses sympathies, mais qui pourrait l'en blâmer? Il ne se laisse pas impressionner par certaines attitudes, et l'ancienneté ne constitue pas pour lui un titre au respect. Louons une telle indépendance. On ne peut même pas dire que Wells, en son livre, défende une thèse. Hostile par tempérament à l'Eglise, il reconnaît, par exemple, l'immense service rendu par elle au moyen-âge, alors que, dans la décomposition du monde romain, elle se fait la gardienne de la flamme ; il proclame, de même, qu'en dépit de ses tares, la papauté du XI^e^ siècle fut la grande force constructive de l'Europe, et que, dans l'ensemble, prêtres, moines et nonnes furent les bons ouvriers d'un ordre nouveau. L'appel à la croisade d'Urbain II revêt pour lui une grandeur souveraine du fait qu'il soude « toutes les pensées et toutes les forces de l'Europe occidentale en une même passion et en un même dessein... Une nouvelle et plus vaste amphictyonie, l'amphictyonie de la chrétienté, a surgi dans le monde, et elle a comme matériaux des milliers de vies anonymes et fidèles. » Et pourtant, si l'ouvrage de Wells n'a ni l'étroitesse ni la rigueur d'une thèse, si l'auteur ne refuse pas de reconnaître une valeur constructive à des éléments sociaux ou à des courants auxquels l'homme chez lui reste hostile, il faut convenir que c'est autour d'un noyau spirituel, qui tient de l'idée et de la foi, que cette même œuvre s'organise. De même que dans *Du commencement jusqu'à la fin* (1908) Wells nous déclarait : « Il faut, pour que je puisse vivre, que la vie ait pour moi un sens », de même il serait prêt à écrire aujourd'hui : « Il faut, pour que l'histoire puisse

m'intéresser, que l'histoire, faite d'une multitude de vies semblables aux nôtres, ait un sens. » C'est dire, que, malgré tout, les faits se déroulent sur un plan moral. Peuples et dirigeants sont en quelque sorte responsables à l'égard d'un être qui sommeille encore et qui sera l'humanité de demain. Des conflits dans lesquels ne nous apparaissaient que le choc des ambitions ou des intérêts prennent ainsi l'aspect de véritables conspirations. L'une de ces conspirations s'étend, pour Wells, sur les deux derniers siècles. Ce sont, en effet, ceux où s'impose à la conscience et à l'imagination des peuples, sorte de divinité monstrueuse, la notion de la « Grande Puissance ». C'est l'époque de ce que Wells appelle « les dieux de la tribu ». Les peuples offrent leur travail et leur vie à l'une de ces entités, à l'un de ces symboles dont ils ne découvrent pas qu'ils sont une hâtive et simpliste construction de l'esprit, et qui ont pour nom John Bull, Britannia, Germania, Cathlenne of Houligan. Il y a là, d'après Wells, une sorte de perversion intellectuelle dont il est intéressant de suivre la génèse. Nous avons vu qu'après l'effritement de l'Empire romain tend à se créer, sous l'autorité de l'Eglise, une vaste communauté occidentale. Au-dessus de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, il y a la Chrétienté. Mais l'Eglise se corrompt, l'esprit du Christ cesse de l'inspirer, elle cesse d'être à la hauteur de sa mission unificatrice, et le monde retourne au particularisme d'antan. C'est alors que la conception machiavélienne du gouvernement parvient à s'imposer en Europe : « c'est à elle qu'est dû en grande part, l'établissement des grandes monarchies et des monarchies parlementaires aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles. » Les relations de pays à pays sont des relations de prince à prince; tous les actes, toutes les mesures, aussi déloyales qu'elles soient, qui visent à accroître l'autorité du prince et à reculer les bornes de ses domaines trouvent en elles-mêmes leur justification. Mais les peuples éprouvent le besoin obscur d'une politique continue; ils s'aperçoivent que les princes ne sont menés que par leur tempérament : « Un Louis XIV a pour successeur ce chasseur de jupons qu'est Louis XV, et ce dernier cède à son tour la place à un

serrurier amateur, l'épais Louis XVI. » C'est pourquoi en arrivent d'instinct à considérer comme essentielle l'action de ces organes moins capricieux, plus imprégnés de tradition que sont les chancelleries. Mais l'imagination des hommes demande toujours satisfaction, leur enthousiasme a toujours besoin d'être échauffé. A mesure que le prince perd de son lustre, que les loyalismes s'oblitèrent, une abstraction s'impose en maîtresse à l'esprit de ceux qui n'avaient été jusque là que des sujets. « Nous entendons de moins en moins parler des desseins et des ambitions de tel ou tel roi, et de plus en plus, des « buts de la France » et des « ambitions de la Prusse ». A une époque où la foi religieuse décline, nous constatons que les hommes remplacent cette dernière par une croyance très vive en la réalité de ces personnifications. Insensiblement de vagues et énormes fantômes, « les Puissances », se sont glissés dans la pensée politique de l'Europe, dès la fin du XVIII^e^ siècle, ils l'ont dominée entièrement. Ils la dominent encore de nos jours. La vie de l'Europe reste chrétienne de nom, mais pour adorer un seul dieu en esprit et en vérité, il faudrait ne former qu'une seule communauté avec tous ceux qui adorent comme vous. En fait l'Europe d'aujourd'hui s'adonne au culte d'une étrange mythologie nationale. A ces divinités souveraines, à l'unité de « l'Italie », à l'hégémonie de la « Prusse », à la gloire de la « France » et aux destinées de la « Russie », elle a sacrifié maintes générations d'une paix, d'une unité et d'une prospérité qui étaient dans l'ordre des choses possibles, ainsi que la vie de millions d'individus ». Nous sommes en présence — c'est là la conclusion de Wells — d'une des plus grandes défaillances de l'âme collective. Mais cette mythologie n'aura qu'un temps. « Un moment viendra où une génération plus lucide se demandera avec stupeur comment, en une communauté telle que l'Europe occidentale, formée d'un mélange, presque partout identique, de peuples nordiques et ibériens, d'éléments immigrés et mongoliens, en une communauté dont les langues ne sont presque partout qu'un aryen plus ou moins modifié, qui retrouve dans l'Empire romain un passé commun, qui a mêmes for

mes religieuses, mêmes usages sociaux, même art et même science, où l'on s'entre-marie si librement que personne ne peut dire à coup sûr à quelle « nationalité » appartiendront ses petits-enfants, des hommes ont pu être affolés et rendus furieux par des questions telles que la suprématie de la « France », les progrès et l'unification de l' « Allemagne », les prétentions rivales de la « Russie » et de la « Grèce » sur Constantinople. Ces conflits paraîtront alors aussi absurdes que les querelles, aujourd'hui éteintes et inintelligibles pour notre mentalité moderne, entre « verts et « bleus », qui remplirent jadis de sang et de clameurs les rues de Byzance. »

Edouard GUYOT

TSARS ET MINISTRES

Le renvoi d'un ministre ou d'un haut personnage n'est jamais chose facile, même dans une autocratie comme celle qui gouvernait la Russie d'hier. Ainsi s'explique sans doute le fait que les derniers Tsars ont eu chacun leur façon de se séparer de leurs serviteurs.

Alexandre II, empereur cordial, embrassait le ministre qu'il avait décidé de renvoyer. Qu'on ne croie pas surtout trouver ici une analogie avec le baiser de Judas. L'empereur voulait, par son baiser de paix, faire connaître à son ministre qu'il se séparait de lui sans haine et même sans animosité personnelle : « Vous avez cessé de répondre à ma conception du service, mais je sais que vous avez fait de votre mieux, et si nous sommes obligés de nous séparer, du moins nous resterons dans les meilleurs termes ». Voilà ce que voulait dire le baiser impérial, et l'on ne saurait nier qu'il eût vraiment du caractère.

Le ministre aussi gracieusement congédié recevait, sans nul doute, quelque charge en guise de compensation. Parmi les charges qui étaient fréquemment octroyées, sous les tsars, à des fonctionnaires importants, était celle de membre du Conseil de l'Empire laquelle ne semblait pas exiger d'aptitude ni de préparations spéciales. Je me souviens, à ce sujet, que, félicitant un jour, il y a bien longtemps, de sa nomination à ce Conseil de l'Empire, un homme considérable, spirituel à l'occasion et pince-sans-rire, et que j'aimais beaucoup, je m'attirai de lui cette réponse : « Certes, Sa Majesté m'a fait un très grand honneur. Mais, tout de même, n'est-il pas un peu triste de constater que, pour me récompenser de services qu'on

estime avoir été bons et loyaux, on me fait membre du Conseil de l'Empire, et que, de même, si l'Empereur veut se débarrasser de quelque coquin, ou simplement d'un imbécile, c'est justement dans cette assemblée qu'il lui fera prendre place ! »

Alexandre III était moins tendre que son père, et tel de ses ministres, par exemple M. K.... qui détenait, je crois, le portefeuille des voies de communication, en fit la cuisante expérience. Ce ministre avait accumulé sur sa tête un peu plus de soupçons de concussions et de trafic d'influence qu'il n'était acceptable pour un personnage de son grade (« Tu voles au-dessus de ton grade ! » dit un personnage de Gogol !) L'empereur, enfin prévenu, le congédia séance tenante et lui fit envoyer sans aucun délai le pli annonçant sa mise à pied. M. K... recevait justement ce soir-là chez lui quelques amis à dîner. On le mande dans une pièce voisine pour donner le reçu d'un « papier important » apporté par un courrier. Il ouvre le pli, et... y voit qu'il n'est plus ministre !...

L'empereur Nicolas II avait d'autres procédés; il était moins expansif, moins prompt, et infiniment plus timide que son père et que son grand-père. De plus, il lui était pénible, même quand la raison d'Etat, ou son goût personnel, qu'il prenait souvent pour tel, venait à l'exiger, de faire directement de la peine à son prochain et d'en être témoin. Par là s'expliquent les résolutions assez promptes parfois, sinon très hardies, qu'il prenait dans le silence du cabinet, après consultation de ses proches et de ses familiers, et la façon enveloppée dont il communiquait ou faisait communiquer aux intéressés son inébranlable décision. J'en voudrais citer un exemple sur lequel je possède des détails précis.

Cet exemple est relatif au comte Witté et à son renvoi comme ministre des finances à la fin d'août 1903. Witté a donné dans ses mémoires (p. 68), un bref récit très atténué et arrangé de la scène qui eut lieu alors entre l'empereur et lui. Mais il avait, en son temps, raconté cette scène en grand détail à une personne qui me la raconta à son tour.

L'empereur voulait congédier son ministre des finances purement et simplement. Mais l'impératrice douairière l'en

dissuada. Elle lui fit valoir que, s'il avait des griefs contre Witté, en revanche, celui-ci était le seul ministre remarquable qui eût paru en Russie depuis dix ans. L'empereur se laissa convaincre, et il aurait répondu alors à sa mère :

— Je vous cède pour cette fois, mais sachez du moins que je ne suis plus disposé à partager mon autorité avec « monsieur Witté ».

On voit que Nicolas II était plutôt disposé à un éclat, dont rien n'apparaît dans les mémoires de Witté que nous avons cités.

L'empereur, qui se préparait à se rendre, je crois, en Allemagne, reçoit une dernière fois le ministre des Finances. Son rapport terminé, Witté demande à l'empereur où il pourra lui envoyer des télégrammes personnels et secrets; il doit, en effet, verser un certain nombre de millions à M. Bezobrazof[1]; or, ces versements étant chose secrète, le ministre ne peut en laisser le soin à ses adjoints.

— Ne vous inquiétez pas, répond l'Empereur : je télégraphierai, le moment venu, et tout se fera directement par le ministère.

Le rapport étant terminé, le ministre plie ses papiers, les remet dans sa serviette, et s'apprête à partir. L'empereur, pendant ce temps, tambourine des doigts sur la table, d'un air distrait. Au moment où Witté veut prendre congé du souverain, celui-ci lui dit :

— Serguei Youlievitch, nous avons terminé les affaires officielles. Parlons un peu maintenant de questions personnelles. Vous m'avez dit que vous étiez fatigué et vouliez vous reposer?

— Oh ! Sire, plus maintenant !

— Eh bien, je vous nomme au poste, vacant en ce moment, de de président du Comité des ministres[2].

1. L'aventurier bien en cour qui fut une des causes principales du conflit russo-japonais.

2. Le *Comité* des ministres, qu'il ne faut pas confondre avec le *Conseil* des ministre (créé seulement en 1905, avec la Douma), était une institution interministérielle d'un caractère exclusivement bureaucratique. Le président de ce Comité cessait, tout en étant un haut fonctionnaire, de prendre directement part au gouvernement.

— Je remercie Votre Majesté. Mais il me faut lui expliquer ma situation. Avant de devenir ministre des finances, je servais dans l'administration des voies de communication; là, j'avais un traitement important de 30.000 à 40.000 roubles. Au ministère des finances, j'ai reçu davantage (le ministre des finances et le ministre de l'intérieur recevaient alors le triple de ce que recevaient les autres ministres, c'est-à-dire environ 65.000 roubles), mais je n'ai pas de fortune personnelle et j'ai l'habitude de vivre assez largement en dépensant ce que je gagne.

— Voyez-vous, reprend Nicolas II, vous avez concentré en vos mains trop de choses importantes et variées : les tarifs, le commerce des ports, certaines écoles, divers instituts, etc., etc. Vous êtes devenu, à vrai dire, par trop envahissant !

— Ah ! sire, j'ai fait au moins de ces tarifs, de ce commerce et de ces instituts une chose que ces « mort-nés » que sont les administrateurs des voies de communication n'auraient jamais pu faire, une chose véritablement vivante. Je ne puis travailler, moi, qu'à une chose qui m'intéresse, et le travail purement bureaucratique du Comité des ministres ne présente pas pour moi d'intérêt.

— Sergueï Youliévitch ! *opomnitiéss* ! (songez à ce que vous dites et à qui vous parlez) : le président du Comité des ministres est le second personnage de l'Empire, et vient après le président du Conseil de l'Empire...

Alors, Witté, comprenant qu'il ne s'agissait pas là d'une proposition de l'Empereur, mais d'une décision longuement mûrie, s'inclina, en disant simplement : « Je suis aux ordres de Votre Majesté. »

Le lendemain, Nicolas II faisait remettre au ministre congédié un cadeau de 400.000 roubles.

Les caractères des deux personnages de la scène que je viens de rapporter se dessinent ici fort nettement. On voit en particulier la gêne morale éprouvée par l'empereur, désirant ne pas même léser matériellement un homme, que certes il n'aimait pas, mais qui, du moins, l'avait servi avec éclat.

* * *

Je voudrais maintenant céder la parole à un personnage russe, membre, lui aussi, du Conseil de l'Empire, qui, ayant été frappé d'une disgrâce passagère, en a laissé le récit écrit. Celui-ci est parvenu entre mes mains : il me pardonnera de l'utiliser en raison des détails historiques qu'il contient.

« Le Conseil de l'Empire (après la création de la Douma) devait fixer l'ordre de ses travaux et s'entendre sur la méthode de discussion qu'il convenait de choisir. La loi prévoyait seulement la constitution de commissions spéciales chargées d'examiner les projets de loi envoyés par la Douma, avant qu'ils fussent soumis à la discussion générale en séance du Conseil. Les commissions avaient été organisées par entente entre les divers groupes du Conseil, en proportion du nombre de leurs membres : toutes les opinions y étaient donc représentées. Il restait à déterminer les détails relatifs au mode de travail des commissions et à leur règlement. Il fut constitué à cet effet une commission spéciale dont je fis partie.

« Une question importante entre toutes devait être résolue, à savoir quel serait le rôle des commissions spéciales dans la présentation des projets de loi aux séances plénières du Conseil. Sans doute, nous avions l'exemple de tous les Parlements de l'étranger, et la Douma s'y était ralliée sans hésitation. Les commissions spéciales, étant composées de membres élus par leurs collègues du Conseil à l'effet d'étudier en détail les projets de lois, avaient, dans tous les précédents mentionnés, le droit exclusif de faire rapport au Conseil réuni des projets examinés par elles. Tel n'était pas, cependant, l'avis du secrétaire de l'Empire, le baron Ixkoul, lequel soutenait que c'étaient les représentants des bureaux du Conseil, et non pas les membres des commissions compétentes, qui devaient rapporter les projets de loi en séance plénière. De cette façon, la chancellerie du Conseil aurait tenu en mains le Conseil tout entier et aurait réduit son action à zéro.

« Plusieurs membres de la commission spéciale, et je fus du

nombre, s'élevèrent contre une pareille conception anti-parlementaire. Je crus même devoir ajouter, pour marquer combien s'était modifiée, dans un sens favorable, l'attitude réciproque des membres du Conseil et des fonctionnaires de la Chancellerie, que leurs rapports me paraissaient actuellement « paradisiaques » en comparaison de ce qu'ils étaient il n'y avait pas si longtemps. Je citai même un exemple, celui de la discussion relative aux besoins de la noblesse, à la suite de laquelle nous avions été plusieurs membres à refuser de signer le procès-verbal de la séance, qui, sans nous avoir été présenté en brouillon, nous était révélé sous une forme ne correspondant nullement à la réalité des faits. Je terminai en disant qu'il serait fâcheux de compliquer le travail du Conseil de l'Empire en y laissant place à de semblables collisions.

« D'autres orateurs prirent la parole pour combattre, eux aussi, le projet de la chancellerie, et le projet du baron Ixkoul fut rejeté.

« Le secrétaire de l'Empire n'assistait pas à la séance de la commission, mais il y était représenté, du moins au moment où je pris la parole, par le secrétaire d'Etat de la chancellerie, le baron Disterlo, homme d'un caractère difficile, et n'aimant pas ceux des membres du Conseil qui ne faisaient pas partie du groupe de la droite. Peut-être fit-il part au baron Ixkoul de mon intervention, et peut-être celui-ci en parla-t-il à l'Empereur. Je ne sais, mais toujours est-il que, le lendemain de cette séance, je reçus, de bonne heure, la visite du secrétaire de l'Empire, venu pour me faire connaître que je devais quitter la capitale pour quatre mois, et que je ne devais plus paraître au Conseil de l'Empire, au cours des discussions actuellement pendantes ».

Il n'y avait qu'à obéir sans manifester ni surprise ni colère, comme avec reconnaissance. Quand on était ainsi victime d'une intrigue, — car ce n'était manifestement pas l'empereur qui avait découvert les motifs d'accusation, — il était nécessaire de ne pas montrer qu'on s'en aperçevait, ni qu'on en était affecté. En l'espèce, il fallait se défier

tout particulièrement du secrétaire de l'Empire, le baron Ixkoul, qui ne manquerait pas de rendre compte en haut lieu de la façon dont avait été reçu l'ordre d'exil. La victime réussit à merveille à dissimuler ses sentiments, tant et si bien que c'est le baron qui crut devoir lui témoigner toute sa condoléance personnelle. Questionné sur la cause de l'envoi en exil, il fit part des bruits qui couraient sur le mécontentement ressenti par l'empereur à propos de certaines discussions et de certains votes du Conseil. En même temps, un mot de lui laissa paraître que la correspondance privée de la victime avait été perlustrée, et qu'on y avait trouvé des vues politiques extrêmement sensées, mais déplaisantes pour le ministère réactionnaire et incapable qui venait de prendre les affaires, le ministère Gorémykine (1905).

« Pour le public, continue l'exilé, mon éloignement de la capitale reçut la forme d'un congé, et seul le président du Conseil de l'Empire fut mis au courant de la situation réelle. Comme j'avais l'habitude de partir de bonne heure pour la campagne, personne ne s'étonna et nul ne me posa la moindre question au sujet de mon départ ».

En somme, le conseiller momentanément exilé avait été victime d'une intrigue de cour, qui l'avait présenté lui, l'homme clairvoyant, mais dévoué au souverain, comme un libéral dangereux. Mais il faut dire, à la louange de Nicolas II, que, mieux informé, il sut revenir un peu plus tard sur son injuste décision. Les hautes fonctions dont fut, un peu plus tard, investi le conseiller qui nous occupe, prouvent que l'empereur défunt était capable de corriger certaines de ses préventions contre les hommes qui l'avaient servi. C'est un trait qui, pour avoir été rare chez lui, ne lui en fait pas moins grand honneur.

Jules LEGRAS.

WALTHER RATHENAU

Pour comprendre ce qu'était véritablement Rathenau dont un attentat stupide vient d'interrompre l'action politique à peine commencée, il faut se rendre compte d'abord de la crise grave que traverse en ce moment en Allemagne la notion même de l'État.

On sait la puissance formidable que représentait naguère l'État bismarckien. Solidement appuyé sur l'armée et la bureaucratie, ayant à sa tête un Empereur en qui s'incarnait l'idée nationale et qui apparaissait comme l'arbitre nécessaire entre les partis et les classes en compétition, soutenu par une idéologie qui érigeait en dogme la subordination absolue de l'individu à l'État, le pouvoir central de l'Empire allemand jouissait d'un prestige extraordinaire et d'une autorité sans pareille. Or la guerre n'a pas seulement renversé l'Empereur et les souverains allemands, ruiné l'ancien régime, détruit l'armée, changé le moteur qui donnait l'impulsion à tout le mécanisme ; elle a aussi affaibli dans des proportions à peine croyables ce pouvoir central naguère si fort. On parle aujourd'hui couramment en Allemagne de la décomposition de l'Etat, et on se la représente à peu près comme suit :

Jadis le principe le plus efficace de coordination entre les hommes était le sentiment religieux : au moyen-âge les grands groupements religieux avaient plus d'importance et de pouvoir que les groupements nationaux et politiques. Dans la période qui a suivi, les groupements à base politique ont vu leur influence grandir sans cesse, et finalement l'État national est devenu, dans les temps modernes, beaucoup plus puissant

que les collectivités religieuses. Aujourd'hui les groupements économiques prennent à leur tour une importance toujours plus prépondérante et tendent à primer les groupements nationaux et politiques : l'organisation rationnelle du travail humain passe au premier plan des préoccupations. A côté de l'État, et bientôt au-dessus de l'État se dresse le Syndicat.

Or parmi les syndicats, le plus puissant, aujourd'hui, est certainement celui où se groupent les dirigeants de la grande entreprise. Nul doute que son pouvoir réel ne dépasse de beaucoup celui des dirigeants politiques. L'État allemand s'est montré manifestement au-dessous de la tâche redoutable qui lui incombait. Incapable de s'acquitter des obligations que lui impose la liquidation de la guerre et la paix de Versailles, il est à l'heure présente, au bord de la faillite. Les finances publiques, lamentablement gérées, sont dans une situation désespérée, la monnaie nationale est totalement dépréciée : l'Etat se montre impuissant à équilibrer ses budgets, à arrêter l'inflation, à faire rentrer les impôts ; on se demande combien de temps encore il pourra payer l'armée croissante de fonctionnaires qu'il entretient ; il s'avère toujours plus incapable de maintenir la paix publique. L'oligarchie de la grande entreprise a infiniment mieux géré ses affaires. Dans la ruine générale, elle s'est du moins appliquée à sauver l'essentiel, c'est-à-dire l'organisation économique, et elle y a réussi. Elle est parvenue à maintenir et même à développer son outillage industriel et commercial, elle a remis en état les chemins de fer ruinés par la guerre et reconstitué sa flotte confisquée par les Alliés. Elle a repris la fabrication intensive des produits les plus variés et remis en train le commerce extérieur. Elle assure du travail aux millions d'ouvriers qui vivent de l'exportation et seraient réduits à mourir de faim ou à s'expatrier si elle venait à s'arrêter. Pour réussir dans cette tâche, elle ne recule devant aucun moyen : elle aggrave le déficit du budget en multipliant les dépenses susceptibles de développer la production, elle refuse à l'État les moyens d'existence en se soustrayant délibérément à l'impôt, elle essaye de le dépouiller des restes de sa puissance en mettant la main sur les chemins de fer, elle utilise

la chute du mark pour développer son commerce d'exportation, elle cherche le contact avec les patrons des autres pays pour créer avec leur concours une économie mondiale nouvelle, enlevant ainsi à l'État la maîtrise de la politique étrangère. Elle est en train de transformer l'Allemagne en un gigantesque consortium de firmes librement associées, groupées entre elles par des liens de solidarité toujours plus étroits et travaillant en liaison avec les firmes similaires de l'étranger. Elle a la conscience toujours plus nette de constituer une puissance autonome, possédant ses ressources propres, nullement solidaire de l'État, capable de survivre même à l'effondrement total du mark, à la faillite allemande, à la décomposition du Reich. La nouvelle féodalité industrielle, pratiquement indépendante de l'État, exerce en outre une action considérable sur les syndicats ouvriers. Car l'ouvrier, si défiant qu'il soit vis-à-vis du pouvoir patronal, se rend compte que dans l'état présent de la civilisation, il n'est pas capable de prendre lui-même en mains d'un jour à l'autre la direction de la formidable machine industrielle. L'exemple tragique de la Russie a démontré de façon éclatante le danger qu'il y a, pour la classe ouvrière elle même, à assumer les redoutables responsabilités du pouvoir, avant d'avoir fait un sérieux apprentissage de l'art difficile de la direction. Le travailleur allemand est d'ailleurs affaibli par la guerre, inquiet de l'avenir, plus disposé qu'autrefois à accepter pour guides, tout au moins provisoirement, des hommes dont l'expérience, les talents, l'envergure, la volonté, l'audace lui en imposent.

Rathenau est un des représentants les plus éminents de cette oligarchie de l'entreprise. C'est un virtuose de l'organisation économique, un des grands réalisateurs de l'époque, un chef dont la maîtrise s'est affirmée par des créations imposantes soit dans la paix, soit pendant la guerre : c'est l'homme qui a dirigé la dernière phase du développement de la puissante A. E. G. et organisé, au début des hostilités la société des matières premières de guerre, qui a rendu possible aux Allemands la prolongation de la lutte pendant des années. Nul ne peut contester qu'il connaisse à fond, non pas seulement com-

me théoricien mais aussi dans la pratique ce problème de la « mécanisation » qu'il a étudié tout au long dans ses ouvrages. Chacun sait qu'il a conçu un projet de réorganisation économique mondiale, et l'a décrite sous le titre de « l'Economie nouvelle ». Il a exposé une construction théorique fortement conçue. Mais ce n'est point un utopiste ni un idéologue abstrait. Beaucoup de gens estimaient qu'il avait l'étoffe d'un manieur d'hommes et possédait l'énergie active suffisante pour faire triompher ses conceptions dans le domaine des faits. Ses ambitions se déployaient dans le plan économique bien plutôt que dans le plan politique : elles étaient mondiales plutôt que nationales. Il aspirait, comme ses congénères, à mettre sur pied une organisation rationnelle de la production plutôt qu'à étendre la domination politique de son pays.

Mais sa physionomie présente certains traits, par lesquels elle se différencie très nettement de la plupart des chefs d'industrie de l'Allemagne.

Les dirigeants économiques allemands sont, d'abord, de tendance plutôt conservatrice que démocratique ou surtout socialiste. Avant la guerre, ils avaient en général partie liée avec les gens de droite. Depuis la révolution, les représentants de la grande entreprise font très habituellement campagne avec les Nationaux allemands, encore qu'ils ne se confondent nullement avec eux. Ils ont en effet un adversaire commun, le syndicalisme socialiste. Sans doute les conservateurs comme les grands patrons affirment très haut qu'ils ne sont pas hostiles au socialisme « bien compris » c'est-à-dire à un socialisme qui renonce au principe de la lutte des classes et proclame la solidarité nécessaire entre employeurs et employés. Mais les Nationaux détestent le principe international du socialisme, et les patrons, qui revendiquent pour eux la gestion de l'industrie allemande, sont à tout instant obligés de faire front contre le prolétariat organisé qui réclame de meilleurs salaires, ou une part plus large dans la direction des affaires. La lutte entre la droite et la gauche a ainsi pris un caractère de plus en plus aigu.

Or, Rathenau qui est un des plus illustres parmi les chefs

d'industrie allemands, fait au socialisme les concessions les plus étendues et consent à faire partie d'un ministère de gauche où les socialistes exercent une influence considérable. Sans doute il n'a aucune complaisance pour les faiblesses ou pour les utopies du socialisme courant. Il juge avec une impitoyable sévérité la médiocrité intellectuelle et morale du socialisme opportuniste qui fleurit aujourd'hui; il proclame nettement que le communisme intégral sur le modèle russe est une chimère, et ne peut conduire qu'à l'anarchie ou à la tyrannie d'une oligarchie rouge; il se déclare hostile à la « révolution de la rancune » qui aspire simplement par envie à la destruction des castes privilégiées; il tient pour irréalisable la répartition égale du bien-être entre tous; il croit à l'inégalité des capacités et revendique hautement pour l'élite les responsabilités du pouvoir. Mais d'autre part, il estime que l'iniquité primordiale sur laquelle repose toute la civilisation mécaniste, la division de l'humanité, en deux espèces rigoureusement séparées, la classe supérieure des travailleurs intellectuels et la classe inférieure des travailleurs manuels, doit être atténuée dans la mesure du possible. Il veut que le travailleur obtienne des loisirs suffisants et qu'on anoblisse son labeur en faisant de tout manœuvre l'ordonnateur et le surveillant d'un processus mécanique bien réglé. Il veut que, par une politique fiscale qui limite et impose rigoureusement l'héritage, la fortune acquise, le revenu, les dépenses somptuaires, on tende à diminuer autant que possible la distinction des classes et à procurer à tous un niveau de vie acceptable. Il veut que, par une large socialisation des moyens de production, on donne à l'ouvrier la sensation qu'il travaille directement pour le bien-être de la collectivité et non pour le profit d'un patron. Il demande que, par la création d'une hiérarchie complexe de Conseils de travailleurs, on édifie une vaste organisation syndicale qui assure la participation de tous les travailleurs à la gestion et au contrôle des entreprises. Par ce souci profond d'établir un régime de justice, d'atténuer les conséquences si douloureuses qui résultent de l'inégalité des dons et des situations, de relever matériellement et moralement la condition du travailleur,

Rathenau se différencie nettement soit des défenseurs de la tradition monarchique, soit des champions du droit divin patronal. Et ce qui est plus grave encore : Rathenau ne s'est pas borné à formuler dans ses ouvrages théoriques une idéologie fortement teintée de socialisme ; il a au conseil économique de l'Empire et au Parlement, comme député ou comme ministre, pris position en mainte circonstance du côté des démocrates et des socialistes contre les partis de droite. Il a « trahi » la cause des « défenseurs de l'ordre » et des « soutiens de la société» il s'est compromis avec les fauteurs de la révolution, il a lésé directement les intérêts de la caste dont il faisait partie.

De même qu'il n'était pas conservateur, Rathenau n'était ni impérialiste ni nationaliste. L'exploitation des peuples « inférieurs » par les peuples « supérieurs » lui paraissait quelque chose d'aussi haïssable que l'exploitation de la classe inférieure par la classe supérieure. Il était aussi éloigné que possible de toute superstition pangermaniste. Il avait senti de bonne heure le danger de l'impérialisme conquérant et du matérialisme égoïste d'avant-guerre. Il avait prévu avec certitude l'explosion de la catastrophe mondiale. Il avait eu tout de suite l'intuition du danger mortel que courait l'Europe et l'Allemagne. Jamais il n'avait été gagné par la griserie de la victoire. Dès 1916 il écrivait : « Je ne crois pas à notre mission mondiale, ni à celle de qui que ce soit, et cela parce que ni nous, ni personne d'autre n'avons mérité l'hégémonie. Nous n'avons pas le droit d'imposer notre façon de penser et de sentir aux nations civilisées de la terre, car, quelles que puissent être leurs faiblesses, nous ne nous sommes pas élevés encore à la volonté de notre responsabilité devant nous-mêmes. Nous sommes une génération de transition, vouée à l'épreuve destinée à servir d'engrais, indigne de moissonner ». D'emblée il avait compris la gravité unique du cataclysme déchaîné par la « guerre civile européenne », où les fondements mêmes de l'ordre économique ancien du monde étaient ruinés par la base et s'effondraient lentement. Il avait observé avec une horreur croissante et un pessimisme profond le vertige de folie, le tourbillon de haine où l'humanité se laissait envelopper. Et sans doute

Rathenau était un patriote sincère, soucieux de l'intégrité de sa patrie et de l'honneur national : il était de ceux qui avaient blâmé la précipitation de la demande d'armistice; il avait protesté contre la ratification du traité de Versailles; il avait conseillé la démission en masse de tous les gouvernements allemands et la remise à l'Entente du soin de régir les vaincus à son gré et sous sa responsabilité. Mais ce n'était à aucun degré un chauvin. Il déclarait tout net que si l'Allemagne s'abandonnait aux fureurs de l'esprit de revanche,elle était irrémissiblement perdue. L'avenir qu'il entrevoyait pour elle était tout autre. « De puissance, écrivait-il en 1919, il ne peut plus être question. Du petit cercle de l'oligarchie des peuples, nous sommes descendus dans le cercle beaucoup plus vaste du prolétariat des peuples. Le grand combat des peuples de la terre contre les protecteurs qui les oppriment, la lutte sociale à la seconde puissance, qui se termine par l'abolition du nationalisme comme la lutte des classes se termine par l'abolition de la classe, — ce combat nous le soutiendrons par des armes spirituelles, dans le camp des opprimés ». — Il ne concevait pas autrement le relèvement de l'Allemagne.

Et cela aussi ses adversaires ne le lui ont pas pardonné. Rathenau était parfaitement conséquent avec lui-même quand il se ralliait à la politique d'exécution du chancelier Wirth, quand il s'efforçait de coopérer à la reconstitution de l'économie mondiale, quand il essayait d'arriver par l'organisation des prestations en nature à un règlement du problème des réparations et du conflit avec la France. Mais ses ennemis affectaient de ne voir en lui que le juif cosmopolite, le sans-patrie indifférent à la grandeur de l'Allemagne. Rathenau avait déclaré la guerre à une certaine forme de l'esprit allemand dans laquelle il voyait un danger mortel pour son pays. Dès 1911 il écrivait : « J'ai lutté contre l'iniquité qui s'accomplit en Allemagne, car je vois surgir des ombres de quelque côté que je me tourne. Je les vois quand je passe le soir dans les rues tapageuses de Berlin; quand je vois l'insolence de notre richesse en délire; quand je perçois la vanité de nos discours truculents, ou que j'entends parler de cet exclusivisme pseudo-

germanique qui tressaille devant des articles de journaux ou des observations de dames de la cour. Une époque n'est pas exempte de soucis par le seul fait que le lieutenant rayonne et que l'attaché exulte d'espoir. Depuis bien des lustres l'Allemagne n'a pas traversé une période plus grave que celle-ci ». L'événement n'a que trop justifié ces craintes. Mais les représentants de la mentalité que dénonçait Rathenau et qui a causé la perte de l'Allemagne impériale, n'ont pas désarmé. Ils se sont retournés contre le prophète importun et ils lui ont fait payer cher sa clairvoyance.

Rathenau n'était pas nationaliste. Il n'était pas davantage le « chercheur d'or » qui ambitionne pour lui ou pour son peuple le profit illimité. Il comprenait, certes, la grandeur de cet effort vers la mécanisation qui a transformé notre planète et a permis à des masses croissantes d'êtres humains d'y vivre dans des conditions d'existence toujours plus acceptables.

Mais il voyait aussi les périls qu'elle impliquait. Il sentait profondément cette « iniquité primordiale » sur laquelle elle était fondée, dont elle vivait, et dont elle était condamnée à mourir. Il ne voyait donc pas le salut, pour l'Allemagne et pour le monde, dans le relèvement purement matériel. Ce n'était pas vers l'Eldorado de la richesse qu'il cherchait à guider ses compatriotes déçus par l'écroulement de leur rêve de puissance. Ce qu'il leur prêchait, c'était une réforme morale, une véritable conversion religieuse, c'était le retour à la vie de l'âme. Et, pour y parvenir, il les conviait à entrer courageusement dans l'Empire de la Pauvreté qui s'ouvrait devant eux :

« Pour nous adapter à une forme sociale future, écrivait-il, dans la nouvelle société, il faut que nous sachions ce qu'elle peut être, ce qu'elle doit être, ce qu'elle sera. Nous nous rendons compte que notre pérégrination ne nous conduit pas au paradis, mais dans un pays du travail qui restera longtemps un pays de la pauvreté, de civilisation misérable, où la culture supérieure sera gravement menacée. Alors devront se taire les boniments appris par cœur d'un doctrinarisme utopique à bon marché qui, à l'aide de quelques recettes mécaniques, évoque d'un coup de baguette magique le classique petit paradis d'une

culture d'usine tirée au cordeau avec ses félicités de béton peinturluré et nous garantit qu'aussitôt après l'introduction de la journée de six heures et l'abolition de la propriété privée, les horreurs du cinéma seront remplacées par des concerts classiques, les bistrots par des librairies populaires, les tripots par des conférences d'édification, les agressions nocturnes par des exercices de gymnastique, les romans criminels par du Gottfried Keller, les articles de bazar et la camelote par des œuvres d'un art manuel épuré, et que, des séances de boxe, courses de chevaux, exercices de grenades à main et tripatouillages de mercantis, va s'épanouir tout de suite une ère d'humilité et de charité.

« Dans la terre promise que nous annonçons, les classes sur qui repose aujourd'hui la culture allemande perdront presque tout, et le gain des prolétaires sera à peine perceptible. Mais pour cet avantage minime, il nous faut nous engager sur cette dure voie et nous la parcourrons avec bonne volonté et joie ; car du bien initialement insignifiant qu'est l'égalité des droits pour tous, surgira un idéal puissant de justice, de dignité humaine, de solidarité et de concorde humaines.

« C'est là sans doute une tâche qui demande des siècles ; pourtant, et pour cette raison même, il vaut la peine de parcourir cette voie si pénible. Nous voulons la connaître, nous voulons savoir qu'elle est la voie du sacrifice. Nous ne voulons pas nous laisser convier au carnaval par des fous qui éclateront en hurlements quand ils verront le mirage dont ils se sont abusés. Nous n'accepterons pas un salaire mensonger qui nous gâterait la fierté de notre chemin de croix ! ».

On le voit : Rathenau se détourne hautement du réalisme matérialiste. Ce capitaine d'industrie se double d'un prophète pour qui le remède à la crise que traverse le monde n'est pas seulement dans la reconstruction matérielle de l'Europe dévastée, dans le développement de la production, dans l'assainissement des finances, dans la réforme des institutions, mais doit être cherché avant tout dans une transformation profonde de la mentalité allemande elle-même.

Cette transformation, il le sait, est à peine commencée.

« Ne nous y trompons pas, confesse-t-il : nous sommes très peu différents de ce que nous étions jusqu'en 1914, voire même jusqu'en 1918. Jamais il n'y eut un peuple qui, totalement impropre à la domination du monde, se soit laissé entraîner de façon plus démesurée par son rêve de puissance, se soit vautré avec plus d'inconscience aux pieds de ses seigneurs et maîtres, — qui, énivré tout à la fois par la mécanique, l'éclat des armes et l'arrogance prusso-slave, se soit abandonné avec moins de résistance à la joie de servir et à la volupté de commander, et ait exécuté plus docilement tous les ordres des philistins galonnés qui jouaient les surhommes. Et quand la bulle d'écume et d'illusion eut crevé, — où se trouvera-t-il jamais un second peuple qui ait accepté de la sorte sans honte ni pudeur la chute l'opprobre, la honte, la dissolution, la menticité, l'ignominie, l'esclavage, et qui, oublieux de ses morts, ait célébré des fêtes ! Rathenau ne se fait pas d'illusions. Avant la chute c'était le « servilisme rugissant » qui s'étalait partout en Allemagne ; après, c'est le « servilisme cynique ». L'âme du peuple est aujourd'hui encore obnubilée, paralysée par le poison virulent dont elle avait été infectée. Mais il a conscience que, sous l'excès même des misères qui l'accablent, l'Allemagne peut être régénérée. « Parmi l'automne et le crépuscule, la gravité et les ténèbres, nous marchons, pour un siècle, au devant de combats et de rudes tribulations, au devant d'une époque où le sang et la vie ont peu de prix comme aux temps primitifs. Nous entrons dans ce sombre domaine, non pas inconscients et hantés de pressentiments comme nos pères, mais conscients et la tête haute. Au-dessus de la porte d'entrée flamboie le mot : expiation. Au-dessus de la sortie : régénération, cette régénération que nul ne verra de ceux qui sont entrés ».

Et la foi qu'il garde malgré tout dans les destinées de son pays s'exhale finalement en une sorte d'hymne qui ne manque ni de souffle ni de grandeur :

« Allemagne-Prométhée ! Si même tu ne secoues jamais les chaînes qui te rivent à ton rocher, si ton sang reclamé par les dieux se répand sur la terre dans l'opprobre et la douleur, supporte alors, supporte cette bénédiction de la souffrance qui

n'échoit qu'aux élus, aux forts ! Ne lutte plus pour le bonheur, car le sort en a décidé autrement. Ce n'est point la vengeance, les institutions, la puissance, le bien-être qui t'apporteront le salut. Sois ce que tu fus jadis, ce que tu dois être, ce que tu n'aurais jamais dû cesser d'être. Sois haïe et ne hais point ! Sois honnie et ne te défends pas !

« Allemagne-Samson ! Tes yeux sont aveugles et ton front dénudé. Tourne ton regard sur toi-même, tourne contre toi ta force titanique. Tu ne briseras pas les colonnes de la Terre, car le jugement ne t'appartient pas. Tourne la meule des Philistins, et chante le psaume de Dieu !

« Allemagne-Ahasvérus ! Tu n'as pas le pouvoir de mourir. Tes pieds errants parcourront la terre à la recherche d'une patrie. Tu mangeras un pain amer, et ta patrie ne sera pas ta patrie. Les étrangers te chasseront de leurs portes à cause de la lueur qui brille dans tes yeux fatigués.

« O Allemagne ! Aimée dans la folie de tes illusions, dix fois aimée dans tes erreurs et tes crimes blasphématoires, dix mille fois aimée dans ta souffrance et ton ignominie, que sais-tu de ta destinée ? Que sais-tu de ceci, c'est que tu es là à cause de l'Esprit, à cause de ton Esprit que tu ne connais pas, que tu as oublié, que tu renies? Malheur sur toi ! A cause de lui tu ne peux mourir ni trouver le repos. Tu es captive et envoûtée, et si les mains des hommes te laissent aller, tu tomberas alors entre les mains de Dieu.

« Nous qui ne sommes point d'humeur révolutionnaire, nous qui n'avons pas fait de révolution, mais à qui une révolution est tombée du ciel, nous qui n'avons pas le sens politique, qui sans foi et sans conviction avons joué avec la politique et la puissance mondiale et avons fait naufrage, nous qui, n'étant pas faits pour les biens de la terre, nous sommes laissés énivrer et aveugler, et sommes devenus repus et bêtes, voici : nous nous engageons dans l'Empire de la pauvreté, dans le séculaire royaume de la grande Révolution. Non pas pour récolter le bonheur, mais pour que s'accomplisse la loi, la loi de la régénération et de la renaissance de l'âme ! ».

Peut-être n'était-il pas inutile de citer ces textes d'un

lyrisme qui ne rappelle guère les harangues parlementaires, pour faire sentir quelle espèce d'homme était Rathenau. Alors que ses collègues de la grande industrie sont en général des réalistes très attachés aux biens de ce monde, épris de puissance et de richesse, profondément convaincus du primat de l'Economie, aspirant vigoureusement à réaliser le rêve hardi de l'exploitation intégrale de la planète par la technique rationnelle, Rathenau fut en même temps un prophète qui cherchait dans le domaine du Spirituel la cause des maux de son pays et le principe de sa régénération. Il croyait que l'origine dernière de la crise actuelle était une maladie de l'âme allemande et de l'âme européenne. Il pensait que le salut ne peut venir que d'une transformation profonde de la mentalité contemporaine. C'est dans ces dispositions qu'il a accepté la direction de la politique étrangère de la nouvelle Allemagne. Il n'a pas eu le temps de donner sa mesure. Avait-il la force créatrice et l'énergie persuasive nécessaires pour faire passer ses généreuses aspirations dans le domaine des faits? Ou faut-il croire qu'il n'était qu'un rhéteur éloquent que la mort seule a sauvé de l'inévitable défaite? — On ne sait. Il a voulu grand : cela suffira peut-être pour lui assurer une place honorable parmi les hommes de notre temps. Ce qu'on voit, c'est que l'esprit du passé qu'il détestait et qu'il méprisait s'est dressé contre lui et l'a brutalement supprimé. Nous avons le devoir de rendre hommage à un penseur hardi, à un homme courageux qui, en pleine conscience de l'énormité de la tâche, avait entrepris d'aider véritablement l'Allemagne nouvelle à naître et à prendre corps. Il savait qu'il était voué à la mort. Il avait été cent fois averti du sort qui l'attendait. Il est allé au devant de son destin avec un courage stoïque devant lequel on s'incline avec respect. Souhaitons qu'il trouve en Allemagne un successeur de taille à continuer l'œuvre commencée, et que sa mort — qui peut être le prodrome d'une crise grave — provoque la réaction salutaire d'où pourrait naître un avenir meilleur.

Henri LICHTENBERGER.

LA VIE PHILOSOPHIQUE

Un philosophe de la liberté : J.-G. Fichte

Le nom et la doctrine de Fichte ont été souvent mis en avant pendant la dernière guerre, lorsqu'on a tenté d'approfondir la mentalité des Allemands. On a fait de Fichte un apôtre du prussianisme, c'est-à-dire de l'Etat prussien organisateur et fort qui avait soulevé l'Allemagne contre Napoléon. Et on a dit vrai, si l'on considère les conséquences des enseignements de Fichte, mais non ces enseignements en eux-mêmes. Les Allemands avaient dénaturé la pensée fichtéenne en la rapetissant, en ramenant à elle les conceptions politiques qui ont sévi en Allemagne depuis le milieu du XIX^e^ siècle. Et le plus coupable de cette interprétation est certainement l'historien Treitschke qui, par la vigueur de ses convictions et de son style, par sa haute réputation, a plus que tout autre contribué à former les dernières générations de l'Allemagne, leur inculquant des principes purement prussiens et étatistes. C'est lui qui, plus que tout autre, a compromis Fichte, pour l'avoir transformé au profit de sa cause dans le discours sur *Fichte et l'Idée nationale* qu'il prononça le 19 mai 1862 à Leipzig, lors du centième anniversaire de la naissance du philosophe. Ce discours a plus profité à la réputation de Treitschke qu'à celle de Fichte, car l'éloge enthousiaste porte à faux trop souvent, malgré les apparences. « Quel malheur, » pouvait écrire M. Ernest Denis, dans son livre *La guerre*, « quel malheur que l'Allemagne pratique si peu ses classiques ! Qu'il serait utile aux Allemands de ne pas se contenter de quelques pauvres extraits qu'on leur donne de Fichte et de se reporter au texte même des *Discours à la nation allemande* ! »

Il convient aujourd'hui plus que jamais, au lendemain d'une guerre sanglante, de défendre l'Allemagne contre elle-même, de lui rappeler son passé dans ce qu'il a de plus grand, de présenter ses œuvres et ses penseurs dans leur valeur vraie, de remédier, autant que faire se peut, à un empoisonnement des esprits qui vient de cinquante années d'éducation impérialiste.

C'est à quoi certainement contribuera le livre remarquable de M. Xa-

vier Léon sur *Fichte et son temps*[1], ouvrage de pure science, entrepris longtemps avant la guerre, dont la première partie, achevée en 1919, vient d'être imprimée sans que l'auteur ait eu rien à y changer.

Sans doute, M. Xavier Léon reconnaît que Fichte, en inculquant au peuple allemand l'orgueil de sa mission divine, a pu favoriser ce « diabolisme » qu'il avait si rudement stigmatisé chez Napoléon. Mais il n'en souligne pas moins que l'attitude et l'intention de Fichte ont été très différentes de celles que lui ont prêtées la plupart de ses compatriotes. Et son livre doit établir que, dès sa jeunesse et jusqu'à sa mort, Fichte a été et est resté en Allemagne le disciple et l'apôtre fervent de l'idéal proclamé par la Révolution française :

« A travers toutes ces contradictions », écrit M. Xavier Léon, « Fichte réalise l'unité de vie la plus complète. Fidèle d'un bout à l'autre à l'idéal de sa jeunesse, luttant de toutes ses forces pour le triomphe d'une foi inébranlable en la Liberté et en la Raison, créant enfin un système, le Moralisme, qui, suivant sa propre maxime, est l'expression même de l'homme, il a donné au monde l'exemple, toujours rare, d'un philosophe ayant pleinement vécu sa philosophie.

« Par là aussi se détermine la place qui revient à Fichte dans l'histoire. On peut dire d'un mot qu'il a été, en Allemagne, le missionnaire des idées de la Révolution, et c'est ce qui rend sa personnalité si intéressante pour nous autres Français.

« On a souvent répété que Kant, dans sa *Critique*, avait en quelque sorte donné la théorie des principes de la Révolution française. Il a, en effet, dégagé l'idée de la Raison pratique, et il en a fait le centre de sa philosophie. L'individualisme de la morale kantienne en particulier repose tout entier sur la dignité de la personne humaine, sur son caractère de « fin en soi » expression même de la valeur absolue de la liberté. Or, c'est au nom de la liberté, au nom de la dignité humaine qu'a été faite la Révolution de 1789. Mais Fichte, disciple authentique de Kant, est, à proprement parler, le philosophe de la liberté; il mérite donc à ce titre déjà, lui aussi, d'être appelé un théoricien des principes de la Révolution. Fichte ne s'en est pas tenu à des abstractions; lui qui ne séparait pas la pensée de l'action, il a travaillé sans relâche à la réalisation de son principe, et il s'est fait en Allemagne vraiment l'apôtre de l'Idéal dont s'inspirèrent en France les promoteurs de la Révolution ».

On ne saurait poser une thèse avec plus de netteté et de force. Mais on ne saurait aussi mieux la démontrer que le fait M. Xavier Léon.

« Le premier acte de penseur, celui par lequel Fichte se signalait au monde à trente et un ans est pour affirmer la foi des temps nouveaux. *La revendication de la liberté de penser auprès des princes de l'Europe qui l'ont opprimée jusqu'ici, avec prière de la distribuer à leurs prêtres*, est toute inspirée du souffle révolutionnaire; elle en a l'accent, elle en a le lyrisme, elle en a même le ton menaçant ».

. . . . . .

« Plus significative encore, parce que c'est une œuvre délibérée et mûrie, sont les *Contributions destinées à rectifier les jugements du public sur la Révolution française*. Fichte y défend la Révolution contre ses détracteurs. Qu'on y prenne garde, ce n'est plus un appel aux princes, c'est déjà un appel au public, j'allais dire un appel au peuple, à son jugement mieux éclairé contre ceux qui le trom-

1. Xavier Léon : *Fichte et son temps*, tome I, *Etablissement et prédication de la doctrine de la Liberté*, Paris, Colin, 1922.

pent et qui ont intérêt à le tromper. Il s'agit non pas d'une justification *philosophique*, mais bien d'une justification *politique* de la Révolution. Toute l'exposition des principes s'appuie sur le *Contrat social* de Rousseau; elle aboutit à affirmer la légitimité de la Révolution. Des principes, Fichte enfin va droit aux conséquences de la Révolution, aux conséquences les plus extrêmes que bien peu d'esprits entrevoyaient ».

Il faut replacer cet écrit à sa date de 1793 pour en apprécier la très grande importance. La Révolution française a donné ses premiers résultats, dont quelques-uns ont été terribles. A l'enthousiasme pour ainsi dire unanime dont l'avaient saluée les penseurs allemands en 1789 ont succédé des sentiments de répulsion ou de crainte, ou tout au moins la réflexion critique. On accueille les idées de l'anglais Burke, dont les *Réflexions sur la Révolution française* ont paru en 1790 et qui, au nom de la tradition historique, condamne les principes abstraits et doctrinaires de réformateurs qui s'imaginent, avec Condorcet, qu'une bonne loi est faite pour le monde entier comme une proposition vraie. Un conseiller de la chancellerie de Hanovre, Rehberg, qui toujours s'était montré hostile à la Révolution française, s'était appuyé sur les *Réflexions* de Burke, dans ses articles écrits pour un journal d'Iéna, puis réunis en 1792 en ouvrage intitulé *Recherches sur la Révolution française*. Rehberg y attaquait J.-J. Rousseau et la Déclaration des Droits de l'homme. La Constitution d'un peuple, suivant lui, n'a rien de théorique; elle naît de l'histoire; elle peut n'être pas écrite. Il était le premier qui, en Allemagne, opposait nettement le développement organique à la création rationnelle. L'école historique allemande qui, bientôt, devait recevoir sa charte de Savigny, tire ses origines de Rehberg qui, lui-même, se rattache à Burke.

On voit si de tels écrits devaient agir sur des esprits qui, s'étant formés dans l'idéal humanitaire du XVIII^e^ siècle, ayant cru que la Révolution française allait du jour au lendemain réaliser cet idéal, avaient eu le spectacle de la Convention. Gentz, si admirateur de la Révolution à ses débuts qu'il écrivait à un ami en 1790 : « Je regarderais l'échec de la Révolution comme l'un des coups les plus cruels qui aient pu frapper l'humanité », traduit en 1792 les *Réflexions* de Burke, et en répand ainsi les idées en Allemagne. Gentz d'ailleurs reprochait à la Révolution française moins son nationalisme que ses excès.

Mais Fichte, en 1793, n'est pas effrayé par la brutalité d'un mouvement tel que la Révolution française, dont le nationalisme l'attire. Il est remarquable, écrit M. Xavier Léon, que

« Fichte ait attendu, pour prendre parti et pour affirmer publiquement ses opinions, l'heure même où la Révolution devient populaire, démocratique, jacobine... et sanglante, l'heure où l'inspiration de Rousseau deviendra prédominante, l'heure où la plupart de ceux qui l'avaient accueillie comme une délivrance vont se détourner d'elle avec une sorte d'horreur[1] ».

1. Page 143.

Ce fut justement l'ouvrage de Rehberg qui amena Fichte à écrire ses *Contributions destinées à rectifier les jugements du public contre la Révolution française*. Il ne la défendait plus dans le mouvement presque irréfléchi d'un premier enthousiasme; il apportait une œuvre de réflexion; il écrivait « le livre qui devait montrer la perdition totale des gouvernements et des mœurs du temps, en exposer les conséquences nécessaires, établir les fondements d'un gouvernement et de mœurs meilleures avec les moyens d'y parvenir ». Ce livre suivant l'expression de M. Xavier Léon, « c'était toute la philosophie de la Révolution ».

« Jusqu'à présent, disait Fichte, on avait prétendu — et c'était le cas de Rehberg — juger la Révolution soit à l'aide de raisons tirées de l'expérience, par l'histoire, soit à l'aide d'un principe utilitaire, par ses conséquences; et l'on tournait en dérision ceux qui prétendaient la juger à l'aune de la Raison. Or l'histoire se borne à constater les faits présents ou passés; elle ne saurait prescrire sa loi à l'avenir; l'intérêt est aussi particulier et aussi variable que les peuples et les temps. Il faut donc renoncer à chercher dans l'expérience ou dans l'utile le critère de nos jugements de valeur. Seule la Raison peut fournir une règle objective, seule aussi elle est le sanctuaire de la loi morale, de la loi qui, sans égard à ce qui est ou peut être, commande la réalisation de ce qui doit être. C'est donc son tribunal seul qui décidera de la légitimité de la Révolution[1] ».

Fichte s'inspire directement de Rousseau; il en est et il en restera sa vie entière profondément pénétré. Mais,

« il en appelle dès les premiers mots de son premier chapitre, de Rousseau mal compris à Rousseau bien compris, il proteste contre ceux qui, comme Rehberg, prêtent à Rousseau l'affirmation que toutes les sociétés civiles se fondent, *dans le temps*, sur un contrat; ceux qui parlent ainsi ne connaissent Rousseau que par ouï-dire et montrent qu'ils n'ont pas lu le *Contrat social*. Rousseau n'a jamais parlé du *fait*; il est trop clair que toutes les constitutions politiques sont l'œuvre, non d'une délibération réfléchie et d'un libre consentement, mais du hasard et de la violence; que toutes se fondent sur la supériorité de la force. Rousseau a parlé du Droit; et c'est du Droit qu'après lui et d'après lui Fichte va parler.

« Or on peut démontrer qu'en *droit* toute société civile doit reposer sur un contrat, explicite ou tacite, de tous ses membres, et que ce contrat est essentiellement révocable, que toute Constitution est modifiable.

« Le contrat étant, en effet, l'acte même de la liberté, si la liberté est inaliénable et inviolable, antérieure et supérieure à toute législation — elle exprime en l'homme la *loi* même, la loi morale qui est aussi la loi primordiale, l'état *de nature* — il s'ensuit que toute Constitution doit admettre la possibilité du changement, condition de tout progrès; celle qui considère le contrat social comme immuable, ainsi que le veut Rehberg, tend au fond à l'« esclavage de tous en vue de la liberté d'un seul », « à la souveraineté illimitée au dedans, au despotisme universel au dehors » — ce qui est, suivant Fichte, l'essence de toute monarchie — et il faut qu'elle soit changée.

« La clause qui déclarerait le contrat social immuable serait dans la contradiction la plus flagrante avec l'esprit même de l'humanité. Donc, comme le voudrait le conseiller de la chancellerie du Hanovre : « Je m'engage à ne jamais rien changer, ni laisser changer à cette constitution politique » reviendrait à dire : « Je m'engage à n'être plus un homme et, autant qu'il dépendra de moi, à ne pas souffrir que quelqu'un le soit; je me contente du rang d'animal savant; je m'oblige et j'oblige tous les autres à en rester au degré de culture où nous sommes parvenus.

1. Page 184.

« A l'exemple des castors qui bâtissent aujourd'hui exactement comme leurs ancêtres d'il y a mille ans, à l'exemple de abeilles qui disposent aujourd'hui leurs alvéoles exactement comme les abeilles d'autrefois, nous voulons que notre façon de penser, que nos maximes théoriques, politiques et morales restent dans mille ans pour nos descendants ce qu'elles sont aujourd'hui ! Et si un engagement de ce genre avait été pris, serait-il valable ?

« Non, homme, il ne t'était pas permis de promettre une pareille chose; tu n'as pas le droit d'abdiquer ton humanité. Ta promesse est contraire au droit et par conséquent, sans valeur légale... Jésus et Luther, génies sacrés, génies tutélaires de la liberté, vous qui, dans les jours de votre abaissement, vous précipitant avec une force de géants sur les fers qui enchaînaient l'humanité, les avez saisis, jetez, du haut des sphères que vous habitez, un regard sur votre postérité et réjouissez-vous à la vue des semences déjà levées et qui déjà se balancent au vent[1] ».

Voici comment M. Léon résume cette œuvre de Fichte, animée d'une conviction si ardente :

« Justification juridique de la Révolution, au nom des principes de la Raison et de la théorie du Contrat social; condamnation de l'absolutisme monarchique, au nom de la liberté de penser (là où la liberté de penser est entière, la monarchie absolue ne peut exister, déclare Fichte); dénonciation, au nom de la justice, de tous les privilèges du monde féodal et clérical, de la noblesse et du clergé; le servage et l'esclavage, la veille encore proclamés légitimes par un Justus Möser, considérés au contraire par Fichte comme exclus de la sphère des contrats comme un abus de la force et comme une violation des droits inaliénables de la personne humaine, enfin comme légalement nuls; une conception de la propriété toute transformée par cette abolition du servage, par la proclamation de la liberté du travail, du droit et de la nécessité pour chacun de vivre de son travail; toute une révolution économique fondée sur les bases de la Révolution politique; et aussi toute une révolution religieuse; la théorie du contrat appliquée à l'Eglise, justifiant le droit d'exproprier l'Eglise, au nom de l'émancipation des consciences; l'aliénation des biens terrestres aux mains du clergé, signe et résultat de la servitude de l'esprit; la reprise de ces biens considérée comme une reprise de la pensée libre, comme le témoignage de la liberté reconquise, tel est l'enseignement qui ressort de l'ouvrage de Fichte. Et, sous l'effort, pour se tenir sur le terrain des principes, on retrouve chez l'auteur le souvenir visible, le souvenir vivant des réalités, la connaissance et l'évocation de tous les grands faits de la Révolution, de tous les grands débats des assemblées révolutionnaires; quelque chose de plus encore que ce souvenir et que cette évocation, ou intérêt passionné pour cette Révolution, le souffle et comme l'accent du génie révolutionnaire jusqu'à la prophétie. « Que celui qui a des yeux pour voir, voie ! » Celui qui inscrivait ces mots, en guise de conclusion de ses considérations sur la transformation économique exigée, au nom des principes de la Révolution, par le respect de la liberté et de l'égalité humaines, savait, à n'en pas douter, les conséquences de ses principes; il les savait et il les souhaitait[2] ».

Fichte passa de ce jour pour démocrate et jacobin. C'était la réputation qui le précédait lorsqu'il fut appelé comme professeur à l'université d'Iéna en 1794; et cette réputation était bien fondée. L'historien de l'école romantique allemande, Haym, a pu écrire avec justesse : « La pensée de Fichte s'était formée sous l'influence de la remarquable

1. Pages 187-8.
2. Page 203.

tentative que faisaient les Français durant leur révolution pour transformer d'un trait de plume leur Etat en Etat conforme à la pure Raison. Les convictions philosophiques de Fichte sortaient de ses convictions politiques. Et c'est à bon droit que sa philosophie fut accusée d'être démocratique ».

Pourtant si les principes politiques de Fichte étaient tout proches de ceux de Rousseau, la doctrine philosophique dans laquelle il les faisait rentrer était d'une puissante originalité. Fichte sait bien que l'homme ne peut être ramené à l'état de nature qui serait un état d'innocence et de liberté ; cet âge d'or est loin derrière nous ; mais il en est un autre devant nous, qui sera le prix d'une lutte opiniâtre, d'un effort énergique et soutenu pour affirmer notre raison et notre liberté. Sans doute l'expérience de la vie est dure et d'autant plus pénible que l'homme apporte des désirs plus nobles ; mais qu'il ne se laisse pas abattre par la douleur et qu'il réalise par des actes un progrès continu : C'est la destination du savant de donner cet exemple et de servir ainsi de guide à l'humanité.

Car c'est l'essence de l'esprit de reculer son idéal à mesure qu'il avance ; c'est son essence de le considérer non dans l'Etre, mais dans le *Devoir Etre*. Cette poursuite du *Devoir Etre*, Fichte en fait l'idée maîtresse de la *Théorie de la science* qu'il enseigne à Iéna en 1794. Idée essentiellement morale. Elle est le fondement du système propre à Fichte qu'il a résumé lui-même dans le terme de *Moralisme*. C'est cette *Théorie de la Science* qui exprime ce qu'il y avait de plus particulier dans son génie. Elle a fait de lui, M. Xavier Léon le montre en quelques pages d'une très grande portée, le philosophe du romantisme, avant que le romantisme mystique ne se soit détourné de lui pour lui préférer Schelling. Fichte, par bien des côtés, était romantique.

« Il l'était », dit excellemment M. Xavier Léon, « par la puissance de son originalité, par le tour volontiers sarcastique de son esprit, par l'éclat de sa parole, par l'exaltation de ses convictions ; il l'était par son amour de la Révolution française, par son insatiable besoin de rénovation et de réformes, par son désir incessant d'agir et d'étonner le monde ; il l'était encore par son immense orgueil ; il l'était aussi par son socialisme intransigeant, volontairement paradoxal, et dont il aimait à dire qu'il fallait pour l'entendre un sens nouveau ; il l'était par sa haine du « sens commun », de ce plat rationalisme qui avait été le triomphe de l'*Aufklaerung* et du vieux Nicolaï ; il l'était enfin, il l'était surtout, par sa soif d'indépendance, par l'ardeur de sa foi en la liberté absolue, par cette poursuite d'un Infini dont il faisait l'idéal et la destinée même de l'humaine raison ».

Mais que souvent l'idée politique de Rousseau reparaît même au milieu de la pensée philosophique la plus originale de Fichte ! Dans sa *Théorie du Droit*, l'idée de l'Etat est directement inspirée du *Contrat social*, et il ne s'en cache pas. La nécessité rationnelle qui est à la base du droit, c'est la nécessité de l'existence sociale. L'homme est destiné à vivre en société ; l'homme ne se conçoit pas comme individu isolé « l'homme n'est homme que parmi les hommes ». Le droit par suite

est l'exigence de la Raison en vue de rendre possible la vie sociale. L'individu isolé n'est rien de réel. La morale a son objet et son but dans l'humanité, non dans l'individu. La moralité est un progrès sans fin, mais en vue de l'humanité. M. Xavier Léon fait justement remarquer que le caractère nettement social de la morale de Fichte contraste avec l'individualisme moral de Kant. « L'homme individuel n'est pas, comme Kant l'a vu, une fin en soi; il n'est qu'un instrument de la Raison, il ne réalise son devoir que par une communion avec le reste des hommes ». L'individu ne se conçoit que comme membre de la communauté des êtres raisonnables. D'où la nécessité d'une limitation dans la liberté; la subordination à une volonté générale qui est à la fois loi et puissance et que l'on appelle l'Etat. Il n'y a pas de droit possible sans la constitution d'un Etat capable de l'imposer par la force.

On voit poindre ici l'idée de l'Etat qui devait faire en apparence de cet apôtre de la liberté un apologiste de l'Etat prussien et qui a été si singulièrement exploitée en Allemagne par les partisans de l'omnipotence de l'Etat. Fichte l'exposait dès son séjour à Iéna, en 1797, bien avant qu'il enseignât à Berlin et qu'il prononçât ses *Discours à la Nation allemande*. Mais le fait même qu'il a exprimé ces idées à Iéna alors qu'il était accusé de jacobinisme et d'athéisme, prouve bien qu'il faut les entendre en leur sens véritable. Il pensait à un Etat idéal de raison et de liberté, fort opposé à l'Etat allemand, et dont une première forme, imparfaite sans doute, avait été réalisée par la Révolution française. La preuve en est qu'en 1798 il fut sur le point de céder aux appels de quelques-uns de ses amis qui lui demandaient de venir enseigner à Mayence, d'y préparer l'affranchissement de la Germanie avec un certain nombre de professeurs allemands, « unissant le plus de connaissances et de talents à l'amour de la liberté ». Et en 1799 il écrivait encore à Reinhold (le 22 mai) : « Si les Français n'obtiennent pas la suprématie la plus incontestée et n'arrivent pas, d'ici peu à d'années, à opérer un changement en Allemagne, ou du moins dans une notable partie de l'Allemagne, il en sera fait dans ce pays, de la sécurité pour quiconque aura la réputation d'avoir eu dans sa vie une seule pensée libre ».

C'est ainsi que Fichte se présente désormais d'après le premier volume de M. Xavier Léon, qui retrace sa vie universitaire jusqu'au jour où il quitta Iéna pour Berlin. Un deuxième volume traitera de Fichte de 1800 à 1807, un troisième de 1806 à 1814; ils doivent paraître successivement en 1923 et 1924. Mais, dans l'introduction qui ouvre le premier volume, l'auteur nous a déjà révélé sa pensée sur la carrière tout entière de Fichte.

Qu'on ne dise pas, affirme M. Xavier Léon, qu'à partir de 1800, Fichte, à Berlin, aurait eu une seconde philosophie qui serait le reniement de la première. L'*Etat commercial fermé* qu'il publie à Berlin, première

esquisse de l'Etat socialiste, est la systématisation philosophique des principes économiques de la Révolution française, que la Convention avait commencé déjà à mettre en pratique. Et, à la veille de la guerre contre la France, en 1806, Fichte déclare encore dans son *Dialogue sur le patriotisme et son contraire* que « le vrai patriote est le vrai cosmopolite celui qui cherche à réaliser dans son pays, les fins de l'humanité, la justice et la liberté ».

Arrive la catastrophe d'Iéna. L'armée prussienne est écrasée. Napoléon est entré à Berlin. Fichte écoute la leçon de Machiavel dont il a relu le *Prince*. Il ne renie pas les principes des Droits de l'homme qui doivent rester la charge de toutes les Constitutions, mais il estime que dans les relations d'Etat à Etat, ces principes sont insuffisants, qu'ils peuvent être un danger et une duperie !

« Machiavel opposé, en matière de politique extérieure à la Révolution française, tel est, pour Fichte, l'enseignement de la guerre de 1806. Faut-il en conclure que Fichte a abdiqué alors les croyances de toute sa vie ? » — Non, affirme encore M. Xavier Léon. Son second *Dialogue sur le Patriotisme*, de 1807, en pourrait fournir la preuve, comme aussi des *Fragments politiques*.

En 1813, même contradiction apparente entre les actes et les principes du philosophe.

« Saxon d'origine, Fichte se fait le héraut de la Prusse. Qui pourrait suspecter les sentiments patriotiques et loyalistes de celui qui avait prononcé les *Discours à la Nation allemande*? Quand il s'agit de la guerre pour l'indépendance, qui refuserait à Fichte l'honneur d'avoir réveillé l'esprit national dans son pays; qui pourrait, sans injustice, lui contester son titre de bon, de grand Allemand?

« Et voici le paradoxe. Celui qui a tant contribué à préparer en Allemagne l'affranchissement de la domination étrangère, au lendemain du jour où le roi a lancé son fameux *Appel à mon peuple* et proclamé la guerre pour l'indépendance, écrit, dans un *Fragment politique* les lignes qu'on va lire :

—Si nous ne gardions pas sous les yeux ce que l'Allemagne doit devenir, on n'attacherait pas grande importance à ce que celui qui gouvernât une partie de l'Allemagne fût un maréchal français, comme Bernadotte, qui, au moins autrefois, a vu flotter devant son esprit les images enthousiasmantes de la liberté, plutôt qu'un noble allemand, bouffi d'orgueil, sans mœurs, d'une brutalité et d'une arrogance éhontées. —

« On a bien lu : Un maréchal français à la tête d'une partie de l'Allemagne, parce qu'il a connu l'enthousiasme révolutionnaire, voilà l'hypothèse qu'envisage l'auteur des *Discours à la Nation allemande* en 1813, à l'heure même où la Prusse lève l'étendard de la révolte contre le joug napoléonien. Et sans doute il y a dans sa pensée une réticence, mais il y a aussi un regret : il suffit de voir la façon dont il qualifie le « noble allemand » pour être convaincu de quel côté vont les sympathies de Fichte ».

La phrase sur Bernadotte n'est pas seulement significative par elle-même, ajoute M. Xavier Léon; elle est significative par le reste du *Fragment* dont elle est tirée.

Elle l'est aussi, quand on la compare à certains passage des *Discours à la Nation allemande*, que les compatriotes de Fichte auraient dû lire de plus près : « Les Allemands, disait Fichte, sont un peuple naïf, original, le seul qui ne soit pas emmailloté dans des doctrines absolues; s'il se corrompt et s'il périt, l'humanité entière se corrompt et

périt avec lui. » Mais il ajoutait aussitôt : « Il faut élever une nouvelle génération qui honore dans sa patrie l'image et les gages de l'éternel humain et qui, un jour, commence le combat contre la pensée absurde et détestable de la monarchie universelle ».

Fichte croit peut-être, ou du moins veut faire croire aux Allemands qu'ils sont la nation qui peut tendre plus qu'aucune autre vers l'idéalisme de liberté qui fut toujours son rêve. La France s'en était détournée, à son sens, depuis qu'elle était tombée sous la domination napoléonienne. M. Xavier Léon l'explique bien :

« Fichte n'a jamais cessé de croire à la vertu de l'Idéal révolutionnaire, mais l'exemple que lui a donné la France subjuguée par Napoléon a inspiré sa conviction que si le peuple français, un moment porteur de l'Idéal, avait dans sa lutte pour le droit, versé le meilleur de son sang, il n'était, au fond, pas capable de liberté; il avait, suivant Fichte, toujours besoin d'un maître, et, tous les dix ans, de changer de maître. C'est au peuple allemand, né pour la liberté, vraiment autochtone — pour Fichte toute son histoire et toute la littérature l'attestent — que devait revenir en réalité la mission d'éducateur de l'humanité, un instant remplie par les Français; lui seul était capable de porter le flambeau allumé par la Révolution française, pour éclairer le monde, et d'assurer le triomphe de la justice et de la liberté sur la terre[1] ».

« Ainsi », déclare M. Xavier Léon à la fin de son introduction, « jusque dans sa lutte contre Napoléon, Fichte n'a pas renié sa foi première. Tout le secret de son patriotisme a consisté à vouloir transférer à la Nation allemande la garde de l'idéal que la Révolution française avait proclamé à la face du monde, que l'Empire français avait commis, selon lui, le sacrilège de profaner. Et dans l'ardeur de sa campagne pour refaire l'âme du peuple allemand en lui enseignant l'Idéal de la liberté et du droit, on retrouve chez Fichte, au seuil de la vieillesse, l'enthousiasme pour les idées mêmes qui avaient enchanté sa jeunesse. Fichte, dans sa vie, n'a pas plus changé d'attitude que, dans sa philosophie, il n'a changé de système. D'un bout à l'autre de sa carrière, Fichte est resté fidèle à lui-même. Il a voulu être et il a été l'apôtre du nouvel Evangile : l'Evangile de la Liberté[2] ».

Telle est l'idée qui a guidé M. Xavier Léon lorsqu'il a entrepris le grand ouvrage qu'il donne aujourd'hui au public. Fichte lui apparaît du premier jusqu'au dernier jour, comme le représentant de la Révolution française en Allemagne. La thèse est fortement construite, sur la documentation la plus scientifique; elle est en même temps présentée avec la clarté la plus harmonieuse, en un récit vivant et captivant. Ce premier volume sur *Fichte et son temps* est un livre de très haute valeur, qui fait attendre avec impatience les deux qui doivent suivre. Il est vraiment digne de remarque que ce soit en France que paraissent, au lendemain de la guerre, les plus belles études sur l'âme allemande. L'Allemagne, dans ces dernières années, ne nous a, sur ses penseurs, rien offert de comparable au *Nietzsche* qu'achève M. Andler, au *Fichte* que publie M. Xavier Léon, livres commencés avant la guerre, œuvres de savants d'une si haute conscience qu'en dépit des événements récents, rien dans leur pensée ne s'est modifié, n'a eu besoin de se modifier.

Joseph DRESCH.

1. Page 25.
2. Page 27.

VIE LITTÉRAIRE

Les lettres russes à l'étranger.

Le centre des publications russes et sur la Russie est en France la maison d'édition J. Povolotzky, 13, rue Bonaparte.

Une de ses plus importantes publications est celle des *Mémoires du général Denikine*, dont nous n'avons encore que deux volumes qui vont paraître bientôt en traduction française[1]. Le général Denikine a eu, durant la guerre, une carrière mouvementée. Il a eu la chance de commander uniquement en face des Autrichiens, et plus tard, des bolcheviks, c'est-à-dire en face de troupes médiocres, ce qui explique ses constants succès; mais ne signifie d'ailleurs pas que tout succès lui eût été refusé, si ses adversaires eussent été des Allemands.

Sous le titre de : *Esquisse des troubles russes*, le général commence ses mémoires avec les jours qui précédèrent l'abdication de Nicolas II. Mais il prend la précaution d'examiner d'abord si, à ce moment-là, c'est-à-dire au début de 1917, les trois *fondements* de la discipline russe étaient encore solides, à savoir ceux qu'on trouve formulés depuis des siècles dans la maxime militaire russe : *Pour la foi, pour le tsar et pour la patrie*. Etudiant alors un à un ces trois éléments, il constate que ces fondements étaient singulièrement ébranlés. Sur la *foi* du soldat russe, foi de formules et d'habitudes, beaucoup plus que foi profonde, le général écrit des pages courageuses et vraies. Lorsque c'était moi, un étranger, qui écrivais pareille chose, par exemple dans mes *Mémoires de Russie*, certains amis russes m'accusaient d'exagérer, voire même d'attaquer la foi orthodoxe et les officiers supérieurs n'avaient aucune idée de la réalité sur ce point précis. Ecoutons maintenant le général Denikine : il nous raconte comment un de ses régiments avait construit une jolie église de campagne; or, dans les premières semaines de la révolution, qu'en firent-ils ? — « Un lieutenant démagogue y logea une

1. *Olcherki rousskois mouly*; 1 tome en 2 vol. in 8, illustré, 30 fr. La traduction française est annoncée à la même librairie pour la mi-juillet.

compagnie et à la place de l'autel, on creusa un fosse... pour les feuillées ».

Le *Tsar* ? — Ni les officiers tant soit peu clairvoyants et au courant de la politique, ni les soldats ne lui conservaient leur dévouement d'autrefois. Quant à la *patrie*, personne, dit le général, n'a eu l'air de s'en soucier.

Après cet examen de conscience des soldats et des officiers, le général étudie l'organisation de l'armée russe telle qu'elle était avant la révolution. On rencontre ici également bien des vérités que l'on n'est pas accoutumé à trouver sous la plume d'un Russe. Voici par exemple ce qu'il dit des rapports entre les cadres et la troupe : « Les rapports des officiers et de la troupe n'étaient pas toujours, dans l'ancienne armée, appuyés sur des principes sains. On ne saurait nier que ces deux éléments étaient, dans une certaine mesure, étrangers l'un à l'autre, et cela parce que les officiers ne prêtaient pas une attention suffisante aux besoins moraux du soldat ». Sans doute, dit-il plus loin, la guerre a produit un rapprochement matériel entre les soldats et les officiers, mais sans faire disparaître les défauts de l'attitude des officiers envers leurs hommes.

D'ailleurs, ils sont, ajoute-t-il, en partie excusables. On a reproché aux officiers de ne pas éclairer leurs hommes sur les questions brûlantes liées à la guerre : c'est qu'un oukaze, publié peu avant la campagne, interdisait d'entretenir les soldats de pareilles questions. Les officiers intelligents et sérieux oublièrent la défense, durant la guerre nationale, mais combien d'entre les autres ne furent que trop heureux de n'avoir à penser à rien ?

Un chapitre intéressant et dur est consacré à l'ancienne armée dans ses rapports avec le tsar. Denikine constate qu'en fait, la résolution prise par Nicolas II de se mettre à la tête de son armée, ne donna pas de résultat sensible. Parlant du général Alexeyef, il raconte une scène des plus curieuses qui montre la fermeté d'âme du chef réel des armées russes.

Un jour, après un dîner officiel à Moguilioi, l'impératrice prit le bras d'Alexeyef et, en faisant avec lui une promenade dans le parc, mit la conversation sur Raspoutine. Non sans une certaine émotion, elle insista avec véhémence auprès du général sur son attitude, qu'elle estimait tout à fait déplorable, à l'égard du « vieillard, de cet homme admirable et sain ». Elle ajouta qu'on le calomniait, qu'il était ardemment dévoué à la famille impériale, et surtout que, s'il pouvait venir à la *Stavka* (le G. Q. G. russe), sa visite y apporterait le bonheur...

Alexeyef répondit sèchement que, pour lui, cette question était dès longtemps résolue. Il ajouta que, si Raspoutine se présentait à la *Stavka*, il donnerait, lui, chef d'Etat-major général, immédiatement sa démission.

« — C'est votre dernier mot ?

« — Assurément ! »

L'impératrice cessa brusquement de parler et s'éloigna, sans dire aurevoir au général.

Au dire d'Alexeyef, cette conversation eut pour effet de rendre plus difficiles les rapports entre l'Empereur et lui. Contrairement à ce qu'on en pensait généralement, leurs rapports mutuels, excellents en apparence, ne reposaient ni sur une certaine amitié ou intimité, ni même sur une confiance exclusive. Et le général Denikine ajoute tristement cette phrase infiniment sévère : « L'Empereur n'aimait personne, sinon peut-être son fils : c'est là qu'est le côté tragique de sa vie, comme homme et comme souverain ».

Décrivant ensuite le retour de Nicolas II à la *Stavka*, après son abdication. Denikine écrit :

« Tard dans la nuit, le train emporta vers Moguilief l'Empereur qui venait d'abdiquer. Un silence de mort, les stores baissés, et des pensées pénibles, pénibles. Nul ne saura jamais quels sentiments luttèrent dans l'âme de Nicolas II, — comme père, comme monarque et simplement comme homme, quand, en arrivant, il dit, à Alexeyef qui l'attendait, d'une voix hésitante et avec un regard fatigué et caressant :

— *J'ai réfléchi. Je vous prie d'expédier à Pétrograd ce télégramme.*

Sur une feuille de papier, l'Empereur avait écrit d'une main ferme qu'il consentait à ce que le trône passât à son fils Alexis.

Le général Alexeyef prit le télégramme, *mais ne l'envoya point*. Il était trop tard : la nation et l'armée avaient déjà lu deux « Manifestes »...

Le 31 mars 1917, le général Denikine, appelé par télégramme urgent à Pétrograd, apprit en y arrivant, d'un crieur de journaux qu'il était nommé chef d'Etat-Major général, auprès du général Alexeyef, promu généralissime. Une fois au Grand Quartier, il n'est pas long à saisir quelques-uns des défauts des bureaux, par exemple celui de jongler avec les millions de roubles. C'est ainsi que le bureau des chemins de fer proposa un jour à sa signature un engagement de dépenses se montant à quelques dizaines de millions de roubles, et destiné à rétablir la ligne de Varsovie... quand elle serait libre de l'occupation allemande...

Le général explique, ce que savaient d'ailleurs nos missions, que la stratégie du grand Etat-Major russe était tout entière celle d'Alexeyef, jaloux de son autorité et ne demandant d'avis à personne. Peut-être pourrait-il ajouter que le nombre de ceux qui possédaient le bon sens, les connaissances et « l'estomac » du général Alexeyef ne furent jamais nombreux au Grand Quartier russe.

Un chapitre ému est consacré au général Markof. J'ai connu ce très jeune général de 38 ans : figure rose et gaie, l'air d'un capitaine déguisé avec des étoiles, très aimable et très actif. Les autres officiers généraux ne paraissaient pas faire grand cas de lui. Denikine, qui l'a bien connu et aime comme un fils, fait de lui, au contraire, un portrait

flatteur. C'est bien l'officier russe de la génération qui entra dans guerre à une trentaine d'années : bouillants, brillants et, avec cela, capables de réflexion. Le général Markof acquit, dans la guerre sur le front autrichien, des lauriers nombreux, et fut tué par une balle bolchévique, durant l'éphémère avance de Denikine. Au premier moment de la révolution russe, il avait été envoyé à Briansk pour calmer une émeute militaire : il parle, on murmure. Tout à coup il s'écrie : « Si parmi vous se trouvait un de mes tirailleurs du régiment de fer, il vous dirait ce qu'est le général Markof ! — J'ai servi au 13e régiment, crie une voix ! — C'est bien vrai ? répond Markof. Ecartant alors les premiers rangs des assistants, il arrive au soldat, le saisit par le col de sa tunique, et lui dit : « C'est bien toi, n'est-ce pas ? Eh bien, tue-moi ! Les balles ennemies m'ont épargné je mourrai du moins de la main d'un de mes soldats ! » Comme toujours, ce sont les phrases les plus sottes, mais dites d'un certain ton qui retournent les foules. L'émeute fut calmée et Markof revint en joyeux triomphateur.

* * *

Le second volume des Souvenirs de Denikine est moins nouveau, peut-être, que le premier, mais il présente, lui aussi, beaucoup d'intérêt, surtout dans la seconde moitié, qui est fort dramatique.

Le général commence par étudier les divers modes employés pour démocratiser l'armée, et les divers organismes utilisés à cet effet. Il montre ensuite, dans les offensives de l'été 1917, l'aboutissement de cette démocratisation, et il termine le volume avec sa carrière de général gouvernemental.

Reprenons le détail de son argumentation. Le général constate d'abord que le gouvernement provisoire a touché d'une main trop lourde au haut commandement, Il n'est pas douteux que, parmi les nombreux généraux mis à pied par le ministre Goutechkof, il a pu s'en trouver qui n'étaient pas dépourvus de certaines qualités. D'autre part, j'ai vu de mes yeux, et Denikine l'a constaté également, que la réforme avait laissé à leur poste un grand nombre de non-valeurs. Reprenant ces constatations, Denikine écrit que l'armée, au début de la révolution, était une chose fragile, à laquelle il n'aurait fallu toucher que d'une main légère. Il exagère, certainement !

Nous assistons ensuite au démontage progressif des organisations de l'armée. On voit là, dans le déshabillé de ses discours non publics. l'un des personnages les plus néfastes de la révolution russe, un de ceux, rares d'ailleurs, à qui fit défaut le courage le plus élémentaire, le courage civique, le courage social, et le courage tout simplement, Cet homme, qui n'a jamais rien su comprendre ni entreprendre, qui n'a su faire que des gestes et des discours, et ne se montrer terrible

que vis-à-vis de ceux qui ne se défendaient pas, est une des figures qui déshonorent les débuts de la révolution russe, parce qu'il les a emplis de ses discours enflammés, mais vides, de son indécision et de sa couardise. Je veux parler, naturellement, de M. Kerenski.

Il serait trop long de montrer dans le détail, à la suite de Denikine, l'introduction dans l'armée de ces trouvailles de la révolution russe : l'abolition de la peine de mort (qui faisait, soit dit en passant, prononcer alors à Nabokof, récemment assassiné à Berlin, un discours d'allégresse dithyrambique), les comités, les commissaires, l'abolition des signes extérieurs du respect, et la déclaration des droits du soldat. Mais nous pouvons glaner çà et là des notations intéressantes. Tel ce mot de Kerenski, contraint, devant la dissolution de l'armée, de rétablir la peine de mort, et disant aux gens des Soviets qui réclamaient : « Attendez, avant de me juger, que j'aie confirmé ne fût-ce qu'une seule condamnation capitale ! »

Denikine raconte un épisode qui caractérise à merveille l'habitude de la soldatesque. Une séance de « comité » était devenue houleuse. Un orateur se distinguait par la violence de ses accusations : « Camarades, vous avez entendu ! Voilà où passait le bien des soldats. Nous souffrons, nous sommes à bout de forces, nous sommes mangés de poux, nous avons faim, mais eux (les officiers), ils nous enlèvent de la bouche le dernier morceau de pain ! » Tout à coup, du milieu de la salle retentit la voix sonore d'un officier sorti du rang, un brave à trois poils, doué d'une voix puissante.

— De quelle compagnie es-tu ?

Un silence se fait dans la salle, l'orateur se tait. La voix de l'officier reprend en scandant les syllabes : « De quelle compagnie est-tu, qu'on te demande ! — De la 7e ! » répond l'orateur.

Alors, dans l'auditoire se font entendre des protestations : « Il n'est pas de chez nous, ce type-là, jamais on ne l'a vu ! » « — Dis-moi un peu, reprit l'officier de sa voix profonde, « est-ce pas toi qu'es arrivé avec un renfort, et portais une grande pancarte? Où donc t'es-tu fatigué tant que cela, mon pauvre ami ? »

Du coup, l'assemblée est retournée, et l'orateur, confus, disparaît au milieu des huées. Mais telle est l'instabilité morale de cette soldatesque désœuvrée que l'orateur révolutionnaire qui succède au premier, envoyé par les Soviets de Pétrograd, obtient un plein succès — et que, dans la nuit, deux des officiers qui avaient discuté avec lui sont roués de coups et laissés pour morts.

Le général Denikine raconte ensuite, mais d'une façon superficielle, les offensives de 1917. Il lui manque évidemment les documents détaillés et complets au moins pour ce qui concerne les offensives du Front Ouest. Là, c'est le 1er corps d'armée sibérien *tout seul* qui fit la besogne dont furent effrayés les Allemands, au dire de Ludendorf.

Seulement ce C. A. n'était pas bien en cour à l'Etat-Major du groupe d'armées, et personne ne songea à mettre en relief son très utile effort. Denikine, qui cite le rapport du général Iskritzki, le commandant de ce C. A., ne le met pas en juste lumière. D'ailleurs, il fait ici moins de l'histoire que le tour de ses souvenirs, et, par suite, c'est sa personne toute seule qui prend de l'importance. Elle en prend même tellement que le général oublie sans cesse que, jusqu'à présent, il n'a commandé que devant des Autrichiens, et ici, pour la première fois, devant des Allemands. Sans doute, les troupes ont fui, ici, après la victoire, comme elles avaient fui dans les mêmes conditions devant les Autrichiens. Mais Denikine ne paraît pas se rendre compte de ce fait que, dans son armée, seuls, les généraux qui avaient battu les Allemands pouvaient être fiers d'eux-mêmes. L'Europe a admiré l'offensive de Broussilof, mais on a oublié de dire ce qu'elle avait coûté, et que les armées russes facilement victorieuses, ayant fait des centaines de mille prisonniers, ne firent plus un pas en avant quand intervinrent les Allemands.

Denikine raconte ensuite l'aventure du général Kornilof. Celui-ci, à peine nommé commandant en chef, avait fait passer Denikine du groupe d'armées de l'Ouest à celui du Sud-Ouest, ancien fief de Broussilof, alors démonétisé, puisque Kornilof lui succédait dans le poste suprême. Sur les raisons de l'entreprise de Kornilof contre les Soviets, nous ne trouvons ici rien de nouveau, parce que Denikine était alors loin dans le sud, et, par suite, mal informé. Mais il n'en subit pas moins le contre-coup de cette entreprise. Les soldats déclarèrent qu'il y avait là une conjuration des généraux, et ils arrêtèrent les leurs. Denikine et ses camarades, y compris le lieutenant tchèque Klétsanda, que nous avons retrouvé en Sibérie, furent jetés en prison à Berditchef, dans des conditions de rare brutalité, puis de là, sur un ordre venu de Pétrograd, conduit, sous escorte à la prison de Bouikhif, près de Mohniliof (Mohilev), où ils retrouvèrent Kornilof. Quelques mois plus tard, ils devaient s'en échapper pour commencer une nouvelle odyssée que nous racontera la suite des mémoires du général Denikine. Il n'est pas douteux que ces futurs volumes seront dignes, par l'intérêt de leur contenu, de ceux que nous venons de résumer.

* * *

Sous le titre de : *Mes tribulations en Russie soviétique* (in-8°, 85 pages 5 frs.) M. Povolotzky publie la traduction d'un petit livre de M. Victor Tchernof, qui est extrêmement intéressant. M. Tchernof est socialiste révolutionnaire, et, comme tel, ainsi que tous ses camarades, il est particulièrement poursuivi de leur haine par les bolcheviks. Ainsi qu'il l'explique fort justement, l'hostilité des dictateurs bolcheviks

envers les partis de gauche provient de ce qu'ils craignent leur concurrence plutôt que celle des partis bourgeois.

On ne peut résumer ce livre, qui montre un perpétuel jeu de cache-cache entre Tchernof et les sbires des bolcheviks. D'ailleurs, l'auteur, qui s'y connaît en la matière, affirme que la police de sûreté des bolcheviks n'est nullement comparable à celle de l'ancien régime, où, avec des moyens plus limités, on faisait un travail plus méthodique et plus sûr. Par là s'explique l'extraordinaire audace de Tchernof, qui, se sachant poursuivi, et sa personne mise à prix, pénètre cependant dans une réunion des imprimeurs, et y prend la parole !

Je m'en voudrais de ne pas citer textuellement le passage que voici :

« Les délégués (travaillistes) anglais me firent l'impression d'hommes sérieux et pratiques qui connaissent leurs buts et les moyens d'y arriver, ne s'arrêtant pas à contempler les dehors reluisants, ils surent mettre les doigts dans les « plaies » du peuple russe, crucifié par la dictature bolchevique. On n'en peut dire autant des délégués du parti socialiste français, Cachin et Frossard, qui battirent le record de la crédulité et de la légèreté. Ces messieurs, se considérant comme « les hôtes des autorités soviétiques » tinrent à se montrer « absolument loyaux » envers elles, c'est-à-dire qu'ils s'abstinrent d'entrer en rapports avec les adversaires de celles-ci. Mieux encore : s'étant chargés de nous transmettre des lettres de la part de quelques-uns de nos amis politiques de l'étranger, ils les remirent aux autorités bolchéviques, à charge par elles de nous les faire parvenir... ce qui équivalait à une trahison... »

Le livre de M. Tchernof est un des plus vivants de ceux qui ont paru sur les Soviets.

* * *

A la même librairie, M. Boris Sokolov a publié un curieux petit livre intitulé, en traduction française : *Le voyage de Cachin et de Frossard dans la Russie des Soviets* (6 fr. 50). C'est le récit, accompagné de preuves documentaires, de la visite de cette couple de naïfs qui se sont laissés chambrer et rouler par les bolchéviks. A cette couple crédule, on n'a montré que ce qu'on voulait laisser voir, et on a flanqué à la porte M. Lafont, leur camarade, et sa femme, parce que tous deux savent le russe. Il est entendu qu'on n'accepte et ne fête en Russie, sous les bolchéviks que les gogos qui ignorent le russe comme Wells, Nansen, Cachin, Frossard, Morizet et bien d'autres. Le présent volume nous montre comment on s'y prend là-bas pour tromper les visiteurs. Il faut ajouter d'ailleurs que le couple bruyant de nos représentants communistes n'a pas montré le cran du communiste allemand Mienk, lequel fut bel et bien coffré par les Soviets, parce que, sachant le russe, il avait appris trop de choses.

Nous signalerons enfin, à la même librairie, la 4e édition du *Lénine* de M. Landau-Aldanof (6 fr. 50). C'est une étude curieuse du caractère et de l'activité du pape bolchévik, poussée sans bienveillance, mais

avec pénétration, et écrite avec agrément. Je n'en citerai que quelques lignes (p. 70) : « J'ai cru en entendant Lénine, m'a dit le jeune Kannegiesser, entendre la voix de Girolamo Savonarole... « Et l'auteur continue :« Savonarole ? Oui, peut-être. Il y a du Savonarole en Lénine, et plus encore, il y a en lui quelque chose de ces fanatiques dont est remplie l'histoire des sectes russes. Au point de vue moral et intellectuel, cet homme tient de Savonarole et de Tartuffe. C'est une nature complexe et pauvre en même temps : complexité ne veut pas dire richesse. Un fou rusé comme tous les fous, un petit savant doublé d'un petit visionnaire, un connaisseur des masses qui ignore tout de l'homme ; c'est un *primitif compliqué*, une combinaison de traits simplistes : fanatisme élémentaire, folie élémentaire... »

* * *

Les éditions Bossard (43, rue Madame) publient un second volume de M. Kouprine, le *Bracelet de grenats*, traduit avec grand soin, mais un peu méticuleusement par M. Henri Mongault. M. Kouprine se meut plus aisément dans les grands ensembles que dans les nouvelles courtes. Cependant, il ne se montre pas trop préoccupé, dans les dix nouvelles que contient le volume, de cette psychologie appuyée qui détone si souvent sous la plume des romanciers russes de second rang. Il semble évident que le talent de M. Kouprine réside surtout dans la possibilité de raconter, de la façon la plus captivante, ces *aventures*. Ici, l'auteur peut utiliser sa faculté d'observation du monde extérieur, qui est remarquable, et son invention, qui a de jolies trouvailles. C'est pourquoi je préfère, dans ce volume, les nouvelles intitulées *Gambrinus*, *Lénotchka*, *Au fond des Forêts* et le *Soleil liquide*. *Gambrinus* est la description d'un bouge à matelots des bas-fonds d'Odessa, d'un musicien juif et d'un *pogrom* ; c'est vivement brossé, et d'une psychologie à l'emporte-pièce qui me plaît beaucoup plus que les mièvreries tristes du roman russe moderne. *Lénotchka* narre une rencontre entre un officier supérieur et une femme qu'il a aimée jadis ; notes douces et véridiques, sans éclats, comme la vie. Le *Soleil liquide* est le récit attrayant d'une expérience « extraordinaire » réalisée par un vieux savant tant soit peu fou. Cette longue nouvelle ne languit pas un instant : elle est la preuve de l'aptitude de M. Kouprine à conter plutôt qu'à analyser, aptitude beaucoup plus rare qu'on ne croit dans la littérature en général et dans la littérature russe contemporaine en particulier. Le *Bracelet de grenats* est un volume fort plaisant à lire.

Jules LEGRAS.

VIE POLITIQUE

AUTRICHE

Le cabinet Seipel[1].

Mis en minorité pendant qu'il défendait son pays à la Conférence de Gênes, le chancelier Schober, a, le 24 mai, souligné devant le Conseil national l'incorrection de ce procédé, puis remis aussitôt la démission du cabinet tout entier. Les pourparlers préliminaires engagés entre les chrétiens-sociaux et les pangermanistes en vue de reformer l'ancienne majorité bourgeoise qui avait soutenu le ministère ayant aplani le terrain, MM. Weiskirchner, Mataja, Odehnal, et Seipel, au nom des chrétiens-sociaux, purent aussitôt commencer leurs délibérations avec MM. Dinghofer, Franck, Straffner et Kandl, représentants du parti pangermaniste. Dès le 25 mai, un premier résultat est acquis : le nouveau gouvernement sera formé de parlementaires chrétiens-sociaux et pangermanistes, et soutenu par une coalition de ces deux « partis bourgeois ». Mais l'ensemble du parti de la « grande Allemagne » approuve-t-il cet abandon de l'attitude d'opposition prise depuis le traité de Lany? Au troisième Congrès pangermaniste, qui s'ouvre le 26 mai à Gratz, M. Dinghofer plaide vigoureusement pour la participation ministérielle : même si les chrétiens-sociaux semblent suspects et si l'on ne croit pas à la vitalité de la nouvelle Autriche, il est nécessaire, affirme-t-il, de collaborer avec eux pour éviter la ruine imminente du pays et lui permettre de subsister jusqu'à l'heure du rattachement inévitable à l'Allemagne; sans doute les deux partis sont divisés sur les questions religieuses, mais une trêve peut être conclue facilement puisque c'est les questions économiques qui pour l'instant sont au premier plan, et que les prochaines élections auront lieu en octobre 1923, et enfin les pangermanistes exerceront au gouvernement plus d'influence que dans l'opposition :

« La politique extérieure nous tient particulièrement à cœur; à cet égard nous exigeons absolument que la politique du gouvernement ne perde pas de vue l'idée

1. V. *Vie des Peuples*, 10 juin 1922. « La situation ministérielle en Autriche »

du rattachement... La participation ministérielle nous offre la possibilité de maintenir la politique du gouvernement sur la ligne du rattachement et d'empêcher que la dissolution économique et politique de ce pays n'ajourne pour des années peut-être la réunion avec la nation-sœur ».

En dépit d'une certaine opposition, le Congrès approuva le rapport Dinghofer et la coalition avec les chrétiens-sociaux par 307 voix contre 58.

Le problème de la majorité gouvernementale était ainsi résolu. Mais sur le choix des titulaires des portefeuilles, tout faillit casser au dernier moment. Pour la chancellerie, la chose était relativement aisée : le poste revenait au parti chrétien-social, comme le plus nombreux du Conseil national, et il proposa naturellement son chef, Mgr Seipel, député et professeur à la Faculté de théologie de Vienne, ancien ministre de la prévoyance sociale dans le cabinet Lammasch. Mgr Seipel accepta de prendre le pouvoir, à condition que le portefeuille de l'instruction publique fût attribué à son parti. Les pangermanistes, après avoir refusé cette condition, consentirent moyennant la garantie que ni les questions de personnes ni celle de la réforme de l'enseignement ne seraient tranchées sans eux. Les pangermanistes, ensuite, s'opposèrent absolument à la présence dans le nouveau cabinet de M. Schober, que Mgr Seipel voulait mettre à l'intérieur, et refusèrent de se charger des finances, alléguant qu'au parti le plus nombreux incombait la responsabilité de ce poste difficile. De ces pénibles négociations sortit une liste de sept chrétiens sociaux (Seipel, chancelier, Ségur, finances, Vaugoin, guerre, Buchinger, agriculture, Schmitz, prévoyance sociale, Odehnal, transports, et Schneider, instruction publique), trois pangermanistes (Frank, vice-chancelier et intérieur, Kraft, commerce, industrie et travaux publics, et Waber, justice) et enfin un fonctionnaire, Grunberger (affaires étrangères). Le Conseil national, le 31 mai, élut le cabinet par 101 voix des partis bourgeois contre 58 voix socialistes.

Le chancelier Seipel exposa aussitôt le programme du nouveau gouvernement. Lui-même, dit-il, partisan convaincu de l'ancien régime et ancien membre du cabinet Lammasch, était rallié à la République depuis la révolution et comprenait la nécessité de travailler pour le peuple autrichien dans la République. Les chrétiens-sociaux, affirma le prélat-chancelier, considèrent la nouvelle Autriche comme viable et condamnent, au moins actuellement, la campagne pour l'union à l'Allemagne; les pangermanistes au contraire ne voient de salut pour l'Autriche que dans le rattachement; en formant un ministère avec les chrétiens-sociaux, ils ne renoncent pas à leurs idées, mais ils reconnaissent que, vu la gravité de la situation actuelle, il est nécessaire d'empêcher à tout prix la ruine imminente du pays. Ainsi les deux partis sont d'accord pour sauver l'Autriche de la faillite, et la faire vivre jusqu'au moment où l'on verra si son existence peut être

assurée par d'importants crédits étrangers ou si elle n'a que la ressource de s'unir à l'Allemagne. Crédits étrangers, augmentation des recettes, diminution des dépenses par d'énergiques mesures financières c'est le programme du nouveau ministère comme de ceux qui l'ont précédé.

De cette déclaration, moins intéressante par son contenu que par la ferme volonté qu'on y reconnait, il est bon de rapprocher le programme personnel que Mgr Seipel a exposé quelques jours avant de prendre le pouvoir. Le 25 mai, dans une réunion du parti chrétien-social, il énumérait en effet une série de mesures nécessaires à la reconstitution de l'Autriche : continuation de la politique suivie par les gouvernements antérieurs en vue d'obtenir des crédits étrangers, un emprunt pour la création d'une nouvelle banque d'émission et la suspension de l'hypothèque générale établie par le traité de Saint-Germain au profit des vainqueurs; réduction du nombre des fonctionnaires par une réforme administrative et suppression du déficit des entreprises publiques; augmentation des impôts et des tarifs des monopoles; création d'une banque d'émission autonome, l'Etat s'engageant à ne pas émettre de monnaie à cours forcé et à ne pas recourir à la banque pour ses besoins; lutte contre le chômage par le développement des ressources de l'industrie autrichienne grâce au perfectionnement technique, par une meilleure utilisation de la durée du travail, et une adaptation des salaires à la situation économique générale; enfin, pour remédier aux lenteurs de la procédure parlementaire, remise au gouvernement seul, ou à un comité ministériel, ou à un organisme muni de pouvoirs spéciaux et pouvant comprendre le comité parlementaire pour l'emploi des crédits, le chancelier, le ministre des finances et trois spécialistes choisis par le chancelier hors du Parlement, du droit de décider les mesures financières.

Il n'y a pas beaucoup d'idées nouvelles dans ce programme, et celles qui s'y trouvent semblent d'une réalisation difficile : les milieux ouvriers n'accepteront jamais « l'adaptation des salaires à la situation économique générale » parce que la hausse des salaires est justifiée par l'élévation du prix de la vie; d'autre part, la création d'un comité financier muni de pouvoirs dictatoriaux est une mesure dangereuse et difficilement acceptable dans une démocratie comme l'Autriche : le ministre des finances Gurtler n'a-t-il pas été renversé parce qu'on lui reprochait son « absolutisme financier ? »

Mais, dans la crise très grave que traverse l'Autriche à l'heure actuelle, les déclarations ministérielles ont-elles une si grande importance ? La reconstitution de l'Autriche n'est plus un sujet de discussions théoriques : l'heure presse, et la jeune république danubienne ne peut être sauvée que par une action rapide et énergique. Les nouveaux ministres en sont-ils capables ? Certains d'entre eux sont bien choisis :

le chancelier est un ecclésiastique cultivé, habile, prudent, nullement sectaire, ayant le sens des réalités et une rare énergie; depuis la révolution, bien qu'il n'ait pas encore été au pouvoir, il a dirigé, en fait, d'une manière plus ou moins occulte, toute la politique du parti chrétien-social; c'est donc une personnalité de premier plan, sur qui l'on peut fonder de grandes espérances. M. Grunberger fera aussi un excellent ministre des affaires étrangères : actif et énergique, il a pris part comme fonctionnaire ou comme ministre du ravitaillement à presque toutes les négociations des chanceliers autrichiens avec les alliés; il connaît donc les principales personnalités de la politique et de l'administration en France et en Angleterre et il est également compétent dans les affaires politiques et économiques. Le choix des pangermanistes Kraft et Frank n'est pas moins heureux. Mais que dire des autres? Le ministre des finances Ségur est un inconnu, et, à moins d'une révélation imprévue, ne semble guère qualifié pour ses importantes fonctions; les services que MM. Buchinger, Schimitz, Odehnal et Schneider ont rendu comme « militants » chrétiens-sociaux sont des titres bien insuffisants pour justifier leur présence au gouvernement dans une période critique. Le cabinet Seipel est donc fort inégal et peu homogène; mais il reste que les ministres les moins qualifiés ne seront sans doute que des instruments aux mains du chancelier.

La coalition des chrétiens-sociaux et des pangermanistes existe en fait d'une façon plus ou moins avouée, depuis que les socialistes sont passés dans l'opposition. Même lorsqu'ils n'étaient pas représentés au gouvernement, les pangermanistes ont soutenu de leurs votes des cabinets de chrétiens-sociaux et de fonctionnaires, tel celui de M. Mayr. Dans le premier cabinet Schober, formé sur la base d'un accord limité entre les chrétiens-sociaux et eux, ils avaient un portefeuille, celui de M. Waber. Ils vont plus loin, cette fois, en déléguant trois de leurs membres dans un cabinet qui compte sept chrétiens sociaux. Leur passage, ainsi attesté, de la collaboration tacite à l'alliance avouée est le fait essentiel qui explique les qualités et les défauts du nouveau gouvernement. Il a sur le cabinet Schober l'avantage d'être parlementaire et de s'appuyer sur une majorité numériquement assez forte, et directement intéressée à son existence, puisqu'il est formé de ses membres; en outre, la gravité de la crise économique et la puissance même de l'opposition socialiste au Conseil national et surtout hors du Parlement contribueront à maintenir l'union des partis bourgeois pour sauver le pays de la faillite et lutter contre les progrès du socialisme. Mais ces avantages ont pour contrepartie deux sérieux inconvénients : l'absence des socialistes et l'influence grandissante des pangermanistes.

Le récent effondrement de la couronne montre que la situation de l'Autriche est plus grave que jamais : Les décisions que le nouveau

cabinet est appelé à prendre sont donc d'une portée exceptionnelle, et il est regrettable pour l'Autriche comme pour ses créanciers éventuels, que le parti socialiste, qui représente une fraction importante de la population n'ait pas voix au chapitre. Mais il est peu vraisemblable que les partis bourgeois recourent sans le consulter à des mesures héroïques, qui seraient difficilement applicables s'il ne les acceptait pas.

Le gain d'influence qu'enregistrent les pangermanistes est un fait plus grave, surtout au point de vue français, car il implique un redoublement de la propagande pour l'union à l'Allemagne. Sans doute Mgr Seipel a montré d'une manière ingénieuse dans sa déclaration ministérielle que partisans et adversaires du rattachement étaient d'accord sur la politique présente, et que le problème du rattachement était ajourné à cause de la gravité de la situation. Mais le député Dinghofer, le chef du parti pangermaniste, prenant la parole après le chancelier, n'a-t-il pas déclaré au Conseil national que ses amis collaboraient avec les chrétiens-sociaux dans la seule vue de gagner du temps jusqu'à ce que la révision des traités et le rattachement soient devenus possibles ? Il a même ajouté :

« Nous attendons du gouvernement qu'il modifie l'orientation trop unilatérale de la politique extérieure du cabinet précédent, et qu'il n'hésite pas à tenter de rendre le sort de notre peuple et notre situation économique plus supportables en s'attachant à une révision du traité de paix ».

La presse du parti s'exprime avec plus de clarté encore : non seulement elle accueille sans enthousiasme le nouveau cabinet et se montre défiante à l'égard du chancelier, mais elle exploite en faveur du rattachement le désespoir causé par la chute de la couronne. D'ailleurs les pangermanistes ont l'habitude de changer vite de politique envers les cabinets qu'ils ont promis de soutenir : leurs rapides volte-faces ont coup sur coup fait tomber les ministres Mayr et Schober. Aussi faut-il envisager avec quelque scepticisme la durée de l'actuelle coalition, et, comme les chrétiens-sociaux ne peuvent pas gouverner réduits à leurs seules forces, est-il permis de mettre en doute la solidité du nouveau cabinet. Mais surtout tout gouvernement autrichien dépend de l'étranger : si les Alliés tiennent à empêcher la ruine de l'Autriche et consolider la position du nouveau cabinet bourgeois, il est nécessaire qu'ils accordent largement à ce pays l'aide financière tant de fois promise et ajournée. Ce sont ces retards, c'est l'insuffisance des crédits de fortune alloués jusqu'ici qui ont fourni à la propagande germanophile ses meilleurs arguments. Les Alliés n'ont qu'à continuer dans cette voie, et l'on est sûr que le cabinet Seipel ne restera pas longtemps au pouvoir, et que la dernière tentative de sauvetage de l'Autriche aura bientôt échoué.

Emile DELAGE.

ITALIE

L'Italie a été encore une fois déchirée pendant les derniers jours de mai et les premiers jours de juin par la lutte entre les fascistes et les communistes, entre l'esprit de conservation nationale et l'esprit de révolution sociale. Le faible gouvernement de M. Facta, qui venait à peine de surmonter les difficultés de la Conférence de Gênes, s'est trouvé en présence de troubles de place publique, de batailles de rue. Il n'a pu imposer sa volonté par la force, n'a pu recourir qu'à une pression sur les chefs de partis. Tant que l'Italie sera politiquement divisée, aucun gouvernement ne pourra trouver une base assez solide pour imposer la loi et vaincre l'obstination des partis. Les principaux responsables de la situation ne sont peut-être pas les extrémistes, socialistes ou fascistes, mais les représentants de l'opinion moyenne, libéraux, démocrates et même populaires qui savent que la grande masse du pays est derrière eux, et qui ne savent pas renoncer à leurs petites ambitions personnelles pour constituer une solide majorité de gouvernement.

Règlement de l'affaire de la Banca di Sconto.

Ce n'est pas que le ministère Facta soit inactif. Sans posséder les qualités brillantes des hommes politiques de premier plan, M. Facta apporte à ses travaux une pondération d'esprit, un clair bon sens qui lui permettent de rétablir lentement les situations compromises. Ceux qui l'ont vu présider la Conférence de Gênes savent qu'il s'est acquitté de ses fonctions avec le plus grand tact. C'est pour l'Italie un excellent Président; il faut remarquer cependant qu'il a plutôt les qualités d'un Président de la République que les qualités d'un Président du Conseil. Quoi qu'il en soit, son action a donné des résultats importants. Il a réussi à résoudre l'affaire de la *Banca di Sconto* d'une manière à peu près satisfaisante pour tous.

On se souvient du krach retentissant de la grande banque italienne, krach survenu en décembre dernier. Par suite de combinaisons peu régulières avec certains établissements industriels, la *Banca di Sconto* était amenée à suspendre ses paiements. L'émotion fut grande dans toute l'Italie. Le krach pouvait devenir une catastrophe pour la petite épargne. Le gouvernement de M. Bonomi intervint et établit un moratorium. M. Facta vient de liquider cette vieille affaire.

Il supprime la *Banca di Sconto* et il la remplace par une banque nouvelle. Ce sera la *Banca Nazionale di er edito* dont le capital initial est de 250 millions. Cette banque remboursera à peu près intégralement les fonds des déposants de la *Banca di Sconto*. Les dépôts infé-

rieurs à 50.000 lires seront remboursés en quatre versements. Au-dessus de 50.000 lires, les déposants ne toucheront que 85 % de leurs dépôts. Jusqu'à 10.000 lires les dépôts seront remboursés en argent. Au-dessus, une partie des dépôts sera remboursée en actions de la nouvelle banque.

Quant aux administrateurs de la *Banca di Sconto*, on n'a pas encore statué sur leur sort. A la Chambre, pendant la séance du 22 mai, un député de droite a donné lecture des sommes fabuleuses que les administrateurs s'allouaient à titre d'émoluments. L'instruction judiciaire ouverte contre eux n'est pas encore terminée. Leurs biens sont sous séquestre.

Les troubles de Rome.

C'est le 24 mai, anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie, que les grandes agitations de place publique recommencèrent. Les Romains avaient décidé de ramener dans leurs murs ce jour-là, la dépouille mortelle d'Enrico Toti que l'Italie considère comme un de ses héros les plus purs. Toti, infirme de naissance, marchant avec des béquilles, s'était engagé dans un régiment combattant. Frappé à mort au cours d'un combat, il se redressa et, avant de mourir, jeta ses béquilles dans la direction de l'ennemi.

Le 24 mai après-midi, le corps de Toti arrive à Rome. Il est reçu à la gare par un long cortège où figurent les associations patriotiques, la municipalité, les représentants du roi et de la reine. C'est une procession imposante qui descend à travers les rues de Rome, lente et pompeuse comme un triomphe antique. Le corps de Toti n'est plus porté directement au cimetière. Il fait le tour de la ville, il passe même le Tibre, pénètre jusqu'aux quartiers les plus reculés, les plus violemment communistes. Il est déjà nuit quand le cortège arrive au Transtévère vieux quartier de révolution. Des cris se font entendre. Enfin, après avoir traversé Rome encore une fois, le cortège s'engage sous la porte Tiburtine, arrive dans le faubourg de Saint Laurent-hors-les-Murs. Soudain, des coups de feu partent d'une maison. La bataille commence. On est aux portes du cimetière. Aussitôt après l'inhumation, les fascistes redescendent dans le quartier Saint Laurent, résolu à punir ceux qui ont osé les attaquer. Ce sont des bagarres de nuit. La police intervient. Des auto-mitrailleuses arrivent à Saint-Laurent, s'emparent des rues. C'est contre les communistes, qui ont d'ailleurs porté les premiers coups, que les attaques de la police sont dirigées. Le *Cercle des cheminots*, le *Comité de défense prolétarienne* sont pris d'assaut. 182 individus sont arrêtés.

Les organisations syndicales décident de protester. Le 25 mai au matin, elles proclament la grève générale. Les services publics eux-

mêmes font grève. Le gouvernement est encore une fois obligé d'intervenir.

A la Chambre, on interpelle M. Casertano, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur. On lui demande s'il admet cette grève, quelles mesures il compte prendre. M Casertano déclare que, si la grève ne finit pas le jour même, il la fera finir le lendemain.

Des paroles si énergiques étonnent, car chacun sait combien sont faibles les bases de ce gouvernement L'extrême-gauche pousse des clameurs et proteste. A la fin de la séance, M. Casertano comprend qu'il s'est laissé emporter trop loin, il juge la faiblesse de son pouvoir. Il n'a voulu parler, dit-il, que des services publics, du service de salubrité et d'autres services essentiels. Ce n'est pas ainsi, évidemment, que la Chambre l'avait entendu.

Le 25, le 26, le 27, Rome est en grève. Des groupes se forment sur les places, des disputes éclatent. Les fascistes qui rencontrent des ouvriers grévistes dans la rue ou dans les cabarets leur reprochent leur conduite. Un incident porté à la tribune par M. Casertano montre le caractère de ces rixes, l'état d'esprit des deux partis. Dans un cabaret de la place Saint-Apollinaire, des ouvriers grévistes sont réunis. Ils profitent joyeusement des journées de repos que les syndicats leur ont octroyées. Ils jouent à la brisque ou à la mora, ils chantent, ils boivent, ils font du vacarme. Vacarme régulier cependant, si l'on peut dire, et qui ne saurait motiver l'intervention de la police. Ceci ne plaît pas à certains fascistes qui errent par les rues, sourdement irrités que, malgré leur interdiction, cette grève puisse avoir lieu. Les chefs des fascistes ne leur ont donné aucun ordre. Les fascistes se concertent pour imposer silence à ces braillards.

Trois d'entre eux pénètrent dans le cabaret. « On fait trop de bruit ici, disent-ils. Il faudra se taire. — Et de quel droit nous dites-vous cela ? répondent les buveurs. — Nous sommes agents de la sûreté et vous devez nous obéir ». Les buveurs ne sont pas des révolutionnaires bien ardents ou bien courageux. Ils se taisent. Les trois fascistes sortent, tout fiers de leur exploit.

Un jeune cimentier, pourtant, n'a pas été persuadé par les trois personnages. Le vin qu'il a bu ne lui a pas fait perdre toute sa lucidité : « Ce ne sont pas des policiers, dit-il, voulez-vous parier que ce ne sont pas des policiers? On essaie de lui faire oublier l'incident. On n'y réussit pas. L'idée des policiers s'est enfoncée dans cette cervelle que le vin déjà rend confuse. Cianfroca veut savoir. Il n'a d'ailleurs aucune colère.

Au bout de quelques instants, il sort. Il a bien bu; il va acheter quelques sous de lupins, car les lupins renouvellent la soif. Dehors il aperçoit les trois compagnons qui l'ont tant intrigué. Il va vers eux, « Allons, dites-le-moi, leur dit-il avec son obstination d'ivrogne, vous n'êtes pas de la police ». Les trois hommes ont sans doute la tête

très troublée. L'un d'eux, chauffeur des chemins de fer, a été blessé la veille aux funérailles de Toti. Cianfroca s'avance vers lui. Le chauffeur croit à une attaque et, perdant complètement l'esprit, il tire son revolver et tue le pauvre Cianfroca presque à bout portant. Effarés de ce qu'ils viennent de faire, les trois fascistes prennent la fuite.

Dans ces bagarres de trois jours, trois hommes sont tués, quarante-quatre blessés. On comprend, par l'épisode du meurtre de Cianfroca, qu'une grande part de ces meurtres doit être imputée à l'énervement des foules et à la peur, beaucoup plus qu'à une action décidée. La plus grande responsabilité revient aux chefs des partis qui déchaînent de tels désordres, au lieu d'en éviter l'occasion. Le 27 mai, la grève est terminée. Rome rentre dans le calme.

L'occupation de Bologne par les fascistes.

En même temps, des troubles éclataient à Bologne, troubles plus graves que ceux de Rome et dont les causes étaient plus profondes.

Les pays du Reno et du Pô inférieur (Bologne, Modène, Ferrare, Rovigo, etc...), régions éminemment agricoles souffrent d'un malaise à peu près inconnu à nos campagnes françaises. Le sol est possédé par de grands propriétaires ; les ouvriers agricoles, au lieu de tenir à quelque patrimoine comme les paysans français, forment un vaste prolétariat. Il n'est pas de lutte entre industriels et ouvriers français qui égale par sa violence la lutte des ouvriers agricoles de ces pays contre les propriétaires terriens.

Depuis longtemps, les socialistes ont organisé dans ces pays des syndicats ou ligues agricoles. Ces syndicats qui remontent déjà à une quarantaine d'années, étaient arrivés à se rendre maîtres de la distribution du travail dans le pays. Les propriétaires étaient obligés de passer par eux et, à plus forte raison, les ouvriers.

La guerre leur a enlevé une grande partie de leur influence. En prenant parti contre l'esprit national, les ligues rouges ont provoqué une forte réaction. Les fascistes, par leur violence, ont fait sentir que la puissance des ligues rouges était limitée. Beaucoup d'ouvriers, qui s'étaient groupés à côté des rouges parce qu'il les croyaient les plus forts, sentant le vent tourner, les abandonnèrent. Les Rouges durent compter à la fois avec les fascistes et avec l'influence des catholiques du parti populaire. Les fascistes organisèrent des syndicats nationaux. Dès l'ouverture de ces syndicats, les adhérents affluèrent. Visiblement, la tyrannie des rouges avait lassé tous les esprits paisibles. La province de Ferrare presque tout entière abandonna les syndicats rouges. Dans la province de Bologne, les nationaux trouvaient trente mille adhérents, dans la province de Modène quinze mille.

Les Rouges se défendirent. Si un grand nombre de leurs adhérents les

abandonnaient, leur position matérielle était encore très belle. Ils occupaient la mairie de presque toutes les communes paysannes; ils étaient en grand nombre aux conseils provinciaux. Ils faisaient adjuger à leurs adhérents les travaux publics, les fonds appartenant à des sociétés nationalistes. Tout le travail était donné aux adhérents des rouges qui, étant beaucoup moins nombreux qu'autrefois, ne souffraient jamais d'aucun chômage.

Il y avait là une situation difficile et qu'un parti, même plus modéré que le parti fasciste, aurait difficilement admise. Comment supporter que les travailleurs qui avaient quitté les syndicats rouges fussent, de ce fait, privés de travail? Les fascistes firent appel aux particuliers qui, naturellement, engagèrent avec le plus grand plaisir ces ouvriers non socialistes. Mais cela ne suffisait pas et les fascistes ne voulurent pas admettre que les adhérents de leurs syndicats fussent écartés de toute entreprise publique.

Le préfet de Bologne, M. Mori semble avoir eu dans cette affaire une attitude assez étrange et qui ne pouvait que mécontenter les fascistes. A toute demande des syndicats nationaux il opposa des refus. L'administration, disait-il, avait des contrats avec les ligues rouges. Elle était obligée de respecter ces contrats.

Cependant les ouvriers des syndicats nationaux étaient contraints au chômage. Les fascistes firent remarquer au préfet que ces ouvriers faisaient partie naguère des syndicats rouges que les anciens contrats avaient été signés au nom de l'ensemble des adhérents et qu'il était naturel, puisqu'une véritable scission s'était produite, que les dissidents emportent avec eux une partie des contrats. Il était juste que ces dissidents eussent la même part que s'ils étaient restés dans les organisations rouges. Le préfet refusa.

Les fascistes alors, montrant une patience inaccoutumée, essayèrent d'un nouveau moyen. Profitant de ce que certains régions avaient momentanément besoin de main-d'œuvre, ils amenèrent leurs adh - rents dans ces régions. Les ouvriers des pays de chanvre, où la récolte était perdue, chômaient; ils les firent passer dans les pays de riz.

Là-dessus, décret du préfet venant paralyser cette action nouvelle. Le Préfet interdisait à tout syndicat agricole de placer un ouvrier hors de sa province, hors de sa commune, hors de son hameau. La mesure ne concernait que les propriétaires particuliers. Pour les entreprises publiques, le roulement de la main-d'œuvre restait permis. En fait, c'était l'interdire aux nationaux, la permettre aux rouges. Ainsi les ouvriers agricoles sans travail chez eux n'avaient plus le droit de chercher leur pain ailleurs.

Un mouvement éclata. Il fallait s'y attendre.

Les socialistes provoquèrent ce mouvement. Sans cesse des bagarres éclataient entre les deux partis. Ces bagarres n'avaient pas eu encore

de conséquences graves, lorsqu'on découvrit le cadavre d'un fasciste militant secrétaire du Fascio de Santa-Viola faubourg de Bologne. Ce cadavre portait de nombreuses blessures. Mais on ne put savoir si ces blessures n'avaient pas été causées par une grenade transportée par lui. Quelques jours après un autre nationaliste succombait. C'était M. Oggioni, vice-président des Jeunesses nationalistes de Bologne. Celui-là avait bien été assassiné. Personne ne pouvait garder aucun doute. Des inconnus l'avaient abattu à coups de fusil, par derrière, comme il rentrait chez lui la nuit.

Le Fascio de Bologne, excédé, proclama l'état de guerre. Il remit ses pouvoirs à un comité d'action et, le 28 mai, publia un manifeste. Ce manifeste exposait la situation et dégageait les fascistes de tout lien de discipline. Il les lançait contre tous les socialistes, pour une lutte sans merci.

« Fascistes » disait-il. « Vous avez l'obligation de vous rappeler que tout représentant des partis adverses est responsable de la situation actuelle ; que tout cercle, tout magasin coopératif est une tanière où s'ourdissent contre nous des embuscades et des guets-apens ».

Cette proclamation terrifie la population bolonaise qui s'attend aux pires excès. Dès le 29 mai, on voit arriver des campagnes de véritables bataillons de fascistes. Tout cela monte vers la ville. Les fascistes réclament le rappel du préfet, la suppression du décret interdisant le mouvement des ouvriers de commune à commune. Des manifestations se forment dans les rues de Bologne. Elles enfoncent chaque fois des barrages de police, arrivent jusqu'à la préfecture. Le Gouvernement envoie à Bologne deux fonctionnaires chargés de faire une enquête sur la situation. Mais il refuse de céder à des mouvements de foule.

Des provinces de Modène, de Ferrare, les fascistes se mettent en marche. Bologne devient le centre de ralliement du fascisme de toute la région. Ils traversent les villages, répandent la terreur partout, obligent les socialistes à se cacher, incendient les Bourses du travail, les sièges de coopératives. Le 31 mai, ils sont 10.000 à Bologne. Ils s'installent sous les arcades qui bordent les rues de la ville. Ils y passent la nuit. D'ailleurs les nuits sont très chaudes. Certains s'installent dans les églises et les transforment en dortoirs. Par sympathie ou par terreur, la population les nourrit.

On se demande à quels excès peut se porter cette masse d'hommes campant dans les rues d'une ville. Les Bolonais voudraient bien que le gouvernement leur cédât. Sans doute les bourgeois comprennent que l'État doit garder son prestige. Mais un préfet rappelé, cela ne leur paraît pas très grave, surtout lorsqu'ils pensent que ce préfet a commis beaucoup de maladresses, qu'il est le principal auteur de cette situation, enfin que leur ville risque d'être mise au pillage.

Hors de Bologne, l'Italie presque tout entière blâme les fascistes d'agir avec violence ; mais elle sent que, cette fois, leur action est en partie justifiée.

Les actes de ce préfet Mori sont de plus en plus étonnants ; et, dans la nuit du 1er au 2 juin, il fait enlever par la police les principaux fascistes.

Cette mesure mettrait sans doute le feu aux poudres, lorsque, le jour même, arrive un ordre du comité central du fascisme, représenté par Benito Mussolini.

Mussolini félicite les fascistes de Bologne. Pour une fois, dit-il, le gouvernement a voulu montrer son pouvoir de résistance. Il faut attendre maintenant les résultats de l'enquête. Si le gouvernement le rend nécessaire, l'agitation recommencera. Elle aura alors plus d'ampleur encore et Mussolini lui-même viendra se mettre à la tête des troupes fascistes.

Le Comité d'action de Bologne obéit à cet ordre. Les fascistes de Bologne se dispersent. Le préfet Mori est parti pour Rome où il va s'expliquer sur son attitude. Les troubles sont terminés. Ainsi les fascistes se retirent sans avoir obtenu ce qu'ils réclamaient.

La dissolution du groupe de la Démocratie.

L'acte de Benito Mussolini est la conséquence de la nouvelle situation parlementaire qui s'est créée au cours du mois de mai. Le groupe de la démocratie qui avait réussi enfin à se former à la fin de 1921 et qui réunissait les représentants des gauches italiennes, à l'exception des populaires et des socialistes, n'a été qu'une coalition momentanée. Il a provoqué la chute de M. Bonomi ; il n'a pas su lors de la formation du cabinet Facta, imposer sa volonté à la Chambre. Il se dissout aujourd'hui, parce qu'il n'a pas un clair programme d'ensemble, parce qu'il compte dans ses rangs tous les Présidents de Conseil possibles et que ces personnages ont intérêt à former des coalitions avec la droite ou avec la gauche, où leurs concurrents ne seront pas représentés. Ceci explique la tendance de chaque candidat à briser le groupe de la démocratie, à former un groupe plus restreint qu'il puisse gouverner et qui ait toute liberté de manœuvre. C'est l'histoire perpétuelle de la faiblesse des gauches libérales italiennes.

Dès les premiers jours de mai, on apprend qu'un nouveau groupe s'est formé : le groupe de la démocratie sociale ; 44 députés démocrates ont adhéré au nouveau groupe. 18 seulement osent envoyer immédiatement leur démission au groupe de la Démocratie. Aussitôt un grand mouvement se déclenche dans ce groupe. Chacun veut reprendre sa liberté. Certains veulent se retirer vers la droite, s'unir à la droite libérale ; d'autres pensent à former un groupe de la démocratie

italienne. Ce groupe serait surtout formé de Napolitains; ils choisiront comme chef M. De Nicola. On parle aussi d'un groupe de la Démocratie du travail. Il aurait pour chef M. Beneduce ancien ministre du travail. Ce groupe, naturellement, tendrait les mains vers les socialistes. Le reste formerait les démocrates indépendants.

Les partisans de M. Giolitti font tous leurs efforts pour maintenir l'union du groupe de la démocratie. Ce groupe, en effet, était une masse puissante par le nombre que M. Giolitti pouvait opposer à ses ennemis les populaires. Il annihilait M. Nitti en l'englobant. Mais les efforts des giolittiens demeurent vains.

C'est au milieu de ce mouvement de recomposition et de reformation qu'éclatent les troubles de Rome et de Bologne. Benito Mussolini, qui est à Rome, sent le danger. Il sent que les nouveaux chefs des petits groupes issus de la Démocratie cherchent des appuis parlementaires étrangers à leur propre parti. Il sait que de grandes avances sont faites par M. Nitti aux socialistes. Il craint d'irriter les populaires. Pour prévenir la formation d'un bloc anti-fasciste déterminé, il arrête la mobilisation de Bologne.

Le soir du même jour, 2 juin, le groupe démocrate-social est officiellement constitué. C'est sous un nom nouveau, le parti radica renaissant. Il comprend 35 députés.

Cependant le parti démocrate-italien a pris une orientation nouvelle. Ce n'est pas autour de M. De Nicola qu'il se forme, contrairement à ce qu'on avait annoncé, M. De Nicola ne fait même pas partie de ce groupe. M. Nitti est son chef. Ce groupe nittien comptera 35 membres. Chose surprenante : on trouve dans ce groupe quelques anciens partisans de M. Giolitti. Et ceci prouve combien l'étoile du « lion de Dronero » a pâli.

Les restes de l'armée de M. Giolitti formeront le groupe démocrate-libéral. On y trouve MM. Facta et Orlando.

Quant aux autres, ils se constitueront en groupe sous le nom de démocrates-indépendants.

Vers le 10 juin, ces nouveaux groupes sont officiellement constitués. Le groupe d'abord prévu sous le nom de groupe démocrate-indépendant s'est scindé en deux : les démocrates-indépendants et les démocrates-libres, chacun de ces groupes comptant une quinzaine de membres. Le parti de la démocratie italienne (M. Nitti) publie son programme le 11 juin.

Le Conseil national socialiste.

Cette refonte des groupes parlementaires coïncide avec un grand mouvement qui a lieu à l'intérieur du parti socialiste dans les derniers jours de mai et en juin.

Comme toujours la question agitée par les socialistes est celle de la collaboration au pouvoir. On se rappelle la position respective des principaux éléments du parti socialiste italien : le groupe parlementaire, soit par ambition personnelle, soit parce qu'une longue habitude de Montecitorio lui a donné insensiblement le goût du système parlementaire, soit enfin par conviction profonde, est ardemment partisan de la collaboration. La Confédération générale du Travail partage ce point de vue. Elle a des intérêts matériels à débattre avec le Gouvernement : syndicats, coopératives, ligues agricoles, et elle ne voit pas pourquoi elle ne devrait pas user de tous les moyens qui sont en son pouvoir. D'autre part, ses principaux chefs sont membres du Parlement et nourrissent peut-être, eux aussi, quelques ambitions personnelles, Enfin, les adhérents de la C. G. T. sont des ouvriers assez modérés, soucieux du pratique et que les principes émeuvent peu.

Mais C. G. T. et groupe parlementaire se sont toujours heurtés à la résistance du parti socialiste proprement dit et de son comité directeur. Les adhérents du parti socialiste sont beaucoup moins nombreux que ceux de la C. G. T. mais ils sont les « purs », ceux qui ne veulent admettre aucune compromission, pour qui le socialisme est moins un intérêt qu'une foi. Toujours le parti réuni en congrès ou la Direction du Parti ont repoussé l'idée de collaboration. Telle est la situation, lorsqu'à la fin du mois de mai, au moment de la lutte contre les fascistes, les socialistes collaborationnistes tentent un nouvel effort. A Rome et à Bologne les adhérents du parti sont malmenés. Le Comité d'action fasciste de Bologne leur déclare une guerre acharnée. Les membres des ligues rouges affiliées à la C. G. T. voient leurs coopératives incendiées par les bandes de paysans fascistes. Les socialistes reçoivent des coups; c'est le moment favorable pour obtenir d'eux qu'ils veuillent bien se servir de la meilleure arme qui soit à leur disposition : l'arme parlementaire.

Un député socialiste, M. Zinardini présente au groupe parlementaire un ordre du jour décidant la collaboration. Cependant des socialistes s'abouchent avec les amis de M. Nitti et le nouveau groupe de la Démocratie italienne. D'autres même font des démarches auprès de D'Annunzio. D'Annunzio s'ennuie peut-être à Gardone. Il a été séduit quelquefois par le socialisme. En mars dernier il rencontrait un député socialiste et un secrétaire de la C. G. T. Le 25 mai il a reçu à Gardone M. D'Aragona secrétaire général de la C. G. T. Le 3 juin le Conseil de la C. G. T. oubliant Fiume et le nationalisme exaspéré de D'Annunzio, lui envoie un message qui, pour se hisser à la grandeur lyrique nécessaire, pastiche Dante et D'Annunzio.

La direction du parti socialiste est déjà intervenue; elle a demandé au groupe parlementaire d'ajourner le vote de l'ordre du jour Zirardini. Elle n'a pas réussi; l'ordre du jour a été voté le 1er juin. Devant une

pareille situation, la direction du parti revient aux moyens extrêmes : elle convoque le conseil national du parti.

C'est risquer la scission, car le conseil national, on le sait bien, n'étant composé que de très purs, ne peut que s'opposer à la collaboration. Mais alors, la C. G. T. ne rompra-t-elle pas brusquement avec le parti? Ne se formera-t-il pas un parti travailliste soutenant les socialistes parlementaires, la démocratie italienne de M. Nitti et peut-être D'Annunzio ?

Le Conseil national socialiste se réunit le 10 juin. Et dès le premier jour, quatre tendances se font jour et s'opposent : deux tendances extrêmes représentées par M. D'Aragona et par M. Serrati, deux tendances intermédiaires représentées d'un côté par M. Zirardini, l'auteur de l'ordre du jour voté par le groupe parlementaire, de l'autre par MM. Cazamalli et Baratono.

M. D'Aragona demande la collaboration sans aucune restriction, l'entrée des socialistes au gouvernement. Les syndicats, dit-il, ont avant tout besoin de vivre. Sans eux le socialisme s'écroulerait. Or partout les syndicats sont ruinés, écrasés par les partis contraires sous l'œil indifférent du gouvernement. Les membres de la C. G. T. ne comprennent pas que les parlementaires élus par eux pouva faire entendre leur voix dans les conseils du gouvernement, s'en abstiennent. Le prolétariat a besoin d'être défendu. Si une pareille mesure est jugée mauvaise par les membres directeurs du parti, qu'ils proposent autre chose ! Mais, s'ils ne font rien pour la défense des travailleurs, ils devront craindre de renforcer la voix de ceux qui blâment l'union de la C. G. T. et du parti socialiste. Ainsi M. D'Aragona menace le parti socialiste de la création d'un parti du travail. Pour lui, dit-il, il est profondément opposé à un si grave scission. Mais elle peut paraître nécessaire à certains adhérents. Et pour soutenir sa thèse, il apporte des faits. Les masses italiennes se détournent de la C. G. T. La Confédération comptait naguère 2 millions d'adhérents elle n'en a plus que 1.200.000.

M. Serrati repousse toute modification de l'état présent. Si, en allant au gouvernement, on pouvait supprimer la réaction, il faudrait aller au gouvernement. Mais, dans un ministère, les socialistes seraient une minorité; ils devraient collaborer au maintien du système bourgeois. Ils prendraient des responsabilités inutiles. Le socialisme traverse actuellement une crise. Il a cru, après l'armistice, pouvoir arriver à saisir le gouvernement. Le nombre de ses adhérents était passé de 47.000 à 210.000. Cet effort échoua. Le parti ne compte plus que 80.000 membres. La seule attitude possible est celle de l'intransigeance. D'ailleurs, les collaborationnistes savent bien qu'ils ne pourraient entrer au gouvernement sans renoncer aux principes de leur parti.

M. Zirardini proposait que le groupe parlementaire donnât son appui à un ministère anti-fasciste, mais sans qu'aucun socialiste entrât dans le ministère.

MM. Cazzamalli et Baratono, demandaient le contraire. Ils pensaient que le groupe socialiste ne devait s'engager dans aucune coalition, mais que certains députés socialistes pouvaient être autorisés à devenir ministres sous leur propre responsabilité.

Le 13 juin, l'ordre du jour anti-collaborationniste présenté par M. Serrati est accepté par 13 voix contre 6 et 5 abstentions. L'échec des collaborationnistes est beaucoup moins grave qu'il ne pourrait sembler. S'il faut en croire l'*Avanti*, qui n'est pas favorable à la collaboration et qui interprète les abstentions, 15 membres du conseil auraient été hostiles à la collaboration, 8 favorables, un incertain. C'est un résultat magnifique pour M. d'Aragona et ses amis. Jamais le conseil ne s'était montré si peu intransigeant. « La tactique collaborationniste, constate l'*Avanti* lui-même, a fait de grands progrès dans le parti, même parmi les intransigeants d'hier ».

Il semble d'ailleurs que si le groupe parlementaire l'eût emporté, il aurait rencontré quelques difficultés. M. Nitti sur qui les parlementaires fondaient de grands espoirs, les a déçus par un programme trop peu favorable à l'alliance socialiste. Les populaires, beaucoup plus nettement, ont refusé toute combinaison et ont assuré de leur appui le ministère Facta. Cette décision a été prise à la suite d'une entrevue des principaux collaborationnistes et de Don Sturzo, secrétaire politique du parti populaire.

Des collaborationnistes ont aussi tenté une démarche auprès de M. Giolitti. M. Giolitti a pensé autrefois à faire entrer les socialistes dans le gouvernement. Mais il y a renoncé depuis longtemps et les socialistes devraient comprendre qu'aucune majorité n'est possible en dehors des populaires et de la droite. La combinaison ne peut réussir.

De pareilles démarches pourraient surprendre si l'on ne se rappelait que les socialistes sont affolés par la persécution fasciste et veulent se défendre à tout prix. En outre, ils se sont compromis pour arriver à la collaboration; ils sont presque arrivés à obtenir l'assentiment du conseil national. Ils voudraient réaliser la collaboration avant de se présenter devant le Congrès socialiste du mois d'août. Ils comptent sur la force du fait accompli. Il est peu probable qu'aucune de leurs combinaisons puisse réussir.

Les fascistes ont senti le danger et, depuis le manifeste de Benito Mussolini, se sont gardés d'aucun mouvement qui pût compromettre leur cause. Ils comprennent que la conclusion d'une alliance entre les socialistes, les populaires et la démocratie équivaudrait pour eux à un arrêt de mort. Aussi se montrent-ils très conciliants. Au cours d'une conversation que leurs délégués ont eue avec M. Facta, il n'a pas été fait une allusion au préfet de Bologne.

Le 10 juin, M. Facta a prononcé au Sénat un discours sur la politique intérieure. Tout en se montrant indulgent pour les fascistes, il a annoncé qu'il appliquerait intégralement la loi et qu'il ne sacrifierait pas le préfet de Bologne.

P. R.

Russie des Soviets.

Au point de vue administratif, les Soviets envisagent une réforme de grosse importance : ils songent à supprimer les divisions administratives actuelles en *gouvernements* et en *ouyèzdes*, pour les remplacer par des divisions beaucoup plus considérables, qui seront des *oblasti* (régions), divisées elles-mêmes en *okrougs* (circonscriptions). On propose 12 régions pour la Russie d'Europe et 8 régions pour la Russie d'Asie. Les capitales en seraient, respectivement : Pétrograd, Arkhangelsk, Smolensk, Moscou, Viatka, Orenbourg, Samara, Voronèje, Kief, Kharkof, Saratof et Vladikavcaze pour l'Europe, et : Omsk, Tomsk, Krasnoyarsk, Irkoutsk, Yakoutsk, Tchita, Orenbourg, Sémipalatinsk et Tachkent pour l'Asie. On pense ainsi mieux assurer la représentation au comité exécutif central des régions géographiques différentes qui constituent l'ancien empire russe.

On peut se demander si c'est bien le moment de faire en Russie une pareille réforme, qui risque de briser, en plus d'un cas, le sentiment de solidarité nationale qui s'appuyait sur les anciennes divisions administratives.

* * *

Le mois qui vient de s'écouler a vu disparaître de la scène politique le fondateur du bolchevisme, Lénine. Sans doute, il n'est pas mort, mais l'affection dont il souffre l'empêche depuis longtemps de s'occuper des affaires publiques : un triumvirat le remplace, qui semble vouloir introduire dans la direction des affaires un esprit plus intransigeant et un peu plus d'orgueil encore.

Cependant, la situation intérieure de la Russie est mauvaise. La famine continue avec ses alliés, le typhus et le choléra, à exterminer la population de villages entiers et même de villes entières. Pourtant, la politique ne perd pas ses droits, et les questions centrales sont à l'heure actuelle le procès des socialistes-révolutionnaires, dont les journaux quotidiens nous entretiennent assez abondamment, et la lutte religieuse, dont on ne parle guère, et qui pourtant a une importance bien autrement considérable. Les bolcheviks ont saisi l'occasion

que leur fournissait la résistance de l'Eglise devant l'ordre de livrer les objets du culte en métal précieux, pour agir avec énergie. Ils ont d'abord passé par les armes un certain nombre de prêtres; ils en ont emprisonné beaucoup d'autres, parmi lesquels se trouve le chef de l'Eglise russe, le patriarche Tikhon.

Le patriarche une fois arrêté, la question s'est posée de savoir qui pouvait, soit définitivement, soit provisoirement, prendre sa place à la tête de l'Eglise. Or la succession régulière du prélat était assurée par les lois religieuses, mais les Soviets n'ont pas permis à un autre adversaire de leurs méthodes de succéder au dangereux patriarche Tikhon. Ils ont alors, avec l'aide de quelques popes intrigants et sans scrupule, constitué un « gouvernement provisoire de l'Eglise ». A la tête de ce gouvernement, ils ont placé un certain évêque Antonin, homme dont le passé est plutôt bizarre que louche; un détraqué peu intelligent. Ce « patriarche » bolchevik ne semble pas d'un choix heureux. Son coadjuteur est un certain évêque Léonide, ancien colonel d'artillerie démissionnaire ou démissionné, protégé par quelque grande-duchesse, et devenu évêque durant la révolution.

On croira aisément, dans ces conditions, que les dirigeants bolcheviks craignent en Russie un mouvement religieux important qu'il leur faudra combattre avec des mitrailleuses.

A l'égard de la politique extérieure, qui est toute économique, les Soviets se sont réjouis trop tôt des traités conclus avec diverses nations. Il semble, par exemple, que les vexations qu'ils ont fait subir, dans la mer Noire, à divers navires italiens, et dont la presse française n'a cité qu'une faible partie, aient refroidi l'enthousiasme des commerçants italiens.

Quant à l'Allemagne, le traité de Rapallo a suscité des difficultés avec l'Ukraine, qui réclame les fonds déposés par elle entre les mains des Allemands, lors de leur alliance en 1917. Quoi qu'il en soit, on annonce l'arrivée en Russie de nombreux ingénieurs et industriels allemands, tels que : M. Buttner, directeur des usines Krupp, et plusieurs autres personnages importants.

Y.-A. Bodry.

A TRAVERS LES REVUES

ALLEMAGNE

Les paiements pour les réparations et le bilan commercial allemand.

L'Allemagne a signé des obligations pour 132 *milliards de marks or. Sur cette somme,* 82 *milliards ont été retirés immédiatement parce qu'on a compris clairement que l'Allemagne n'avait pas actuellement les moyens de payer les intérêts de cette dette. Quand l'Allemagne pourra-t-elle l'amortir tout entière?*

Les annuités de l'ensemble de la dette allemande pour les réparations s'élèvent à 7,92 milliards de marks or. Mais l'Allemagne n'est tenue de payer en tout cas que 2 milliards de marks or. Le reste des paiements allemands comme l'on sait, est déterminé par le coefficient commercial : sur la valeur des exportations allemandes on prélève 26 % comme paiement supplémentaire que le Reich doit verser en plus du paiement minimum de 2 milliards. Il faut donc trouver de cette manière chaque année 5,92 milliards de marks en or plus. Pour que ce but soit atteint, il faut que l'exportation allemande s'élève à 22,8 milliards de marks or par an, tandis qu'elle se maintient actuellement aux environs de 4 milliards. On sera donc forcé d'attendre longtemps avant d'arriver à ce résultat.

Je l'affirme, ce chiffre élevé de l'exportation allemande ne sera jamais atteint même approximativement dans les conditions créées par les paiements des réparations; en conséquence les 82 milliards de marks or de la série C ne seront jamais payés.

L'établissement d'un coefficient commercial pour la fixation des paiements allemands est dû à l'opinion que le commerce extérieur d'un Etat industriel a tendance à augmenter continuellement. Mais on a oublié que précisément le coefficient commercial devait fatalement arrêter ce développement d'une manière sensible. En effet, moins l'Allemagne exporte, moins elle doit payer. Le coefficient commercial pour le paiement des réparations agit donc comme une prime à la restriction de l'exportation allemande.

Voyons maintenant les conditions de l'exportation allemande dans leurs rapports avec la situation économique de l'Allemagne.

Le bilan commercial allemand a toujours été passif, l'exportation servait à payer l'importation et n'y a jamais suffi une seule fois. Si l'on réussit à limiter l'importation de l'Allemagne, on peut dans ces conditions limiter aussi son exportation.

Mais en quoi consistait cette importation ? Ce fut d'abord une importation de vivres. Sur les 11,6 milliards d'importations allemandes en 1913, les vivres, les boissons et les animaux vivants entraient pour 3,3 milliards. Les vivres que l'Allemagne importait, elle les produisait aussi elle-même, mais elle les importait parce qu'ils étaient moins chers. Ce fut le résultat de la concurrence américaine. Le développement de l'agriculture allemande fut ainsi entravé, ce qui rendit nécessaire une importation constante de vivres ; mais avant la guerre il apparaît dans cette évolution un changement qui se manifesta clairement dans les chiffres de plus en plus élevés des exportations allemandes de céréales. De 1904 à 1914, l'exportation allemande est passée pour le seigle de 359.871 tonnes à 937.607 ; pour la farine de seigle, de 97.171 à 225.183, pour le froment de 330.483 à 759.490, pour la farine de froment, de 56.371 à 195.650, pour l'avoine de 280.124 à 751.006. Tandis que l'Allemagne avait en 1904 un excédent d'importation en seigle et farine de seigle, de 74.193 tonnes, elle avait au contraire en 1913 un excédent d'exportation de 767.650 tonnes.

La tendance de l'Allemagne à se ravitailler elle-même en vivres s'est encore renforcée après la guerre. Il n'est pas étonnant que l'Allemagne essaie maintenant par tous les moyens de se rendre indépendante de l'étranger pour son approvisionnement en vivres. Elle en a la possibilité, et le coefficient commercial des paiements pour les réparations la pousse encore à restreindre l'importation de vivres. En effet cette importation doit être payée par l'exportation, et si l'Allemagne exporte elle doit payer 26 % de cette exportation aux alliés pour les réparations. Il est donc plus avantageux pour elle de produire dans son propre pays, même à 26 % plus cher, les vivres qui lui manquent que de les faire venir de l'étranger en étant forcée de verser aux alliés 26 % des exportations qui servent à les payer.

En ce qui concerne les produits comme le café, le thé, le tabac, la réduction de leur importation résulte naturellement des impôts de consommation et des droits de douane élevés ainsi que de l'abaissement général du niveau de vie des masses populaires.

Les importations allemandes d'objets finis ont atteint seulement 15 % des importations totales. Que ces objets fabriqués puissent être en grande partie remplacés par la production nationale, il ne faut pas en douter. Reste l'importation de matières premières et d'objets non finis. L'Allemagne est forcée d'importer de l'étranger une série de

matières premières essentielles pour l'industrie. Mais il est à remarquer qu'une grande partie a été importée par l'Allemagne simplement pour être achevée et exportée. Si l'Allemagne restreint son exportation, elle peut aussi restreindre son importation.

Sans doute les questions de quantité n'intéressent pas seules le commerce international. Chaque branche de la production est plutôt complétée par des fabrications qui correspondent en qualité à ses besoins, élèvent la production à un niveau technique supérieur ou la rendent moins chère. Mais précisément le gros inconvénient du coefficient commercial est qu'il a placé l'Allemagne dans une situation particulière qui bouleverse ou rend déficitaires ces fabrications et qu'il l'oblige à produire autant que possible de tout par ses propres moyens. Que les 26 % ne soient pas perçus directement comme droit d'exportation, cela n'a pas grande importance. L'Etat n'en est pas moins tenu de les percevoir sous forme d'impôts, et par suite ils sont supportés par l'industrie et l'agriculture. Un droit direct d'exportation aurait peut-être des conséquences moins profondes, parce qu'il serait payé en partie par l'étranger.

Le funeste coefficient commercial doit donc avoir pour résultat une réduction du développement du commerce allemand, aussi bien à l'importation qu'à l'exportation. Et il faut ajouter encore les effets de la réduction de son territoire, de sa population et du bien-être général.

Un autre effet probable du coefficient commercial est que l'Allemagne, qui avait tendance avant la guerre à exporter des produits d'une valeur aussi grande que possible, préférera installer des établissements industriels à l'étranger pour leur envoyer d'Allemagne des produits mi-ouvrés d'une valeur inférieure. Avant la guerre déjà, des industriels allemands ont établi de nombreux dépôts à l'étranger. Leur but essentiel était de se rendre indépendants pour le ravitaillement en matières premières ou accessoires; en outre, il apparaissait assez souvent avantageux dès cette époque de transférer aussi à l'étranger le finissage des produits. Cette dernière tendance se manifestera maintenant. Au lieu par exemple d'exporter des produits textiles et des machines en Russie, on créera en Russie des fabriques de textiles et de machines, et on leur fournira seulement des produits non finis et des matières accessoires. La valeur de l'exportation allemande diminuera ainsi, de même que la taxe de 26% .Sans doute, le bénéfice des usines allemandes sera moindre, mais cette diminution sera compensée par les bénéfices que les fabricants allemands tireront de leurs filiales russes. Les efforts du gouvernement des Soviets pour monopoliser l'industrie russe avec la participation du capital étranger favoriseront cette tendance de l'industrie allemande.

Ainsi, je prévois que, sous la pression du coefficient des réparations, la participation du capital allemand et de la technique allemande aux

entreprises étrangères augmentera rapidement, tandis que le développement du commerce allemand restera très inférieur.

Le transfert de l'industrie allemande à l'étranger nuira au développement de la production allemande et au bien-être du peuple allemand. Mais il est, indépendamment d'autres causes, le résultat naturel du coefficient des réparations. Et moins la situation de l'Allemagne sera bonne, plus le capital allemand sera poussé vers l'étranger. Lorsque le capitaliste allemand trouvera immédiatement au-delà de la frontière allemande des conditions favorables aux affaires, des impôts moins élevés, etc., qui lui assureront un bénéfice plus grand, il transportera de plus en plus à l'étranger le centre de ses entreprises. De même les techniciens allemands et les ouvriers qualifiés émigreront, en Russie surtout; lorsque la situation de ce pays sera devenue plus normale on y verra émigrer le capital allemand et la technique allemande.

Pour l'instant, la dépréciation continue du mark a favorisé l'exportation allemande. Cependant les chiffres de cette exportation sont restés extraordinairement bas et l'on ne prévoit pas d'amélioration. Les exportations allemandes de 1922 resteront inférieures à celles de 1921. Elles ne s'élèveront même pas à un milliard de dollars, si bien que le total de la créance que les alliés sont en droit de réclamer d'après l'Ultimatum n'atteindra pas même en 1922 les 3 milliards de marks or nécessaires au paiement de l'annuité des bons des séries A et B. En outre, le bilan commercial de l'Allemagne reste passif, d'où il résulte qu'elle ne peut absolument pas payer. C'est pourquoi on lui a accordé le moratorium et on négocie au sujet d'un nouvel emprunt.

L'Allemagne a certainement de grandes possibilités économiques. Mais si on les affaiblit par une pression extérieure et si l'on pousse systématiquement l'Allemagne à la misère, on ne doit pas s'étonner qu'elle devienne insolvable.

En l'état actuel des choses, les 82 milliards de la série C de la dette allemande pour les réparations n'ont absolument aucune valeur, tandis que la valeur des 50 autres milliards semble problématique parce qu'il n'est pas sûr que l'Allemagne puisse en payer les intérêts. Le seul moyen de sortir de l'impasse est de convertir la dette des réparations en la réduisant à une somme correspondant à la solvabilité de l'Allemagne et ne troublant pas son développement commercial.

Qu'est-ce que cela prouve? cela prouve que l'on peut vaincre militairement et désarmer un pays mais que l'on n'a pas pour cela la possibilité de l'exploiter d'une manière illimitée. On peut l'appauvrir, mais, par là-même, précisément, on le rend insolvable. L'Allemagne est désarmée, les pays vainqueurs peuvent encore lui enlever de nouveaux territoires, ils peuvent même la placer entièrement sous une autorité étrangère; mais la situation économique et financière de ce pays en sera tellement aggravée que sa solvabilité tombera à zéro.

Que l'on songe aussi aux conséquences politiques. Les étroites relations économiques entre l'Allemagne et la Russie, résultant des rapports séculaires entre les deux Etats voisins, favorisées par la politique douanière des puissances occidentales et nécessairement augmentées sous l'influence des paiements pour les réparations, amèneront un développement plus intime des relations intellectuelles et politiques de ces deux pays. Tout l'espoir de l'Allemagne sera placé dans la Russie. Ce qu'est la Russie, l'histoire politique de l'Europe et maintenant encore la Conférence de Gênes nous le montrent. La délégation russe est venue à Gênes pour représenter un système en opposition absolue avec l'organisation nationale de l'Europe et de l'Amérique, elle est venue pour représenter un Etat dont l'armée marche pieds nus et manque du matériel le plus indispensable, pour représenter un peuple qui meurt de faim, et elle a pu cependant tenir un langage équivalant presque à un ultimatum à toutes les puissances du monde. Mais qu'arrivera-t-il lorsqu'une situation régulière existera en Russie et que ce pays sortira de la misère ? Que le régime des Soviets se maintienne ou non, lorsque la situation économique du pays s'améliorera. La première chose que fera le gouvernement russe sera de réorganiser son armée. La première industrie que la Russie développera sera l'industrie de guerre. Ensuite la Russie, dans un avenir prochain, pourra vraiment dicter sa volonté au monde entier.

Il faut conclure avec l'Allemagne un accord financier qu'elle puisse supporter et qui offre des garanties suffisantes à ses créanciers. Alors les vainqueurs tireront encore de l'Allemagne des sommes très importantes et, de plus, ils favoriseront le commerce et la production dans leur propre pays par le développement des relations commerciales avec l'Allemagne, et réaliseront des économies d'armements en garantissant mieux la paix du monde.

(Parvus, *Die Glocke*, 12 juin 1922).

Les syndicats allemands après la guerre.

Pour bien juger le mouvement syndical allemand, il faut remonter à ses débuts. La première statistique de la commission générale montre qu'en 1891, 277.659 membres étaient groupés dans 62 unions centrales. Viennent ensuite quelques années de crise et de stagnation et même une année de léger recul. En 1904, le premier million de membres fut légèrement dépassé. A cette époque survint la lutte contre les autorités civiles et contre l'indifférence des syndiqués. Ensuite commencèrent les progrès : jusqu'à la fin de 1913, ils furent tels que l'on put enregis-

trer 2.548.763 membres dans 47 fédérations. L'année 1919 a vu déjà un chiffre de 5.479.073 membres groupés dans 52 fédérations, un budget total de 250 millions de marks et une encaisse de 133.180.000 marks (non compris celle de la fédération des ouvriers métallurgistes, qui n'a pas été déclarée). En 1920, le chiffre des membres est monté à 7.890.102, dont 1.710.761 femmes. Le budget total s'est élevé à 750 millions de marks environ, et l'encaisse à 268.468.522 marks, non compris celle des fédérations des ouvriers agricoles et des ouvriers métallurgistes. Les dépenses pour les grèves et les lock-out se sont élevées en 1920 à 102.784.918 marks, pour les secours de chômage à 53.555.538 marks, pour les secours de maladie à 35.474.205 marks; le total des secours s'est élevé à 108.549.907 marks.

Au cours de cette année 1920, 13.043.928 personnes ont participé à des mouvements pour la hausse des salaires. En 1919, des accords concernant les salaires ont été conclus dans 11.501 conflits intéressant 4.600.879 personnes; en 1920, dans 10.739 conflits intéressant 5 millions 099.715 personnes. Les augmentations de salaire en 1919 ont atteint 144.337.487 marks pour 6.470.960 personnes, soit 22,31 marks par personne et par semaine. En 1920, elles ont atteint 608.159.858 marks pour 11.357.813 personnes, soit 53,55 marks par personne et par semaine. Pour 1921, la statistique n'a pas encore été publiée, mais les chiffres à comparer seront sensiblement plus élevés, parce que la cherté de la vie a fait des progrès encore plus rapides. Cela ne veut pas dire que la vie des ouvriers et ouvrières ait été notablement améliorée par ces augmentations de salaire. Les chiffres montrent seulement quels efforts ont été nécessaires pour maintenir dans une certaine mesure les salaires en harmonie avec la cherté croissante de la vie. Sans doute, il ne faut pas croire que les salaires, même si aucune organisation syndicale n'avait existé, seraient restés à leur ancien niveau, pendant que la monnaie se dépréciait rapidement. Mais la situation eut été très différente si chaque ouvrier ou chaque ouvrière avait été obligée de lutter individuellement pour obtenir cette augmentation de salaire, ou bien que l'organisation syndicale, avec ou sans grèves, arrachât aux patrons ces concessions pour la masse des syndiqués. Cette considération, jointe à la misère générale, amena en plus grosse masse les anciens indifférents dans les rangs des fédérations. La crainte d'un affaiblissement de la lutte de classes n'est pas fondée, car de l'autre côté, chez les patrons, on est déjà revenu, souvent, à la tactique des lock-out.

Mais l'activité des syndicats ne se limite pas aux mouvements pour les salaires. Ils ont fourni un travail considérable dans un domaine auquel le profane prête peu d'attention, celui de l'éducation. Si, au début, les efforts en ce sens ont eu un caracètre plus général, dans ces dernières années, l'attention des syndicats s'est tournée vers un

domaine très limité. Des écoles pour membres de conseils d'exploitation ont été créées afin de donner au membre de conseil d'exploitation élu par ses collègues la culture économique si nécessaire à son activité. Sans doute, ce n'est qu'un commencement. Le champ d'activité offert aux syndicats dans ce domaine ne peut encore être évalué dans toute son étendue et son ampleur. Mais, sans même tenir compte de ces nouvelles tâches, les possibilités d'éducation pour la jeunesse ont été en général sensiblement augmentées. On l'a fait en partant de cette idée juste que, dans le mouvement syndical, l'avenir appartient à la jeunesse, qu'elle seule entre en ligne de compte pour représenter plus tard une meilleure organisation économique. C'est ainsi que l'union centrale des membres des conseils d'exploitation, le journal des membres des conseils d'exploitation, l'union centrale de la jeunesse, le secrétariat des ouvrières, le journal syndical féminin, et d'autres institutions créées par certains syndicats ou par l'union des syndicats ont tous pour but de répandre et de favoriser l'éducation et l'instruction. C'est ainsi que peu à peu, avec le temps, l'idée de la production se réalisera. Seuls les syndicats apparaîtront alors comme le véritable élément créateur d'une société. Cependant le mouvement syndical allemand ne s'est pas occupé seulement de l'organisation des ouvriers instruits et qualifiés, mais il s'est appliqué dès le début à l'organisation des ouvriers non instruits ainsi que des ouvrières, et il est arrivé sur ce point à des résultats excellents. Les ouvriers agricoles, avec 680.174 membres, les ouvriers des fabriques avec 677.465 membres, et les ouvriers de l'industrie textile avec 656.849 membres, y compris 430.550 ouvrières de l'industrie textile, 187.412 ouvrières de fabriques et 170.043 ouvrières agricoles, sont les syndicats les plus puissants de l'union générale des syndicats allemands, après la fédération des ouvriers métallurgistes qui compte 1.403.149 hommes et 173.491 femmes. Ce sont des chiffres qu'autrefois les plus optimistes n'espéraient pas atteindre. Jusqu'à la fin de l'année dernière on a discuté âprement la question de savoir si les syndicats devaient s'occuper de politique sociale. Le mouvement syndical ne s'est pas arrêté à ces divergences, il s'est lancé hardiment dans la politique sociale, et il est arrivé dans ce domaine à de grands résultats ces dernières années. Il est rare qu'aujourd'hui un projet de loi soit déposé sans que le gouvernement entre d'abord en relation avec les syndicats et obtienne leur assentiment. Mais les syndicats ont cherché aussi à exercer l'influence qui leur revient sur l'organisation de notre vie économique. A ces efforts appartient cette union centrale créée à la fin de la guerre et vivement critiquée aujourd'hui encore, sans laquelle la démobilisation n'aurait pu se faire en si peu de temps. En outre, comment les livraisons de charbon à l'Entente, à nos chemins de fer et à notre industrie auraient-elles pu avoir lieu sans la participation de la fédé-

ration des mineurs? Cette influence des syndicats dans la vie économique se manifeste aussi dans la collaboration des représentants des syndicats au Conseil économique provisoire du Reich. Le Comité central de l'union générale des syndicats allemands a protesté contre les conditions de paix imposées à notre pays par l'Entente dans un appel aux ouvriers du monde entier; il est intervenu aussi pour venir en aide à la population affamée de Russie. Il faut signaler encore l'appui et la collaboration donnés au Bureau International du Travail à Genève, et la tentative pour le rétablissement des relations internationales entre les syndicats de tous les pays. A l'intérieur de l'Allemagne ce sont également les syndicats qui ont maintenu l'unité, malgré toutes les tempêtes, après le morcellement du mouvement politique ouvrier. Ce sont eux aussi qui, sous la direction de Karl Legien, en 1920, au moment du coup d'Etat de Luttwitz, ont par leur intervention énergique et leur solidarité, sauvé la république lorsqu'elle menaçait de tomber en ruines. Ainsi on peut affirmer sans exagération qu'un puissant mouvement syndical est apparu capable de sauver et de maintenir l'ordre public. Les chefs des syndicats dans leur majorité sont restés fidèles à cette leçon que les révolutions économiques ne peuvent pas se produire en une nuit comme les révolutions politiques, que les progrès économiques sont lents et doivent être préparés soigneusement, surtout à une époque où l'ensemble de la nation doit lutter énergiquement pour son existence. Sans doute la fraction « radicale » des syndiqués ne partage pas ce point de vue et se trouve en opposition constante avec les chefs responsables des syndicats, parce qu'elle croit pouvoir agir autrement sur l'évolution économique, suivant la recette et l'exemple du bolchevisme russe : elle oublie que le bolchevisme a disparu en fait depuis longtemps, bien qu'il puisse continuer de gouverner le malheureux peuple russe grâce à l'appui de l'étranger.

Henrich STUHMER,
(*Sozialistiche Monatshefte*, 8 juin 1922).

POLOGNE

Les difficultés de l'unification.

Le numéro du 5 mai de la *Mysl Narodowa*, de Varsovie, revue « nationale-démocrate », résumant les tendances d'un néo-conservatisme nationaliste en Pologne, publie un article curieux de M. Gra-

bowski qui porte un titre susceptible de déconcerter un peu à première vue : *Dans le laboratoire du polonisme*. M. Grabowski débute ainsi :

Dès le moment de la résurrection de l'Etat polonais naquit pour tout citoyen un droit imprescriptible à la critique des institutions nouvelles, à condition que cette critique soit non pas négative, mais véritablement productive. Ainsi, conçue, la critique est un correctif indispensable à l'œuvre de la reconstruction de notre organisme national. Ce n'est pas le moment chez nous de faire des reproches à autrui, ni d'avoir trop d'indulgence pour notre propre incurie, pour nos propres fautes. Il concevrait d'abord d'éliminer la contrainte et l'oppression, ensuite de se mettre au travail, de rebâtir, Le nationalisme polonais doit consacrer à cette œuvre tout ce qu'il renferme d'éléments logiques et rationnels...

Puis M. Grabowski analyse ce qu'il appelle le « labyrinthe des trois orientations » : l'orientation prussienne, l'orientation russe et l'orientation autrichienne. Il s'agit d'ailleurs plutôt d'un dressage subi, de certaines coutumes de la vie quotidienne, de certaines habitudes de pensée. Il convient de rappeler que si au point de vue ethnique peu de pays voisins jouissent de la même unité que la Pologne (les minorités nationales allemande, juive et ruthène sont relativement faibles), les trois morceaux polonais qu'avaient créés les partages successifs et le Congrès de Vienne sont encore au point de vue politique par la force des choses plutôt soudés qu'amalgamés. Il reste encore une grande tâche à accomplir, celle de l'unification administrative et celle de l'unification de la mentalité politique des Polonais dits du Congrès, des Galiciens et des Posnaniens.

C'est en Posnanie que le polonisme s'est le mieux développé en tant qu'organisation de combat par suite des nécessités de la lutte contre la brutale oppression prussienne. C'est là aussi qu'on semble avoir le plus rapidement conçu la forme de cette « critique productive », dont il était question plus haut, des débuts administratifs de la Pologne nouvelle.

M. Grabowski fait allusion aux efforts tentés dans ce sens par le professeur Wasintynski. Ensuite il passe en revue les éléments d'origine étrangère subsistant à un certain degré plus ou moins inconsciemment dans l'ancienne Pologne russe et en Galicie, même chez les autochtones les plus sincèrement patriotes, éléments qui retardent l'unification administrative du pays qu'il convient d'éliminer dans le « laboratoire du polonisme ».

Chez les Polonais dits du Congrès, M. Grabowski constate comme M. Wasiutynski une « prédilection très marquée pour les apparences et un penchant invincible à l'imitation ». A ce propos il écrit :

Quoique sincères dans leur lutte contre la propagande des bolchéviks de Moscou, beaucoup d'habitants de l'ancienne Pologne russe sont plus ou moins enfermés par ignorance dans des formules maximalistes. « Pour étonner le monde entier » ils créent une foule de ministères, une foule de services publics conformément aux principes de l'Etat le plus moderne, mais aussi le plus tyrannique. Où y a-t-il donc un Ministère de la Santé et de l'Hygiène? En Pologne. —

Où y a-t-il donc un Ministère de la Culture artistique et scientifique? En Pologne. — Où donc existe-t-il pour les poumons de chaque citoyen l'obligation stricte d'avoir un certain cubage d'oxygène? En Pologne. — Mais en même temps un fait lamentable comme le défaut de balayage pendant un mois entier d'une ville de plus d'un million d'habitants telle que Varsovie, c'est également en Pologne qu'il se produit. Quel nom donner à d'aussi ambitieuses théories jointes à d'aussi piètres réalisations pratiques? Est-ce que cela n'est pas plus ou moins rapproché de la façon dont Lénine et consorts apportent le bonheur aux masses ouvrières? Mais comment l'esprit polonais, qui n'est pas dépourvu de sens des réalités, qui même par certains côtés est presque trop terre-à-terre, a-t-il pu engendrer de pareilles sottises? Ce fut sans aucun doute sous l'influence russe. Cette influence s'est particulièrement développée dans le parti dont le Maréchal Pilsudski était membre[1] par suite de la lutte soutenue en commun, de la vie intellectuelle commune des révolutionnaires polonais et russes. Mais elle existe aussi dans la littérature, même chez des écrivains de haut vol, qui recherchent aujourd'hui fiévreusement par instinct leur polonisme originaire sans arriver le plus souvent à se trouver.

Les Galiciens sont également portés en ce qui concerne les questions administratives à l'imitation, mais à une imitation d'une nature spéciale, à l'imitation qui se meut toujours dans le même cercle, en un mot à la routine. Ils n'ont pas eu besoin comme les autres Polonais de se maintenir en contact avec leurs frères répandus dans toutes les parties du monde jusqu'en Australie, de fonder des associations internationales secrètes d'étudiants ayant leurs ramifications dans les universités suisses, françaises, allemandes, russes et polonaises avant d'affronter la lutte politique. Leurs vêtements étaient pour ainsi dire tout préparés... Cependant il faut bien considérer qu'en d'autres temps les conditions étaient très différentes. Par conséquent ils ont fait ce qu'ils ont pu. Ils ont enlevé le manteau dont était revêtu le cacavre de l'ancienne Autriche et ils l'ont offert à la Pologne nouvelle. Ils implantèrent chez nous les méthodes administratives d'un Etat policier, voulurent recopier l'édifice d'une bureaucratie coûteuse et méfiante, dont les qualités consistaient plutôt en une sorte d'adresse purement mécanique qu'en une véritable compétence administrative, d'une bureaucratie dont nous étions les jouets, mais dont le centre et la direction se trouvaient dans la Vienne des Habsbourgs, bien morte aujourd'hui. Or ces vieilles habitudes sont pour bien des Galiciens comme la tunique de Déjanire, certains ministres des finances polonais peuvent en dire quelque chose. L'opinion publique sait, elle aussi, à quoi s'en tenir. A cela il sera assez difficile pour nous de trouver un correctif, car il n'y a rien de plus opiniâtre dans un certain conservatisme que la bureaucratie...

L'accord de Rapallo vu de Pologne.

Dans le *Przemysl i Handel*, de Varsovie, du 27 avril 1922. M. Zygmunt Rawita-Gawronski consacre un article au fameux traité germano-bolchéviste de Rapallo signé par Tchitchérine et Rathenau pendant la Conférence de Gênes. Il fait d'abord allusion à l'inquiétude qu'a causée la signature de cet accord dans différents pays d'Europe où on n'était guère préparé à une pareille surprise au beau milieu de la Conférence. Puis il s'exprime ainsi :

Sans vouloir aborder la question de la portée politique de l'accord de Rapallo, contentons-nous de nous demander quelle est la signification de ce traité au cours des pourparlers économiques engagés avec les Soviets et efforçons-nous

1. Il s'agit du parti socialiste national polonais dit en Pologne P. P. S.

d'en expliquer les clauses en nous plaçant au point de vue du droit des gens. Le contenu de ce traité est intéressant et « à longue portée ». Quoi qu'il soit rédigé d'une façon concise, chaque article peut donner lieu à une foule de commentaires et d'interprétations.

Le caractère principal de cet accord est le fait qu'il est provisoire, que c'est en quelque sorte un « traité d'introduction », c'est ce dont on peut se rendre compte rapidement. Il s'agit de principes sur la base desquels il sera possible de régler dans la suite une foule d'affaires pendantes » se rapportant à l'état de guerre ayant existé entre l'Allemagne et la Russie ».

Néanmoins les relations diplomatiques et consulaires germano-russes devront être reprises avant même la ratification dudit traité. Les négociations conclues entre les Soviets et l'Angleterre (dites *preliminary agreement*[1]), l'Italie ou la Norvège revêtent aussi ce caractère provisoire, elles présentent cependant cette différence essentielle que dans le traité germano-soviétique les deux Etats s'engagent à la reprise immédiate des relations diplomatiques officielles au plein sens du mot, alors que les accords en question russo-britannique, russo-italien et russo-norvégien ne prévoient que l'envoi de simples chargés d'affaires officiels qui jouiront, du reste, de toutes les prérogatives et de tous les privilèges diplomatiques. On sait que l'Allemagne avait rompu les relations diplomatiques avec les Soviets après l'assassinat du comte de Mirbach; aujourd'hui, bien que n'ayant toujours pas obtenu satisfaction pour ce meurtre, l'Allemagne n'hésite pas à reprendre les relations diplomatiques avec le gouvernement de Moscou. Evidemment, ou bien cette difficulté a déjà été écartée depuis longtemps ou bien encore la façon dont une satisfaction pourra être obtenue a été renvoyée à une négociation ultérieure...

Suit une analyse très détaillée du traité, article par article et paragraphe par paragraphe. Puis M. Rawita-Gawronski conclut après avoir commenté ainsi l'article 5 de l'accord de Rapallo :

Le principe de « la plus grande bienveillance » (*maximales Wohlwollen*[1]) se retrouve inséré de la sorte dans une foule d'accords d'après-guerre, ainsi dans l'accord italo-allemand, dans l'accord germano-tchécoslovaque, dans l'accord austro-allemand, dans le traité de commerce polono-tchécoslovaque, etc... Cela finit par devenir une clause de pure forme, c'est dans tous les cas un degré très atténué de la clause de la nation privilégiée. C'est pourquoi cette clause a été également adoptée ici. Une obligation étroite aurait entraîné avec elle des nécessités dérivant de la clause générale de la nation privilégiée dans les traités de paix et avant tout l'élargissement de cette obligation au profit de tous les alliés. Par contre l'inconvénient de la formule choisie, c'est que le degré d'obligation dépend presque toujours exclusivement dans la suite de la bonne volonté des contractants.

Le fait en général le plus souvent relevé, c'est qu'à n'importe quel autre moment un pareil traité eût pu être signé entre l'Allemagne et la Russie sans faire tout le bruit et sans soulever toutes les protestations auxquelles il donne lieu aujourd'hui. Les deux contractants ont prouvé à Gênes qu'ils étaient des « *trouble-fête* », quoiqu'ils n'aient pas dépassé la limite de leurs droits. Le pire, c'est que les Allemands ont en effet beaucoup accordé aux Soviets et qu'ils ont rendu ainsi notablement plus ardue l'action des autres puissances dans la suite des négociations en fortifiant d'une façon très sensible la position du gouvernement russe actuel.

R. C.

1. En anglais dans l'article original.
1. En français et en allemand dans l'article original.

Les relations commerciales polono-russes.

Dans le *Przemysl i Handel*, de Varsovie, du 27 avril 1922, M. Henryk Tennenbaum consacre un article aux relations commerciales polono-russes. Il constate d'abord que les espérances conçues par certains milieux industriels polonais en ce qui concerne le développement des rapports économiques avec la Russie sont assez exagérées. M. Tennenbaum relate ensuite que des hommes d'affaires, par suite de leur ignorance de l'état actuel de la Russie ont pu voir dans la réouverture du marché russe un remède à tous les maux dont souffre actuellement la Pologne au point de vue économique notamment à la crise du chômage, ce qui, d'après lui, serait une grossière illusion. Puis il continue ainsi :

La situation actuelle de la Russie peut se caractériser en deux mots : ruine complète de la vie économique. Même si l'on fait abstraction du fait de la famine, qui sévit à certains endroits parmi les gens de tout âge et de toutes les conditions dans des proportions sans doute inconnues jusqu'ici depuis que le monde existe, il convient de constater que les bases mêmes de la production agricole russe ont été détruites de fond en comble, à un tel point que le pays sera forcé pendant de longues années encore d'importer de l'étranger une grande partie des produits agricoles nécessaires à sa subsistance. Il est impossible de parler sérieusement d'une reconstitution rapide de l'agriculture russe. En effet, dans la plupart des districts, la mortalité des animaux due à la peste bovine et au manque de fourrage a été effrayante ; il s'en est suivi une si forte diminution du bétail disponible que l'état présent du cheptel exclut dans la presque totalité du territoire la possibilité de labourer les champs.

Quant aux transports, ferroviaires ils sont lamentables. Pour en donner une idée, rappelons que les chemins de fer russes d'aujourd'hui ne sont même pas en état de transporter à destination les denrées de consommation achetées récemment par le gouvernement des Soviets à l'étranger ou les envois fournis à titre gratuit par les organisations de lutte contre la famine formées en Amérique et dans l'Europe occidentale. Le transport des vivres, tel qu'il a fonctionné jusqu'ici, ne peut continuer à l'heure actuelle qu'à condition qu'on commence par approvisionner au préalable le personnel travaillant sur les lignes de chemin de fer qui entrent en ligne de compte. Or cela n'est réalisable que de la façon suivante : en prélevant à cet effet une partie des vivres envoyés aux populations affamées.

Pour ce qui est de l'industrie on a bien observé une reprise momentanée vers la fin de 1921. Elle était due au fait que le gouvernement avait pris le minimum d'existence comme base de l'échelle des salaires qu'il avait fixée et que dans toutes les entreprises d'Etat on avait introduit le système du salaire aux pièces sans aucune limite ni restriction. Ce fut là un stimulant appréciable pour l'énergie individuelle des ouvriers. Mais au mois de janvier 1922 cette période de reprise industrielle était déjà terminée. En effet, les réserves de produits de consommation provenant des contributions en nature imposées aux paysans s'épuisaient vite et la crise financière devenait de plus en plus aiguë. En février et en mars 1922 la rapidité de la baisse du rouble soviétiste mit le gouvernement dans l'impossibilité de payer ses ouvriers d'une façon qui leur permît de subvenir à leur entretien, et le rendement du travail s'en ressentit, bien entendu. Malgré les augmentations du salaire nominal consenties par suite de la hausse formidable des prix, le salaire réel tomba il y a deux ou trois mois environ en moyenne à un tiers de ce qu'il avait été en octobre et en novembre 1921. Ajoutons à cela que les Soviets ont été obligés de continuer à réduire dans une très forte proportion le nombre des entreprises industrielles fonctionnant encore ; aussi les spécialistes

russes s'attendent-ils à un arrêt complet de l'industrie entière avant la fin de cette année.

Se basant sur l'épuisement définitif des dernières réserves de produits agricoles qui subsistent encore dans certains districts et sur la perspective de voir mourir de faim un certain nombre de millions de personnes, la lutte pour s'assurer le pain quotidien a revêtu en général la forme d'une spéculation particulièrement effrénée et sauvage. Or, cette spéculation s'est étendue à tous les milieux de la société sans exception et c'est là encore un élément qui a de beaucoup précipité la baisse catastrophique du rouble et a réduit presque à zéro la capacité d'achat d'énormes masses de la population.

Dans la situation où elle se trouve pour l'instant, la Russie soviétique n'est pas en état d'acheter comptant, puisque les réserves d'or sont presque épuisées et puisque les approvisionnements de matières premières susceptibles d'exportation et pouvant servir d'équivalents aux marchandises importées sont infimes. Du reste, ainsi que nous l'avons indiqué, le marché russe est extrêmement pauvre en articles de consommation courante et en articles de première nécessité pour la classe paysanne ; à ce point de vue les ressources sont tout à fait minimes. Parmi les produits susceptibles d'exportation, la Russie ne possède à proprement parler que du bois, du lin, du chanvre, des fourrures, des cuirs bruts, des plantes médicinales, de la vieille ferraille, du minerai de fer, et, au Caucase, du pétrole et du manganèse. Mais d'une part, l'exportation de ces produits est artificielle, d'autre part, elle a un caractère éphémère. L'exportation du bois ne peut se faire qu'au détriment de la population locale qui souffre déjà d'une disette terrible de moyens de chauffage, en outre elle suppose l'emploi de méthodes de coupe ruineuses et spoliatrices pour les forêts restées debout. L'exportation du lin et du chanvre n'a été possible jusqu'ici que grâce à l'accumulation de provisions, qui touchent d'ailleurs à leur fin, des années antérieures. Or, il convient de s'attendre à ce que dans un avenir prochain, il y ait une diminution tout à fait sensible de la culture de ces produits au profit de la culture des céréales. C'est là une des conséquences inévitables de la famine. L'exportation du cuir et d'autres matières de provenance animale (cornes, sabots, boyaux, etc.) a été provoquée par la peste bovine et par la façon dont on a abattu du bétail en masse pour pouvoir distribuer de la viande à la population qui mourait de faim. L'exportation du minerai de fer du Donetz, n'a été occasionnée que par la ruine complète, la disparition presque totale de l'industrie métallurgique russe. Ainsi, comme véritables articles d'exportation pour les années qui vont venir n'entreraient en ligne de compte que : le bois (obtenu à condition de continuer l'exploitation ruineuse des richesses forestières dont il a été question), les fourrures, la vieille ferraille, le sel, les plantes médicinales, ainsi que le pétrole et le manganèse, au Caucase. L'exportation d'autres produits, tels que les minerais de toute sorte et les autres richesses variées du sous-sol, ne pourraient avoir lieu que bien plus tard à la suite de la mise ou de la remise en valeur de ces richesses à l'aide de capitaux étrangers, ce qui demanderait un laps de temps assez considérable.

Vu le nombre tout à fait restreint de produits susceptibles d'exportation contrastant avec les besoins qu'il n'est pas exagéré de qualifier de colossaux du marché russe, il y avait un danger qui ne pouvait manquer d'apparaître aux dirigeants actuels du pays. Ce danger, c'était celui de voir vendre à vil prix les valeurs qui subsistaient encore dans la Russie d'aujourd'hui ou de les voir échanger contre des produits étrangers qui ne seraient pas absolument indispensables à la reconstitution économique ou à l'alimentation de la population. De là découle la nécessité, s'imposant à tout observateur objectif, quel qu'il soit, d'une réglementation s'étendant extrêmement loin dans les détails de tout le commerce avec l'étranger. C'est de considérations de cet ordre que s'est inspiré pour une large part le décret instituant un monopole d'Etat pour le commerce extérieur, décret qui sans aucun doute paralyse d'une façon des plus sensibles le développement des relations commerciales polono-russes.

La Pologne ne possède pas en fin de compte de capitaux assez considérables pour en consacrer la plus grande partie à la reconstitution économique de la Russie. De plus, il est impossible de compter sérieusement sur l'importation des produits indispensables à cette reconstitution. Reste la vente immédiate et l'achat immédiat d'autres articles au comptant qui seront possibles. Mais par la force des choses cela sera réduit à des proportions fort restreintes par suite de la pau-

vreté inouïe du marché russe actuel et de la monopolisation du commerce extérieur par le gouvernement soviétique.

Etant donné le manque de moyens de paiement en Russie, les relations commerciales polono-russes devront, la plupart du temps, revêtir une forme superficielle et précaire. Elles consisteront dans l'échange de matières premières russes contre des objets fabriqués produits par l'industrie polonaise. La longueur de la frontière terrestre polono-russe et l'état d'extrême faiblesse de ses transports ferroviaires pousseront sans aucun doute le gouvernement des soviets à vendre les excédents dont il pourra disposer de préférence à des acheteurs polonais ou, le cas échéant, à des acheteurs des pays voisins de la Pologne en les expédiant en transit par nos chemins de fer. Dans ces conditions c'est certainement aux négociants polonais que doit revenir le rôle principal dans le commerce avec la Russie, c'est à eux d'importer la plus grande quantité possible de matières premières russes pour les échanger contre les produits de l'industrie polonaise ou bien éventuellement c'est à eux d'être les intermédiaires tout désignés pour la vente de ces matières sur les marchés occidentaux. La création d'un ou de plusieurs grands consortiums commerciaux et industriels en vue d'organiser le transport des matières premières ainsi achetées et leur échange contre des produits manufacturés faciliterait considérablement les relations commerciales polono-russes. Il convient de se rappeler que plus l'importation de Russie augmentera, plus l'exportation vers ce pays pourra se développer...

M. Tennenbaum rappelle en terminant que la Pologne est dans une situation géographique privilégiée pour le commerce avec la Russie par suite de sa longue frontière terrestre commune avec ce pays et de sa connaissance en général plus exacte du marché russe. Mais il ajoute que les relations économiques polono-russes n'arriveront à leur plein développement que lorsque du côté russe le monopole d'Etat du commerce extérieur pourra être aboli.

R. C.

La Musique Française en Pologne

Dans le *Tygodnik Illustrowany*, de Varsovie, une des meilleures revues polonaises illustrées, du 29 avril, M. Skolimowski consacre un long article à la musique française contemporaine et à ceux de ses représentants qui paraissent en personnifier les tendances les plus modernes : MM. Georges Auric, Louis Durey, Arthur Honegger, Darius Milhaud et Francis Poulenc. Le même numéro contient des portraits de M. Milhaud et de M. Honegger. L'auteur de l'article remarque à propos de ce dernier que quoique né de parents suisses, M. Honegger, élevé en France, doit être compté parmi les musiciens français.

La chose mérite d'autant plus d'être signalée que la capitale polonaise, fière avec raison de cultiver particulièrement l'art de la musique, vient d'être récemment le théâtre de polémiques assez vives entre critiques musicaux. L'occasion en fut une série de conférences avec auditions organisées sous les auspices de la Société polono-française dans la grande salle du Conservatoire de musique de Varsovie. Ces conférences furent faites par M. Opienski, directeur du Conservatoire de

Poznan, une autorité en matière de critique musicale en Pologne; la première d'entre elles était intitulée : *Civilisation française et culture allemande*. Elle tendait à démontrer qu'en dépit de l'admiration personnelle que professe M. Opienski pour les maîtres de la musique allemande cette dernière est arrivée à un tel moment de son évolution que rien d'original, ni rien de vraiment neuf ne pourra plus en sortir, alors que la musique française contemporaine offre des possibilités infinies de développement. M. Opienski est même allé jusqu'à dire que la grande musique allemande, à part peut-être celle de Richard Wagner, est d'inspiration franco-italienne. Cela n'a pas besoin d'être prouvé pour Gluck qui a eu ses succès à Versailles à la cour de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Mais le conférencier poursuivit la démonstration pour Mozart, Beethoven, Schumann, Schubert, ne faisant de réserves que pour Wagner. La musique allemande savante n'aurait, d'après lui, presque aucun rapport avec la musique du *lied* populaire, alors que tel n'est pas le cas de la musique française, de la musique italienne ou de la musique polonaise qui, gardant leurs racines profondes dans l'art populaire autochtone, sont des produits beaucoup plus nationaux au vrai sens du mot. Cette thèse, mal comprise par les uns, qualifiée de paradoxale par les autres, souleva les plus vives contradictions dans la presse quotidienne et dans les revues techniques. Quoi qu'il en soit, ces discussions elles-mêmes attirèrent de plus en plus l'attention du public sur la musique française, à Varsovie, où l'influence de la musique allemande est restée prépondérante et où son prestige est énorme. Dans ces conditions, les conférences de M. Opienski sont venues à leur heure, étant donné surtout que les auditions qui les accompagnaient ont fait apprécier à un auditoire polonais les productions les plus variées de la musique française, depuis les chants des troubadours du moyen âge en vieux provençal, jusqu'aux œuvres de Debussy. Il est vrai qu'on n'alla pas jusqu'à la musique tout-à-fait contemporaine des Milhaud, Auric, Poulenc, Honegger, etc...

Il n'en est que plus remarquable que, très peu de temps après, une revue varsovienne à grand tirage ait éprouvé le besoin de renseigner d'une façon fort précise ses lecteurs sur tout ce mouvement artistique. Citons le passage où M. Skolimowski montre comment il voit l'influence de Debussy se développer, non seulement sur la musique française, mais sur toute la musique européenne :

> Debussy a chassé la musique des locaux fermés pour l'attirer à l'air libre. Au lieu de copier sans cesse les mêmes modèles de formes musicales usées selon notre schéma artificiel du dièze et du bémol, Debussy nous a rappelés à l'observation de la nature. Il nous a fait sentir ce qu'il y avait d'artificiel à distinguer dans les limites de l'octave 12 sons également élevés au lieu de 104 qui existent en réalité (il y en a probablement plus). Aujourd'hui la chose ne fait plus aucun doute. Tout en nous découvrant les richesses de la rhythmique, Debussy nous a appris à fixer nos regards sur la nature avec des yeux d'impressionnistes. Il appliqua ses observations à la musique. Non seulement il lui indiqua des voies tout à fait

nouvelles au point de vue rythmique, mais il rendit en quelque sorte plus subtil son dessin mélodique, il l'enrichit de moyens de coloriste à l'aide d'accords audacieux dans le domaine de l'harmonie et de l'instrumentation.

D'une façon analogue aux peintres impressionnistes, se servant de toutes les couleurs du spectre solaire, Debussy engagea la lutte avec la presque inévitable partition allemande. Au point de vue de l'harmonie et de l'instrumentation il en arriva au principe de la liaison des sons (intervalles) et des instruments individuellement nuancés. C'est pourquoi les accords de Debussy se fondent rarement dans une synthèse de nuance indéterminée, mais ils éclatent de leurs couleurs particulières, ne se composant ni d'intervalles, ni d'instruments.

Ainsi, la conception de Debussy ouvrit une nouvelle période dans l'histoire de la musique. Ses idées furent accueillies par tous les esprits ouverts parmi les musiciens du monde entier et elles devaient posséder une véritable force. C'est en effet à Debussy qu'on doit toute cette riche moisson de la musique européenne contemporaine où nous ne nous orientons qu'avec quelques difficultés, mais où nous distinguons déjà d'illustres représentants de cette transformation totale des traditions musicales jusqu'alors acceptées: Ravel, Dukas, Schmitt, Roussel, Honegger, Milhaud et Poulenc en France, Schoenberg et Scherker en Allemagne, Skriabine, Krabinski et Prokofiew en Russie, Szymanowski en Pologne, Malipiere en Italie, de Falla en Espagne, Scott en Angleterre, Klenau au Danemark, Kartoka en Hongrie, Suka et Vomacki en Tchécoslovaquie

BULGARIE

Stamboulisky

Les masses de gros cheveux qui entourent le front et les tempes d'Alexandre Stamboulisky sont grises comme la brosse lourde et hérissée de sa moustache... Sa voix caverneuse retentit comme le tonnerre ensortant de lèvres épaisses... ses gestes semblent empruntés au ring des boxeurs... Personne n'est sûr que Stamboulisky ne médite pas un coup dans la mâchoire lorsqu'il avance d'un air renfrogné vers un étranger, le bras droit tendu en arrière, le poing fermé, le sourcil froncé, les joues mal rasées empourprées de sang, son pantalon en forme de sac à moitié replié dans de grands souliers qui attirent l'attention sur des pieds énormes...

Lorsqu'on le regarde, on a l'impression du pouvoir, de la force physique et morale, de la volonté indomptable... Mais lorsqu'il coupe une pomme avec un grand couteau qu'il tire de la poche intérieure de sa tunique, il semble un enfant. Il mâche le fruit d'un air réfléchi en essuyant la lame de son couteau sur le revers de sa tunique, grommelant dans la seule langue qu'il connaisse bien, son bulgare natal, bien qu'il puisse jurer et gronder dans plusieurs langues européennes avec un accent qui le rend inintelligible.

L'expression de ses petits yeux noirs est déconcertante... Lorsqu'il parle, il lève sa main droite et accentue ses observations avec le pouce ou l'index, tandis que l'énorme bâton qu'il tient dans sa main gauche, — cela pourrait difficilement s'appeler une canne, — semble ten : en

réserve pour quelque éventualité. Il y a quelque chose d'inexplicable dans les cris perpétuels de cet homme. Il ne semble jamais devoir s'enrouer... Il semble avoir l'appétit d'une baleine et la puissance digestive d'une autruche et il aime se servir de son couteau en beaucoup de circonstances où la plupart des gens emploient une fourchette. Ses propos de table sont ponctués par des observations de ce genre, accentués par le jeu de ce terrible poing : « Ne me dites pas cela ou je vous jette à la porte ».

Tel est cet homme énorme et terrible, gros comme un buffle, et devant qui Sofia tremble, car Sofia voudrait être une capitale joyeuse, mais Stamboulisky affecte l'austérité paysanne. Il est l'ennemi des théâtres... et regarde les cinémas avec défiance. Pour les cafés-concerts, il grogne contre eux. « Nous ne sommes pas à Constantinople ! », dit-il à un homme qui demandait l'autorisation d'en ouvrir un...

C'est un paysan et il vient d'une longue lignée de paysans. Il a vécu à la ferme : il a suivi un cours d'agriculture à l'Université de Halle... Il n'a jamais rien tiré des livres qui ont été mis entre ses mains... Un de ses aphorismes favoris est que les gens qui se nourrissent de livres deviennent sournois et paresseux. Ces idées ont été atténuées par le contact d'une douce maîtresse d'école qui avait une classe de petits enfants sur une colline. Stamboulisky, qui était alors un rude laboureur, sauva les enfants d'un torrent de montagne et fut proclamé héros par l'institutrice... Stamboulisky sauva ensuite la dame — elle était plus âgée que lui — et peu après il l'épousa.

Le roman de sa vie a duré jusqu'aujourd'hui, car le gros Bulgare est un mari et un père modèle. Il sait ce qu'il doit à sa femme qui lui a appris comment il faut se tenir pour respecter les habitudes de la civilisation. Le temps n'est pas loin où il gravissait les marches d'un escalier trois par trois parce qu'il trouvait monotone de mettre un pied sur chaque marche, où il lançait sans cesse de terribles jurons qui donnaient à sa parole l'éclat du feu. Il permet aujourd'hui qu'on joue quelques airs d'opéra, et consent à écouter lorsqu'on lit de la poésie, chose qu'il n'aurait pu faire avant son mariage...

Dans sa vie publique il reste quelque chose de primitif et de sauvage. Le succès politique signifie pour lui l'angoisse, la révolte, la ruine de ses adversaires. Il se sert de tous les moyens dans le débat, particulièrement des scandales de la vie passée de ceux qu'il critique... Quant à ceux qui ne sont pas contents de ces remarques, il leur dit qu'ils peuvent lui demander satisfaction, où et quand ils voudront, à coups de poing...

Son instrument politique est le bruit. Il n'excelle pas dans l'exposé clair d'une politique, mais dans le tumulte de la contradiction... Pour lui, un parlement est comme une course de taureaux ; il faut échanger de coups, lancer des injures à droite et à gauche. Il ne se trouble pas

lorsque ses ennemis lui lancent des épithètes injurieuses, comme brigand, despote, menteur, voleur. Pour lui cela fait partie du jeu et il le joue avec furie... Lorsqu'il est vaincu et qu'on le jette en prison... il pense que son tour viendra et il n'hésite pas à emprisonner et à opprimer dès qu'il a repris le pouvoir. Il a infligé les plus terribles amendes aux profiteurs. Son code de conduite est fondé sur cette théorie : tout ce que fait un fermier est bien fait. Il regarde avec une défiance profonde toute personne dont la vie s'est écoulée dans une grande ville. « Aller vivre à New-York ! dit-il récemment à un jeune Bulgare, savez-vous qu'il y a un million de personnes dans cette ville et qu'une grande ville est une porte de l'enfer ? » Il fut si furieux, lorsqu'il apprit que la population de Sofia augmentait, qu'il établit une série de taxes oppressives expliquant que si les gens étaient assez corrompus pour préférer la vie des villes, ils devraient payer pour cela. Aussi est-il peu aimé dans la capitale de la Bulgarie, mais les fermiers et les paysans le regardent comme le sauveur du pays.

C'est parce qu'il y a de grandes villes, explique Stamboulisky, que le monde est ravagé par le communisme,le bolchevisme et l'anarchisme. Les gens y apprennent l'existence de monstruosités, comme les costumes de soirée, les robes de soie, les rivières de diamants et les bals masqués... Il estime que les mets de luxe, les vêtements magnifiques, les fines toiles et les coupes d'or devraient être interdites par la loi.

Stamboulisky est si attaché à sa conception spartiate de la vie qu'il l'impose d'une façon générale aux Bulgares. Tout déploiement de richesse est certain de provoquer ses commentaires défavorables et il n'hésite pas à poser des questions embarrassantes aux nouveaux riches. Quelquefois il consent à montrer quelque chose qui peut ressembler à du tact, grâce aux conseils de sa femme... Il a consenti par exemple à se montrer indulgent pour un jeune Bulgare à qui son père avait amassé un beau magot pendant la guerre. Le fils apparut à Sofia habillé à la dernière mode parisienne, dans une automobile du dernier modèle, suivi d'un valet chargé de pourvoir à tous ses besoins. En peu de temps il organisa une bande de jeunes riches qui étalaient devant les gens de Sofia toutes les élégances de Londres, de New-York et de Paris...

Stamboulisky envoya chercher par la police le jeune Bulgare qui avait causé cette ruée de gaspillage dans la ville. Le premier ministre portait son pantalon rapiécé et ses souliers de cuir grossier. Le jeune coupable qui paraissait devant lui était vêtu comme un sybarite. Stamboulisky passa quelques minutes à admirer l'effet de cette belle toilette. Elle aurait fait, dit-il, une terrible impression à Londres ou à New-York. A Sofia elle ne pouvait que démoraliser le peuple. Stamboulisky raconta ensuite comment il s'était déterminé à renoncer aux

gants. Dans sa jeunesse il trouvait que les gants étaient utiles en hiver. Mais il craignit l'effet du mauvais exemple et n'en porta plus. Il supplia son jeune ami de faire comme lui, de porter de simples vêtements, comme un Bulgare de naissance.

A ce moment, le jeune homme déclara qu'il était converti à la simplicité. Stamboulisky ouvrit une armoire, en tira une culotte tachée et déformée et ordonna à son jeune ami de l'entiler immédiatement. Il n'y avait pas à désobéir. Le jeune homme enfila la culotte Stamboulisky tira alors un vêtement qui devait avoir été laissé de côté par quelque garçon de ferme. Le jeune homme dut l'endosser. Puis il ôta le col, la cravate et les manchettes et Stamboulisky l'aida à opérer cette transformation : « Maintenant, vous avez bien plus l'air d'un Bulgare, dit-il au jeune homme en le congédiant, et vous donnerez un bon exemple à vos amis ».

Current Opinion, juin 1922.

LA CONFÉRENCE DE GÊNES

Le résultat de Gênes.

M. Rathenau, dans son discours à la séance de clôture, a attribué à la Conférence de Gênes une importance historique, et les autres hommes d'Etat qui ont participé à la scène finale ont émis un jugement analogue. Ce n'est pas étonnant : aucun de ceux qui ont joué un rôle dans un congrès de plusieurs semaines comme celui-ci ne voudra reconnaître que ses efforts ont été vains, et chacun d'eux voudrait influencer d'avance le jugement de l'histoire en faveur de l'entreprise à laquelle il a collaboré.

Nous autres, simples mortels, qui avons dû nous contenter de regarder par les fenêtres et qui avons appris le reste par les principaux acteurs et leurs chefs de propagande, nous voyons les choses d'un œil plus objectif et, disons-le tout de suite, plus sceptique. Sans doute la Conférence de Gênes prendra place dans l'histoire de l'Europe; mais aura-t-elle dans l'évolution de la politique et de la vie économique européenne la grande importance que revendiquent pour elle ceux qui y prirent part ? c'est une autre question.

De toutes façons, les résultats positifs et tangibles sont très maigres. Ils se réduisent à quelques résolutions fort académiques sur des questions économiques, financières et de transport, et à la décision de convoquer une nouvelle conférence qui doit résoudre l'épineux problème russe. N'en déplaise à Messieurs les hommes d'Etat, c'est bien peu en raison de la puissance de l'appareil qu'on avait monté. A notre

point de vue (de profane naturellement) on aurait pu sans doute atteindre ce but à moins de frais.

Je le sais, on nous objectera les « résultats accessoires ». C'est d'abord le traité germano-russe que nos délégués rapportent chez eux. Certainement ses dispositions sont bonnes et réjouissantes, bien qu'il s'agisse seulement d'une traite sur l'avenir dont la valeur n'est pas encore entièrement déterminée. Mais sa conclusion n'avait rien à voir avec la Conférence, et il était en contradiction avec le but véritable de cette dernière puisque M. Rathenau s'est trouvé dans l'impossibilité de confirmer son opinion sur l'importance historique du congrès par des expériences personnelles faites à la commission politique. Les Allemands ont été exclus de celle-ci aussitôt après leur accord avec la Russie. En tout cas, Gênes n'a pas eu plus d'importance pour cet accord que pour les négociations italo-allemandes inachevées sur les biens allemands, et l'exemple qu'il devait fournir au monde entier, comme on l'a dit plus tard, pour le règlement de ses conflits aurait pu être présenté avec autant de succès ou, si l'on veut, avec aussi peu de succès dans une autre ville et à une autre époque.

Quelle que soit l'opinion de chacun sur le traité germano-russe, même ses admirateurs enthousiastes doivent avouer que sa signature n'a pas précisément amélioré l'atmosphère des réparations. Sans doute, la question des réparations était exclue d'avance de l'ordre du jour, mais l'Allemagne n'en est pas moins venue à Gênes avec l'intention de sonder officieusement le terrain et, si possible, de créer un état d'esprit plus favorable à ses revendications. Cette politique fut brillamment inaugurée par une démarche qui devait fatalement unir les alliés contre nous !

Qu'avons-nous obtenu dans l'affaire des paiements pour les réparations ? La presse des nationaux-allemands et du parti populaire a fait l'éloge du traité de Rapallo parce qu'il était à ses yeux le commencement de la fin de la politique allemande d'exécution. Mais la dernière note allemande à la Commission des Réparations, si on la compare à la note envoyée la veille de la Conférence de Gênes, constitue une retraite en bonne forme et M. Hermès, qui tient par dessus tout à manifester en France sa volonté d'exécution, est allé à Paris pour tirer les conséquences pratiques de ce « regroupement » qui s'effectua « après entretien avec la Commission des Réparations » Voilà le second succès de l'Allemagne à Gênes.

Cependant on murmure doucement à notre oreille que l'entente franco-anglaise a fait naufrage sur la côte de Ligurie. Quelle exagération insensée ! Qu'il existe de graves désaccords entre les conceptions de Lloyd George et celles du gouvernement français, nous le savions auparavant. Le premier ministre anglais, qui vit dans la douce conviction que l'Angleterre a maintenant tiré les meilleurs avantages du

traité de paix, est beaucoup plus favorable à une révision du pacte qui serait profitable à son pays que la France, qui n'en ressent pas au même degré les inconvénients économiques, et que la vue de ses régions dévastées et la crainte d'une nouvelle attaque allemande empêchent d'apercevoir clairement la solidarité économique de l'Europe. Pour la France, la reconstitution rapide du marché russe n'a pas la même importance immédiate que pour son alliée, qui a laissé voir un peu trop clairement à Gênes que les intérêts de la Royal Dutch-Shell la poussaient à agir vite. Mais tout cela ne signifie pas une rupture de l'Entente et, même si cette rupture se produisait, elle n'offrirait aucun avantage pour nous. En mettant les choses au mieux, les Anglais se retireront dans leur île et, suivant l'exemple américain, abandonneront l'Europe à son sort. Qu'y gagnerons-nous ? Spéculer sur les divisions de nos adversaires, c'est une folie presque plus grande aujourd'hui que pendant la guerre.

Si nous ne sommes pas en état de reconnaître à la Conférence une importance historique pour l'Allemagne, et si nous laissons de côté nos affaires personnelles, le but visé n'a pas été atteint. La Russie est toujours, comme auparavant, en dehors de la communauté politique et économique de l'Europe, et cette Europe n'aurait pas un aspect sensiblement différent si les représentants des différentes nations avaient passé le printemps chez eux et non sur la Riviera.

Nous le constatons sans aucune joie malveillante, car il serait trop facile d'expliquer cet échec par le fait que le capitalisme est incapable de sauver le monde de sa détresse et l'on pourrait nous rappeler avec raison que le prolétariat socialiste international n'est pas arrivé non plus à un accord sur les méthodes de la reconstitution. Sans doute, le capitalisme est incapable de jeter les bases d'une paix durable. Mais s'il a échoué aussi dans sa tentative d'amener une amélioration passagère de la situation, cela tient à des fautes politiques qui ne sont pas dues uniquement à l'essence du capitalisme, et qui ont été commises par tous, même par Lloyd George, qui a trop tendance à se considérer comme un Dieu.

Le devoir immédiat et urgent de la classe ouvrière est de reconnaître ces fautes et d'employer toute son influence à en supprimer les causes. Si elle voulait, comme on le lui conseille çà et là, trop compter sur la force irrésistible des événements, elle pourrait faire des expériences très douloureuses.

(R. Breitscheid, *Der Sozialist*, 27 mai 1922).

La France et la Conférence de Gênes.

Les parlements des nations européennes examinent en ce moment les résultats de Gênes. Même les partisans résolus de Lloyd George n'ont pu éviter que la joie causée par la Conférence fût très modérée à la Chambre des Communes. Mais à la Chambre française le mécontentement s'est manifesté si clairement que Poincaré lui-même a dû prendre la défense de la Conférence. Lorsque celle-ci se termina il y a deux semaines sans avoir réalisé un seul des grands projets de Lloyd George, la presse française y vit un succès de la politique de son pays; mais ce fut une opinion momentanée qui ne put faire longtemps illusion sur l'échec du programme français. Ce fut un échec de n'avoir pas réussi à empêcher la réunion de la Conférence; ce fut un échec d'avoir vu à Gênes l'Allemagne siéger au Conseil des Nations avec les mêmes droits que les autres puissances; ce fut un échec de n'avoir pu dissoudre la Conférence et rejeter la responsabilité de cette dissolution sur une autre puissance, l'Allemagne ou la Russie; enfin le plus grave de tous les échecs fut que la France se trouva toujours seule à Gênes, que non seulement l'Angleterre et l'Italie mais la Petite Entente et la Pologne même refusèrent de la suivre dans les questions décisives. Si la situation des délégués français à Gênes fut regardée comme désespérée, on ne doit pas considérer ce fait comme une exagération allemande : l'impasse dans laquelle se trouve la politique française est si visible que même les hommes d'Etat français à Gênes n'ont pu s'empêcher de le constater. Les maladresses de M. Barthou sont dues autant à cette fâcheuse situation qu'à ses défauts personnels comme diplomate. La politique officielle française telle que la pratique Poincaré ignorait-elle cette situation ou bien cherche-t-on à tromper quelque temps encore le monde sur ce dilemme de la politique française d'après guerre ?

On a souvent affirmé que Poincaré était mécontent de la politique de Barthou à Gênes, parce que Barthou avait tenu un langage plus modéré, qu'il avait appris très tard à Gênes. Ce n'est pas exact, car Barthou, chaque fois qu'il a été livré à lui-même a été aussi violent et intransigeant que son seigneur et maître. La seule différence a été que Poincaré siégeait loin de la pression des « Alliés » et des négociations; pour Barthou, au contraire, qui était à même de recueillir dans toutes les directions l'écho immédiat de toute initiative française, il était moins facile de montrer l intransigeance de ses paroles et de ses sentiments qu'à Poincaré devant ses partisans français. Ce fut pour les Français une rude épreuve que de constater chaque jour la défiance

de leurs anciens amis, l'attitude hostile de la plus grande partie de la presse étrangère et le triomphe silencieux de leurs adversaires détestés. Pour ne pas tout gâter, Barthou fut forcé de céder dans la mesure où sa maladresse innée le permettait, et il essaya ainsi d'être plus habile à Gênes que Poincaré n'avait besoin de l'être en France.

Le but fondamental de la politique française est le maintien du traité de Versailles; de là dépend tout ce qu'on demande pour l'avenir de la France. Si la paix est ébranlée, on ne pourra plus s'arrêter, les dispositions naturelles de ce monde triompheront de tous les espoirs fondés sur la force. C'est pourquoi toute conférence est dangereuse lorsqu'elle veut parler de la reconstitution européenne et de la paix véritable, car elle est dirigée naturellement contre l'œuvre de Versailles..... Dans toutes les commissions, bien qu'il fût interdit formellement de toucher au traité, on a pris de nombreuses décisions qui en sapaient les bases. Même les Russes ont eu l'impudence de parler devant le monde entier des questions interdites ! Aussi comprend-on le désespoir des Français : ils voient leur œuvre s'écrouler lentement, et la France perdre continuellement du prestige parce qu'elle veut empêcher cet écroulement.

La France est-elle forcée de suivre cette politique? Nous autres, Allemands, nous ne le comprenons pas bien. Mais si la paix de Versailles devait être le seul moyen de maintenir la « grandeur » de la France telle qu'on la conçoit dans ce pays, en réalité la politique française est placée devant un dilemme insoluble. Ce que nous autres Allemands portons en nous, la confiance inébranlable dans la vigueur indestructible de notre nation, de notre civilisation, de notre puissance économique, le Français ne le possède pas, il tremble devant l'arrêt ou le recul du chiffre de sa population, il tremble devant la ruine possible de sa puissance économique et il ne rabaisserait et ne critiquerait pas la civilisation allemande avec une mauvaise foi si maladive s'il ne voyait pas en elle une force irrésistible. Si la France reconnaît au peuple allemand l'égalité de droits et la pleine liberté d'action, on se voit en France dominé à bref délai, idée insupportable pour la masse des Français et inconcevable pour leur fierté.

Cette contradiction explique la politique actuelle de la France. A nous, Allemands, elle pourra encore faire beaucoup de mal pour l'instant, mais à la longue elle attirera sur la France la haine du monde car toutes les revendications de la politique française et de l'âme populaire française (si l'on prend la majorité de la nation pour le tout) atteignent indirectement tous les autres peuples autant que nous. Cette aversion du monde, cet isolement politique qui en résulte, on les craint d'autant plus en France que l'on a moins de confiance dans ses propres forces. L'incertitude de la situation internationale actuelle vient de ce que l'Angleterre ne défend pas avec beaucoup de force son

point de vue contre la France; mais, si limitée que soit cette force pour l'instant, si évidents que soient les efforts de Lloyd George pour gagner du temps, on n'en constate pas moins dès maintenant le changement de la situation internationale et la diminution de l'influence française. Il y a trois ans elle dictait la paix de Versailles, non seulement à nous mais aux Anglais et aux Américains, et elle repoussait toute objection de la raison (Lansing et Nitti l'ont montré d'une manière irréfutable); aujourd'hui elle est forcée de voir en grinçant des dents que les porte-parole de ses alliés prennent position contre cette paix, que l'on réclame le désarmement et qu'en Allemagne on parle de plus en plus ouvertement d'une révision du traité.

Que l'on observe maintenant l'attitude de la politique française; elle a empêché plusieurs événements, mais elle n'a pu empêcher ni la Conférence de Gênes ni ses décisions économiques qui sapent les bases du traité de paix. Pendant des semaines, la politique française par la bouche de son président du Conseil et par l'agitation de tous les milieux chauvins, a fait entendre la menace de nouvelles sanctions et même d'une action séparée de la France; finalement elle n'a rien fait du tout et s'est contentée d'attendre la nouvelle impulsion donnée à la politique européenne par la décision des banquiers américains. Est-on trop optimiste en affirmant que la France, sous l'impression de Gênes, recule alors qu'auparavant elle aurait été jusqu'au bout? On a lieu de soupçonner que la France ne peut pas modifier sa politique erronée, mais qu'elle en redoute les conséquences. En outre, la nécessité pressante d'obtenir de l'argent est un obstacle si puissant à toute entreprise d'hégémonie que de ce côté aussi la politique française ne réussit pas à sortir du dilemme. La France a compris le danger d'un isolement. Si la Conférence de Gênes avait fait naître un sentiment de ce genre, on devrait à l'avenir apprécier ses résultats mieux qu'on ne l'a fait jusqu'ici. Sans doute, il faut s'attendre encore avec la politique française à des actes d'égarement, de désespoir, mais nous ne pouvons refuser absolument de croire que les dangers les plus graves de l'après-guerre sont passés. En effet, c'est heureusement une vérité que la ruine de l'Allemagne ou son abaissement par la force sont aussi un péril pour la France. L'histoire est plus juste que ne l'a rêvé la passion de nos ennemis.

(Professeur Dr Walter GOETZ, *Die Hilfe*, 5 juin 1922).

ÉTATS-UNIS

La prohibition de l'alcool aux Etats-Unis

Dans le Current History, *M. Wayne B. Wheeler, l'un des principaux apôtres de l'anti-alcoolisme, expose les premiers résultats de la loi de prohibition :*

Le premier résultat social important obtenu grâce à la prohibition est la diminution du nombre des arrestations et des condamnations pour ivresse. C'est le but principal que la prohibition a poursuivi. Toute politique du gouvernement, relative au trafic de spiritueux qui diminue matériellement l'ivrognerie est dans la bonne direction. Il est très intéressant de comparer l'année 1917 à l'année 1921.

En 1917, ont lieu à Boston 7.289 arrestations pour ivresse; en 1921, il y en a 3.098. Le total des deux années 1920 et 1921, est inférieur à celui de n'importe quelle année antérieure à la loi de prohibition. En 1918, il y a 14.070 arrestations pour ivresse à Cincinnati, en 1921, 500. A Milwaukee, il y a en 1917, 738 arrestations pour ivresse; 3.385 en 1921. A Saint-Louis, le chiffre passe de 4.958 à 993. A Washington, de 10.793 à 5.765, à New-York, de 13.844 à 6.427. A San Francisco, de 15.106 à 5.530.

Ces chiffres sont typiques. Si nous comparons les chiffres de la dernière année « humide » avec 1921, nous trouvons une décroissance d'environ 50 % dans le nombre des arrestations pour ivresse. Le contraste est frappant si l'on passe à des pays comme l'Angleterre où les chiffres officiels apportés au Parlement signalent en 1920, une augmentation de 65 % du nombre des condamnations pour ivresse et où le docteur Templeman, médecin de police, signale 61 cas d'enfants morts étouffés par des mères trop ivres pour avoir entendu leurs cris. Les Anglais qui viennent chez nous, ont vraiment mauvaise grâce à critiquer une prohibition qui diminue l'ivrognerie aux Etats-Unis dans la proportion même où, en Angleterre, elle augmente.

Des enquêtes récentes, faites par les adversaires de la prohibition, prouvent qu'elle est un succès. Le premier article de l'enquête du *New York Herald* admet qu'il y a une diminution de 70 % dans la consommation de boissons alcoolisées. Une autre enquête faite par le *Cosmopolite Magazine*, établit que le nombre de buveurs de toxiques a passé de 20.000.000 à 2.500.000. Une politique de gouvernement qui atteint un pareil résultat n'est pas une faillite, mais un succès. Lorsque la prohibition sera complètement observée, les résultats grandiront proportionnellement.

Dans la discussion sur les résultats de la prohibition, deux facteurs

ne doivent pas être négligés. D'abord, dans certains Etats aux centres très populeux comme Baltimore, New-York, Philadelphie, San Francisco, la Nouvelle-Orléans, il n'existe pas de code particulier à l'Etat, pour contraindre la population au respect de la loi. Ce soin est laissé à quelques agents fédéraux. Dans les Etats où un code spécial a été adopté, où les agents nationaux et municipaux collaborent, la loi est beaucoup mieux appliquée. Le deuxième facteur est, lui aussi, très important. Dans plusieurs Etats, la loi sur la prohibition existait avant que le Congrès eût voté une loi nationale. On ne peut s'attendre dans ces Etats à une aussi grande diminution du nombre des arrestations.

Si vous lisez les journaux, vous verrez que beaucoup de crimes sensationnels ont leur origine dans l'alcool. Ceci ne prouve pas que la prohibition provoque les crimes; ceci prouve, ce que les « secs » ont toujours soutenu, que l'alcool provoque le crime et qu'il faut en finir d'une manière absolue et complète avec toutes les formes de boisson alcoolique.

L'alcool nuit à la santé. Le tableau suivant montre la décroissance des chiffres des morts par l'alcool dans la ville de New-York. 1918 est omis parce que la grippe est venue troubler les statistiques et que les restrictions de guerre avaient commencé à agir sur la mortalité. 1919 est omis parce qu'une moitié de l'année a été « humide » l'autre moitié soumise aux restrictions de guerre.

Morts par l'alcoolisme

1916	687
1917	560
1921	119

Soit une décroissance moyenne de 80 %.

Le rapport annuel de l'Assistance Publique de New-York donne en 1921, les renseignements suivants.

a) *Malades.* — On voit rarement des intoxiqués types. Dans le service psycho-pathique, on note une décroissance marquée dans le nombre des admissions pour alcoolisme;

b) *Employés.* — Une amélioration sensible est notée dans leur tenue, dans leur conduite, dans l'accomplissement des devoirs. Ils restent plus longtemps dans leur service.

Dans les hôpitaux de fous de l'Ohio, en 1911, 11,8 % des admissions étaient attribuées à l'alcool. En 1921, la proportion est de 2,7 %.

L'alcool est une menace pour le bien-être général. Les idées du Président Harding sur ce sujet sont les suivantes :

« Dans toutes les communautés, les hommes et les femmes peuvent voir maintenant ce que la prohibition signifie. Ils voient que les dettes sont payées beau-

coup plus tôt, que les hommes rapportent leur paye à la maison au lieu de la dépenser au cabaret, que les familles sont mieux habillées et mieux nourries et que de plus grosses sommes prennent le chemin des caisses d'épargne. Le commerce de l'alcool détruisait ce qu'il y a de plus précieux dans la vie américaine. Devant une pareille évidence, quel homme consciencieux pourrait se laisser entraîner par ses désirs égoïstes, à révoquer une pareille loi? Je crois que, dans une génération, l'alcool aura disparu non seulement de la politique, mais même de la mémoire. »

(*Current History*, mai 1922).

La lutte pour l'Atlantique

M. Charles W. Stokes expose l'histoire de la lutte des compagnies de navigation dans l'Atlantique, puis il examine la situation actuelle :

Aujourd'hui, l'orgueil de la marine marchande allemande a été humilié. Ses vaisseaux monstres ont été distribués parmi les Alliés. Bien qu'on entende dire de temps à autre que l'Allemagne « va revenir », qu'elle fait déjà les plans d'un vaisseau aussi grand que le *Colombus*, il n'en est pas moins vrai que, sur le tonnage qui se dirige cet été vers les ports de l'Amérique du Nord, 51.000 tonneaux seulement, soit moins de 4 % flottent sous pavillon allemand. Le plus grand navire allemand flottant à l'heure actuelle est le *Hansa*, de la *Hamburg-Amerika* qui a 16.703 tonneaux.

Si l'on examine les ports américains, deux faits très intéressants apparaissent. D'abord, la prééminence du port de New-York et ensuite la rapide croissance du port de Montréal. Le tonnage du Saint-Laurent s'est accru l'année dernière dans des proportions bien plus grandes que celui de New-York. La *Cunard* est rentrée dans le Saint-Laurent après une absence de plusieurs années, avec six vapeurs, dont quatre nouvellement construits; la *White Star* a consacré trois navires à cette ligne et elle en a construit un quatrième. L'*Anchor-Donaldson Company* a construit, elle aussi, un navire. La *Canadian Pacific* a quatre nouveaux navires, dont trois viennent d'être achevés. Six autres navires sont encore en construction pour cette ligne. Le tableau suivant montre la situation actuelle.

Ports	Vapeurs	Tonneaux	Voiliers
New-York.....	76	1.246.522	421
Montréal et Québec...	29	398.586	157

Sur les 19 super-greyhounds qui parcourront l'Atlantique septentrional cet été —navires supérieurs à 20.000 tonneaux — 78 % du tonnage flottera sous le pavillon britannique. Sur le tonnage total de l'Atlantique, 57 % environ flottera sous le pavillon britannique; 20 % sous le pavillon américain; 10 % sous le pavillon français.

La navigation, comme toute l'industrie, se centralise et passe aux mains de quelques groupes. Les trois plus puissants de ces groupes contrôlent pratiquement les deux tiers du tonnage en passagers dans l'Atlantique septentrional. La *White Star* avec ses affiliées, *White Star-Dominion, Red Star, Leyland, Atlantic Transport Line* possède environ 450.000 tonneaux. La *Cunard* avec les *Anchor* et *Anchor-Donaldson Lines* possède 390.000 tonneaux. Puis vient la *Canadian Pacific* avec 213.000 tonneaux; la *Compagnie générale transatlantique* avec 137.000 tonneaux et l'*United States Shipping Board* avec 130.000 tonneaux. Si l'on estime que la capacité totale en passagers du navire moderne du type ordinaire de troisième classe est d'environ 15 personnes par 1.000 tonneaux, on peut calculer que si ces 109 navires se mettaient en route, ils pourraient transporter, en plus de leurs équipages, environ 140.000 personnes. Dans leurs six voyages complets, ils en transporteraient au moins 800.000.

Mais les Compagnies de navigation ne paraissent pas considérer leurs flottes comme terminées. Loin de regarder l'Atlantique avec pessimisme, elles ont commandé quatorze nouveaux navires ayant une capacité totale de 242.000 tonneaux, 152.000 pour New-York; 90.000 pour le Saint-Laurent. (Ce chiffre ne comprend pas le *Leviathan* qu'on est en train de réparer dans le port de New-York pour 8 millions de dollars et qui ajoutera 80.000 tonneaux au total américain). Trois de ces nouveaux navires dépasseront 20.000 tonneaux. Le jour du navire-monstre est-il arrivé ?

(*Current History*, mai 1922).

RUSSIE

L'évasion de la baronne Wrangel.

Dans la Fortnightly Review *de mai, la baronne Wrangel, mère du général, publie des souvenirs sur la vie à Pétrograd et le récit de son évasion :*

La baronne Wrangel n'a pu suivre son mari qui est passé en Finlande. Agée et malade, elle gagne misérablement sa vie dans un musée de Pétrograd.

L'étage que j'habitais passa aux mains de quelques Juifs et de leurs amies dont l'une avait été autrefois servante dans la maison de mon oncle. Elle touchait maintenant un salaire plus élevé que le mien, bien qu'elle sût à peine lire et écrire. Mon plus grand ennemi était un épouvantable soldat de l'Armée rouge qui couchait dans la chambre à côté de la mienne. Tous ces nouveaux occupants avaient naturellement pris les meilleures chambres et ne me laissaient qu'un petit couloir. Ils

menaient joyeuse vie, me traitant comme un paria, riant de ma pauvreté et se réjouissant de ma misère. Bien souvent, j'eus des faiblesses en passant près de leur cuisine d'où venait la délicieuse odeur oubliée d'un dindon ou de quelque autre viande rôtissante. Le soldat rouge se promenait à travers l'étage en vêtements de dessous, fumant la pipe et chantant des chansons révoltantes. Il se moquait de moi m'appelant « Camarade Wrangel » ou « Ex-Madame » et m'empêchait de dormir toute la nuit par le bruit qu'il faisait dans sa chambre avec des amis de son espèce...

En février 1920, *le nom du général Wrangel commence à paraître dans les journaux. Madame Wrangel entend parler partout de « ce chien de Wrangel, serviteur à gages de l'Entente ». Elle quitte son logement et, sous un nom d'emprunt, se loge dans une pension de famille*

Cette pension me parut un Paradis. Quel étrange Paradis pourtant ! J'avais seulement le quart d'une chambre divisée en quatre parties par de minces rideaux. Chaque partie comprenait un lit de fer, avec un étroit matelas, une armoire, une table, deux chaises, un lavabo et un seau de toilette. Deux des habitants jouissaient des fenêtres, les deux autres, dont j'étais, avaient la porte. Deux de mes compagnes étaient de bonnes âmes, mais la troisième, ma voisine, était une vieille fille, ancienne maîtresse d'école, qui, ayant souffert jadis, était heureuse de se venger sur moi. Elle me traitait parfois comme un chien.

Mais dans la maison habitaient d'autres personnes, fantômes du passé, qui avaient survécu par miracle à tant d'horreurs, des femmes charmantes, dont certaines cachaient des noms fameux sous l'uniforme de l'infirmière ou le tablier de l'ouvrière.

A quelque temps de là, la baronne Wrangel reçoit un message d'un de ses amis qui habite la Finlande et qui a tout préparé pour la recevoir. En compagnie d'une jeune fille que son ami lui a envoyé, elle se décide à passer la frontière.

Presque toutes les dernières tentatives avaient été malheureuses. La jeune princesse Galitzine, née Beckmann, avait été fusillée à la frontière, beaucoup d'autres avaient été jetées en prison. J'étais en proie à des émotions diverses. Etre fusillée pour mon fils, souffrir pour son nom, comme tant d'autres avaient souffert pour les leurs, me semblait une vision de gloire. Mais, en même temps, je sentais qu'il serait humiliant de donner à ce moment aux Bolcheviks des raisons réelles de me mettre à mort. Je n'avais pourtant qu'à me remettre aux mains du Tout-Puissant. Nous voyageâmes péniblement dans un wagon à bestiaux, car il n'y avait ni première, ni seconde, ni troisième classe sur cette ligne. Beaucoup de soldats rouges voyageaient avec nous, allant passer leur permission du dimanche dans leur pays à Oranienbaum. S'ils avaient su quel précieux otage voyageait avec eux !

A la station de Martichkino, ma compagne me toucha silencieusement le coude. Nous descendîmes. La nuit commençait à venir. Nous marchâmes longtemps sans but et je sentais que mes compagnons (un jeune garçon, frère de l'ami de Finlande, s'est joint aux voyageuses) étaient prêts à m'abandonner au premier signe de danger. Comme nous approchions de la mer, la silhouette d'un homme se dirigea vers nous. Je frissonnai, puis je compris que la jeune fille attendait cet homme. Il lui dit quelques mots et nous fit signe de le suivre. Dans le même silence impressionnant, nous avançâmes, et nous atteignîmes bientôt quelques misérables cabanes bâties au bord de la grand'route. Nous nous arrêtâmes près de l'une de ces cabanes. Un homme, Russe, et une femme, Finnoise, sortirent. Jetant des regards anxieux à droite et à gauche, ils nous firent entrer dans la cabane, fermèrent hermétiquement la porte et les volets et allumèrent une petite lampe à huile. A ma question : « Quand partons-nous ? » ils répondirent que le départ aurait lieu dans deux heures, lorsqu'il ferait complètement nuit et ils nous dirent de ne pas quitter leur cabane et de ne pas parler, à cause des patrouilles de soldats rouges. Nous avions demandé à manger. Ils nous donnèrent du café et des pommes de terre bouillies.

Nous attendions avec impatience l'arrivée de la femme du pêcheur dans le bateau duquel nous devions voyager. Elle arriva enfin, très troublée et triste, et elle nous dit que le pêcheur était si complètement ivre qu'il ne pouvait songer à partir, au moins cette nuit-là. Que fallait-il faire ? Retourner à Pétrograd ? Solution impossible, le dernier train étant parti. Et je n'aurais pas eu le courage de recommencer.

Nous résolûmes de passer la nuit dans la cabane, la jeune fille et moi dans un lit très douteux, le frère de mon ami sur le plancher, nos hôtes dans la cuisine. Epuisés moralement et physiquement, nous tombâmes dans un sommeil profond. Au milieu de la nuit, nous fûmes éveillés par des pas lourds et par des cris. « Les soldats rouges ! » murmurai-je et je sautai à bas de mon lit.

Ce sont des contrebandiers dont la cabane est le lieu de réunion. Un jour encore, la baronne Wrangel reste cachée dans cette cabane.

Enfin arriva le crépuscule que nous avions attendu si longtemps. Notre sauveur, le pêcheur ou contrebandier, parut avec ses deux compagnons. Evidemment, nos hôtes leur avaient offert à boire, car sans être complètement ivres, ils sentaient l'alcool. Cependant, nous n'avions ni le temps, ni la possibilité d'hésiter. Nous fîmes le signe de la croix et suivîmes ces hommes vers la mer.

La nuit était glaciale, sombre, lugubre. Sur le rivage, le pêcheur, ayant jeté autour de lui des regards anxieux qui nous inquiétèrent encore plus, tira un bateau du hangar et le mit à l'eau. Naturellement le bateau s'éloigna du rivage, si bien qu'on ne pouvait l'atteindre sans marcher dans l'eau. Avant que j'aie eu le temps de parler, je

fus saisie par le pêcheur qui se tenait dans l'eau, et déposée comme un sac de pommes de terre au fond du bateau.

La jeune fille était restée dans la cabane, n'osant venir avec nous jusqu'au rivage. Nous étions cinq, les trois pêcheurs, le frère de mon ami et moi, silencieux comme la tombe. Le bateau était du type commun des barques à une voile. Il avait heurté dans le sable et un temps assez long s'écoula avant notre départ. Enfin le terrible voyage commença. La nuit était très noire, le bateau roulait sur les vagues qui nous envoyaient au visage leur écume glacée, tandis qu'à tour de rôle, les pêcheurs vidaient l'eau de leur barque. J'avais les pieds trempés. Nous étions partis à sept heures, mais soudain les pêcheurs commencèrent à devenir anxieux, le vent changeant graduellement d'une façon qui n'était pas favorable à nos plans. Les pêcheurs disposèrent la voile, en nous recommandant de garder le silence, car nous allions être obligés de passer près de l'île de Cronstadt, d'où des projecteurs très puissants balayaient continuellement la mer dans toutes les directions. A la fin, ils m'ordonnèrent de me coucher au fond du bateau dans l'eau froide. Je fus alors comme une momie glacée, claquant des dents, et pensant que ce froid terrible était plus redoutable que le danger lui-même.

Je n'avais pas peur ; je ne désirais qu'un peu de chaleur. Enfin, Cronstadt et ses terreurs restèrent loin derrière nous. Nous étions seuls sur la mer sombre et agitée.

Les heures passaient. Malgré la fatigue et le froid, je remarquai que nous étions sur mer depuis plus de trois heures et demie, temps que devait durer le voyage. A deux heures, juste au moment où je venais de regarder ma montre, un coup de vent déchira notre voile et brisa le mât. Les pêcheurs se dressant dans le petit bateau, qui roulait terriblement, s'efforcèrent de le réparer ; ils juraient l'un contre l'autre et ils perdaient la tête. Chaque fois qu'ils bougeaient, les vagues passaient par dessus les bords étroits. Mais j'avais si froid et je me sentais si misérable que j'étais incapable de tout autre sentiment, même d'avoir peur. Comment dire les souffrances de mon corps sous mes vêtements mouillés, percés par un vent glacé, en cette terrible nuit d'octobre ? Enfin les pêcheurs arrivèrent à arranger la voile et nous assurèrent que nous ne tarderions pas à arriver. Mais, hélas, nous n'étions pas encore au bout de nos malheurs. La neige commença à tomber et nous fûmes entourés par d'impénétrables murs blancs. La neige fondait en tombant et nous ruisselait le long du dos. Je crus que ma tête était devenue un bloc de glace.

Quatre heures ! Nous avions voyagé huit heures. Depuis une heure, nous allions sans direction. Tout à coup les pêcheurs commencèrent à s'agiter et mon compagnon silencieux qui n'avait pas dit un mot depuis notre départ, se leva et sourit. A travers le voile de la neige

tombante, ils avaient aperçu la terre. Repliant la voile, les pêcheurs ramèrent vigoureusement dans cette direction, tandis que je me disais que mon âme aussi devait s'être glacée, tant je la trouvais indifférente. Une fois encore, le bateau s'échoua dans le sable, à quelque distance du rivage. Je n'avais pas la force de me lever. Les trois pêcheurs m'enlevèrent et me jetèrent brutalement sur la grève comme si j'avais été un cadavre. Avec des chuchotements terrifiés, ils nous ordonnèrent de nous taire, puis, prenant leurs ballots de contrebande, ils disparurent dans un bois voisin. Nous n'avions plus rien à faire ensemble. Mon compagnon et moi, nous étions seuls et libres. Je n'arrivai pas à le comprendre immédiatement. Je n'avais plus ni force, ni sentiments; mon jeune compagnon, au contraire, semblait une tout autre personne; il riait, il parlait, il m'aidait à me lever, il m'avertit que je ne devais pas perdre de temps, mais le suivre. Il était 4 heures 20. Où étions-nous? Dans quelle direction devions-nous marcher? Nous décidâmes de nous engager dans la forêt. En marchant, il me semblait que le froid s'en allait de mes épaules et que je fondais, moralement et physiquement. L'aube paraissait, lorsque nous arrivâmes soudain devant des fils de fer; leur inspection plus attentive nous montra que nous étions dans une zone fortifiée, et mon compagnon, qui avait passé toute sa vie en Finlande, reconnut le fort d'Ino. Il comprit que nous devions aller dans la direction opposée, vers la petite ville de Terioki. Nous marchâmes à travers la forêt, passant devant des villas fermées et des portes closes, une station d'été abandonnée. Enfin nous arrivâmes dans un village très silencieux à cette heure matinale et nous le parcourûmes jusqu'à ce qu'une lumière nous apparut. Nous frappâmes à la porte d'une petite maison. Un homme et une femme déjà âgés nous ouvrirent. Nous leur expliquâmes que nous étions des réfugiés russes, désireux de se reposer et de trouver un peu de chaleur. Ces paysans furent très hospitaliers. Ils nous firent entrer dans la salle et j'aperçus, ô joie, un poêle plein de feu.

(*Fortnightly Review*, mai 1922).

Un voyage en Transcaucasie.

M. Harold Buxton, qui fait partie du comité Nansen et revient d'un long voyage d'enquête dans les pays du Caucase, donne quelques notes de son journal à la Contemporary Review :

Batoum. — Batoum est aujourd'hui une des villes les plus étranges et les plus jolies du monde. Les rues sont des avenues bordées de mimosas. Lorsque j'en partis, le printemps commençait et les fleurs d'or répandaient leur glorieux parfum. Des enfants se baignaient sur le

bord de la mer et le soleil éblouissant et chaud fondait rapidement la neige sur les collines. Le dimanche soir, je m'assis en compagnie de M. Harcourt dans le jardin public et nous écoutâmes la musique. Est-ce ici l'Europe ou l'Asie ? demandai-je. Cet orchestre est-il bourgeois ou est-ce un peu de la Terreur Rouge ? Cette foule... que fait-elle du spectre de famine qui se dresse derrière elle ? (Quelque temps avant, j'avais vu, dans une rue, des femmes dévorant des morceaux de cheval mort). Les derniers bijoux sont vendus peut-être. Et cet après-midi de dimanche qui ressemble à ceux de Hyde-Park est le dernier répit accordé avant la chute. Je ne comprends pas ; cela est complètement inexplicable. Je pensais trouver un pays communiste, et je vois des boutiques ouvertes et des boutiquiers petits bourgeois. On m'avait dit qu'Enver-Pacha s'était établi à Batoum comme Président de la République adjarienne et personne ici n'a entendu parler d'Enver depuis que son misérable neveu, Nani, a tué ses gardes britanniques et s'est échappé de la ville. Géorgiens, Russes, Turcs, Arméniens, Perses, Lazis, se pressent ici et semblent être dans les meilleurs termes en ce dimanche après-midi.

Nous allons vers un petit square où un énorme buste blanc de Karl Marx fronce les sourcils vers nous et regarde d'un air désapprobateur la foule tranquille qui passe devant lui avec les gestes de la plus parfaite indifférence.

Nulle part en Transcaucasie, je n'ai vu une si complète tranquillité qu'à Batoum, cet après-midi. La famine pourtant est dans la ville, une famine bestiale, atroce : des enfants dont les bras et les jambes sont larges comme votre pouce ; des loups affamés, qui jadis étaient des êtres humains, rôdent autour des quais et des entrepôts du port ; des femmes de la vieille aristocratie se vendent à l'officier de marine qui voudra les emmener loin de leur pays. Mais il y a quelque chose de typiquement russe et d'héroïque dans l'insouciance de la foule de Batoum par ce dimanche. Ces événements ne valent pas la peine qu'on y pense. Vous ne devez pas y penser. Bannissez ces horreurs. Soyez gais pour une fois. Nitchevo !...

M. Harold Buton continue son voyage.

Pour voyager dans le sud de la Russie, il est très nécessaire d'adapter au milieu un certain nombre de nos habitudes personnelles. Mais le passage est beaucoup moins dur qu'il pourrait être, car il se fait petit à petit. Un jour vous renoncez au bain, un autre jour vous renoncez à vous raser, plus tard, vous cessez de changer de vêtement la nuit. Par degrés, vous acceptez toutes sortes de privations et le fait de satisfaire vos besoins naturels en public cesse d'éveiller votre attention ou votre réflexion. Quant à la nourriture, l'appétit fait passer sur les défauts du menu.

Janvier 1922. J'arrive avec mes compagnons à ... Pas d'hôtel.

Deux chambres nous sont allouées par le Comité révolutionnaire dans une maison des hôtes des soviets. Après le pandémonium de la gare et les lourdes heures passées à chercher un logement, la possession d'une chambre qui ferme à clé semble tout ce qu'on peut désirer. En vérité, ce n'est guère plus qu'une chambre : le mobilier consistant en une table, une chaise cassée, un lavabo sans eau, des planches nues pour plancher, des carreaux cassés aux fenêtres. Au dehors, le grésil et la bise. Nous pensons maintenant à manger et aux moyens de trouver un peu de chaleur. Le second problème est résolu le premier. Nos hôtes officiels venaient de prendre congé de nous et nous les avions remerciés largement de leurs attentions pour nous; nous commencions à nous installer lorsque nous fûmes interrompus à l'improviste. Un coup à la porte annonça l'entrée de deux jeunes officiers de l'armée rouge, apparemment hôtes, eux aussi, de la maison, et jaloux de leurs chambres. Leurs paroles (autant que je comprenais le russe) étaient loin d'être conciliantes. Et mes compagnons semblèrent penser que nous nous querellions. Je fus ému par deux considérations : 1° la présence d'un revolver à la ceinture du plus gros de ces hommes; 2° la présence d'une dame aux cheveux rouges qui entra à ce moment et réclama la chambre comme sienne. Après une discussion longue et chaude, je consentis que ma troupe se contentât d'une chambre au lieu de deux.

Les nuits que nous passâmes dans cette maison furent étrangement troublées. La comédie et la tragédie se mêlaient simplement. Il devint bientôt évident que la maison où nous nous trouvions était une sorte de maison publique où des danseuses de ballet et autres dames n'ayant aucun rapport avec la danse recevaient leurs visiteurs et gagnaient leur pain quotidien. Les pauvres femmes ! Comme elles avaient froid, comme elles avaient faim ! Ce qu'elles souffraient était épouvantable, mais elles étaient extraordinairement gaies et riaient à propos de tout. *I'la nitchevo* (ce n'est rien) disaient-elles et *Ochen blagodaryn* (merci) *Davolno* (assez) pour le plus petit morceau de biscuit ou de chocolat que nous pouvions leur donner.

Il n'y avait rien à manger et aucun instrument de chauffage lorsque nous arrivâmes... Plus tard, nous obtînmes une chambre ayant une cheminée et nous achetâmes un peu de combustible, quelques baguettes de bois, pour 50.000 roubles. Des névralgies nous tourmentaient et rendaient tout sommeil impossible. Alors la voix me manqua et pendant deux ou trois jours je me sentis complètement abattu. Je fus rappelé à la vie et à l'action lorsqu'on tenta de nous expulser de notre seule chambre. L'un des jeunes officiers que nous avions déjà rencontrés entra chez nous accompagné cette fois par un énorme Arménien de très mauvaise mine. Ils dirent qu'ils avaient besoin de place pour de nouveaux « hôtes » arrivés ce matin, que nous étions

restés assez longtemps, etc... Tout ceci se faisait à l'insu des fonctionnaires officiels. Cette fois je me mis en colère et je dis à mes amis que le temps était venu de montrer que nous n'accepterions pas de nouvelles insultes. La passion et la violence avec laquelle j'exprimai nos sentiments, frappa ces individus et ils battirent promptement en retraite. Je pensai cependant qu'ils allaient revenir. J'envoyai donc mes amis exposer les faits au Comité révolutionnaire et lui demander de nous aider. Ceci fut fait immédiatement et, une demi-heure après, l'ordre était rétabli par un officier rouge responsable.

Je regrette de dire que le vilain Arménien se tira de cette affaire librement; mais l'autre individu fut mis en prison pour quelques jours et lorsque nous le revîmes, il eut des manières toutes différentes. Notre nourriture était assurée, pour le moment, par une cuisine portative qu'une sœur prévoyante avait donné à l'un de nous. Peu après, un ou deux restaurants furent ouverts.

(*Contemporary Review*, mai 1922).

AFRIQUE DU SUD

Le problème des races dans l'Afrique du Sud.

M. Harold Wodson, directeur du Natal Advertiser *de Durban, expose les difficultés que présente le problème des races dans l'Afrique du Sud. Trois éléments sont en présence : les blancs, divisés en Anglais et en Hollandais, les indigènes, les émigrants asiatiques, hindous pour la plupart.*

Il y a une aristocratie blanche de 1.500.000 âmes, jalouse de son prestige, disposée à regarder les indigènes comme un prolétariat perpétuel, comprenant difficilement que la situation sociale actuelle ne peut pas durer plus longtemps. En face de cette aristocratie, se groupe la masse grandissante et menaçante des indigènes : les contacts plus nombreux des indigènes avec la civilisation blanche affaiblissent au lieu de l'accroître le respect des indigènes pour les blancs.

Ces indigènes n'aperçoivent aucune raison de douter de leur force. Ils voient leur nombre s'accroître en bien plus grande proportion que celui des blancs. L'éducation, le contact de leurs chefs avec les théories d'Occident leur donnent chaque jour le sentiment que les indigènes d'Afrique ne sont pas nés uniquement pour travailler au service des blancs. En même temps, ils constatent chez les blancs, sauf chez un très petit nombre, la volonté résolue de leur interdire l'accès à tout travail délicat, de les empêcher même de se servir des connaissances techniques que — comme dans les mines d'or du Rand, par exemple, — ils ont acquises au contact des ouvriers et des contre-

maîtres blancs. Leurs conceptions primitives s'effacent à mesure qu'ils s'enfoncent dans la civilisation occidentale imposée dans l'Afrique du Sud. Et rien n'a été mis à la place de ces croyances. Ils s'en effraient.

Ceci les amène à soupçonner que les idéals occidentaux les excluent à priori et la conscience de leur race est si profondément implantée en eux qu'ils hésitent... En même temps, ils voient que la race blanche de l'Afrique du Sud est pratiquement stationnaire en nombre et ils acquièrent le sentiment qu'ils peuvent mesurer la force de la race blanche. D'autre part, leur esprit est trop illogique pour corriger cette conclusion par quelque estimation plus rationnelle de l'avenir de l'Afrique du Sud.

Les Asiatiques, cependant, — énigme égale à l'énigme blanche et à l'énigme noire, — sont encore plus incertains. Leur civilisation et celle des indigènes sont aussi peu semblables que possible. S'il devait arriver que les noirs de l'Afrique du Sud se révoltent contre la civilisation occidentale, la place naturelle des Hindous serait à côté des blancs et contre la barbarie. Mais l'idée qui prévaut dans l'Afrique du Sud est que la couleur est l'unique signe de civilisation et qu'il n'est pas de civilisation sans peau blanche. Les blancs craignent que les non-Européens, si on les pousse vers la civilisation occidentale, fassent concurrence à leur commerce, les dominent, peut-être même les chassent du pays, et cette crainte est la cause de toutes les objections faites à une législation libérale concernant les gens de couleur. L'Asiatique, naturellement, est le plus haï et le plus craint. Mais si la crainte du noir est momentanément moindre, c'est parce que le noir a un plus grand chemin à faire avant de devenir un concurrent sérieux pour les Européens.

Si, pour des raisons politiques ou autres, les Européens de l'Afrique du Sud ne veulent pas accroître leur nombre par l'immigration, la politique rationnelle devrait être pour eux d'amener par degrés les Hindous à être des auxiliaires dévoués de la civilisation européenne contre des forces qui pourraient, à certains moments, retourner à la barbarie. Mais le fétiche de la couleur s'oppose absolument à cette politique. Au lieu de renforcer leur pouvoir, les blancs agissent de façon à provoquer des coalitions contre eux.

(*Current History*, mai 1922).

FIGURES LITTÉRAIRES

Thomas Hardy

La Review of Reviews *du 15 mai consacre trois articles au grand romancier Thomas Hardy.*

Si l'on considère la place de M. Hardy dans l'art du roman, on doit reconnaître que les plus grandes qualités qu'il déploie ne sont pas celles de ses contemporains, mais qu'on doit les chercher dans l'œuvre des génies des âges passés.

Il a la même largeur de vue, peut-être la même profondeur que Shakespeare. Et, de même que les tragédies ou les pièces dans lesquelles la tragédie prend la place principale sont considérées par beaucoup de critiques comme les œuvres les plus grandes de Shakespeare, de même, dans ses plus grands moments, M. Hardy est avant tout un tragique. Il y a quelque chose de particulièrement Shakespearien en certaines des héroïnes de Hardy et l'esprit et l'humour de ses scènes rustiques ont beaucoup de points communs avec les paysans des œuvres de Shakespeare, bien que les lecteurs qui connaissent le Wessex puissent reconnaître que les paysans de M. Hardy ne sont pas des créations artificielles, mais des être sortis du sol de ce pittoresque district...

M. Hardy est né au petit hameau d'Upper Bockampton, près de Dorchester, le 20 juin 1840, il y a 82 ans environ, en plein cœur du Wessex. Chacun a pu reconnaître dans ses romans et dans sa poésie, ce Wessex qu'il connaît si bien, avec ses vieilles coutumes, ses survivances, ses types particuliers devenant malheureusement moins nombreux chaque année, son air d'être isolé du reste du monde, son charme pittoresque. Le pays décrit par M. Hardy avec tant de force n'est pas seulement un décor ; il devient une partie intégrante du roman. Dans beaucoup trop de romans, la couleur locale reste extérieure à l'histoire. Dans l'œuvre de M. Hardy, ceci ne se produit jamais. Jamais un romancier n'a décrit avec tant d'amour, de sincérité, de tendre poésie les types, les manières, les coutumes, la vie de la province qui lui a donné naissance.

M. Hardy m'a souvent parlé de ces jours de jeunesse où il parcourait le district de Dorchester, respirant l'atmosphère des villages et des gens de la campagne avec lesquels il vivait en contact étroit. Dès sa première enfance, il vécut en contact avec la nature qui joue un rôle si grand dans son œuvre.

Le don d'écrire était inné en lui. Mais aussi loin qu'on peut remonter parmi ses ancêtres, on ne trouve aucun écrivain....

M. Hardy étudia d'abord l'architecture. Mais, quoiqu'il ait consacré

beaucoup de temps à ses études à Londres et à l'architecture dans son pays natal, il n'exerça jamais sérieusement cette profession et. de ces années écoulées avant 1871, date de son premier roman, il ne reste que les traces de son amour pour l'architecture et des renseignements techniques qu'on peut découvrir dans ses livres. On peut noter le détail avec lequel sont discutées la plupart des constructions qui apparaissent dans ses romans. et le soin avec lequel il rappelle la place de tel site naturel ou de tel édifice et les distances qui séparent un point et un autre....

C'est seulement après le succès incontesté de *Far from the madding-crowd*, qui parut en feuilleton dans le *Cornhill* en 1874, que M. Hardy abandonna définitivement l'architecture pour la littérature....

M. Hardy est aujourd'hui un vieillard. Voici deux ans environ que les plus célèbres écrivains de la Grande-Bretagne lui ont apporté leur hommage à l'occasion de son 80e anniversaire. Mais il travaille encore. Dans plus d'un journal et d'un magazine, on peut trouver de temps à autre un poème de lui; et il vient justement de publier un volume de poèmes, le sixième depuis que, à l'âge de 58 ans, ayant conquis la renommée comme romancier, il apparut au monde comme poète. La poésie fut son premier amour, mais, à l'âge de 27 ans, il laissa la poésie pour le roman, puis retourna à la poésie lorsque son œuvre de romancier fut accomplie. Certains de ses admirateurs pensent que, comme son grand contemporain, George Meredith, Hardy a créé ses plus belles œuvres, a donné la plus claire impression de la vérité intime de son esprit et de son caractère, dans sa poésie et non dans ses romans. Quoi qu'il en soit, le chemin qui mène à la poésie de Hardy passe par ses romans. Même s'il n'avait pas écrit ses poèmes lyriques, s'il n'avait pas écrit une épopée dramatique vaste, variée et monumentale sur la guerre napoléonienne en particulier et la vie en général, *The Dynasts*, ses romans lui assureraient encore la plus grande renommée qu'on puisse obtenir.

M. Hardy a écrit quatorze romans, sans compter trois volumes de nouvelles. Le premier a été publié en 1871, le dernier en 1897. Thomas Hardy comme beaucoup d'autres jeunes auteurs, commence par donner tous ses soins à l'intrigue; son expérience de la vie, quand il avait 27 ans, n'était pas aussi profonde qu'elle devait plus tard le devenir; son premier roman *Desperate Remedies* fait passer l'intrigue avant les caractères.

L'auteur de l'article divise les romans de Hardy en trois groupes. Le premier groupe comprend ce qu'il appelle les romans d'habileté ou de manière, Novels of ingenuity. *Il y fait entrer* Desperate remedies, The hand of Ethelberta, *et* A Laodicean. *Ce sont les œuvres de jeunesse. Puis un second groupe se présente que le critique de la*

Review of Reviews *appelle Histoires romanesques et Fantaisies. Ce groupe se compose de* A Pair of blue eyes, The Trumpet-Major, Two on a Tower, The well-beloved, *et d'un volume de nouvelles* : A group of noble dames. *Ce sont des récits charmants de la vie anglaise.*

Le troisième groupe comprend les sept grandes œuvres : Under the greenwood tree, Far from the madding crowd (*traduit en français sous le titre de* Barbara), The Woodlands, The return of the native, The Mayor of Casterbridge.

« Romans des caractères et de ce qui les environne », c'est le titre que Hardy a donné à la série de ses grands romans. Qu'entend-il par cette phrase ? Parmi la variété des sujets et des récits, une idée semble émerger de chacun de ces grands romans : le contraste qui existe entre la nature des gens et ce qui les entoure, ce qui décide à leur place. « Ce qui les environne », c'est d'abord pour Hardy, la nature des gens qui forment le groupe où ils vivent et, ensuite, les choses matérielles : règle sociale, position occupée dans la vie. Nous voyons toujours des gens qui ont du bon en eux. Mais, ce bon ne peut pas s'exprimer à cause du caractère des autres membres du groupe ou à cause des accidents de la naissance ou de la fortune. Dans les deux autres romans que nous allons examiner, il étend le sens de « ce qui environne » en y introduisant nettement ce que, jusqu'alors, il avait seulement fait sentir : les conventions, les lois et les coutumes par lesquelles les hommes ont entravé la liberté de la nature humaine, mis un frein à ses impulsions, affaibli son pouvoir.

Ces conventions et lois sont, nous le savons tous, des choses fort utiles. Mais dans *Tess of the d'Urbervilles* et dans *Jude the Obscure*, Hardy nous montre certains caractères qui, sont mutilés, brisés et enfin détruits par l'influence des circonstances. Voilà la raison pour laquelle ces deux livres ont fait tant de bruit lors de leur publication, voilà pourquoi ils sont encore considérés avec défiance par des esprits d'un certain ordre. Je ne crois pas qu'ils puissent effrayer ou choquer les esprits qui ont le courage de regarder la réalité en face... Tess Durbeyfield, laitière, est une femme pure, que la vie a blessée à cause d'une erreur de jeunesse où sa volonté n'est pour rien. Simple et douce, mais non sans une forme particulière de grandeur d'âme, elle est l'une des figures les plus aimables et les plus pitoyables du roman. Jude l'Obscur est un jeune homme dont l'intelligence et les aspirations sont supérieures à sa naissance et à ses moyens. S'il était né de gentilshommes ou de riches bourgeois, on lui aurait appris, à l'école et au collège, à gouverner ses fortes passions. Né pauvre et de basse extraction, il n'a aucune défense contre ses passions ; et son bon caractère ne lutte sans cesse que pour être finalement rejeté à l'ornière. Dans *Jude the Obscure* nous rencontrons aussi une fille étrange et ravissante, Sue Bridehead, cousine de Jude, qui est

la plus remarquable de toutes les femmes subtiles que Hardy a dépeintes avec tant de talent et de profondeur. Les deux histoires sont tragiques et très tristes; la punition semble tout à fait disproportionnée aux fautes. Mais toutes les deux sont emportées par la grandeur de l'esprit et de l'art de l'auteur dans des régions où la contemplation de la tristesse et du désastre élargit et purifie l'esprit du lecteur, un peu par la terreur, surtout par la pitié.

La pitié. Nous voici au point principal. On accuse depuis longtemps Hardy d'être pessimiste parce qu'il écrit des histoires tristes. Il a pu, il est vrai, écrire des histoires amères, comme certaines nouvelles du volume intitulé *Life's little ironies*; il a pu dans ses moments de souffrance profonde, regarder le destin comme cruel et malicieux. Mais pessimiste au vrai sens du mot, il ne l'est pas. Il est désespérément honnête. Il ne dit que ce qu'il croit sur le monde et sur la vie humaine. Et, puisqu'il ne voit pas que la vie n'est que bonheur, que l'amour est toujours une source de joie, que dans ce monde ou dans l'autre, les hommes et les femmes reçoivent la récompense de leurs souffrances, il refuse d'offrir aux lecteurs aucun de ces palliatifs. Sa vision lui montre le pouvoir suprême comme un pouvoir qui n'est ni bienveillant ni malveillant, un pouvoir qui ne sait pas, qui ne s'inquiète pas de savoir si les hommes sont heureux ou non. Contre cette loi aveugle, inconsciente, les hommes et les femmes, avec tous leurs désirs, leurs sentiments, leurs aspirations, meurtrissent sans cesse leurs âmes. Ils vivent, ils se meuvent, ils aiment, ils haïssent, ils espèrent et désespèrent, pris dans une force qui ne veut ni leur bien, ni leur mal, qui n'approuve, ni ne condamne, qui reste impassible. Les bases de cette philosophie ne sont pas exprimées dans les romans qui nous occupent actuellement : ceux qui voudront voir la pleine expression que Hardy a donnée à cette idée, devront la chercher dans l'épopée dramatique *The Dynasts*, où le poète a inventé certaines troupes d'esprits qui formulent le système qu'il a imaginé. Mais sous l'ombre de cette puissance inconsciente et inattentive, combien la vie humaine peut être riche en toutes choses, du noble effort à la joie du foyer! Les jours de l'homme sont pareils à l'herbe des champs, tandis que la vie continue à travers des éons infinis. La plus longue vie humaine n'est qu'un point infime dans le temps; les plus grandes joies, les plus grandes tristesses du plus grand des hommes ne sont guère plus dans le système général des choses que la mort d'un moustique. Et pourtant, combien chaque homme doit souffrir dans sa vie. Et combien il est pitoyable de le voir souffrir ! Ainsi Hardy n'est pas un pessimiste qui hait la vie et les hommes ses compagnons. C'est avec cette pitié ardente qu'il étudie le monde et qu'il nous présente avec une absolue rectitude l'image qu'il a reçue. Il peut nous faire frémir; il peut nous charmer. Il peut nous faire rire ou nous terrifier. A la fin, le plus grand don qu'il nous apporte est le don de pitié. Il entrera dans la gloire comme le romancier de la pitié.

(*Review of reviews*, 15 mai 1922).

QUESTIONS HISTORIQUES

Napoléon Ier et l'Europe moderne

Le professeur J. Holland Rose examine la personnalité de Napoléon et la trace qu'il a laissée dans le monde.

Dans sa personne se rencontraient une force de volonté, une richesse de ressources et une intensité d'ambition qui jamais auparavant n'avaient été concentrées en un seul caractère. A son père, Charles-Marie de Bonaparte, il devait ses aptitudes pour le droit, pour les affaires diplomatiques, son insatiable agitation, son étonnante facilité d'expression et une versatilité d'intelligence vraiment surprenante. Mais à ces dons s'ajoutaient des qualités d'une autre trempe. Il les tirait, à travers sa mère, du clan des Ramolino qui avait hérité des instincts guerriers de la vieille Corse. D'elle aussi, il reçut cette façon réaliste de considérer la vie qui l'écarta des théories jacobines, mais jamais ne supprima en lui les élans de l'ambition. Le mélange Bonaparte-Ramolino joignit l'habileté à la domination. Ces qualités spéciales étaient particulièrement nécessaires à l'époque du Directoire....

M. Holland Rose retrace la carrière de Napoléon. Il relève une influence curieuse de l'Orient.

L'Orient a exercé un charme subtil sur tous ses conquérants. D'Alexandre à Kitchener, ils ont eu quelque chose d'orientalisé ; et Bonaparte a avoué plus tard que c'est en Egypte qu'il a chassé définitivement ses premières croyances Rousseauistes. S'il avait cru en la perfectibilité des hommes, l'Egypte le désillusionna. Ses expériences d'Egypte et de Syrie renforcèrent en lui ce penchant vers l'autocratie qui le conduisit, par le coup d'Etat de Brumaire, au Consulat, puis au Consulat à vie, puis à l'Empire et enfin à la tentative d'empire universel. Le mirage de l'Orient ne cessa de peser sur lui. C'est ce mirage qui l'amena à la rupture de la Paix d'Amiens en 1803, qui lui inspira les clauses secrètes et les plus dangereuses du traité de Tilsitt (1807). Enfin ce mirage joua son rôle dans la tragédie de la campagne de Russie. Le Byzantinisme, des origines aux temps les plus récents, a toujours eu la même destinée....

M. Holland Rose, après avoir exposé l'influence de Napoléon dans tous les domaines, arrive à cette conclusion :

Dans l'ensemble, on peut sans doute dire que son œuvre principale fut de ramener le mouvement révolutionnaire français dans les lignes d'un progrès normal, et d'appliquer les principes révolutionnaires modifiés par l'expérience, aux peuples voisins. Mais il est contraire à la réalité de le considérer seulement ou même principalement comme l'héritier de la Révolution. Au moment de son retour d'Egypte, il avait rompu radicalement avec les Jacobins et il montra toujours peu

de respect pour les hommes de 1789. Jusqu'en 1806, il est vrai, son action fut celle d'un révolutionnaire, en Italie, en Suisse et en Allemagne. Mais il renversait le vieil ordre reposant sur le Pape, les patriciens et les prêtres pour préparer la voie à l'ordre Napoléonien. Ordre qui reposait non sur Rousseau, mais sur les Césars. Jamais on n'a fait un usage plus habile des termes révolutionnaires pour camoufler une suprématie essentiellement militaire. Mais, malgré les efforts persistants des roitelets de sa famille, des fonctionnaires français et d'une presse servile, le régime Napoléonien ne put s'enraciner profondément en dehors des limites de l'ancienne France. Si Napoléon avait incarné l'esprit de la Révolution, son régime aurait été le bienvenu chez tous les peuples voisins, excepté chez les Espagnols. Car tous ces peuples avaient regardé la Déclaration des Droits de l'Homme comme l'aube d'une ère nouvelle. En s'écartant des principes de 1789, comme il le fit de plus en plus pendant l'Empire, il inspira de la répulsion à ceux de ses sujets qui n'étaient pas Français ; il donna aux Français des doutes qui allèrent bientôt jusqu'à l'épouvante. Pour un régime pareil, il n'y avait pas de place dans l'Europe moderne. Son césarisme, avec toute sa splendeur et toutes ses œuvres utilitaires, était un anachronisme. Il est difficile de croire que, même sans Leipzig et Waterloo, son Empire aurait pu durer ; car, à part la France, la Belgique et l'Italie, il était haï comme un tyran sanguinaire. Et ces trois peuples ne l'aimaient que parce qu'ils le croyaient « l'héritier de la Révolution ». Montholon raconte qu'à Sainte-Hélène, le 3 août 1816, il affirma qu'une autocratie aurait beaucoup mieux convenu à la France qu'une monarchie constitutionnelle qui exigeait du temps pour sa consolidation ou un système parlementaire qui pouvait porter préjudice « aux intérêts créés par la Révolution », entendez le règlement agraire. Mais, dans les actions qu'il accomplit entre 1789 et 1804, il y a de bien faibles indices qu'il ait jamais pensé sérieusement à une monarchie constitutionnelle ou à un système fondé sur le contrôle parlementaire...

Une étude complète des Cent-Jours suffit à dissiper l'auréole de martyre qui a été formée par le récit de Longwood. En réalité, l'exil à Sainte-Hélène ne fut pas la moins triomphante partie de sa carrière. Il lui permit de donner au monde une version bien différente de celle que ses actions et les lettres écrites pendant l'Empire devaient produire ; et il connaissait assez la nature humaine pour comprendre que le roman de son exil devait effacer les dures réalités de son gouvernement. Le 23 juillet 1817, il alla jusqu'à comparer son sort à celui de Jésus-Christ « qui ne serait pas encore Dieu sans sa couronne d'épines. C'est son martyre qui a parlé à l'imagination des hommes. Si, au lieu d'être ici, j'étais en Amérique, comme mon frère Joseph, personne ne me donnerait une pensée et ma cause serait perdue ».

En réalité, Napoléon, l'Empereur, a échoué tandis que Bonaparte,

général et Premier Consul, avait réussi. Un triomphe continuel exagèra les défauts de son caractère. En octobre, il avouait à Las Cases que toujours il avait été gâté : « J'ai toujours donné des ordres. Depuis ma naissance, j'ai eu le pouvoir. J'ai toujours rejeté les maitres et les lois ». Une pareille nature a besoin d'une opposition ferme et forte pour développer ses meilleurs caractères. Sa bonne et en même temps sa mauvaise fortune a été de trouver une France désillusionnée et une Europe chaotique, des généraux ennemis, qui, presque toujours, se trompaient, des monarques en proie à la timidité ou à la folie, des hommes d'Etat prêts à céder au premier grand désastre. Ses premiers succès le jetèrent dans des entreprises réalisables pour un César au 1er siècle, fatales à un homme plus grand que les Césars au XIXe. A la fin, son génie sans repos fatigua les peuples étrangers et épuisa les Français eux-mêmes. « L'erreur espagnole » mina son projet de grande fédération latine. La puissance maritime de l'Angleterre sapa son Empire démesuré. La campagne de Russie le ruina dans l'Europe orientale. Le nationalisme allemand se dressa alors contre lui ; et il tomba, victime de de sa mégalomanie. Cependant, il avait amené à la conscience politique les peuples de l'Europe méridionale et orientale et il avait éveillé le colosse de l'Est. Les dernières batailles, tourbillonnant autour de Paris, montrèrent que les énergies populaires alors dressées contre lui l'emportaient de beaucoup sur celles qu'il avait commandées à ses glorieux débuts. /

(*Edinburgh Review*, avril 1922).

La Légende de Napoléon en 1833

Dans une lettre inédite de l'historien italien Carlo Botta, publiée par Mme Emilia Regis, on trouve le récit d'un curieux incident qui montre à quel point la légende de Napoléon était encore vivace en France, douze ans après la mort de l'Empereur.

Ecoute un peu cette histoire, écrit Botta à son ami l'auteur dramatique Stanislao Marchisio (Paris, 24 juin 1833). L'autre soir, entre sept et huit heures, il y a aujourd'hui sept jours, j'étais à la fenêtre, suivant mon habitude, regardant dans la place Saint-Sulpice. Il y passe de vieilles femmes, il en passe de laides, il passe des séminaristes avec leurs rochets, des soldats avec leurs sabres, des gardes nationaux avec leurs gros képis noirs ; on voit arriver et partir les grosses voitures omnibus, c'est-à-dire à six sous la place où les gracieuses modistes font de l'œil aux beaux garçons. Là-haut, vers le ciel, sur les deux tours qui ornent la façade de Saint-Sulpice, magni-

fique église bâtie suivant les dessins de Servandoni, deux télégraphes agitent leurs immenses bras pour parler un langage mystérieux que bien peu comprennent. Or, voici que descend de l'omnibus un officier en uniforme : habit vert, grosses épaulettes de colonel, petit chapeau à trois cornes, bottes jusqu'au genou, pantalon collants blancs, cuisses grasses, un rouleau de papier à la main; pâle de visage, les épaules larges et un peu voûtées. Descendu de l'omnibus, il se mit à se promener sur la place comme un homme qui attend quelqu'un. De temps en temps, il s'arrêtait regardait la façade de l'église, puis reprenait sa promenade. Le peuple commença à le regarder curieusement, puis à s'attrouper, puis à courir, le regardant toujours. D'abord des enfants et des femmes; puis des ouvriers sortirent de chez un carrossier voisin. Et tous le regardaient fixement. Parmi ces gens attroupés, un cri s'éleva brusquement : « C'est Napoléon. » Et vraiment par ses gestes, par son corps, par son habit, il lui ressemblait un peu. La foule s'accroît; on forme des cercles de toutes parts. Le brave officier, en voyant que le peuple le regardait si attentivement, n'avait su d'abord que dire. Quand il entendit qu'on l'appelait Napoléon, il se mit à rire, mais il était un peu effrayé. Puis il jura ses grands dieux qu'il n'était pas Napoléon, mais tout cela était bien inutile. Car ils voulaient qu'il le fût.

« Mes enfants, mes enfants, disait-il, soyez certains que je ne suis pas Napoléon. — Oui, oui, c'est toi ! ». Et déjà ils faisaient mine de le porter en triomphe. Le pauvre homme se défendait de son mieux et il tourna le coin, si bien que je ne le vis plus. J'appris cependant qu'en grande hâte, il s'était jeté dans une maison et avait fermé la porte, puis qu'il avait arrêté le mouvement en criant qu'il était M. Un Tel et non Napoléon. Il attendait simplement sur la place son domestique qui devait lui amener un cheval; car il est officier de cavalerie. Eh bien! réfléchis, mon ami. S'il avait été le vrai Napoléon, il aurait, avec ce simple rouleau de papierà la main, conquis Paris et la France. Voilà les poussées populaires ! C'est un fait que la plèbe ne le croit pas mort et l'attend, et je n'ai jamais pu persuader ma servante qu'il est mort; elle dit que ce sont des mensonges des gens qui veulent régner à sa place. Remarque encore que lorsqu'on mène les hommes à la baguette, on enfonce de plus profondes racines en eux que lorsqu'on les rend libres. L'homme est comme la Martine du *Médecin malgré lui* qui voulait être battue.

(*Nuova Antologia*, 16 mai 1922).

Le Gérant : A. BIÈRE.

Imprimerie J. BIÈRE, 18-20, rue du Peugue, BORDEAUX

LIVRES NOUVEAUX

Les feuilles d'herbe. — Walt Whitman. 2 volumes (*Mercure de France*).

Voici enfin la traduction complète du recueil magnifique de Whitman. M. Bazalgette n'a redouté ni les répétitions, ni les strophes confuses, ni les appels de pure sensualité. Ce livre, pour nous autres civilisés de l'ancien monde, est un chaos déconcertant. Il nous saisit pourtant, il nous enivre, il ouvre à coups de hache des brèches lumineuses dans le mur qui nous sépare du monde extérieur. Jamais être n'a renoncé plus complètement à l'esprit, ne s'est abandonné plus éperdument à la bête instinctive, ne s'est livré aux sens. C'est une œuvre barbare sans doute, mais c'est aussi un trésor de splendeurs, un bain de vent, de soleil et de force.

La fugitive. — Rabindranath Tagore. (*Nouvelle Revue française*).

Un sensuel aussi, mais un sensuel replié, sur qui pèse une civilisation engourdie, tant de fois millénaire, et la lourde immobilité des terres tropicales. Sensualité caressante, polie, mêlée de sensibilité et de tendresse, avec je ne sais quoi de lunaire, d'humide, de souple, de féminin qui est la douceur de l'Hindoustan.

En marge des marées (Within the tide) — Joseph Conrad. Traduction Jean Aubry. (*Nouvelle Revue française*).

Une nouvelle traduction du grand Conrad. Sujet large comme toujours, profondément humain, mais traité par une imagination qui a porté dans la littérature anglaise, le charme nerveux de la Pologne. Conrad, c'est la fantaisie la plus riche, la plus déréglée et qui parfois aurait des frissons de folie, si le grand air salin de l'Océan ne venait la bronzer, la resserrer sur elle-même. Ce Slave anglicisé, devenu marin, ballotté à travers toutes les mers et toutes les terres des tropiques et du pôle, est un des plus puissants excitants de l'époque et qui s'offre à toutes les races grâce à son internationalité.

Gaspard des Montagnes. — Henri Pounat (chez Albin Michel).

Un livre remarquable, tout pénétré de l'odeur de la terre et des vieilles légendes qui sont sorties du sol, une épopée paysanne, à la fois familière et grandiose, et que toute l'Auvergne reconnaîtra. L'Auvergne et peut-être la France, car les légendes entrées dans ce livre ne sont pas purement auvergnates. Imprimées dans d'autres dialectes de France, les provinces voisines les ont entendues. L'âme des vieux fabliaux vient de repasser dans ce Gaspard des Montagnes qui retrouve en chacun de nous le plus pur, le plus frais, le plus particulier, le plus national, la race même.

L'escalier d'or. — Edmond Jaloux (Renaissance du Livre).

Un roman fantaisiste, trop fantaisiste même pour être un roman. Après tant de récits adroitement composés et qui développaient docilement un thème, M. Edmond Jaloux s'est livré en toute liberté aux caprices de son esprit. Et cet esprit possède des richesses abondantes, variées, délicates, nuancées, des ingéniosités qui ravissent.

La folle jeune fille. — André Beaunier (chez Flammarion).

On peut dire de M. Beaunier qu'il est un peu précieux. Il y a dans son style quelques parfums de la belle Arthénice, de Voiture ou de Benserade, quelques couleurs surannées d'éventail. Qui le lui reprocherait lorsqu'il choisit le plus délicat des sujets, l'âme d'une jeune fille moderne. Il n'y a là ni aventure scandaleuse, ni frénésie, mais une étude paisible de sentiments très compliqués. M. Beaunier débrouille les petites âmes d'un doigt presque féminin. Etat exceptionnel où se mêlent le senti et l'imaginaire, mouvements du cœur qui ne sont peut-être que des frémissements. Le charme d'une Lafayette qui, au lieu d'écouter Racine, n'aurait connu que Marivaux.

Les Amorandes. — Julien Benda (chez Emile-Paul).

C'est l'extrême opposé du roman de M. Beaunier. M. Benda est un esthéticien et son roman est presque encore de la philosophie. M. Beaunier décrit le particulier presque infime, M. Benda choisit le plus général des sujets. C'est le conflit dans un cœur d'homme entre l'amour et le devoir social. C'est aussi l'étude de ce sentiment que George Sand inspira jadis à Chopin et où l'amour se mêle à la tendresse filiale. L'œuvre est sévère, si noble qu'elle laisse parfois le regret de quelque frisson.

Pages choisies. — Jean Jaurès (chez Rieder).

Que ceux qui ont mal connu Jaurès, que la confusion, la grossièreté de la politique ont écartés de cet homme, s'arrêtent à ces pages choisies. Ils découvriront une imagination magnifique et virile, une sorte de prophète, un frère cadet de Hugo, moins splendide, mais aussi moins bégayant, plus simple, plus doucement lumineux, plus près des labeurs, mieux enraciné.

Imprimerie BIÈRE
18-20-22, rue du Peugue
BORDEAUX

931

DEC 12

P
Fr.Lit.
V

Vie des Peuples
t.7,no.27(1922)

50

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY